

**Karim
Pakradouni**

LE PIÈGE

*De la malédiction
libanaise à la guerre
du golfe*

Grasset

FMA

LE PIÈGE

*De la malédiction libanaise
à la Guerre du Golfe*

BERNARD DRASSEI

PARIS

1991

BEYROUTH

DU MEME AUTEUR

LA PAIX MANQUEE, OU LE MANDAT D'ELIAS SARKIS
(1976-1982), FMA, 1984

LE PIÈGE

De la malédiction libanaise
À la Guerre du Golfe

KARIM PAKRADOUNI

LE PIÈGE

*De la malédiction libanaise
à la Guerre du Golfe*

BERNARD GRASSET
PARIS

FMA

BEYROUT

KARIM PAKRAJATOUNIAN VO

LA PAIX MANQUÉE, OU LE MANDAT D'ÉLUS SARRIS
(1979-1981) FMA, 1991

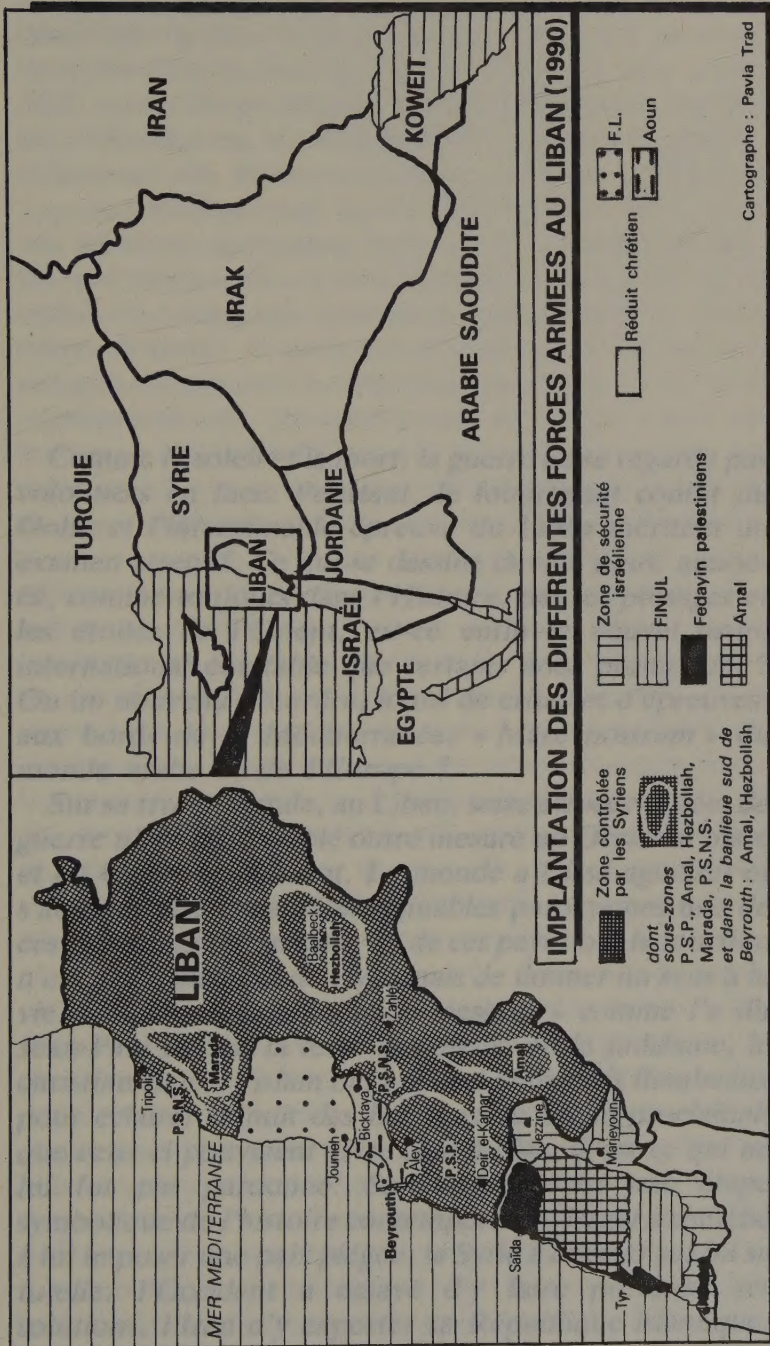
LE PIÈGE

De la malédiction libanaise
à la Guerre du Golfe

BERNARD GRASSET
PARIS

Tous droits de traduction de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

© Editions Grasset & Fasquelle et éditions FMA, 1991



Comme le soleil et la mort, la guerre ne se regarde pas volontiers en face. Pourtant, le foudroyant conflit du Golfe et l'interminable épreuve du Liban méritent un examen attentif. Ce qui se dessine devant nous, annoncé, comme toujours dans l'Histoire, par les présages et les étoiles de l'Orient, est-ce enfin le nouvel ordre international équitable que certains nous promettent ? Ou un nouveau désordre, lourd de crises et d'épreuves, aux bords de la Méditerranée, « Mare nostrum » du monde arabe et de l'Europe ?

Sur sa rive orientale, au Liban, seize atroces années de guerre n'ont pas troublé outre mesure un Occident blasé et un Orient impuissant. Le monde a laissé agoniser et s'autodétruire dans d'inimaginables paroxysmes une de ces rares nations témoins, un de ces pays dont la fonction n'est pas seulement de vivre mais de donner un sens à la vie des autres. Une « nation-message » comme l'a dit Jean-Paul II. Sur la terre des dieux, où le judaïsme, le christianisme et l'islam ont apporté leurs trois flambeaux pour éclairer la nuit des hommes, le Liban proclamait que ceux-ci pouvaient vivre côte à côte. C'est ce qui ne lui fut pas pardonné. Son épreuve est une étape symbolique de l'histoire contemporaine. Israël a cherché à lui imposer une paix piégée, la Syrie à exercer sur lui sa tutelle, l'Occident a essayé d'y faire prévaloir ses solutions, l'Iran d'y exporter sa République islamique,

les Palestiniens d'y créer leur Etat. Tous les joueurs de l'univers, à un moment ou un autre, ont poussé leurs pièces, ont joué tous les coups sur ce minuscule et sanglant échiquier. Après sa victoire sur l'Iran en 1988, Saddam Hussein y a affronté, pour la première fois, les Etats-Unis, dans sa quête passionnée du leadership arabe qu'il allait perdre face à leurs soldats.

Nous pensons qu'il importe à qui veut comprendre son temps d'étudier la crise libanaise, d'en démonter les subtils et complexes mécanismes. La guerre du Liban n'est pas seulement le massacre insensé, l'absurde tuerie locale qu'on dénonce à juste titre. C'est, dans le pire des cas, l'annonce d'une Apocalypse et, dans le meilleur, une amère et utile leçon. La malédiction d'un pays peut engendrer le malheur de beaucoup d'autres. La malédiction du Liban touche déjà une partie du Golfe avec, au moins, le Koweït et l'Irak.

La brève et expéditive guerre du Golfe n'en comporte qu'une, mais elle est assenée au monde avec une effarante brutalité : l'Amérique, à la fin du vingtième siècle, est le seul Empire mondial. Tocqueville n'a eu raison que pour un temps désormais révolu. La Russie, ruinée par son utopie et épuisée par sa décolonisation, n'est plus la rivale des Etats-Unis. La Rome des temps modernes loge dans les édifices néoclassiques de Washington. Elle n'a pas eu besoin de détruire la Carthage qui lui disputait la domination sur l'univers. L'U.R.S.S. a perdu une troisième guerre mondiale sans l'avoir livrée.

Il n'existe plus qu'un modèle de développement, qu'une culture dominante. Ceux de l'Amérique impériale. Ses concurrents sont encore à naître. La Chine, énorme et impuissante, s'enlise dans les derniers bourbiers du communisme. Le Japon, dragon économique, est encore — pour combien de temps ? — une crevette politique. L'Europe, géant balbutiant, n'existe pas comme volonté politique autonome. La Grande-Bretagne reste une alliée inconditionnelle, l'Allemagne a trop à faire avec son unification pour dresser l'étendard

de la révolte. La France éprouve, et parfois manifeste avant de rentrer sagement dans le rang, quelques velléités d'indépendance. Unique superpuissance mondiale face à des puissances régionales, la nouvelle Rome veut imposer sa loi à tous.

Le peut-elle ? Il est permis d'en douter. Car cet Etat impérial ne règle pas, en fin de compte, les problèmes des provinces lointaines. Il les néglige comme étrangers à ses « intérêts vitaux » — c'est le cas du Liban — ou encore les complique par désinvolture — c'est le cas du Moyen-Orient — et prétend alors leur imposer des solutions sommaires et à courte vue. Le modèle américain est certes la démocratie et la référence incantatoire à l'esprit religieux des pères fondateurs. C'est aussi et surtout, plus prosaïquement, l'horizon d'une technologie sans autre drapeau que le billet vert. Ce modèle ne peut fournir au monde ni une idéologie ni un supplément d'âme. Alors que se dissipe enfin le cauchemar du grand affrontement planétaire, le vide au sommet appelle, à la base, le trop-plein des intégrismes. Voyant l'Amérique être tout et se refusant à n'être rien, les nations comme les hommes se réfugient dans leurs particularismes ethniques ou religieux. Le Liban offre un remarquable exemple de la fragmentation qu'entraîne cette attitude. On verra dans le présent livre comment tous les camps s'y sont divisés, tous les partis scindés, toutes les spécificités affirmées, toutes les intransigeances durcies. Ce fléau qui menace l'univers a d'ores et déjà un nom : la « libanisation », cette nouvelle forme de piège.

De même que le prolétariat misérable de l'Occident chercha son salut dans la plus grande religion temporelle de notre temps, l'Evangile selon Marx et Engels, de même, les déshérités et laissés-pour-compte de la planète se réfugient aujourd'hui dans la revendication frénétique et douloureuse de ce qui fonde leur être même. Commencé dans le communisme, notre siècle s'achèvera-t-il dans l'intégrisme ? Naguère moteur de la lutte pour l'indépendance, l'islam est devenu le rempart de l'identité culturelle. C'est pourtant dans le libre débat

des opinions, l'acceptation des différences, dans la démocratie, que le tiers monde pourra trouver l'ébauche d'une solution à ses redoutables problèmes. La Pologne, nation martyre, fut l'étincelle qui alluma le brasier de la liberté en Europe de l'Est. Le Liban sera-t-il un jour la Pologne du Moyen-Orient ?

I

LE CALVAIRE DES PRÉSIDENTS

A l'image du Liban ravagé par la guerre, le palais présidentiel de Baabda offrait, en cette lumineuse matinée de janvier 1990, le spectacle poignant de ses murs effondrés et de ses poutres noircies. Je rendais visite au général Aoun qui, dans le sous-sol de ce décor d'apocalypse, tentait de rassembler les dernières miettes d'un pouvoir bientôt balayé. Je ne pus m'empêcher de dire à l'officier qui m'accompagnait : « Il ne faudra pas raser ce palais. Il faudra en faire, pour les générations futures, le musée de la malédiction du Liban. »

Que les Libanais aient commis toutes sortes d'erreurs et de fautes ne change rien au fond du problème. Leur guerre n'est pas du seul empire de l'Homme. Sur elle plane une malédiction, la malédiction des dieux. Rien n'a été épargné par elle, ni la nation ni la République ni le peuple. Ni les présidents qui se sont succédé tout au long de la tourmente. Quand il accéda au pouvoir, en 1970, Sleiman Frangié était porté par une lame de fond sans précédent. Six ans plus tard, quand il passa le relais à Elias Sarkis, ce fut hors de son palais bombardé et avec un gouvernement déchiré. La tragédie commençait. Le début du mandat d'Elias Sarkis avait été marqué par le déploiement de l'armée syrienne. Il devait se terminer, en 1982, par l'invasion israélienne et l'assassinat, vingt et un jours après son élection, de Bachir Gemayel. C'est alors que la tragédie devint malédiction.

En septembre de cette année maudite, Amine Gemayel inaugurait ses fonctions dans un climat d'espoir. Il achèvera son mandat dans la confusion. Premier chef de l'Etat à ne pouvoir assurer sa succession, il confiera, le 22 septembre 1988, une République en lambeaux à un cabinet de militaires dirigé par le général Michel Aoun. Deux ans plus tard, le 13 octobre 1990, bien que transformé en héros populaire, le général Aoun, sous les coups puissants de Damas, devra chercher refuge à l'ambassade de France après avoir vu, événement sans précédent, le palais présidentiel de Baabda, le ministère de la Défense et le commandement de l'armée à Yarzé bombardés par l'aviation et investis par les forces syriennes.

Elu près d'un an avant ce drame, le 5 novembre 1989, René Moawad avait été assassiné dix-sept jours plus tard, le jour même de la fête de l'indépendance. Quel signe plus éclatant de la malédiction que cet anniversaire endeuillé ? Tout se passait comme si la Nation blessée avait été par deux fois condamnée à désigner deux présidents, l'un destiné à mourir et l'autre à gouverner. Elu immédiatement après la tragédie à la fonction suprême, Elias Hraoui tente désormais de lutter contre le maléfice.

La fatalité n'a pas épargné davantage les chefs de gouvernement sunnites. Dès le début de la guerre, le 13 avril 1975, Rachid Solh démissionnait en catastrophe. Un accord, conclu avec Israël le 17 mai 1983, écrasa Chafic Wazzan et l'éloigna définitivement de la scène politique. Rachid Karamé fut victime d'un attentat le 1^{er} juin 1987. Seul – et dans quelle angoisse ! – Sélim Hoss parvint à se maintenir. Vers la fin de 1990, Omar Karamé, frère de Rachid, constitua, non sans péril, un cabinet d'union nationale promis à mille épreuves.

Seuls les chefs chiïtes du pouvoir législatif n'ont pas reçu de tels coups. Tout au long d'une interminable guerre, l'Assemblée n'eut, en effet, que deux présidents, Kamel el-Assaad et Hussein el-Husseini. Il apparaît donc qu'aux termes d'une logique purement arithmétique,

que, les maronites furent plus frappés que les sunnites et ces derniers moins lotis que les chiites. A s'en tenir à la logique politique, il est clair que la présidence de la République a été ébranlée, celle du gouvernement maintenue et celle de l'Assemblée affermie. Enfin si l'on adopte l'implacable logique de l'Histoire, tous les Libanais, du président au plus humble des citoyens, ont perdu la partie, vainqueurs et vaincus pris dans les mâchoires du même piège.

En cette nuit tragique du 14 septembre 1982, alors que la nouvelle de la mort de Bachir Gemayel venait à peine d'être confirmée, quelques membres du bureau politique des Kataëb se rendirent au domicile du chef du parti, Pierre Gemayel, à Bickfaya, pour lui faire part de leur intention de poser la candidature d'Amine à la magistrature suprême. La réponse fut éloquente : « Nous autres Gemayel, nous ne sommes pas faits pour être présidents. J'avais mis en garde Bachir. Je réitère mon avertissement en ce qui concerne Amine. » Ceux qui le connaissaient bien comprirent que Pierre Gemayel souhaitait vivement, mais pour lui-même, ce qu'il feignait d'écarter pour son fils Amine. Le lendemain, le bureau politique se réunit au siège du parti à Saïfi, en l'absence de Pierre Gemayel, et décida à l'unanimité de poser la candidature d'Amine. A partir de ce moment, chaque fois qu'un conflit opposerait l'un de nous à son fils, le père nous répéterait sans trêve : « Ce choix n'est pas le mien, c'est le vôtre. Vous l'avez voulu. A vous d'assumer vos responsabilités. »

La lutte était circonscrite à Amine Gemayel et l'ancien président Camille Chamoun et soumise à de nombreuses interventions étrangères. Le 16 septembre, Ariel Sharon, alors ministre israélien de la Défense, se rendit à Bickfaya pour présenter ses condoléances et obtenir l'assurance qu'Amine suivrait la ligne politique de son frère. Au cours d'un aparté remarqué, Pierre et Amine la lui donnèrent et le gouvernement israélien décida de soutenir la candidature d'Amine. Les Américains, la préférant à celle de Chamoun, firent de même après que

Philip Habib, représentant personnel du président Reagan, eut pris contact en hâte avec toutes les parties en cause. De son côté, la France dépêcha un émissaire chargé de proposer une prorogation de deux ans du mandat d'Elias Sarkis et la formation d'un cabinet d'union nationale. Le président sortant repoussa cette suggestion et fit savoir qu'il ne resterait pas une minute en fonctions après l'expiration de son mandat le 22 septembre. Pour leur part, les Syriens s'opposèrent fort adroitement à la candidature de Chamoun, sans pour autant prendre d'engagement formel en faveur d'Amine. Le camp musulman paraissait déboussolé par les événements. Néanmoins, il appuya Amine, estimant ne pouvoir obtenir à meilleur compte le départ des Israéliens de Beyrouth. C'est ainsi que, le 20 septembre, Amine se trouva bénéficier d'un appui unanime, tant local que régional et international.

Mais la malédiction était à l'œuvre. Elu à l'unanimité, Amine devait, au terme de six longues années, quitter la présidence sans avoir assuré sa succession, le 22 septembre 1988. Ce jour-là, le maronitisme politique, pilier du régime libanais, fut durement ébranlé.

Deux mois avant qu'expire son mandat, j'attirai l'attention du président Gemayel sur la nécessité de préparer sa succession. Je lui fis valoir qu'il y allait de l'avenir de la République et de la Nation ; que cela devait être fait, quelles que fussent les circonstances, dans les délais impartis par la constitution. J'ajoutai qu'en cas de vide à la tête de l'Etat, le Liban perdrait le symbole de son unité, de son indépendance et de sa spécificité. Mon interlocuteur était en proie à des sentiments contradictoires ; il espérait obtenir, au cas où se produirait un tel vide, une prorogation de son mandat, mais voyait bien par ailleurs que toutes les forces, tant libanaises qu'arabes et internationales, étaient opposées à son maintien. Il était déchiré entre son désir et une réalité adverse. Il n'était pas, au demeurant, seul maître du jeu ; la Syrie, les Etats-Unis, les Forces libanaises et l'armée y avaient aussi part.

Damas voulait renforcer son emprise sur le Liban et y légaliser sa présence militaire. A cet effet, la Syrie appuyait un candidat disposé à mettre en œuvre une réforme politique et à cautionner les « relations privilégiées » entre les deux Etats. Les F.L.* exigeaient que le futur président ne leur soit pas hostile et satisfasse certaines de leurs revendications. Le général Michel Aoun, commandant en chef de l'armée, voyait dans les élections un prolongement et non un règlement de la crise et, de ce fait, ne percevait pas la nécessité d'un scrutin. Washington, enfin, œuvrait à une désignation qui serait le fruit d'un accord entre Syriens et chrétiens, ces derniers étant, à ses yeux, représentés par Amine Gemayel, les F.L. et le chef de l'armée. Pour ma part, je me bornais à constater l'ampleur des divisions dans le camp chrétien, et plus particulièrement maronite. L'importance de l'enjeu était, certes, reconnue par tous, mais, hélas ! tout accord sur un nom était impossible. Chaque maronite ou presque se tenait pour le meilleur candidat possible !

La période cruciale commença en marge du sommet arabe d'Alger, en juin 1988. Les présidents Amine Gemayel et Hafez el-Assad s'y entendirent pour que le second remette au premier une liste de noms de candidats. Une semaine plus tard, Gemayel dépêcha à Damas son ministre des P. & T., Joseph Hachem, qu'il chargea de poursuivre les contacts. Il fut convenu alors que Gemayel avancerait quatre ou cinq noms parmi lesquels la Syrie choisirait le futur chef de l'Etat.

Dès les premiers jours de juillet 1988, Amine Gemayel m'informa de son intention de rencontrer Samir Geagea. Celui-ci avait élu provisoirement domicile au couvent de Qattara dans la montagne de Jbeil, depuis que trois tentatives d'attentat l'avaient contraint à quitter son Q.G. à Beyrouth. Le 9 juillet, nous nous rendîmes chez lui à bord d'un hélicoptère. Amine pilotait avec maestria mais sans plan de vol. La forte

* Forces libanaises, milice chrétienne.

chaleur et le vent violent rendaient l'atterrissage difficile. Après deux essais infructueux, l'appareil heurta un câble à haute tension et se mit à tanguer dangereusement. L'officier de l'armée de l'air qui nous accompagnait s'écria : « Attention, Président ! » tandis que son adjoint se signait. Amine, parvenant à garder le contrôle de l'appareil, finit par se poser en catastrophe sur une aire de battage, faisant voler les épis de blé de toutes parts. Nous étions sauvés. Sans manifester la moindre émotion, le chef de l'Etat se contenta de dire : « Dieu est grand ! » Quelques instants plus tard, il s'exclamait devant Samir Geagea : « Si nous nous étions tués, qui donc aurait pu convaincre le monde qu'il ne s'agissait pas d'un attentat ? » Et Samir de répondre : « On aurait sûrement raconté que Karim avait tenté de nous réconcilier et que j'en avais profité pour vous attirer dans un guet-apens et vous tuer tous deux ! » Pour moi, je me gardai de tout commentaire et me bornai à demander qu'on indemnise le propriétaire du blé.

La réunion, à laquelle participait Nader Succar, un proche de Samir Geagea, se prolongea durant toute la journée. Après l'examen des développements politiques en rapport avec l'élection présidentielle, nous convînmes de passer en revue les noms proposés et nous prononçâmes un veto sur trois d'entre eux, Sleiman Frangié, Raymond Eddé et Michel Aoun, le premier en raison de son hostilité à Samir Geagea, le deuxième parce que Gemayel n'en voulait pas, le troisième, enfin, étant rejeté par l'un et l'autre. Sur les veto, l'accord était facile, mais il n'en allait pas de même pour les agréments. Il me sembla un instant qu'il n'y avait plus de maronite digne de briguer le poste ! Je leur dis, en guise de plaisanterie : « Si vous ne pouvez pas vous entendre sur un maronite, laissons donc la présidence aux musulmans. Dans ce cas, la crise sera vite réglée, je m'en porte garant ! » Après de laborieuses tractations, nous parvînmes pourtant à nous accorder sur trois noms : René Moawad, Michel Eddé et Pierre Hélou. Amine Gemayel eut le mot de la fin : « Je ne suis pas pressé

d'ouvrir le bazar électoral avec les Syriens et de décider en tête à tête avec Damas. Je voudrais faire participer les Américains à l'affaire. Je n'enverrai pas de liste mais des noms, l'un après l'autre. Laissez-moi négocier, au bout du compte, avec le président Assad. »

En fait, au lieu d'envoyer, comme convenu avec Assad, la liste des noms à Damas, Amine préféra charger l'Amérique de la négociation avec la Syrie. Mais Washington se montra réservé et Richard Murphy, sous-secrétaire d'Etat adjoint pour le Moyen-Orient, refusa de faire la navette entre Damas et Beyrouth, proposant de ne faire qu'une visite, et ce au moment opportun. Cela m'amena à conseiller à Amine d'accepter sans plus attendre la proposition qu'Assad lui avait faite à Alger et de lui faire tenir, par l'intermédiaire de Hachem, la liste établie à Qattara. Je craignais que Damas, appuyant la candidature de Frangié, ne nous fit endosser l'échec de l'élection. Mais le président se garda de toute initiative et s'en remit entièrement aux Américains, provoquant la fureur des dirigeants syriens. Ces derniers décidèrent alors de prendre le pouls des F. L.

Vers la fin de juillet, un journaliste libanais de renom qui souhaite garder l'anonymat revint de Damas en assurant que les Syriens étaient disposés à recevoir secrètement un émissaire des F.L. Après mûre réflexion, Geagea décida de leur déléguer Zahi Boustany, ancien directeur de la Sûreté générale. Succédant à un froid entre les deux parties qui durait depuis janvier 1986, la première visite de Boustany eut lieu le 30 juillet 1988. Il rencontra le général Adnan al-Hamadani, l'un des responsables des services de renseignements, en présence de son adjoint au Liban, Ayad Hammoud. A cette occasion, l'officier fit valoir que le président Assad ne gardait nulle rancune à l'égard de quiconque et se voulait d'une totale impartialité, ne fondant sa politique que sur l'attitude des différentes factions à l'égard des sujets essentiels. Il en énuméra trois, d'ordre stratégique : les relations avec Israël, la réforme politique, les rapports avec la Syrie. Il insista sur le fait qu'il fallait

s'entendre sur ces points avant d'aborder le sujet de l'élection présidentielle. Il n'était pas possible, soulignait-il, de transiger à propos d'Israël et les F.L. devaient définir leur position à son endroit ; quant aux relations privilégiées avec la Syrie, elles n'étaient nullement incompatibles avec l'indépendance et l'unité du Liban. Enfin, la réforme politique devait faire l'objet d'un accord interlibanais, Damas ne formant, à son propos, nulle idée préconçue. Le général syrien ne cacha pas, en outre, que les liens des F.L. avec l'Irak et l'O.L.P. irritaient son pays et il indiqua que la poursuite du dialogue dépendait de la disposition des Forces libanaises à rejoindre les vues de Damas sur les divers points cités. Zahi Boustany fit à toutes les questions posées des réponses qu'il tenait prêtes. Il exprima d'abord les sentiments de respect et de considération que portaient au président Assad les Forces libanaises. Celles-ci n'avaient pas le moindre lien, ajouta-t-il, avec un quelconque plan, israélien ou arabe, qui pût être hostile à la Syrie. Il précisa à propos de l'Etat hébreu : « Le commandement actuel des F.L. n'a pas pris l'initiative des rapports existants et n'a fait qu'en hériter. Ces liens ne sont que l'une des séquelles de la guerre et sont nés des craintes que la Syrie et ses alliés inspirent aux chrétiens. » Il conclut : « Pour peu que nous parvenions à un accord et à un début de normalisation entre les F.L. et la Syrie, Samir Geagea est disposé à rompre avec Jérusalem. » Tout au long de l'entretien, Boustany mit l'accent sur la nécessité d'une entente quant à l'élection présidentielle avant d'aborder les autres sujets de politique générale. Toutefois, le contact ainsi pris devait être rompu à la mi-août 1988 après l'annonce faite par Sleiman Frangié de sa candidature, le soutien qu'elle reçut de Damas et la fixation de la date de l'élection au 18 août.

A vrai dire, cette candidature ne surprit personne et si étonnement il y eut, ce fut bien celui de Frangié lui-même, assuré que la partie était gagnée d'avance et découvrant soudain, à la réaction des leaders et des

députés, que sa victoire était moins aisée que prévu. Amine Gemayel et Samir Geagea s'employèrent à empêcher que le quorum requis fût réuni à la Chambre, appuyés en cela, pour de tout autres raisons, par Michel Aoun. Et, de fait, la séance parlementaire ne put se tenir. Dès ce moment, on craignit le vide constitutionnel et tous les efforts tendirent à assurer un scrutin avant la date limite du 22 septembre 1988.

L'ambassadeur des Etats-Unis, John Kelly, avait demandé aux chefs chrétiens de s'entendre sur une liste de trois ou quatre noms que Richard Murphy pourrait, le cas échéant, présenter au président syrien. Il avait posé comme condition que cette liste fût entérinée par Gemayel et les Forces libanaises.

Depuis mai 1988, je tenais avec l'ambassadeur des réunions périodiques au sujet des élections et le diplomate avait établi pour nos rendez-vous une sorte de code. Ainsi, quand nous convenions au téléphone de tel jour et de telle heure, nous savions tous deux qu'il fallait entendre par là le jour précédent et une heure plus tôt. Kelly tenait cette précaution pour nécessaire car il disait avoir connaissance d'une liste de personnes visées par des attentats éventuels.

Le 13 septembre 1988, jour de l'arrivée de Richard Murphy dans la région, une réunion regroupa à la « Maison du Futur »* Amine Gemayel, Samir Geagea, le colonel Simon Kassis, chef des services de renseignements de l'armée, et moi-même. Il y fut décidé de retenir trois noms, ceux de René Moawad, Michel Eddé et Pierre Hélou. La liste fut communiquée à John Kelly le lendemain. Quelle ne fut pas ma surprise quand le diplomate me révéla qu'Elie Salem, conseiller du chef de l'Etat, lui avait fait part d'une autre liste dans laquelle deux des noms étaient identiques, le troisième, celui de René Moawad, étant remplacé par Manuel Younès ! Devant mon insistance, Kelly refusa tout d'abord d'en tenir compte, puis il lança : « En ne vous mettant pas

* Institut de recherches politiques créé par Amine Gemayel.

d'accord sur une liste unique, vous allez rater la présidence de la République. Je ne saurais, en conscience, transmettre à mon administration des noms qui font l'objet d'un litige. » Je me résolus à relancer Gemayel et, après quelques vifs échanges, il fut décidé de faire parvenir à l'ambassadeur une liste de quatre présidentiables : Hélou, Eddé, Younès et Moawad. Kelly prit soin de s'assurer que cette liste avait l'aval du chef de l'Etat et de Samir Geagea et la fit parvenir à Washington.

Au terme de cette longue journée du 14 septembre, alors que Kelly, fatigué, prenait congé, je lui dis : « Cette période est exténuante mais exaltante. Vous devriez un jour en faire état dans vos Mémoires. » Il me répondit, le sourire aux lèvres : « Je compte sur vous pour cela. J'espère que vous pourrez donner pour titre à votre livre "La paix gagnée" au lieu de "La paix manquée" comme vous l'avez fait il y a six ans. »* Ce fut là ma dernière rencontre avec John Kelly. En effet, dans la matinée du 18 septembre, le jour même de l'arrivée de Richard Murphy au Liban, il fut transporté d'urgence dans un hôpital de Francfort à la suite, assure-t-on, d'une alerte cardiaque. Ouvrant ainsi le temps des surprises.

Arrivant à Beyrouth en provenance de la capitale syrienne, Murphy était porteur d'un cinquième nom ne figurant pas sur la liste, celui du député Mikhaël Daher. Tandis que lui-même rencontrait Gemayel, son adjoint, David Newton, s'entretenait avec Michel Aoun qui rejeta ce qu'il devait qualifier par la suite de « diktat ». Nous le rencontrâmes ensuite, Samir et moi, au domicile de Daniel Simpson, le chargé d'affaires américain, et rejetâmes la candidature de Daher, contraire à l'esprit même de l'initiative américaine qui consistait précisément à amener Damas à choisir un candidat dans la liste proposée par le camp chrétien. Au début de la réunion,

* Karim Pakradouni : *La Paix manquée ou le mandat d'Elias Sarkis (1976-1982)*, Ed. FMA, Beyrouth, 1984.

Newton nous donna lecture du procès-verbal des conversations syro-américaines. Celles-ci, nous dit le diplomate, avaient été longues et ardues, exigeant cinq rencontres et frôlant la rupture. Khaddam, le négociateur syrien, avait d'emblée réclamé avec intransigeance l'adoption de réformes politiques et l'élection de Sleiman Frangié. Il n'avait pas fallu moins de dix-huit heures de tractations pour que les dirigeants syriens acceptent de substituer le nom de Mikhaël Daher à celui de Frangié et de renvoyer au lendemain des élections l'examen du dossier des réformes. Newton conclut son compte rendu : « Murphy a tenté d'obtenir un deuxième nom, mais sans succès. Nous savons que ce que nous vous proposons est difficile, mais nous vous conseillons d'accepter. C'est Daher ou le chaos. » Se heurtant à notre refus, il eut recours à un ultime argument qu'il croyait décisif : « Murphy est parvenu, nous confia-t-il, à arracher au président Assad l'engagement formel d'approuver la formation d'un gouvernement d'union nationale englobant toutes les parties, y compris les Forces libanaises. » Cela ne modifia en rien notre position. Murphy, visiblement las et déçu, quitta le Liban le jour même.

Ce soir-là, Gemayel convoqua à son domicile de Bickfaya une réunion élargie¹. Il entreprit d'exposer la teneur de l'accord américano-syrien sur le nom de Daher et dit que Murphy se targuait d'avoir marqué un point capital en amenant Damas à renoncer à la candidature Frangié. L'émissaire américain, selon le chef de l'Etat, avait été on ne peut plus clair. Il lui avait assuré que son pays soutenait ce choix et qu'il demandait donc au président libanais de l'appuyer, d'organiser l'élection dans les délais constitutionnels et de ne pas former de cabinet de transition.

1. Assistaient à cette réunion les conseillers du président Joseph Hachem, Elie Salem, Ghassan Tuéni, Simon Kassis, Jamil Nehmé, directeur de la Sûreté générale, Rafic Chlala et Joseph Abou Khalil ainsi que Dany Chamoun, président du Parti national libéral, et ses adjoints Maroun Hélou et Nabil Karam, Samir Geagea et l'auteur.

Amine Gemayel nous rapporta avoir répondu qu'il n'avait rien contre Daher lui-même, mais exprimait des réserves sur la façon dont il avait été choisi. Il conclut : « Je demeure perplexe, le patriarche est dégoûté, Samir n'est pas d'accord et le général Aoun refuse. Nous avons le choix entre accepter l'accord syro-américain pour limiter les dégâts et assumer les conséquences de notre refus. » Ghassan Tuéni intervint alors pour souligner que Murphy s'était montré arrogant et avait été jusqu'à lui lancer : « Nous, nous prenons l'avion. A vous de vous débrouiller. Abandonnez donc vos illusions ! » Puis chacun, à tour de rôle, rejeta les termes de l'accord syro-américain et dénonça la façon dont le choix avait été « imposé ». Se singularisant, Joseph Abou Khalil, proche du président, proposa de prendre un délai de réflexion avant tout refus et d'examiner la possibilité d'accepter la solution Daher. Bien que la position opposée fût largement majoritaire, son exposé me fit impression. J'avais, pour ma part, plaidé fermement avec quelques autres pour l'organisation des présidentielles, quelle qu'en fût l'issue, à la date prévue. A mes yeux, on pouvait se permettre des différends sur les candidats mais non sur le principe même du scrutin. Or le danger d'une vacance du pouvoir se précisait et menaçait l'avenir de la République.

A trois jours de l'échéance, la course contre la montre pour un candidat était engagée. Dans la nuit du 20 au 21 septembre, en compagnie de Joseph Hachem, Elie Salem et Simon Kassis, je rencontrai le président Gemayel. « Nous sommes à l'heure de vérité », nous dit-il, en révélant qu'il se proposait de faire à Damas une visite de la dernière chance. Il ajouta : « Chacun est prisonnier de ses positions et de ses calculs. Personnellement, je n'ai plus rien à perdre et j'envisage d'abattre ma dernière carte. » Je l'encourageai à aller de l'avant, à la condition d'une entente préalable avec Samir Geagea. En fait, il me semblait douteux qu'Assad acceptât de recevoir Gemayel à deux jours de l'expiration de son mandat alors que deux années durant, en dépit des

instances américaines, saoudiennes et algériennes, il s'était refusé à le faire. Toutefois, il n'y avait pas lieu, à mes yeux, de tergiverser sur le principe d'une telle visite. Encore convenait-il d'en discuter le thème éventuel avec les leaders chrétiens. « Sur quelles bases Assad vous recevrait-il ? » demandai-je à Gemayel qui me répondit : « Je ne suis sûr de rien. Voyez Ghassan Tuéni. » Lequel arriva précisément sur ces entrefaites et rapporta qu'Hussein el-Husseini, président de l'Assemblée nationale, avait obtenu l'accord de Khaddam sur la visite. Puis il se saisit du téléphone et appela Hussein : « Je suis chez le président de la République qui est prêt à se rendre dès demain à Damas sur la base des notes consignées dans votre petit calepin », lui dit-il. Il ne prit pas la peine de nous expliquer la teneur de ces « notes » ni la nature dudit « calepin » et je me gardai bien de le lui demander, me bornant à émettre quelques réserves sur le procédé. Tuéni soutenait que la visite aurait lieu. J'étais d'avis contraire. Nous pariâmes là-dessus 250 livres. J'étais destiné à les perdre.

Homme des situations difficiles et des missions impossibles, Ghassan Tuéni observe, analyse, argumente et finit par éblouir et convaincre. Tout au long des six années du mandat de Gemayel, il parut mal à l'aise dans le rôle qui lui était imparti. Assumant ou évitant les responsabilités selon le moment, il se considérait comme l'élément le plus important de l'équipe présidentielle et il est vrai que nul ne pouvait en imposer au « maître », fût-ce Gemayel en personne. L'homme est attiré par le pouvoir comme le papillon de nuit par la lampe et nourrit l'ambition suprême d'être le Kissinger libanais. Il est prêt à accepter n'importe quel portefeuille, certain de faire de ce département le plus important du cabinet. Député, il eût considéré sans nul doute que l'Assemblée avait le pas sur le gouvernement. Maire d'un village, il en eût fait une capitale et transformé un mandat municipal en mission nationale. En politique depuis près de quarante ans, il a tout été : journaliste, conférencier, parlementaire, ambassadeur, ministre. En perpétuel

mouvement, il ne se repose ni ne laisse autrui se reposer, préférant l'erreur dans l'action à l'inaction sans erreur. Dans l'opposition, il se tient prêt à participer au pouvoir qu'il critique. Au pouvoir, il garde ses distances et veille à ne rien perdre de sa liberté de penser et d'agir. Journaliste, il est capable de critiquer les décisions auxquelles il a eu part. Préférant les sujets complexes aux simples, il a rêvé un moment de réunir en lui la pensée de Charles Malek et le charisme de Camille Chamoun. Mais, en fin de compte, il était resté le même : un homme inlassablement porté vers les vastes horizons, séduit par la culture hellénique et fasciné par la grandeur de la Russie.

Ce soir-là, contrairement à Tuéni, Joseph Hachem gardait le silence. Elie Salem semblait perdu. Le président paraissait nerveux. Après nous avoir offert un cognac, à son habitude, il nous dit : « C'est la dernière nuit que nous passons au palais. » Il en éprouvait visiblement de l'amertume. Mon verre m'échappa et se brisa. J'observai : « Voilà un signe de mauvais augure. » Et le président de rétorquer en riant jaune : « Oh, ce sont les verres de mon successeur que tu casses ! » Soudain, il jeta bas le masque : Que laissons-nous derrière nous ? Quel Etat ? Quelle république ? Qui sera le président ? Serai-je le dernier à l'être ? Demain, on me reprochera de n'avoir même pas assuré ma succession. A ce moment, je me sentis très proche de lui, comme au temps de notre vieille amitié. Avant de quitter le palais, je lui rappelai que sa visite à Damas susciterait un conflit dans le camp chrétien s'il s'arrogeait le droit d'en décider seul, mais qu'elle pouvait être, par contre, le signal d'une réelle solution s'il s'assurait au préalable d'un large consensus. Je lui suggérai de convoquer d'urgence Georges Saadé, chef du parti Kataëb, Dany Chamoun, président du Parti national libéral, ainsi que Samir Geagea. Il me répondit : « Rien n'est encore sûr. Seul Samir m'importe, pas les autres. »

Le lendemain matin, il fit part à Geagea de ses intentions et celui-ci exprima des réserves. Elles te-

naient, outre sa conviction que Gemayel songeait plus à assurer son avenir personnel que celui de la république, au fait que ni les raisons de la visite ni les bases sur lesquelles elle devait se dérouler ne lui avaient été notifiées. Gemayel fut sur le point, devant cette attitude, de ne pas prendre place à bord de l'hélicoptère, comme s'il avait conscience du prix élevé qu'il lui faudrait payer. Mais ses conseillers insistèrent, invoquant le rendez-vous pris et le danger, s'il y manquait, de passer pour pusillanime aux yeux d'Assad.

Gemayel parti, Michel Aoun prit l'initiative d'entrer en contact avec Geagea. La rencontre eut lieu au ministère de la Défense. C'était la première depuis leur rupture, en septembre 1986, à la suite de l'assassinat du colonel Khalil Kanaan, commandant de la cinquième brigade de l'armée. A Beyrouth, cette rencontre surprit tous les cercles politiques. A Damas, où Assad recevait Gemayel, elle fit l'effet d'une bombe. Le président me raconta par la suite qu'il était arrivé en Syrie les mains vides, ne sachant quelle position adopter à la suite de l'attitude négative de Geagea. Il tenta donc, à l'égard du président syrien, de ne pas entrer d'emblée dans le vif du sujet. Ce ne fut pas le problème du nom du candidat qu'il souleva d'abord, mais celui du lieu de la séance parlementaire. Il demanda qu'elle se tînt sous la protection de l'armée libanaise. Assad lui répliqua en ces termes : « Si le problème est uniquement celui de la sécurité, je suis prêt à me porter publiquement garant de la vie de chaque député et à charger une brigade syrienne d'assurer la protection de chacun d'entre eux. » Au cours de l'entretien, l'un de ses collaborateurs lui transmet une information émanant des services de renseignements relative à la rencontre Aoun-Geagea au ministère de la Défense. Etonné, Assad demanda à Gemayel s'il en avait été informé à l'avance. Gemayel fit un geste de dénégation. A partir de cet instant, l'atmosphère changea du tout au tout. Intransigeant et se posant visiblement des questions sur le sens des retrouvailles Aoun-Geagea, le président syrien s'aperçut

que son interlocuteur était hors d'état de lui apporter le moindre éclaircissement à ce propos. Il lui lança : « Comment voulez-vous que le commandant en chef de l'armée libanaise applique quelque accord que ce soit ou protège des députés alors qu'il vient de faire un véritable coup d'Etat ? » Il laissait entendre par là que la situation avait échappé au contrôle de Gemayel et qu'il n'y avait pas lieu, dans ces conditions, de s'entendre avec lui. Amine comprit que sa mission était terminée ; il ne lui restait plus qu'à rentrer chez lui bredouille. Il me confiera plus tard, sans chercher le moins du monde à déguiser son échec : « Je n'ai rien pu obtenir d'Assad. » Les dernières paroles de son hôte lui avaient fait impression : « L'Histoire prouve qu'aucune nation démembrée n'a pu se reconstituer. Le Liban est dans un état de morcellement. Alors, prenez garde ! »

A son retour, Gemayel se rendit au siège du patriarcat maronite où M^{gr} Nasrallah Sfeir recevait les députés chrétiens. Il leur raconta que l'attitude des F.L., positive la veille au soir, s'était modifiée le lendemain matin et que ce revirement, joint à la rencontre impromptue entre Aoun et Geagea, avait causé l'échec de sa mission à Damas. Au passage, il ne manqua pas de faire une allusion aux divergences entre Geagea et moi. Les parlementaires chrétiens, de plus en plus inquiets, constituèrent alors trois délégations, respectivement chargées de rencontrer le chef de l'Etat, le commandant en chef de l'armée et celui des Forces libanaises.

Arrivé au palais présidentiel en compagnie de Khatchig Babikian et Habib Keyrouz, René Moawad annonça au président que le patriarche avait reçu un message du cardinal John O'Connor appelant les chrétiens à accepter les termes de l'accord Murphy-Assad. L'archevêque de New York écrivait en substance : Hélas ! la possibilité de choix démocratique n'existe plus. Sauvez du moins la république ! Parlant au nom de la communauté arménienne qu'il représente au Parlement, Babikian exposa un point de vue alarmant : « S'il n'y a pas d'élection, dit-il, tous les chemins mèneront à la

partition. Et si la présidence est perdue, alors c'est le Liban tout entier qui le sera aussi. Vous êtes-vous jamais demandé pourquoi notre communauté a toujours soutenu le chef de l'Etat, quel qu'il fût ? Il ne s'agit pas d'un hasard mais d'une constante ; si le président chrétien venait à tomber, tous les Arméniens devraient quitter le Liban. Je me dois de vous le dire : si l'élection n'a pas lieu, l'exode des Arméniens commencera. Nous avons lassé la patience du monde entier. Un million et demi de chrétiens s'opposent à 120 millions de musulmans. L'Amérique, l'Europe, le Vatican et les Arabes font porter aux seuls chrétiens la responsabilité de la catastrophe qui se prépare. Soyons réalistes ! Trouvons une solution ! » Cette solution, il la proposa aussitôt : accepter la candidature de Sleiman Frangié.

Visiblement effondré, Gemayel donnait l'impression de s'abandonner à la fatalité. Il répondit : « J'ai tenté d'éviter l'impasse en me rendant à Damas mais nul n'a voulu m'aider. Le problème est celui des Forces libanaises. Je voudrais que nous sortions de ce dilemme, mais pas au prix de l'unité des rangs chrétiens. J'opte pour la sauvegarde de cette unité, même si elle devait nous mener à l'impasse. Entendez-vous avec Samir ; personnellement je suis d'avance d'accord. » Samir, pour sa part, rejeta catégoriquement la solution de Babikian. « Frangié, dit-il en martelant ses mots, est la cause première de la guerre et de l'impasse. » Puis il reprit, point par point, l'argumentation du député arménien en s'appliquant à dissiper ses craintes. « La présidence de la République, dit-il, ne nous sert plus à rien. Tout comme Bkerké, elle n'est désormais qu'un nom vide de sens. On appelle le chef de la communauté maronite patriarche d'Antioche et de tout l'Orient alors que son autorité spirituelle se limite tout juste à une parcelle du Liban. Pourtant, nous continuons à nous accrocher à son beau titre sonore. Il en va de même de la présidence qui ne dirige plus ni le gouvernement, ni l'armée, ni l'administration. Nous nous y accrochons aussi. Soyons réalistes. Sachez que nous ne sommes pas

des va-t-en-guerre. Nous sommes prêts, néanmoins, à défendre, au prix du sang, notre liberté et notre dignité. » Cette sortie nous laissa atterrés et perplexes. Pour moi, la peur m'étreignait en voyant le Liban glisser vers l'abîme. La présidence était notre ultime bastion. Sa chute entraînerait, j'en étais sûr, celle de la République et favoriserait sa dislocation en plusieurs entités. Le vide présidentiel renforcerait l'emprise des armées étrangères et perpétuerait le règne des milices. Dans le camp chrétien, ce vide provoquerait une lutte fratricide et sans merci pour le pouvoir. Mon unique souci, en ce dernier quart d'heure, était d'assurer le maintien de la légalité, non plus grâce à l'élection d'un président, devenue impossible, mais par la constitution, toujours possible en revanche, d'un gouvernement de transition.

Dans cet esprit, dans la nuit du 21 au 22 septembre, je me rendis en compagnie de Samir Geagea au domicile du président, à Sinn el-Fil. Simon Kassis s'y trouvait déjà. Ce fut, au sens propre du mot, un théâtre d'ombres. Le chef de l'Etat insista pour que nous nous installions sur la terrasse, toutes lumières éteintes. Aucun des interlocuteurs ne voyait les autres. La nuit nous semblait d'une opaque cruauté, comme l'avenir qui nous guettait. L'Etat, sous nos yeux, plongeait au cœur des ténèbres. Amine songeait à son mandat manqué et moi à la faillite de la République. Geagea, pour sa part, se souciait de la formation du gouvernement. « Le moment n'est-il pas venu, Monsieur le Président, dit-il, de constituer un cabinet après cette longue tergiversation ? » Il faisait allusion à la responsabilité du chef de l'Etat qui, depuis deux ans, ne se décidait pas à renvoyer un gouvernement qui le boycottait. A l'évidence, Gemayel avait saisi l'allusion, mais il ne la releva pas et garda le silence. C'est le moment que choisit Kassis pour sortir de sa poche une liste de quatorze noms, ceux des membres d'une nouvelle équipe ministérielle que devait diriger soit l'ancien président de la République Charles Hélou, soit le député Pierre Hélou. La liste comportait le nom de Samir Geagea mais pas celui de Michel Aoun.

Le chef des F.L. demanda qu'il y figurât afin d'éviter toute division du camp chrétien et tout conflit entre sa formation et l'armée. D'un geste de la main, Amine marqua son désaccord. Je tentai d'expliquer l'attitude de Samir. « La perte de la présidence, dis-je, ne saurait être compensée autrement que par une légalité forte et cohérente. On ne peut donc maintenir Aoun hors du jeu. Je m'attends que la Syrie et ses alliés locaux ne reconnaissent pas un tel cabinet. Je prévois donc l'émergence de deux gouvernements qui prétendront tous deux à la légitimité. D'une part, l'équipe de Sélim Hoss, qui sera confortée par Damas dans son refus de reconnaître la formation adverse, et, de l'autre, un gouvernement constitutionnel au sein duquel la représentation islamique sera ou faible ou sujette à caution et dont l'autorité ne dépassera pas les limites des zones chrétiennes. Il ne faut donc pas exclure l'armée si l'on veut éviter qu'elle se transforme en un troisième cabinet. » Après un long silence, Amine sembla soudain se réveiller : « Bon, je suis d'accord pour inclure Michel Aoun dans le gouvernement, dit-il, mais à condition de nommer à sa place un nouveau commandant en chef de l'armée, car un seul homme ne peut cumuler les deux charges. » Il était 3 heures du matin quand nous quittâmes le domicile du président. Samir me fit part de son impression : « Depuis trois mois, Gemayel n'a cessé de nous répéter que la liste du gouvernement était prête et voici qu'à quelques heures de son départ nous découvrons que rien n'est fait. » Je rétorquai : « Le problème n'est plus Amine Gemayel. Le problème, c'est sur nous qu'il retombe. »

Le dernier jour du mandat d'Amine Gemayel fut long et difficile. Le 22 septembre au matin, les radios annoncèrent que Charles Hélou, convoqué à Baabda, s'était récusé, que le commandant en chef s'était rendu au palais et que nombre de députés et de personnalités avaient été pressentis pour participer au gouvernement. Nous sentions tous qu'il faudrait accoucher aux fers le nouveau cabinet. Dans l'après-midi, le colonel Kassis me

téléphona, catastrophé, pour me demander de me rendre, en compagnie de Samir, au palais : « Rien ne va plus. C'est fichu ! » A peine arrivé à Baabda, je vis mes craintes confirmées. La situation échappait à tout contrôle et chacun était pris dans l'engrenage de ses machinations. La République allait se retrouver sans même un gouvernement de transition. Chargé de le former, Pierre Hérou paraissait exténué. Il était entouré de René Moawad et de l'ancien ministre Michel Eddé et ne cessait de répéter : « Je ne veux pas former un cabinet sans les musulmans. » De leur côté, Simon Kassis et Jamil Nehmé multipliaient les concilia-bules sans que rien en sortît. On tenait des apartés dans des salons, toutes portes ouvertes. De petits groupes travaillaient chacun pour son compte. Nul ne paraissait plus avoir prise sur quoi que ce fût. Le nœud du problème était la participation des personnalités musulmanes. A peine l'une d'entre elles était pressentie qu'elle se refusait sous les motifs les plus divers. De leur côté, les chrétiens traînaient la jambe, à commencer par les Arméniens dont une délégation du parti Tachnag vint nous annoncer que la situation de la communauté lui interdisait toute prise de position dans les conflits internes. Ne restaient en scène que les Kataëb, le P.N.L. et les Forces libanaises. Le plus curieux étant peut-être que, tandis que nous nous échinions tous à mettre sur pied un cabinet, le président Gemayel s'occupait exclusivement à mettre la touche finale à son message d'adieux. Dans un climat d'agitation extrême, le palais bruissait de noms, les listes se faisaient et se défaisaient, les opinions s'entrechoquaient dans un tohu-bohu digne de la tour de Babel. Les téléphones grelottaient de toutes parts, les journalistes et correspondants étrangers assiégeaient littéralement la présidence, faisant pleuvoir commentaires et pronostics. Alors que les dernières heures du mandat d'Amine Gemayel s'écoulaient inexorablement, les interrogations sur l'avenir de la République et de la Nation se multipliaient.

Vers 21h30, le président convoqua enfin toutes les

personnalités présentes ainsi que le général Michel Aoun pour examiner les différentes formules de gouvernement. Trois options étaient prises en compte. La première portait sur un cabinet présidé par Sélim Hoss et regroupant les pôles d'influence tant de l'Est que de l'Ouest. Des contacts à cet effet étaient pris par Ghassan Tuéni, Dany Chamoun et Joseph Hachem. Mais Hoss, qui prévoyait une équipe de quatorze membres, refusait d'y inclure Geagea, proposant que le Front libanais — qui regroupe les Forces libanaises — fût représenté par son président Georges Saadé. La deuxième hypothèse : une formation ayant à sa tête Pierre Hélou s'était heurtée à l'embûche de la représentation musulmane. Les chefs spirituels des trois grandes communautés mahométanes avaient publié, quelques heures auparavant, un communiqué reconnaissant exclusivement la légalité du gouvernement Hoss en place, rejetant un éventuel cabinet de transition dirigé par un maronite et frappant d'anathème tout musulman qui serait tenté d'y participer. Il ne restait plus à Pierre Hélou qu'à se récuser, ce qu'il fit aussitôt. La troisième formule prévoyait de confier la présidence du Conseil à Dany Chamoun, mais elle resta sans écho et était condamnée à l'échec dès lors qu'Aoun annonçait, « dans le souci de maintenir la cohésion de l'armée », son refus d'être membre d'un cabinet dirigé par un homme de parti. Ce qui lui valut, de la part d'un Chamoun résigné, l'apostrophe : « Mabrouk, général ! Prenez donc la tête du gouvernement ! »

En pleine confusion, Gemayel prit la parole : « Les heures passent et nous ne pouvons plus perdre de temps. Je refuse de former un gouvernement sans l'approbation de Samir Geagea et du général Aoun. » Et il lança au premier, en présence du second : « Accepteriez-vous le commandant en chef de l'armée comme Premier ministre ? » Sans attendre la réponse, Aoun intervint : « Je ne puis former un cabinet avec des politiciens. C'est possible en revanche avec les membres du Conseil supérieur militaire qui compte des officiers représentant

les six grandes communautés religieuses du pays. » Il était clair, à ce stade, que toutes les formules avaient échoué. L'alternative était celle-ci : un pays sans gouvernement ou une équipe de militaires. Après un court silence, Gemayel s'adressa à nouveau à Geagea : « Appuyez-vous la suggestion du général Aoun ? » Visiblement irrité, Samir lui répondit :

— Monsieur le Président, vous sollicitez notre approbation d'une décision qui relève de votre responsabilité. Vous m'avez dit à plusieurs reprises que le gouvernement était prêt depuis longtemps et qu'il n'y avait pas de problème. Or, à deux heures de la fin de votre mandat, nous voici sans gouvernement. Je n'ai rien contre le général Aoun ici présent, mais je suis opposé à l'idée d'une équipe de militaires. Elle ne serait pas appuyée par nos amis de l'extérieur et elle donnerait à nos adversaires des raisons de ne pas la reconnaître.

— Bon, répliqua Amine, je sais que vous me faites assumer la responsabilité de tout cela. Nous en discuterons plus tard. Ce que je vous demande maintenant, c'est si vous approuvez la proposition du général.

En priant les assistants de l'en excuser, Geagea demanda à tenir un aparté avec moi. Alors que nous allions nous retirer dans une pièce voisine, Amine rappela qu'il était 22h30 et qu'il restait à peine une heure et demie. Il nous lança : « Hâtez-vous ! »

Geagea était furieux. Il passa en revue tous les éléments de la situation et me dit : « Le rejet de la formule Aoun implique un clash immédiat avec l'armée, ce que je voudrais éviter. Il ne nous reste plus qu'à accepter. » Puis il interrompit notre tête-à-tête pour appeler Aoun. Le général entra dans la pièce les traits tirés, décoiffé, offrant l'aspect d'un homme qui n'avait pas dormi depuis plusieurs jours. Il portait le bras en écharpe à la suite d'un accident de voiture survenu quelques jours plus tôt. Mais il semblait sûr de lui, ses yeux brillaient déjà de l'éclat du pouvoir et il arborait un sourire de vainqueur. Après quelques échanges de propos, Geagea, saisissant par inadvertance le bras

blessé de son partenaire, lui dit : « Je suis avec vous jusqu'au bout. Quant à Amine Gemayel, je lui réglerai son compte au plus vite. » Le gouvernement de militaires venait de naître. A notre retour dans la pièce où se tenaient tous les protagonistes, Geagea leur fit part de sa décision, puis il sortit sans saluer Amine. Sur le perron du palais, il fut rejoint par un officier de la garde républicaine qui lui dit : « Le président voudrait vous voir. » Il grommela pour toute réponse : « Qu'il aille au diable ! » Dans la voiture, après m'avoir demandé de changer de route pour des raisons de sécurité, il s'ouvrit à moi. « Karim, Amine Gemayel s'est moqué de nous. Dès le début, il recherchait un président avec qui s'allier contre nous. En fait, il n'a jamais voulu de nous au sein du gouvernement. Oui, il nous a menti. Aujourd'hui, il cherche à s'allier avec Aoun pour nous frapper. Je vais le devancer et passer à l'action le premier. »

Ainsi s'achevait l'un des mandats les plus difficiles de l'histoire de la République. Le président s'en allait, laissant derrière lui un palais sans président. Une chance — la dernière — était perdue de voir s'établir une sorte de coexistence entre Gemayel et les Forces libanaises. Geagea commença sans tarder à monter une opération contre le chef de l'Etat sortant. Dix jours plus tard, au début d'octobre, les F.L. entraient dans le Metn-Nord, fief traditionnel de Gemayel, et prenaient le contrôle des positions, militaires et civiles, tenues par ses partisans, plaçant le président en ce qui était bel et bien une résidence surveillée, situation qui devait l'amener à quitter le pays. Geagea, après avoir déclenché l'opération Metn, me confia : « Amine s'est montré grandement criminel à l'égard du Liban et le temps que j'ai passé avec lui est le pire de ma vie. Jusqu'au dernier instant, il a tenté de s'entendre avec la Syrie et de soutenir Daher pour nous réduire. Il aurait, si nous lui en avions laissé le loisir, transformé le Metn en zone d'influence hostile qui nous aurait été interdite exactement comme l'a fait Sleiman Frangié pour le Liban-Nord. Cette fois, j'ai été plus rapide que lui. Amine

Gemayel est fini, sans espoir de retour. » Et il est vrai qu'Amine s'était laissé prendre au piège tendu par Samir.

La chance avait tourné le dos à ce chanceux. Il avait constamment réussi dans ses entreprises sans coup férir. Héritier de son siège de député, il le tenait de son oncle, Maurice Gemayel, homme d'un savoir encyclopédique et visionnaire hors du commun qui mourut prématurément en 1970. Amine lui succéda, à vingt-huit ans, comme représentant du Metn-Nord dans une Assemblée dont il devint alors le benjamin. Héritier de son leadership, il l'avait reçu de son père, fondateur du plus grand parti politique du pays. Héritier de la présidence, elle lui était revenue après l'assassinat de son frère Bachir, le 14 septembre 1982, faisant de lui, à quarante ans, le plus jeune président qu'ait connu la République. Confiant dans son étoile, il ne cessait de répéter : « Le 14 septembre à midi, le monde entier croyait ma fin venue. Dans l'après-midi, j'étais chef de l'Etat. » Son rêve était de jouir de la popularité de son père et d'accéder à la culture de son oncle. Il rechercha l'une les armes à la main à la tête de ses hommes et l'autre en fondant *Le Réveil*, journal d'expression française, puis la « Maison du Futur », l'un des plus grands centres d'études et de documentation du pays. S'il n'égala ni la popularité du père ni la culture de l'oncle, il lui fut donné, en revanche, de réaliser le rêve inassouvi des deux : accéder à la tête de l'Etat.

Bien fait de sa personne, les traits agréables, Amine est plus à l'aise en complet veston qu'en treillis et vit au rythme du businessman plutôt que du politicien libanais traditionnel. Soucieux de relations publiques et de contacts personnels, il reçoit en hôte parfait, aidé par son épouse Joyce, sans se départir d'un zeste de méfiance hautaine. Amateur d'art, épris de musique classique, sensible au charme féminin, tennisman, pilote

d'hélicoptère, il a conduit le pays comme s'il était aux commandes de l'un d'eux. L'Etat a navigué dans toutes les directions, au gré des vents et de sa virtuosité. Au début de son mandat, il a suscité un espoir sans limites et, à son terme, un désespoir sans bornes. Meilleur causeur qu'orateur, il est plus doué pour mener une négociation que pour galvaniser une foule. Il compte sur son habileté pour faire prévaloir ses idées et ses ambitions. Se fiant plus aux facteurs personnels qu'aux situations objectives, il lui arrive souvent de croire qu'en séduisant l'interlocuteur on se dispense de régler le problème. Il affectionne les formules fracassantes comme son fameux appel : « Donnez-nous la paix et nous étonnerons le monde. » L'information, aux yeux de ce prince du spectacle, est plus importante que la politique. Soucieux avant tout de son image, il investit la « une » des journaux, remporte des succès médiatiques, si minime qu'en soit l'enjeu. Il a su trancher sur son environnement politique en cultivant l'image d'un « modéré » dans un monde d'extrémistes et d'un « sage » parmi les fous. Il a condamné le « fascisme » de son frère Bachir, l'« isolationnisme » de son père Pierre, le « militarisme » du parti Kataëb. Un jour de 1984, il me livra le fond de sa pensée : « Pour vous, Bachir est un rêve, pour les autres, il aura été un cauchemar. »

Nous avons été camarades de classe sur les bancs de Notre-Dame de Jamhour, amis à la faculté de droit, collaborateurs au sein du parti dans les années soixantedix. Puis, dans la décennie suivante, la politique nous avait éloignés l'un de l'autre. Adversaires au début de son mandat, nous devons nous retrouver à son terme. Au fil de cette longue histoire, j'ai tenté vainement de distinguer l'amitié personnelle des rapports politiques. Tous ceux qui ont travaillé avec lui le savent : collaborer n'est guère aisé. Amine veut tout et tout le temps, sans rien donner en échange. Il supporte mal la critique, encore moins l'opposition. Souvent, il ne consulte que pour la forme, ne retenant du conseil que ce qui lui convient. Il réunit en lui deux qualités-défauts majeures

en politique : l'égoïsme et l'entêtement. D'ailleurs, au début de la guerre, il s'est attribué à lui-même le surnom de « têtue ». L'épithète lui convenait fort bien. Car le têtue est aussi courageux comme l'est Amine. Jeune, il s'est engagé avec ardeur dans le scoutisme, étudiant, il a participé à maintes manifestations, partisan, il a combattu au premier rang et frôlé la mort. A la tête de l'Etat, il a connu des moments dramatiques quand le palais fut bombardé ou faillit être envahi, sans jamais songer à le quitter. Il s'obstinait à vouloir se rendre régulièrement à Bickfaya, tout près d'un front embrasé. Il se risqua même, au début de son mandat, à organiser les fêtes de l'indépendance à Beyrouth-Ouest et, en 1985, après le retrait israélien, il n'hésita pas à se rendre à Saïda, l'un et l'autre en secteur hostile.

Il manifesta la même obstination en matière politique. Ainsi, il refusa d'entériner l'accord du 17 mai avec Israël. « Le fils de Pierre Gemayel, dit-il, ne signera pas un acte de capitulation. Je préférerais qu'on me coupe la main. » Il ne sut pas, toutefois, tirer parti de son intransigeance sur les plans syrien et arabe, s'en remettant entièrement aux Etats-Unis. Il entra en conflit avec Israël sans pour autant se concilier la Syrie. Il ne tint aucun compte, ce faisant, du conseil de Sleiman Frangie : « Puisque vous avez décidé d'abroger le traité, allez d'abord à Damas et entendez-vous avec le président Assad. »

Au début de 1984, il voulut retrouver une part de son autorité en mettant sur pied un gouvernement d'union nationale, puis, à la fin de l'année, en cherchant à contrôler le parti Kataëb et les Forces libanaises. Mais, incapable de mesurer l'importance du bouleversement survenu dans l'équilibre des forces et de saisir l'occasion favorable, il se heurta à la Syrie à laquelle il voulut résister en s'opposant à l'accord tripartite de 1985. Il était fier de proclamer : « Je me suis rendu onze fois à Damas sans jamais rien céder. » Et, de fait, il ne céda rien sur l'essentiel, en dépit des promesses et des menaces. Mais il ne sut pas proposer, au-delà de ses

refus, des solutions de rechange. Pourtant, il chercha à préserver, non sans difficulté, les relations du Liban avec ses voisins arabes et le reste du monde. En dépit du boycott syrien, il parvint à maintenir de bons rapports avec l'Arabie Saoudite, l'Egypte, la Jordanie, l'Irak, la Libye, l'Algérie, l'O.L.P. et d'autres partenaires. Il eut aussi de bonnes relations avec l'Occident, notamment la France, l'Allemagne et le Vatican.

Son erreur fatale, celle-là même qui coûta si cher au chah d'Iran et à Sadate, fut de faire pleinement confiance aux Américains. Il se laissa prendre au piège de ces « américanisés », politiciens ou conseillers, qui créditent les Etats-Unis de miraculeuses possibilités et jugent que rien au monde n'est plus important que l'Oncle Sam. Celui-ci devait le décevoir au moins trois fois : lorsqu'au début de son mandat, il faillit, en dépit de l'intervention du secrétaire d'Etat George Shultz, à lui assurer un accord garantissant le retrait israélien ; lorsque, vers la fin du sexennat, il ne parvint pas à lui faciliter une entente avec la Syrie sur les réformes politiques à la faveur du dialogue engagé sous l'égide d'April Glaspie ; enfin, quand Murphy et Assad conclurent leur marché et bloquèrent l'élection du successeur.

Persuadé qu'il était le plus intelligent et le plus habile, Amine s'imaginait qu'il manœuvrait ses partenaires à son seul profit et remportait des victoires à leur détriment. Certes, l'homme est égoïste par nature, et le politicien l'est par excellence. Encore faut-il, pour qui veut vivre en société, sortir de l'égoïsme, ne serait-ce qu'afin de gagner la confiance de ses semblables. Amine Gemayel en était incapable. La chance et l'habileté lui permirent d'accéder à tout. Le culte de l'ego fit sa perte. La primauté absolue qu'il lui donnait l'amena, en effet, de manière fâcheuse, à confondre les grands problèmes et ses petits calculs. Dans les premiers temps, rêvant d'être l'homme du salut national, il assurait : « Je veux une solution rapide », utilisant plus volontiers la formule anglaise de « quick solution ».

Dans un pays qui ne tolère ni les grandes aventures ni

les victoires totales, il entendait être tout. A l'instar de Fouad Chéhab, il se voulait bâtisseur d'une armée forte et d'un Etat moderne et, tout à la fois, chef du Front libanais comme Camille Chamoun, chef du parti Kataëb comme Pierre Gemayel, enfin commandant en chef des Forces libanaises comme son frère Bachir. Il pensa un instant qu'il lui serait donné d'incarner tous ces personnages, suivant avec la même attention les débats du Conseil national de sécurité de la Maison-Blanche et ceux de la section locale du parti Kataëb de Bickfaya. Au bout de trois ans de mandat, il lui apparut que sa « solution rapide » tardait à se réaliser et qu'il lui fallait se montrer patient. Au début de 1985, il me dit un jour : « L'Histoire retiendra que j'aurai préservé le Liban en attendant l'heure de la solution. Ce n'est pas de Gaulle qui a libéré la France, ce sont les Alliés. Ce qui fit l'importance du général, c'est d'avoir été présent au moment où les protagonistes se retrouvèrent autour de la table des négociations et, ainsi, d'avoir été en mesure d'empêcher toute solution qui eût été dommageable à la France. Ce sera mon rôle. »

Vers la fin du mandat d'Amine Gemayel, les événements lui furent contraires. Tout fut emporté, au terme de six années d'un règne difficile : la Nation, le peuple, l'Etat, la monnaie, les institutions, les mœurs, et, bien entendu, la présidence. Le jeune leader plein d'espoir et de force qui avait accédé à la charge suprême la déposa ployé sous le poids des déceptions et des accusations. Celui qui incarnait au départ la « solution rapide » s'était transformé en problème à l'arrivée. Les Libanais auront de l'indulgence pour son attitude en matière diplomatique et sécuritaire, mais lui pardonneront difficilement sa gestion financière et économique, avec les conséquences sociales qui s'ensuivirent. On lui reproche, à tort ou à raison, la dévaluation brutale de la livre, de la moralité publique, la multiplication des scandales et des marchés douteux. Qu'il n'ait pu réaliser la prospérité promise, passe encore. Mais non que le Liban soit devenu un pays pauvre et en pleine décadence. Ni que,

naguère riche et rayonnant, il ait vu s'abattre sur lui les fléaux de la pauvreté et du sous-développement.

Dans son exil, Amine Gemayel vit des heures pénibles. Tantôt, optimiste, il annonce à ses partisans qu'il reviendra « sur un blanc destrier ». Tantôt, déçu, il confie à ses proches qu'il « ne retournera plus au Liban » et que celui-ci « ne retrouvera jamais sa vitalité ». Lui, jamais, ne reconnaîtra son échec, jamais il ne renoncera à croire que tous les autres se sont trompés, que lui seul a eu raison. Il avait voulu tout gagner seul. Et c'est seul, égocentrique et entêté jusqu'au bout, qu'il a tout perdu.

A la tête d'un cabinet de transition, Michel Aoun donnait l'impression d'avoir enfin échappé à la malédiction qui s'acharnait sur les présidents. Le camp chrétien et avec lui la légalité étaient à leur apogée. Aux côtés de l'armée, les Forces libanaises assuraient une puissance de frappe jamais égalée. Aoun suscita un climat de « mobilisation politique » de la population également sans précédent. Bien que la mission essentielle de son cabinet ait été d'assurer l'élection présidentielle au plus vite, Aoun ne lui prêta aucune attention. Il se lança dans l'entreprise de gouverner et d'assumer la légalité comme s'il venait d'inaugurer lui-même un nouveau mandat présidentiel. On connaît la suite : il déclencha deux guerres coûteuses. Le 14 mars 1989, il engagea le fer avec Damas et proclama la « guerre de libération ». Elle devait se solder par l'accord de Taëf en octobre. La seconde guerre commença le 31 janvier 1990, l'opposa aux F.L. et prit fin le 13 octobre avec l'intervention syrienne qui entraîna la défaite et la chute du général.

Le 5 novembre 1989, quand fut élu René Moawad, je crus un instant que la réconciliation nationale allait se réaliser. C'était oublier la malédiction du Liban. Le président fut assassiné au bout de dix-sept jours. Il avait trente-deux ans quand, en 1957, il fut élu député de Zghorta. Il était alors hors de sa circonscription, s'étant

réfugié à Lattaquié, en Syrie, pour échapper à la justice qui avait décerné des mandats d'arrêt contre Sleiman Frangié et lui à la suite d'un incident sanglant survenu dans la localité de Miziara, au Liban-Nord. Cette tuerie avait achevé de le convaincre que la violence ne règle rien et ne peut rien engendrer sinon la violence. Comme tous les chéhabistes des années soixante, il était persuadé qu'il ne peut y avoir, au Liban, de vainqueur et de vaincu et que seul valait un règlement où le plus fort ne ramasserait pas toute la mise aux dépens du plus faible. Bref, ni solution militaire ni solution imposée.

De prime abord, René Moawad n'impressionnait guère, mais ce petit homme affable imposait vite le respect. Doté d'un grand nez, comme pour mieux prendre le vent politique, il savait admirablement se faufiler dans les dédales libanais. Avare de mots, marchant à petits pas comme s'il hésitait à risquer un pied devant l'autre, joueur d'échecs plus que de poker, préférant au K.O. la victoire aux points, il avait un style bien à lui. Il donnait d'abord l'impression de faire du surplace. Puis il entamait sa lente progression, avançait ses pièces, posait ses questions, attendait les réponses. Toujours prêt à revenir à la charge avec détermination, il marquait point sur point grâce à une patience sans bornes. Car tel est le propre du politique : devant la porte qui vient de se refermer, il s'obstine, cherche inlassablement les failles. Dépourvu de suffisance, ennemi de la grandiloquence, il ne désespérait ni des êtres ni des choses, et procédait par petites touches artistement distribuées, tel le peintre planté devant son chevalet. Moawad était un maître dans l'art de l'équilibre en tous domaines. Equilibre, d'abord, entre les grandes familles, dans son fief de Zghorta où les luttes pour le leadership sont acharnées. Equilibre, ensuite, entre les familles zghortiot et bécharriot — exercice que lui facilitait le fait d'être le seul « zaïm » de sa localité à avoir épousé une jeune fille de Bécharré, Nayla Issa el-Khoury. Equilibre, encore, entre les régions chrétiennes et islamiques du Liban-Nord, s'ouvrant sur le leadership

sunnite incarné par son ami de toujours Rachid Karamé. Equilibre, aussi, entre les deux places fortes chrétiennes du Liban-Nord et de la montagne, en dépit de la profonde blessure infligée par le raid meurtrier d'Ehden où périt son ami Tony Frangié. Comme pour les relier d'un symbolique trait d'union, Moawad passait l'hiver à l'Est* et l'été à Ehden. Equilibre, enfin, entre maronites et Druzes grâce à de constants contacts avec Kamal Joumlatt et l'émir Majid Arslan puis, par la suite, avec Walid Joumlatt ainsi qu'entre chrétiens et musulmans de toutes les régions du pays, sous le signe de l'ouverture d'esprit et du profond désir de comprendre tous et chacun. Parfaite incarnation de la coexistence, de l'harmonie et de la mesure, il était bien, comme l'avait dit de lui un jour son vieux compagnon le président Elias Sarkis, le « baromètre libanais ».

Lors de la campagne présidentielle de 1988, il ne s'était guère montré actif, comme s'il savait que l'élection ne se déroulerait pas dans les délais constitutionnels. Il avait laissé les autres candidats ferrailler, ne dégainant qu'après le début de la « guerre de libération », prévoyant sans doute alors qu'elle allait déboucher sur une élection. A Taëf, il se comportait en maître du jeu, assuré du succès final. Dès qu'il l'eut remporté, le 5 novembre 1989, il s'attela à l'élaboration d'un programme d'action en trois points:

— Réconciliation nationale et générale, en commençant par les diverses composantes du camp chrétien. Son premier souci était de fermer la plaie maronite qui béait depuis douze longues années en réconciliant les Frangié et Samir Geagea. A cet effet, il prévoyait de faire figurer dans le cabinet Sleiman Tony Frangié, petit-fils de Sleiman, aux côtés de Samir. C'était malaisé mais non impossible.

— Décentralisation administrative. Il lui donnait la priorité car il y voyait l'occasion d'associer les jeunes à

* Au Liban, on désigne par Est la région contrôlée par la milice chrétienne.

l'édification de l'avenir et, en outre, de leur faire assumer la responsabilité directe du pouvoir. Il n'ignorait pas l'ampleur de l'exode provoqué par la guerre et souhaitait inverser le mouvement de fuite des cerveaux.

— Reconstruction. Dans la situation tragique qu'avaient créée les problèmes, il estimait qu'un Etat fort ne doit pas se borner à la tâche évidente de rétablir la primauté de la loi, mais y joindre celle de la justice sociale et du développement. Sur ce plan, son optimisme sans failles donnait l'impression qu'il avait reçu des promesses d'aides et de subventions.

Le comportement de René Moawad se transforma à un tel point après son élection que ceux qui le connaissaient bien en furent effarés. Cet homme sachant faire régner autour de lui un climat de détente, sans rien perdre de son calme, devint soudain un bourreau de travail, prenant décision sur décision comme si les événements le contraignaient à une course contre la montre. Durant la semaine qui précéda sa mort et qu'il passa à Ehden, accueillant diverses délégations et prononçant plusieurs discours, il tint deux réunions importantes, l'une avec le vice-président syrien et l'autre avec l'ambassadeur des Etats-Unis. Ce dernier, John McCarthy, était revenu au Liban après une absence de plusieurs mois motivée par un différend avec Michel Aoun. Il présenta ses lettres de créance dans le style quelque peu folklorique cher à l'Amérique. Et il prit contact avec Samir Geagea pour lui demander, de façon publique et fracassante, d'appuyer ouvertement et clairement la légalité et l'accord de Taëf. C'était l'inviter à engager l'épreuve de force avec Michel Aoun. Cette attitude ne pouvait qu'inquiéter quelque peu le chef de l'Etat. C'est toutefois avec Abdel Halim Khaddam, vice-président de la République syrienne, venu le féliciter qu'il eut sa rencontre la plus importante. Le président demanda, en effet, à Damas de retirer ses troupes de la région du Batroun afin de démontrer ainsi que l'accord de Taëf ne visait pas à légaliser définitivement la présence de l'armée syrienne mais amorçait un

retrait progressif. Khaddam, pour sa part, donnait la priorité à la formation d'un nouveau gouvernement et avançait même certains noms, ce qui n'était guère du goût de Moawad qui sortit de la rencontre la mine sombre. Mais, à son ordinaire, il s'abstint de tout commentaire et si les difficultés rencontrées se lurent sur ses traits, du moins ne franchirent-elles pas ses lèvres. Il se contenta de déclarer à quelques députés qui s'enquerraient de la conversation : « Abou Jamal m'a demandé quelque chose qui ne me plaît pas. »

Homme d'Etat, future victime de la haute idée qu'il se faisait de l'Etat, il tenait aux symboles en toutes circonstances. Il ne cessait de répéter : « Je veux donner de la présidence l'image qui était la sienne avant la guerre. Ma place naturelle est au palais de Baabda. Je n'accepterai pas de rester un réfugié au siège provisoire de Ramlet el-Beida. » Il ne trouvait pas la moindre circonstance atténuante au comportement de Michel Aoun à son égard. La grande popularité qu'il reconnaissait au général ne l'autorisait pas, à ses yeux, à bafouer la légalité. Sachant fort bien que les cortèges officiels pouvaient être dangereux, il se refusait à monter dans une voiture banalisée. « Nous devons à tout le moins, disait-il, sauvegarder les apparences de l'autorité légitime en attendant d'en restaurer la réalité. » Ne consentant pas à porter un gilet pare-balles, il donnait l'impression d'être serein et confiant, assuré qu'une légalité équitable et modérée n'avait rien à craindre de personne. Et il confiait à ses proches : « De ma vie, je n'ai jamais fait de mal à une mouche. Pourquoi voudrait-on me tuer ? » Il tenait à ce que sa protection fût assurée par des soldats de l'armée libanaise qu'il ne connaissait pas ou à peine, et non par ses propres gardes du corps, compagnons de toujours dans la bonne et la mauvaise fortune. « Le président de la République, proclamait-il, doit être protégé par l'armée et non par une garde prétorienne. » Pourtant, il savait que l'on préparait activement dans l'ombre son assassinat et coexistait avec l'idée d'un attentat potentiel, sans laisser

cette crainte dominer son esprit et déterminer son action. Peu avant de quitter Paris, il dit à son fils Michel : « Je serai peut-être élu demain et il est possible qu'ensuite on m'assassine. Prends soin dans ce cas de ta mère et de ta sœur. »

Le 20 novembre, René Moawad décida de gagner Beyrouth pour y célébrer l'anniversaire de l'indépendance, en dépit des multiples mises en garde qu'il avait reçues sur des préparatifs d'attentat. Avant de quitter Ehden, il rendit visite au président Frangié qui lui déconseilla ce déplacement et lui dit, en lui proposant de mettre son propre palais à sa disposition : « Il existe, à Beyrouth-Ouest, mille et mille ruelles que nous ne connaissons pas. Restez donc ici ! » Des bruits de sabotage de l'avion de la M.E.A. devant le conduire à Beyrouth ayant couru, les Syriens lui envoyèrent un de leurs appareils pour le transporter à Damas et, de là, dans la capitale libanaise. Il accepta cette substitution mais demanda que l'avion atterrisse directement à Beyrouth. Dès qu'il s'y trouva, il confia à son épouse Nayla : « Tu vois, nous sommes arrivés et rien ne s'est passé. » Elle lui réitéra ses craintes et voulut lui faire promettre de ne plus quitter la résidence provisoire, pas même pour le Sérail gouvernemental où devait être célébrée la fête de l'indépendance. Fermement il écarta la suggestion : « Les Libanais attendent avec impatience de voir la légalité au grand complet. Ils veulent voir de leurs yeux le président de la République, le président de l'Assemblée nationale et le Premier ministre côte à côte, à l'endroit où cette légalité a son siège. Je te promets que ce sera la dernière fois que je sortirai. » Et ce fut la dernière fois.

Tandis que, dans cette éprouvante journée de festivités, diplomates et hauts fonctionnaires civils et militaires présentaient leurs vœux au président, les responsables de sa sécurité étaient sur le qui-vive. Ses proches l'adjuraient de ne pas sortir et il leur répondait invariablement : « Comment convaincre l'homme de la rue que l'Etat est à même de le protéger s'il n'est pas en mesure

d'assurer la sécurité de son chef ? » Peu avant le départ pour le Sérail, la tension atteignit son paroxysme. On avait donné des instructions pour interdire tout stationnement le long de la route que devait suivre le convoi officiel. Hélas ! la charge avait été placée non à bord d'un véhicule mais dans un magasin désaffecté. Avec elle, ce fut l'Etat tout entier qui explosa. De nouveau, la malédiction du Liban avait frappé.

Très vite, un nouveau président, Elias Hraoui, fut élu tandis que Sélim Hoss formait le premier gouvernement du sexennat. Dans les discours prononcés à ces occasions, il n'était plus question, désormais, de réconciliation nationale mais, bien plutôt, de la menace d'un recours à la solution militaire. Le général Aoun releva le gant ; il appela à de grands meetings populaires. La foule se pressait à Baabda et le peuple protégeait l'armée. Les nuages s'amoncelaient ; le pays retenait son souffle. Les leaders maronites étaient en conflit ouvert ; Michel Aoun montait l'armée et la population contre le président Hraoui ; Samir Geagea se préparait à affronter le général ; Hraoui faisait un pas en avant, un pas en arrière ; le patriarche Sfeir ne savait à quel saint se vouer. Les manifestations pro-Aoun et pro-Geagea se succédaient, hâtant la course de l'Est vers la grande épreuve. A la fin de janvier 1990, la lutte s'engagea entre l'armée et les Forces libanaises. Ce fut un séisme qui n'épargna rien ni personne. Prise dans son propre piège, la Nation se drapait dans des voiles de deuil.

Les médiations, arabes et occidentales, secrètes et ouvertes, se multipliaient jusqu'à s'enchevêtrer. Toutes se heurtaient au credo obstiné de Michel Aoun : « Le monde peut m'écraser, mais il ne pourra jamais me faire signer l'accord de Taëf. » Le général, en dépit de son échec face aux Forces libanaises qu'il n'a pu vaincre, se montrait toujours intransigeant, intraitable, fort d'un soutien populaire incontestable. Il n'a jamais cessé

de parier sur les changements qui bouleverseraient l'échiquier en sa faveur. Ils survinrent, mais ne lui furent en rien favorables. En quelques heures, le 2 août, l'Irak envahit le Koweït. La région fut frappée de stupeur, le monde ébranlé. Avec l'aide de ses alliés et l'approbation des grandes puissances, George Bush entreprit de mobiliser l'une des plus formidables forces militaires de l'Histoire. Sans ciller, le chef de l'Etat irakien, Saddam Hussein, décida de l'affronter. Le Moyen-Orient se transformait en volcan en éruption et menaçait d'allumer l'incendie d'une conflagration mondiale, peut-être même d'une guerre chimique et thermonucléaire.

Le destin de Michel Aoun se trouva soudain lié à celui de Saddam Hussein. Le président américain commença par élargir le champ de ses alliances, notamment avec le monde arabe, la Syrie, voisine et ennemie traditionnelle de l'Irak, y occupant une place particulière. Damas sut profiter avec beaucoup d'habileté de la situation que connaissait Washington pour en obtenir l'aval d'une « pax syriana » au Liban. A la demande du gouvernement, l'armée syrienne lança, le 13 octobre 1990, une opération éclair qui aboutit en quelques heures à la reddition du général Aoun, réduit à demander asile à l'ambassade de France. Le héros n'était plus qu'un réfugié. Le rideau tombait, mais il entraînait la scène dans sa chute. Le piège, une fois de plus, se refermait sur l'hôte du palais présidentiel. Tandis qu'il s'évanouissait le rêve, la malédiction revenait hanter le pays de son spectre.

II

LA PAIX PIÉGÉE

En juin 1982, l'armée israélienne entrait au Liban. Accoutumé aux guerres éclair, l'Etat hébreu entendait bien parvenir à une paix éclair. Pour ma part, dès que Tsahal eut franchi le Litani, je fus convaincu qu'il s'agissait de tout autre chose que d'une simple opération de police. Le problème soudain posé était celui du Liban et, au-delà peut-être, du Proche-Orient tout entier. Par le passé, je n'avais jamais cessé de critiquer les coups portés par les Israéliens aux organisations palestiniennes au Liban-Sud. Ils nuisaient à tout le monde et ne profitaient à personne. Provoquant des morts et des dommages inutiles, ils avivaient la violence interne sans pour autant modifier l'équilibre des forces ni faciliter la recherche d'un règlement. Mon attitude à ce sujet, je le savais, était cause de gêne au sein des Kataëb, des F.L. et du Front libanais.

Au début de l'année, Bachir Gemayel semblait persuadé qu'avant qu'elle ne s'achève, Israël entreprendrait une opération, mais il n'en voyait clairement ni l'ampleur ni la nature. Il me disait alors que le gouvernement israélien hésitait entre un « Litani 2 », c'est-à-dire une incursion limitée, et une attaque de grande envergure s'étendant jusqu'aux faubourgs de Beyrouth. A ses yeux, la différence était grande entre ces deux hypothèses, mais, se défiant de mes sympathies prosyriennes et propalestiniennes, il me cachait nombre

de ses analyses dont il ne révélait que les grandes lignes. Lors d'une réunion du bureau politique des Kataëb, je me tenais à côté de Bachir et, pour fuir l'ennui propre à ce genre de séances, je m'étais plongé dans un article consacré à un scénario de guerre qu'avait ébauché Ariel Sharon, alors ministre israélien de la Défense. Il y était question d'une attaque de fedayin contre un autocar à laquelle les Israéliens ripostaient en envahissant le Sud jusqu'à la localité de Damour, à vingt kilomètres de Beyrouth. J'attirai l'attention de mon voisin sur cet article et lui passai, sur un bout de papier, la question : « Est-ce cela que tu attends ? » Bachir griffonna en réponse : « Pas un mot à qui que ce soit avant que je t'en parle. » Quelques jours plus tard, il m'informa, en tête à tête, de la teneur d'une réunion qui s'était déroulée en janvier 1982 à son domicile d'Achrafieh. Etaient présents à ses côtés le président Camille Chamoun, Pierre Gemayel et plusieurs de leurs adjoints face à Ariel Sharon et son état-major. L'Israélien leur révéla que son gouvernement avait décidé de détruire l'infrastructure de l'O.L.P. et que les discussions portaient sur deux genres d'opération : soit un raid limité ayant pour objectif la machine militaire palestinienne au Sud et s'arrêtant au Litani, soit, avec la même cible, une attaque d'envergure, militaire autant que politique, qui irait jusqu'à Beyrouth. Et Sharon d'ajouter : « Cette seconde option impliquerait votre participation aux combats de Beyrouth et dépend de votre aptitude à conclure un accord de paix avec Israël. C'est un choix qui me paraît difficile car il entraînerait un boycott arabe et, par conséquent, votre isolement dans la région. » Bachir me fit jurer de garder le silence sur toute cette affaire qui, à ses yeux, relevait du « secret d'Etat ». « Je craignais, ajouta-t-il à propos de cette rencontre, la réaction de cheikh Pierre et pensais que celle du président Chamoun serait favorable. Je fus surpris de constater que des deux, c'est mon père qui était le plus en faveur de l'opération envisagée. »

« Et l'armée syrienne ? » lui demandai-je. « Israël est

soucieux de ne pas se heurter aux Syriens pour éviter des réserves américaines », me répondit-il. J'entrepris alors d'exposer, avec force détails, les risques que comportait toute l'affaire et lui fit deux propositions : prendre langue avec Damas, d'une part, pour qu'un accord éventuel permette d'éviter un conflit dont, même si l'issue militaire ne faisait aucun doute, le bénéfice politique était incertain, et, d'autre part, engager un dialogue avec l'O.L.P. afin de définir les modalités d'un déploiement de l'armée libanaise dans le Sud et éviter, ce faisant, une aventure israélienne.

Bachir émit quelques réserves puis se rallia à mon point de vue. J'insistai pour qu'il prît part, en personne, aux contacts avec les Syriens et les Palestiniens. C'est ainsi que le colonel Johny Abdo, chef des services de renseignements de l'armée libanaise, réussit à organiser des rencontres entre Bachir et des responsables syriens, notamment le chef des S.R. de Damas au Liban, le colonel Mohamad Ghanem. Du côté palestinien, Bachir rencontra à plusieurs reprises « Abou Zaïm ». Devant tous ses interlocuteurs, il se montra d'une grande franchise, se disant disposé à envisager l'établissement de nouvelles relations de coopération et d'entente entre Beyrouth et Damas et la programmation d'un retrait progressif des troupes syriennes et, pour ce qui est des Palestiniens, sur le respect total de l'accord du Caire par l'O.L.P. Il n'hésita pas à laisser entendre qu'Israël tirerait argument du maintien du statu quo pour déclencher une guerre contre le Liban. Ces contacts eussent sans doute abouti à un résultat si une organisation palestinienne n'avait, au début de juin, attenté à la vie de l'ambassadeur israélien à Londres, Shlómo Argov. La fulgurante riposte de Jérusalem eut, entre autres effets, celui de faire échec à ces pourparlers.

A mesure que leur armée progressait en direction de Beyrouth, les dirigeants israéliens accroissaient leurs pressions pour amener Bachir à participer à la guerre. Je comptais parmi les opposants les plus résolus à cette participation. Je prenais appui sur la position du

président Elias Sarkis, de Fouad Boutros, son ministre des Affaires étrangères, et du colonel Johny Abdo. J'avais deux arguments : aucune partie chrétienne ou libanaise ne devait s'allier à Israël pour frapper les Palestiniens, car ce serait là commettre une erreur historique ; en outre, si Bachir voulait vraiment devenir président, il ne pouvait, sans commettre une faute politique, se trouver aux côtés des Israéliens quand ceux-ci frapperaient les régions islamiques du pays. Bachir ne se laissa pas entraîner, en fin de compte, dans la guerre israélienne au Liban, en dépit de toutes les promesses qu'on fit miroiter à ses yeux.

Deux semaines après l'invasion, les pressions se firent encore plus fortes et Sharon demanda avec insistance aux Forces libanaises de lancer une action limitée à Beyrouth, entendant en tirer parti pour prendre d'assaut la capitale. Il ne cessait de répéter : « Nous avons seulement besoin d'une étincelle. Le reste est notre affaire. » Avec plusieurs de mes compagnons, je rejetai cette thèse et soumis même à Bachir la proposition inverse : « Ton rôle, lui dis-je, est de sauver Beyrouth, capitale politique du Liban et capitale morale des Arabes. Tu ne saurais participer à la destruction de la capitale d'un Etat dont tu brigues la présidence. Si tu sais t'y prendre, tu ne seras pas seulement un président libanais, tu seras un leader arabe. Demain, tu auras pour mission de bouter hors du Liban l'armée israélienne tout comme les Syriens et les Palestiniens. Seule la fin des occupations étrangères marquera le début du véritable règlement de la crise. » Bachir se rendit à ces arguments et commença à réclamer le « retrait de toutes les armées et organisations non libanaises ». C'est ce qu'avait fait le gouvernement de Chafic Wazzan dès les premiers jours de l'invasion, notifiant cette position à la Ligue arabe et aux Nations unies.

Le 30 juin 1982, Bachir fut officiellement invité à visiter Taëf par le comité ministériel arabe réuni pour débattre de l'invasion israélienne au Liban. Cet organisme regroupait les représentants de l'Arabie Saoudite,

de la Syrie, de l'O.L.P., de l'Algérie, du Koweït et du Liban. Les Américains organisèrent le déplacement du chef des Forces libanaises avec un soin minutieux. Un hélicoptère de l'U.S. Air Force le transporta de Jounieh à Chypre où il prit un avion spécial saoudien. Cela me parut être un signe d'absence d'hostilité à la candidature présidentielle de Bachir. Je sentis que le courant arabe que je représentais au sein des Forces libanaises, des Kataëb et du Front libanais serait plus fort que les autres et que Bachir allait saisir pleinement l'importance d'une entente avec l'environnement arabe, proche et lointain.

Le lendemain de son élection à la présidence, le 23 août 1982, Bachir entreprit de tenir une série de réunions pour planifier les futures négociations en vue d'un retrait de toutes les armées et organisations étrangères du territoire libanais. Deux courants se manifestèrent alors : l'un proposait des négociations immédiates avec Israël pour en obtenir un retrait concomitant à celui des Syriens et des Palestiniens, comme le suggérait l'ambassadeur Philip Habib, envoyé spécial du président Reagan ; l'autre — et c'était là ma thèse — appelait à engager d'emblée des négociations avec Damas pour programmer le retrait de toutes les forces non libanaises. Israël, estimai-je, accepterait par le biais des Américains un accord libano-syrien. En revanche, un accord libano-israélien n'obtiendrait jamais l'agrément de la Syrie, quelles que puissent être les pressions exercées sur elle par les Etats-Unis et, le cas échéant, l'U.R.S.S. Je pensais, en outre, qu'on ne pouvait pas plus négocier avec Tel-Aviv le départ des troupes syriennes que lier celui-ci au retrait des forces israéliennes. La Syrie n'accepterait pas un tel défi et mettrait tout en œuvre pour lui faire échec.

Jugeant qu'il s'agissait là d'un devoir national, je pris sur moi de me rendre à Damas seul, au plus fort de l'invasion israélienne, le 20 juin 1982. Au cours des années précédentes, j'avais fait ce déplacement une cinquantaine de fois. Mais ma démarche solitaire revêtait un sens particulier. Mes visites antérieures s'inscrivaient

toutes dans le cadre de missions politiques. Cette fois, je me proposais d'exprimer un sentiment de solidarité nationale dépassant de loin le jeu des intérêts. En chemin, une profonde tristesse m'envahit à voir la « route de Damas » jalonnée de chars israéliens. Depuis 1975, la crise ne cessait de s'aggraver. Le Liban se réduisait comme une peau de chagrin. Toutes les armées étrangères bivouaquaient sur le sol de ma patrie. Mais l'armée libanaise y brillait par son absence ! Plongé dans ces réflexions moroses, je m'aperçus soudain que ma voiture s'était arrêtée à un barrage israélien. Je ne pus m'empêcher de sursauter quand un soldat me dévisagea avant de m'autoriser à poursuivre ma route. A cet instant précis, je compris le sens de la défaite, celui de la perte de la patrie. Sans la présence du chauffeur et du garde du corps, j'aurais donné libre cours à mes larmes.

A mon arrivée au ministère syrien des Affaires étrangères, je m'adressai avec chaleur à Abdel Halim Kahddam : « Abou Jamal, lui lançai-je, ma visite n'est inspirée par aucune raison d'ordre politique. J'ai tenu à accomplir ce geste pour me prouver à moi-même que les blindés israéliens ne m'empêcheront jamais de maintenir le contact avec Damas. Pas plus qu'ils n'empêcheront la "route de Damas" de demeurer toujours ouverte ! » Il me répondit, visiblement ému : « Nous ne pouvons renoncer les uns aux autres. Qui est capable de quitter sa propre peau ? Nous pouvons être, parfois, en désaccord sur certains sujets, mais, en fin de compte, nous formons un seul et même corps. Qui touche l'un, touche inmanquablement l'autre. » Puis, après ce préambule sentimental, il entra dans le vif du sujet : « Ne commettez pas l'erreur de parier sur la faiblesse de la Syrie ! Faible, elle ne peut qu'être plus exigeante. Forte, elle n'en sera que plus accommodante. Nous ne sommes pas un Etat du tiers monde. Aucune puissance, arabe ou étrangère, ne pourra nous imposer quoi que ce soit contre notre gré ou nous dicter notre conduite. La Syrie est une réalité qui s'est imposée au Proche-Orient. Israël n'est pas entré chez vous pour réduire à merci les

Palestiniens à votre profit. L'armée israélienne n'accepte de subir des pertes que pour servir les intérêts de son pays et de nul autre. L'Etat hébreu a des ambitions et veut les réaliser, mais il se heurtera au président Assad qui ne le laissera pas faire. Nous le forcerons à se retirer et nous effacerons les traces de l'agression. Aujourd'hui, le problème, ce n'est pas nous. C'est Israël. »

Nous abordâmes, bien entendu, la question de l'élection présidentielle et je parlai des intentions de Bachir : « Il annoncera bientôt sa candidature, dis-je. Je voudrais vous mettre au courant de façon informelle pour vous éviter de prendre officiellement position. Je ne vous demande pas votre appui, mais je tiens à ce que vous sachiez que cette candidature n'est pas dirigée contre vous et que son éventuel succès ne saurait être considéré comme un défi à votre endroit. » Interrogé sur ses chances, je les qualifiai de sérieuses, sur quoi Khaddam me lança : « Allons donc, Karim ! Tu y crois toi aussi ? » Nous décidâmes d'un commun accord de maintenir le contact.

Le 12 août suivant, je repris la route de Damas en compagnie, cette fois, de Georges Saadé et de Joseph Abou Khalil. L'élection qui allait avoir lieu dans une semaine fut au cœur de l'entretien. Khaddam nous interrogea.

— Je connais bien l'image de Bachir Gemayel chef des Forces libanaises, mais quelle sera celle de Bachir Gemayel président ? Demeurera-t-il le même homme ? Je ne pose pas la question pour vous embarrasser ni pour me montrer négatif, bien au contraire. Nous désirons que tout soit clair entre nous, de même que votre attitude à notre égard doit être claire. Dès que vous aurez publié votre programme, nous l'approuverons ou le rejetterons. Dans ces circonstances exceptionnelles, nous sommes en faveur d'un programme national sur lequel toutes les parties seraient unanimes. Il nous importe que s'édifie un Etat fort et que le Liban recouvre son indépendance et sa souveraineté.

— Je crois être en mesure, répondis-je, d'assurer que l'unité du Liban, sa souveraineté et son appartenance au monde arabe ne sont mises en cause par personne. Il en va de même de la dissolution des milices, de l'édification d'une armée forte et du retrait de toutes les armées et organisations non libanaises. Or c'est là tout le programme de Bachir. Il ne peut être réalisé sans un accord entre le Liban et la Syrie. Bachir n'acceptera jamais que le Liban serve de base pour tramer des complots contre vous. Or seul un président fort est à même de nouer des relations équilibrées avec la Syrie d'abord, les Arabes ensuite. Bachir dispose d'un immense crédit populaire sur lequel vous pouvez compter. A mon sens, un retrait de toutes les armées étrangères, et surtout de l'israélienne, serait une victoire arabe. A cet égard, la Syrie a un rôle national à jouer. C'est pourquoi nous aimerions connaître le point de vue du président Assad et écouter ses conseils car Tel-Aviv ne manquera pas de nous réclamer des pourparlers directs et un accord de paix.

— Ne nous faisons pas d'illusions, Israël n'a que faire de vos intérêts et se soucie seulement des siens propres et de ceux des Américains. Il ne se retirera donc pas sur simple demande de votre part. Quant à nous, nous n'épargnerons aucun sacrifice pour faire sortir les Israéliens du Liban. Dans quelque temps, Bachir lui-même commencera à pâtir de leur présence. C'est pourquoi nous vous demandons d'élaborer un programme dans lequel vous définirez vos conceptions du régime libanais, vos rapports avec toutes les factions, enfin le rôle qui sera confié à l'armée libanaise. Mais avant tout, vous devez arrêter votre position à l'égard de l'occupation israélienne, de la question des Palestiniens et de leur présence militaire sur votre territoire, des relations privilégiées avec la Syrie, enfin de l'action commune arabe.

L'entretien touchait à sa fin. Joseph Abou Khalil tint à souligner les difficultés et la complexité d'un règlement de la crise libanaise : « Une intervention chirurgicale, si pénible soit-elle, est nécessaire, dit-il. Nous sommes

prêts, avec votre aide, à renverser l'échiquier. » « Tout est possible, rétorqua Khaddam. Voyons d'abord ce qui va se passer. »

Quarante-huit heures après l'élection de Bachir à la présidence, la Force multinationale était au Liban tandis que Palestiniens et Syriens commençaient à se retirer de Beyrouth conformément à un accord conclu par Philip Habib. Le 30 août, Yasser Arafat s'embarquait pour Athènes. Le 1^{er} septembre, Bachir rencontrait à Nahariya le Premier ministre israélien, Menahem Begin. A son retour, il était hors de lui. « Rien ne va avec Israël, me confia-t-il. Begin exige de moi un accord de paix immédiat. Je lui ai répondu : Vous pouvez me passer les menottes mais vous ne m'obligerez pas à signer un accord contre ma conviction. » A en croire Bachir, il venait d'affronter la rencontre la plus dure de sa vie. Begin y était arrivé en butte à des soucis personnels et politiques. Sa femme souffrait d'un cancer à un stade avancé et lui-même s'était foulé la cheville. Par ailleurs, il était irrité contre Reagan qui avait annoncé, le jour même, une initiative de paix au Proche-Orient afin de donner une impulsion nouvelle aux accords de Camp David. Mettant à profit l'action militaire israélienne au Liban, Washington proposait un plan américain de règlement régional. Begin était convaincu que l'Amérique tentait de lui voler sa victoire libanaise.

Voyant Bachir pleinement conscient de ses responsabilités de président et des exigences d'unité et de souveraineté qui incombent au pouvoir suprême, je m'en réjouis et lui dis : « Tu as bien fait de repousser l'offre de Begin. Nous allons, à mon avis, vers un conflit israélo-américain sur le Liban. Tel-Aviv veut hâter la conclusion d'un Camp David libanais, cette fois sans l'Amérique, et celle-ci désire élargir son propre Camp David. Ni les uns ni les autres ne tiennent compte de l'intérêt libanais dans leurs calculs. » La démission, le 25 juin, du secrétaire d'Etat Alexander Haig, qui voulait calquer la politique américaine dans la région sur celle

de l'Etat hébreu, me parut être un premier indice de divergences américano-israéliennes. J'estimai qu'il nous fallait, pour sortir de ce cercle, enclencher un processus alternatif en engageant avec la Syrie des pourparlers permettant son retrait. Je conseillai à Bachir d'élargir ses contacts avec les musulmans au Liban même et dans le monde arabe. En effet, divers signes avant-coureurs d'une évolution des mentalités commençaient à poindre à l'horizon. Le président élu jouissait, par exemple, de l'entier soutien de Kamel el-Assaad, leader chiite de premier plan ; Saëb Salam, ancien chef de gouvernement et l'une des figures de proue du sunnisme beyrouthin, était prêt à lui accorder son aide. Je m'employai à convaincre Bachir que l'option arabe pouvait être couronnée de succès. Je soulignai, au passage, qu'il n'était nullement prisonnier de son choix israélien. Ces arguments parurent lui faire une impression favorable. Il me révéla un double incident, survenu à Nahariya et à Beyrouth, qu'il avait d'abord tenu à me cacher : ayant décidé de me confier un portefeuille ministériel, il s'était heurté aux veto de Begin et de Pierre Gemayel. Le Premier ministre israélien lui avait dit en propres termes : « Nous disposons d'informations selon lesquelles vous envisagez de nommer Pakradouni aux Affaires étrangères. Ce choix ne nous rassurerait guère car l'homme est un agent syrien. », Pour ce qui est de cheikh Pierre, il avait souhaité que « quelqu'un d'autre » représentât le parti au sein du cabinet. Et Bachir d'ajouter en souriant : « Bref, tu présentes un problème insoluble. » Nous en rîmes tous deux, mais l'incident ne fit que me conforter dans ma résolution de rester fidèle au processus engagé pour un passage du pari israélien au pari arabe.

L'attitude de Bachir me confortait dans la conviction qu'il était un véritable patriote et pouvait incarner la volonté d'indépendance du Liban. Son image « israélienne » subsistait. Toutefois, j'étais certain qu'elle ne faisait pas peser sur lui une hypothèque et qu'il était prêt à reconsidérer tout ce que les nécessités de la guerre lui

avaient imposé. Il avait, en effet, assez de personnalité et de popularité pour renverser la certitude des chrétiens qu'il n'y avait rien à espérer des Arabes et qu'on ne pouvait faire fond sur eux. Emporté par mon enthousiasme, je croyais Bachir capable de mener à bien la rénovation politique comme il l'avait fait pour la résistance militaire. Cette rénovation pouvait nous permettre de passer de la I^{re} à la II^e République par le biais de la modernisation des institutions, du renouvellement de la classe politique et de l'apparition d'une génération nouvelle, libérée du féodalisme et des complexes d'ordre confessionnel. J'espérais, enfin, que le président Hafez el-Assad serait le nouveau Nasser qui saurait faire confiance à Bachir pour la conduite des affaires intérieures du Liban et coordonner avec lui la politique extérieure.

Après la rencontre de Nahariya, Bachir comprit que ses rapports avec Israël ne seraient guère aisés et se mit à compter de plus en plus sur l'Amérique. Le secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, étant venu inspecter la Force multinationale, il saisit l'occasion pour lui proposer que le territoire libanais devînt une base stratégique américaine dans la région. Il espérait, en faisant de son pays une zone de sécurité des Etats-Unis, décourager les empiétements d'Israël et de la Syrie dans ses affaires intérieures et les empêcher de porter atteinte à la souveraineté du Liban et à sa sécurité. Weinberger se montra fort surpris par l'offre, mais promit de la transmettre à son gouvernement. Peu après, j'assistai à la rencontre entre Bachir, le président Elias Sarkis et Johny Abdo. A la demande de Bachir, le chef de l'Etat chargea le général de brigade Sami Khatib, officier libanais commandant la Force arabe de dissuasion, de se rendre à Damas pour nous ménager, à Johny Abdo et moi-même, un entretien avec les responsables syriens. Khatib revint de sa mission avec un accord de principe, la date de la rencontre devant être fixée ultérieurement. Mais l'assassinat de Bachir, le 14 septembre, mit un point final à ces démarches. Quand il prit ses fonctions,

Amine en ignorait tout, son frère ayant eu soin de lui cacher ses initiatives.

Très vite, le nouveau président succomba à la fascination américaine. Il crut pouvoir se passer à la fois de l'option israélienne qui avait été celle de son frère et de l'option syrienne du président Sarkis. A ses yeux, la volonté des Etats-Unis pesait plus lourd que celles de Damas et de Tel-Aviv. Il se hâta de se comporter en homme lige de l'Amérique dans la région et de s'en remettre entièrement à elle pour la recherche d'une solution. Il fit sienne la proposition américaine d'ouvrir des pourparlers avec les Israéliens hors de tout contact avec la Syrie et l'O.L.P. Dans les rares rencontres que nous eûmes au début de son mandat, j'exprimai certaines de mes réserves sur cette ligne, mais étant, à ses yeux, un partisan de Bachir, je savais qu'il ne les écoutait guère. Je ne me prononçai pas moins en faveur de négociations avec Damas, avant ou pendant les pourparlers avec Israël. Je fis part de mes craintes de voir Tel-Aviv exiger beaucoup, Damas tout refuser et les Etats-Unis, à leur habitude, préférer l'Etat hébreu à tout autre partenaire. Un jour où j'interrogeais le président sur les garanties qu'il détenait face à Israël et à la Syrie, il pointa l'index sur une photographie de Reagan qui trônait près de lui et me répondit : « Ma garantie, la voilà. »

Dans les premiers temps, il apparut que son assurance était justifiée. Les Etats-Unis aidèrent en effet, à sa demande, à aplanir les difficultés avant les pourparlers avec Israël. La partie libanaise insistait pour que les négociations soient de nature militaire alors que Tel-Aviv insistait sur l'aspect politique. Il fallut attendre trois mois pour que fussent réglés les problèmes du lieu des réunions, du choix des délégués et de l'ordre du jour. Israël exigeait que les négociations se déroulent à Jérusalem et au niveau des ministres des Affaires

étrangères. Beyrouth demandait des rencontres à la frontière entre plénipotentiaires militaires. Sur le fond, le Liban proclamait la validité de la convention d'armistice conclue en 1949 avec l'Etat hébreu et réclamait l'élaboration d'un programme de retrait israélien. Israël tenait la convention pour caduque et demandait un accord de paix normalisant les relations entre les deux pays. Pour bien marquer l'intérêt qu'il portait à la négociation, le président Reagan dépêcha sur place deux émissaires, Philip Habib et Morris Draper, pour accélérer le processus. Les réunions se tinrent à Khaldé et Kyriat Shmona au niveau de hauts fonctionnaires et d'officiers supérieurs issus des ministères des Affaires étrangères et de la Défense, avec la participation directe des Etats-Unis.

Les pourparlers s'ouvrirent à Khaldé le 28 décembre 1982. La délégation libanaise, dirigée par l'ambassadeur Antoine Fattal, comprenait un magistrat, Antoine Baroud, un diplomate, Ibrahim Kharma, le général de brigade Abbas Hamdane et les colonels Saïd Kaakour et Mounir Rouhayem. Du côté israélien, la délégation, conduite par David Kimche, comportait Eliaquim Rubinstein, l'ambassadeur Shemouël Divon, les généraux Aprasha Tamir et Menahem Eynan et le colonel Hamam Allon. Enfin, la délégation américaine, menée par Morris Draper, était composée de Christopher Ross, Allan Kriziko — remplacé ultérieurement par Michael Kuzak —, Paul Hare, le général Andrew Cooley et le colonel Patrick Collins qui devait relayer par la suite le major David Anthony. Il ne fallut pas moins de cinq séances pour lever les difficultés tenant aux priorités dans l'ordre du jour. Le 10 janvier, les Américains soumièrent enfin un plan, moyen terme entre les positions en présence, qui portait sur la fin de l'état de guerre, les dispositions de sécurité, le cadre des relations bilatérales et un programme complet de retrait, ainsi que sur les garanties possibles. Il prévoyait la création de sous-commissions chargées d'étudier toutes ces questions.

Dans les premiers jours, un climat d'optimisme régnait quant à la capacité américaine d'obtenir un accord avec Israël assorti d'un aval syrien. L'opinion publique était plus sceptique, en raison notamment des combats qui se déroulaient, dans le Chouf sous contrôle israélien, entre les Forces libanaises et les miliciens du Parti socialiste progressiste druze. En outre, le ton montait à Damas où l'on accusait de plus en plus vivement les Etats-Unis de chercher à dépouiller le Liban de son « caractère arabe ». On y rejetait les conditions israéliennes et l'on s'y proclamait résolu à refuser tout accord portant atteinte à la sécurité, l'unité ou la souveraineté du Liban ainsi qu'à la sécurité et aux intérêts de la Syrie.

Tandis que se déroulaient les pourparlers, Amine Gemayel fit, le 20 novembre 1982, une visite en Arabie Saoudite et envoya son ministre des Affaires étrangères, Elie Salem, à Washington où il fut reçu le 15 décembre par le président Reagan. Il dépêcha un mois plus tard à Damas un émissaire personnel, Jean Obeid, porteur d'un message pour le président Assad. Très vite, l'ombre de la guerre qui opposait dans le Chouf les Forces libanaises au P.S.P. commença à planer sur les négociations. Le 7 février 1983, Antoine Fattal souleva ce problème lors de la treizième séance. Beyrouth estimait qu'il incombait à l'armée israélienne, dès lors qu'elle contrôlait la région, d'assurer la sécurité de ses habitants et lui imputait des violations des conventions de La Haye et de Genève. La veille de la séance, des sources proches des milices chrétiennes avaient assuré que Tsahal s'en prenait aux membres des Forces libanaises et avait laissé les Druzes d'Aley « incendier la permanence du parti Kataëb » dans cette ville. Divisant pour mieux régner, l'Etat hébreu se mettait à attiser les antagonismes. Les Druzes accusaient les Forces libanaises de vouloir établir leur hégémonie sur la montagne du Chouf. A cette occasion, les F.L. et les Kataëb se prirent à douter des intentions d'Israël qui réduisait peu à peu leur marge de manœuvre.

Durant l'été 1982, Bachir avait pris le risque d'envoyer dans la région des détachements armés des Kataëb et des F.L. Il se proposait, une fois entré en fonctions, de les y remplacer par des unités de l'armée libanaise. Son assassinat et les difficultés de la négociation avec Israël ne permirent pas l'exécution de ce plan. Comme pour aggraver la situation, des éléments Kataëb et F.L. commirent des abus qui eurent pour effet de mobiliser les Druzes contre leur présence. Je m'étais opposé à leur envoi dans la montagne, ne connaissant que trop les susceptibilités druzes à leur égard. J'étais certain qu'elles feraient vite place à une hostilité ouverte en raison d'inévitables incidents isolés. Les hommes de Bachir n'étaient pas plus capables de s'entendre avec les Druzes que ceux-ci de les tolérer. Or les pourparlers s'éternisaient tandis que les incidents se précipitaient.

C'est alors que se leva sur Israël la tempête consécutive aux massacres de Sabra et Chatila de septembre 1982 qui avaient fait des centaines de tués chez les Palestiniens. Dans l'ébranlement qu'entraîna ce séisme politique, le leadership israélien fut sévèrement secoué. D'ordinaire, les partis, au sein de l'Etat hébreu, oubliant leurs divergences et faisaient front commun en temps de guerre. Pour la première fois, ils en vinrent à s'opposer à propos des aspects tant politiques que militaires de l'opération libanaise. Demain l'Histoire retiendra peut-être que la décadence d'Israël a commencé avec l'échec de son invasion du Liban. Voyant sa situation compromise sur le plan intérieur, Ariel Sharon recourut à toutes les formes de pression, directes et indirectes, pour la consolider par le succès qu'eût constitué la conclusion rapide d'un accord avec le Liban. Begin, pour sa part, semblait déterminé à obtenir d'Amine ce qu'il n'avait pu arracher à Bachir : un traité de paix. Amine paraissait tout aussi résolu à le lui refuser. Pour atténuer la violence de la campagne intérieure menée contre lui, Sharon voulut forcer les feux et abattre toutes ses cartes. Il tenta d'extorquer tambour battant l'accord de son partenaire. A cet effet,

il prit contact avec l'un des proches du président libanais, Sami Maroun, et lui proposa un document de travail qui devait être connu par la suite sous le nom de « plan Sharon ». Ce projet prévoyait des arrangements de sécurité, avec l'établissement au Liban de stations d'alerte avancée, la Syrie étant laissée libre d'en installer également si bon lui semblait. Mais l'intervention des Américains, menaçant Gemayel de retirer leur médiation et de ne plus fournir de garanties, torpilla le plan et le chef de l'Etat mit un terme à des contacts dans lesquels il s'était gardé de s'engager directement. Ariel Sharon ne s'avoua pas battu pour autant. Il décida de faire pression sur Amine par l'intermédiaire de Pierre Gemayel. Il se rendit donc, à la fin de janvier, au domicile du père du président pour lui rappeler la rencontre qui avait eu lieu un an plus tôt, en janvier 1982. « Lorsque j'ai évoqué devant vous, lui dit-il, l'éventualité d'une entrée de notre armée au Liban, vous avez approuvé et promis votre appui. » Pierre Gemayel se hâta de corriger : « C'est vrai, je vous ai dit alors que nous étions avec vous, mais je ne vous ai pas dit que nous étions contre les Arabes. » Sharon, voyant que calculs et arrière-pensées, de part et d'autre, étaient bien loin de concorder, s'emporta et quitta la pièce dans un tel état de fureur qu'il heurta et brisa une cloison au passage. Il lança en partant : « Décrochez donc vos portraits de Bachir et dites adieu au Liban ! »

La Syrie adopta, pour sa part, une stratégie à long terme. Elle autorisa tout d'abord l'entrée des premières unités de Gardiens de la Révolution iraniens, les « pasdaran », dans la Békaa. Puis elle réarma la milice du Parti socialiste progressiste de Walid Joumblatt ainsi que celle du mouvement Amal de Nabih Berri. Dans le même temps, elle s'assura du soutien politique et militaire de Moscou. Le président Assad parvint à convaincre Andropov de remplacer le matériel perdu dans les affrontements avec les Israéliens au Liban. Grâce à sa patience, son habileté sans pareille, une farouche détermination et d'inlassables efforts, il put,

fort du soutien soviétique face à une Force multinationale perçue comme « atlantique », revenir sur la scène libanaise en exploitant les dissensions israélo-américaines et les divergences au sein de l'Etat hébreu. Il ne restait plus alors à Damas qu'à brandir bien haut son opposition, déclarée cette fois, aux négociations entre Beyrouth et Tel-Aviv et à en rejeter par avance les résultats « tant que n'auront pas été effacées les séquelles de l'agression ». Me remémorant les mots de Khaddam, je confiai au journaliste français Marc Kravetz, qui me rendait visite : « La Syrie rejettera tout ce qui sortira des négociations. Ce qu'elle entend par "effacer les séquelles de l'agression", c'est renvoyer son armée dans toutes les zones du Liban d'où elle s'était retirée, si long que soit le chemin pour parvenir à cet objectif. » Mon pronostic devait s'avérer plus tard ; en 1987 les Syriens allaient revenir dans le secteur musulman de Beyrouth puis, en 1990, dans une partie de l'Est chrétien.

En cette année 1983, la Syrie était vaincue mais déterminée ; Israël vainqueur mais embarrassé de sa victoire. Celle-là commençait à se relever de sa défaite, celui-ci était de plus en plus empêtré dans les retombées du massacre de Sabra et Chatila. Après la publication du rapport de la commission Kahane, Sharon dut renoncer au portefeuille de la Défense. Quant à Begin, il quitta le pouvoir sous la pression de la rue qui exigeait le retrait de Tsahal du Liban. Le temps s'était mis à jouer en faveur de la Syrie et à desservir l'intérêt libanais. Damas avançait sans se hâter, Tel-Aviv battait en retraite, Washington temporisait, le Liban, ensanglanté, trébuchait. Begin voulait à tout prix l'accord de paix qui assurerait son avenir politique, Reagan y voyait le document qui lierait la solution libanaise au règlement proche-oriental et Assad s'en tenait à un rejet global et catégorique. Ecartelé entre un Israël pressé d'en finir, une Syrie patiente et une Amérique ayant apparemment d'autres chats à fouetter, le Liban allait payer le prix de la paix piégée.

La modification de l'équilibre des forces, la montée des tensions firent exploser les mines l'une après l'autre. Je suggérai aux Kataëb et aux F.L. d'œuvrer au déploiement de l'armée libanaise dans le Chouf pour éviter la guerre interconfessionnelle qui menaçait tout l'édifice. Les milices chrétiennes ne pouvaient se retirer sans un tel déploiement et le président Gemayel, qui ne voulait surtout pas offrir une porte de sortie aux F.L., semblait peu soucieux de l'ordonner. Il arguait que l'armée libanaise ne pouvait, sans apparence de collusion avec l'Etat hébreu, prendre le relais de Tsahal. En fait, avec quelques-uns de ses conseillers, il avait pris un double pari : que les Druzes auraient raison des Forces libanaises et que celles-ci affaibliraient assez Walid Joumblatt pour permettre à l'armée d'intervenir entre deux adversaires à bout de forces. Ce fut alors le temps des occasions perdues, des conflits chaque jour plus compliqués. De nouvelles lignes de démarcation apparaissaient dans la montagne, désormais scindée en zones chrétienne et druze. L'armée israélienne travaillait à élargir la fracture, alimentait la discorde, jetait de l'huile sur le feu afin de détruire la formule historique de coexistence entre les communautés libanaises. Et, tandis que les conflits s'aiguisaient entre F.L. et Amine, les Druzes serraient les rangs autour de Walid Joumblatt. De nouveau, le piège était évident.

Le commandement des Forces libanaises comprit que la situation échappait à son contrôle et que l'équilibre des forces se modifiait en sa défaveur. Les départs des chrétiens de la montagne, signe avant-coureur de la crise qui se préparait, allaient en s'accéléralant. Il convenait de les rassurer, dans l'attente de l'arrivée de l'armée libanaise, en leur envoyant un homme connu pour son courage et ses capacités. Samir Geagea, responsable du front du Liban-Nord, fut choisi pour cette mission difficile. Il hésita longtemps à l'accepter, sachant que la bataille était perdue d'avance. J'étais aussi de cet avis car le combat était devenu celui de tous les Druzes contre une partie des chrétiens. Geagea finit pourtant

par se rendre à la montagne à la tête de ses troupes. Il parvint d'abord à consolider ses positions, mais la bataille n'en devint que plus acharnée. A Beyrouth, on croyait qu'il suffisait à Samir de résister quelque temps seulement, permettant ainsi aux négociations en cours d'aboutir à un accord libano-israélien sur la montagne. A cette époque, je m'abstenais de toute déclaration à la presse. Je décidai toutefois d'accorder une interview que la revue *Al-Arab* publia dans sa livraison du 20 février 1983. « Je ne pense pas, disais-je, qu'il soit permis de conclure un traité de paix avec Israël, mais bien plutôt un accord de cessez-le-feu, fondé sur la convention d'armistice et mettant fin à l'état de guerre. Le Liban ne veut ni ne doit faire une paix séparée avec l'Etat hébreu. Premier pays arabe, naguère, à avoir mis un terme à la guerre contre Israël, il devrait être le dernier à conclure la paix. La responsabilité des Arabes est très grande. Le Liban ne doit pas, à son corps défendant, la payer au prix fort. »

Le 7 mars, le président Gemayel rencontra pour la première fois le chef de l'Etat syrien puis Yasser Arafat à New Delhi où se tenait le sommet des non-alignés. Après ces deux entrevues, il déclara : « Nous parviendrons à un accord fructueux dans l'intérêt du Liban et celui de la Syrie, et ce dans le cadre de relations très fraternelles. » Mais dans son intervention à la tribune du sommet, Assad se demanda « ce qu'il resterait de l'indépendance nationale si, après l'Egypte, des pays comme la Syrie et le Liban devaient céder aux exigences d'Israël œuvrant à établir un système de sécurité hors de ses frontières, chez ses voisins ? ». Puis l'U.R.S.S. haussa le ton et accusa les Etats-Unis d'« occuper » le Liban, de le « démembrer » et de lui « imposer » un traité de paix semblable à celui de Camp David. Moscou se disait résolu à user de tous les moyens pour faire appliquer, avec l'aide de ses amis et alliés au Proche-Orient, les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies enjoignant à Israël de retirer sans conditions ses troupes du Liban. Le régime libanais lança

alors une action tous azimuts. Deux délégations parlementaires, conduites l'une par l'ancien Premier ministre Amine el-Hafez, l'autre par l'ancien ministre et député du Kesrouan Louis Aboucharaf, sillonnèrent le monde arabe. Infatigable, Amine Gemayel orchestrait les contacts avec l'aide de Ghassan Tuéni, coordinateur des négociations pour le retrait des forces étrangères, et de Wadih Haddad, conseiller pour la sécurité nationale. De son côté, le ministre des Affaires étrangères, Elie Salem, recevait à tout va les chefs des missions diplomatiques arabes et étrangères pour les informer des négociations et visitait plusieurs capitales : Damas, Ryad, Amman, Paris, Londres, Rome et, surtout, Washington où il se rendit plusieurs fois, se faisant accompagner dans l'un de ces voyages par Saëb Salam, émissaire spécial du président de la République.

Entre-temps, en dépit de trente-deux « rounds », la négociation libano-israélienne se perdait dans les sables. Le secrétaire d'Etat américain, George Shultz, décida alors de payer de sa personne pour la tirer de l'ornière. Il se rendit au Caire le 30 mars puis, de là, en Israël et à Beyrouth où ses interlocuteurs insistèrent sur trois points essentiels à leurs yeux : nulle atteinte ne devait être portée à la souveraineté du Liban, nul accord ne devait compromettre sa place au sein du monde arabe, enfin nulle présence permanente, qu'elle fût israélienne, syrienne ou palestinienne, ne pouvait être autorisée sur le territoire national. Le chef de la diplomatie américaine fit, du 27 mars au 6 mai, une inlassable navette entre Beyrouth et Tel-Aviv, parvenant en fin de compte à un accord. Le 7 mai, il rencontra enfin le président Assad qui lui notifia son refus de « tout ce qui serait de nature à porter préjudice à l'indépendance et aux intérêts du Liban, à la sécurité et aux intérêts de la Syrie et, partant, à la nation arabe tout entière ». L'accord israélo-libanais n'était pour le chef de l'Etat syrien que le « pacte de la honte ». L'Iran traita de la même façon le texte qui devait désormais être connu sous le nom de « projet Shultz ».

A partir de ce tournant, le rythme des événements se précipita. Le 13 mai, au cours du 34^e « round » des négociations, les deux parties tombèrent d'accord sur un document final qu'un Conseil des ministres extraordinaire entérina le lendemain à Beyrouth. Le 15, l'Assemblée nationale en prit connaissance dans une séance à huis clos et vota la confiance au gouvernement à une écrasante majorité. La Knesset fit de même et, le 17 mai, les trois chefs de délégations signaient, à Khaldé et Kyriat Shmona, le texte rédigé en quatre langues : anglais, français, arabe et hébreu. Amine Gemayel invita sur-le-champ George Shultz à revenir dans la région pour convaincre la Syrie de retirer ses troupes. C'était d'autant plus nécessaire qu'en dernière minute, Israël, par le biais d'un échange de lettres avec Washington, avait lié le départ de ses forces à celui des Syriens. Les Israéliens mettaient une autre condition au retrait de Tsahal ; ils entendaient être informés, avant d'y procéder, du sort de leurs prisonniers dont ils étaient sans nouvelles et obtenir la libération des autres. C'était déposer une première mine sur la voie de l'accord et donner à Damas le droit d'en empêcher l'application. La Syrie ne pouvait laisser passer sans la saisir une occasion aussi belle ; elle s'éleva contre ce « diktat humiliant », annonça que les jours de l'accord étaient comptés et ne se priva pas, au passage, de critiquer la politique américaine dans la région. A son tour, la « pax israeliana » était bel et bien piégée.

La signature de l'accord du 17 mai marqua, en fait, le début d'une nouvelle dégradation de la situation. Tandis que les combats faisaient rage dans la montagne, les obus syriens s'abattirent soudain sur Beyrouth et les régions chrétiennes. Dans le même temps, Hafez el-Assad se rendait en Arabie Saoudite puis en Libye. Il convint avec le colonel Kadhafi de la nécessité de contrer l'accord et d'aider le Liban, par tous les moyens, à libérer son territoire. Puis, de retour à Damas, il affirma avec force, le 5 juin, que les Arabes, ayant rejeté Camp David, ne pouvaient que réserver le même sort au-

traité libano-israélien car il n'était pas moins dangereux pour leurs intérêts. A Téhéran, l'ayatollah Khomeiny proclamait que l'accord renforçait l'influence américaine dans la région et imposait au Liban musulman et, au-delà, à tous les autres pays islamiques l'outrage de la présence israélienne. De son côté, Menahem Begin se refusa, le 3 juin, à retirer unilatéralement ses troupes. L'un de ses adjoints, Yehuda Ben Meir, annonça qu'Israël n'avait nullement l'intention de recourir à la force pour obliger la Syrie à quitter le Liban. Deux jours plus tard, un autre responsable israélien laissait entendre que son pays, en contrepartie d'un retrait syrien, ne s'opposait pas à des arrangements de sécurité entre Damas et Beyrouth dans la Békaa libanaise.

Restait à payer le prix fort. Il fut réglé d'abord par les chrétiens libanais et les Palestiniens. Dans le courant de juin, des accrochages opposèrent dans la Békaa des éléments du Fateh pro-Arafat à des dissidents palestiniens appuyés par la Syrie et conduits par Abou Moussa qui eurent tôt fait d'occuper toutes les positions tenues par leurs adversaires. Le 24 juin, Damas expulsa Arafat et son adjoint Khalil el-Wazir dit Abou Jihad en leur interdisant tout retour sur son territoire ou dans les régions du Liban contrôlées par ses troupes. De Tunis, où il s'était rendu, Arafat mit en garde contre « un nouveau massacre du peuple palestinien par l'armée syrienne ». Il devait accuser par la suite le président Assad d'avoir passé accord avec George Shultz pour l'expulsion des Palestiniens de la Békaa. Entre Assad et Arafat, l'heure de la rupture avait sonné.

En même temps que se produisaient les affrontements de la Békaa, les bombardements reprirent avec violence dans le Chouf et les régions chrétiennes. Washington semblait revoir ses plans et Shultz affirma, le 29 juin, que le contrôle de l'O.L.P. par la Syrie pourrait faciliter le départ des troupes étrangères du Liban. Le message ne tomba pas dans l'oreille d'un sourd ; Damas entreprit aussitôt de resserrer l'étau autour d'Amine Gemayel. Arrivé le 4 juillet 1983 en Arabie Saoudite, le secrétaire

d'Etat américain se rendit le lendemain à Beyrouth puis à Damas. A l'issue d'un entretien avec le président Assad, il révéla qu'ils n'avaient pu s'entendre et qu'une commission mixte avait été chargée de poursuivre le dialogue. Le chef de l'Etat syrien confirma hautement son refus de l'accord et il le fit de façon si radicale et irrévocable que Shultz ne prit pas même la peine de retourner à Beyrouth. Il chargea Philip Habib de rapporter au président Gemayel les détails de son fiasco syrien et, promettant de revenir ultérieurement, se rendit en Israël puis en Jordanie avant d'achever son périple par l'Egypte. On ne devait plus jamais le revoir au Liban.

Il ne restait plus à Amine qu'à faire le voyage de Washington où il arriva, le 19 juillet, en compagnie du chef du gouvernement, Chafic Wazzan. Il espérait encore sauver les meubles et échapper aux bouleversements que laissaient prévoir la paix piégée d'Israël, la dérobade inattendue de l'Amérique et l'inébranlable résolution de la Syrie. Au moment même où les deux visiteurs libanais commençaient leurs entretiens, une pluie d'obus, tirés par les forces syriennes et leurs alliés locaux, s'abattit sur le pays chrétien. Gemayel, perdant son sang-froid, se laissa aller à évoquer le « terrorisme syrien », ajoutant : « S'ils ne cessent pas, leurs obus retomberont sur Damas ! » La riposte syrienne fut sans merci : toutes les régions, le Chouf, Aley, les deux Metn, le Kesrouan, Beyrouth-Est et l'aéroport international furent soumis à un pilonnage intensif. Dans le même temps, Damas faisait présent à Washington de la libération de David Dodge, ancien recteur de l'Université américaine de Beyrouth, enlevé un an plus tôt. La Maison-Blanche publia un communiqué remerciant le président Hafez el-Assad et son frère Rifaat pour leurs « efforts humanitaires », tandis que Gemayel et son Premier ministre rentraient bredouilles de leur voyage. Si le Conseil des ministres israélien décida bien un retrait partiel de Tsahal, Yitzhak Shamir, ministre des Affaires étrangères, qui se trouvait à la fin de juin en visite aux

Etats-Unis, s'empessa de préciser qu'il s'agissait d'une décision unilatérale et ajouta : « Les Américains n'y sont pas opposés et ne s'en mêlent d'ailleurs pas. » Au début du mois d'août, Moshé Arens, ministre de la Défense, indiqua qu'il n'y avait pas de changements dans le programme des retraits et lança une mise en garde : « Israël ne sera pas responsable de ce qui pourra se produire dans le Chouf après le départ de ses troupes de cette région. » On ne pouvait inviter plus clairement la Syrie à reprendre en main la carte libanaise ni mieux préparer une explosion généralisée dans la montagne.

L'Etat hébreu se lançait, en effet, dans une politique de la terre brûlée tandis que la Syrie adoptait celle des percées successives. Les dirigeants libanais s'en rendirent compte au moment où Tel-Aviv décida d'appliquer la première phase de son plan de retrait de la montagne. Le président Gemayel avait insisté auprès des Américains pour obtenir un report lui laissant le temps de mettre sur pied un contingent militaire capable d'assurer la relève. Robert McFarlane en fut chargé en sa qualité d'émissaire spécial de Reagan. Sa mission fut une désastreuse tragi-comédie. Israël refusa tout d'abord catégoriquement de revenir sur sa décision, ne reportant le retrait que... d'une semaine. En dépit des objurgations américaines, il n'y eut pas la moindre coordination avec l'armée libanaise, sous le prétexte que le Liban n'avait pas entériné l'accord du 17 mai¹. Les Israéliens allèrent jusqu'à empêcher un groupe d'officiers libanais, sous les ordres de Michel Aoun, de mener une mission de reconnaissance sur les lieux. Ils poussèrent les habitants de la région à tendre une embuscade et Aoun en réchappa par miracle. Le message était clair à l'adresse de l'Amérique : l'Etat hébreu, même après son retrait, ne veut pas de l'armée libanaise dans la montagne. Washington se garda bien de réagir. Une fois de plus, la politique américaine était source de déception pour les Libanais qui se sont tant bercés d'illusions en oubliant que leur pari sur l'Amérique relève surtout de l'aveuglement et de l'inconscience.

Avec le soutien de l'artillerie syrienne et des dissidents du Fateh, Walid Joumblatt saisit l'occasion du retrait israélien pour lancer, au début de septembre 1983, une offensive générale contre les Kataëb et les Forces libanaises. Durant plusieurs jours, Samir Geagea et ses compagnons y résistèrent vaillamment, mais ils durent se replier, avec les derniers habitants, sur la localité de Deir el-Kamar où ils demeurèrent longtemps assiégés. Les assaillants perpétrèrent nombre d'atrocités et les tueries firent, sans qu'Israël levât le petit doigt, des centaines de morts parmi les civils. Les affrontements entre l'armée libanaise d'une part, Syriens, Palestiniens et Druzes de l'autre, se poursuivirent vingt jours durant et ne s'achevèrent qu'aux portes de la bourgade de Souk el-Gharb, après l'entrée en lice des canons de la flotte américaine. L'Arabie Saoudite délégua au Liban l'émir Badr Ben Sultan et Rafic Hariri avec mission d'obtenir un cessez-le-feu et d'assurer la réunion d'un congrès national chargé de régler les problèmes.

Avec les rescapés de l'inférieure bataille de la montagne, Samir Geagea défendit Deir el-Kamar assiégée et y organisa la vie quotidienne, disposant de peu de munitions et de moins encore de vivres et de médicaments. Les civils étaient hantés par la peur d'un déferlement des Druzes et de la famine. Il fallut de longues et difficiles négociations pour obtenir la levée du siège. Samir refusa l'offre israélienne de l'évacuer par hélicoptère avec ses hommes. Quand le gouvernement libanais proposa d'envoyer l'armée et les Forces de sécurité intérieure assurer la sortie des civils, Walid Joumblatt exigea pour accepter que les Kataëb et les Forces libanaises livrent d'abord leurs armes. Nous réussîmes enfin à faire parvenir des vivres dans la place, sous la protection de l'ambassadeur d'Italie et grâce aux contacts pris avec le patriarche maronite et le nonce apostolique. Le problème des assiégés n'était pas réglé pour autant. Enregistrant l'échec de toutes les tentatives, Samir Geagea envisagea de quitter Deir el-Kamar par ses propres moyens et sans l'aide de quiconque.

J'étais certain que s'il y parvenait, la question du sort des civils ne tarderait pas à être réglée car le blocus s'appliquait à lui plus qu'à eux. Fouad Abou Nader, chef d'état-major des F.L., se rendit à Deir el-Kamar et eut un entretien avec Geagea. Il l'invita à quitter la ville, fût-ce seulement pour un temps, et lui offrit de le relever à son commandement. A pied, par une route qui franchissait les lignes des miliciens du P.S.P., il quitta Deir el-Kamar avec une poignée de combattants. La nuit, glaciale, semblait n'avoir pas de fin, le moral était au plus bas et les hommes luttèrent contre le découragement. L'itinéraire passait à moins de cinquante mètres des positions druzes. A la clarté de la lune, Geagea saisit son fusil et commença, avec ses quelques camarades, sa marche périlleuse. A un certain moment, il vit soudain une patrouille du P.S.P. passer tout près de lui, le frôlant presque. Dans cette nuit hasardeuse se jouait une partie du destin du Liban. J'avais la sensation que nous étions engagés dans une course contre le destin. La décision d'aller à Deir el-Kamar n'avait pas été facile à prendre et, pas davantage, celle d'en sortir. Je sentais que le séisme de la montagne annonçait de nombreux ébranlements.

Brusquement je vis Samir surgir devant moi, à mon domicile d'Achrafieh, demandant calmement un plat chaud et un cigare. Il avait laissé pousser sa barbe et je lus dans ses yeux, avec de la colère et une détermination farouche, la sérénité du vrai guerrier. « Karim, me dit-il, je te jure que cette expérience a fait de moi un révolté contre tout et tous. » C'est ce soir-là que commença l'ère de l'intifada libanaise, le temps des soulèvements. A peine connue, la nouvelle du départ de Samir dénoua la situation et un accord fut conclu sous l'égide du Comité international de la Croix-Rouge, prévoyant la libre sortie de tous les assiégés. Avec cet exode, vers la fin de 1983, toute trace chrétienne s'effaçait de la montagne devenue entièrement druze. L'expérience de la coexistence s'achevait dans le piège tendu par Israël. C'était un symbole historique au Liban qui tombait avec la

montagne chrétienne. Certes, certains éléments kataëb et F.L. avaient commis des abus à l'encontre des Druzes, mais ceux-ci avaient rendu la pareille aux chrétiens. Les vendettas, les massacres, l'exode nous remettaient en mémoire les tragiques événements des années 1840 et 1860.

« Quand la montagne éternue, le Liban s'enrhume », assure notre vieux dicton. Je dirais plutôt que tous deux sont reliés entre eux comme la plaie et la douleur. Que la montagne soit blessée et le pays souffre dans son entier. Alors, Druzes et maronites sont profondément ébranlés. A aucun moment de son histoire, le Liban n'est resté uni quand la montagne était coupée en deux. A l'inverse, jamais le pays n'a été divisé quand la montagne demeurait unie. L'Histoire — encore elle — nous enseigne que les leaders se sont tantôt entre-déchirés et tantôt entendus mais que, chaque fois qu'a surgi un grand leader druze au moment où les maronites perdaient du terrain, comme au temps de l'Emirat, au XVII^e siècle, les maronites se sont ralliés au leadership druze qui savait les protéger et préserver leurs droits. Dans le cas de figure opposé : pouvoir maronite fort accompagné d'un recul druze, comme à l'époque d'Emile Eddé et de Béchara el-Khoury au début de ce siècle, on a vu les Druzes se rallier au leadership maronite qui assurait la même fonction de sauvegarde à leur égard. Enfin, la conjonction de deux leaderships forts, tant maronite que druze, les a toujours rendus conjointement maîtres du jeu. Ce fut le cas pour le tandem Camille Chamoun-Kamal Joumblatt. Unis, ils firent pièce aux ambitions de Béchara el-Khoury, héros de l'indépendance. Avec la montée de leur inimitié, le pays se trouva divisé ; une majorité de maronites et une minorité de Druzes se rangèrent sous la bannière de Chamoun tandis que la plupart des Druzes et une poignée de maronites optaient pour Joumblatt. La

scission devait déboucher sur les événements de 1958. Cette relation druzo-maronite n'a pas d'équivalent dans le reste du Liban.

L'année 1983 vit la montée en force de Walid Joumblatt. Ce « féodal » par droit de naissance appartient à une grande famille dont l'histoire, jalonnée de hauts faits et de drames, est à tel point imbriquée à celle de la montagne libanaise que toutes deux ne font qu'une. Ses ancêtres, marqués par la tragédie familiale — tous périrent assassinés — ont laissé une empreinte indélébile. Son enfance est difficile. Son père, se donnant tout entier à la politique, aux belles lettres et à la philosophie, ne s'occupe guère de lui. Sa mère, séparée de son époux, ne vit pas avec l'enfant. L'assassinat de Kamal Joumblatt, ce « Maître » en qui tant de disciples voient un homme plus grand que sa patrie et à peine moins grand qu'un Prophète, vient encore accroître la douleur de ses débuts dans la vie.

Walid n'a pas encore trente ans lorsqu'il succède à son père en qualité de chef incontesté de sa communauté et de la gauche libanaise. Très vite il révèle sa nature : un être révolté, d'humeur changeante, allié méfiant et ennemi implacable. Son personnage ne tarde pas à marquer la vie politique. En 1982, il sait plier, sans jamais capituler, devant l'ouragan israélien. L'année suivante, il sut composer avec la vague syrienne, étendant son emprise — ce que son père n'a pu faire — à toute la montagne et devenant l'unique chef des Druzes et la figure de proue la plus en vue du pays. Dans la guerre libanaise, Walid Joumblatt est le seul homme politique à avoir préservé et fait fructifier l'héritage.

Sa haute taille, son extrême maigreur lui font une allure dégingandée. Doté d'une grâce naturelle, le geste souple, brassant l'air de ses longues mains de pianiste, il jette sur l'interlocuteur le regard furtif et incertain d'un être traqué et cherchant désespérément à se mettre en lieu sûr. Maniant l'humour avec un art consommé, il a la répartie cinglante et fait mouche à tout coup. Brillant causeur, épris de voyages, il puise dans l'histoire et les

traditions de sa communauté des mots qui ne touchent pas seulement celle-ci mais portent bien au-delà. Ses éternels jeans, ses blousons en cuir témoignent d'un mépris des convenances qui imprègne aussi bien sa personnalité que sa politique, car il n'a rien d'un traditionaliste et affectionne la modernité. Sa personnalité profonde reste inconnue de l'immense majorité des Libanais. Politique habile, il aime la vie, l'argent, les voitures. S'il n'avait été le descendant d'une grande dynastie, ses goûts et son tempérament auraient fait de lui un bohème vagabondant de par le monde et riant de tout et de tous. Mais il incarne aussi la génération de la guerre, en quête d'identité et d'avenir, aux prises avec l'autre et le passé. Rêvant d'une patrie idyllique, il a rencontré un pays en perdition. Assoiffé de justice et de force, il appelle de ses vœux le Fort et le Juste qui saura protéger son droit et celui des faibles. Jamais il n'a cessé de plaider pour le « pouvoir fort » et la « paix des pauvres ».

Porté aux extrêmes, Walid Joumblatt réagit souvent à une erreur par une erreur plus lourde encore, obéit à la logique de la revanche et se trouve parfois prisonnier de ses positions intransigeantes qui le transforment alors en un être dangereux et incapable de se modérer. Impatient, nerveux, il a une prédilection pour les idées simples, les discours brefs, les réponses claires et se fatigue vite de la routine politicienne et de la grisaille du quotidien. Il est de la race exceptionnelle de ceux qui bousculent les hommes, les événements et les choses. Une initiative de sa part bouleverse soudain ce qui paraissait évident hier encore. Les pavés qu'il jette dans la stagnante mare politique y font des cercles qui ne se referment pas de sitôt. Dans un Liban qu'étouffent l'immobilisme et la paralysie, son dynamisme insufflé l'oxygène indispensable. Ceux qui ne voient dans sa politique qu'humeurs, coups de cœur et états d'âme se trompent lourdement. Sinon, aurait-il aussi vite assumé la succession de Kamal Joumblatt, pris le contrôle de la communauté, du parti, de la montagne ? Avant les

autres, il a saisi le sens véritable de l'invasion du Liban par Israël et les raisons cachées du retrait soudain de ses forces. De même, il a compris l'importance de l'entrée de la Syrie, en 1976, et de son maintien depuis lors. S'entendant à tirer profit des changements de donne politique et des constantes géographiques, il a su jouer en sa faveur des conflits régionaux et consolider, ce faisant, le leadership des Joumblatt, parfois par de bien étranges méthodes dont ne sont pas absents la violence et le recours à l'étranger. Mais telle est la logique de la guerre. Et c'est ainsi qu'il est parvenu à agrandir son pré carré comme si l'Emirat druze renaissait de ses cendres. Tandis que le Grand Liban s'effondrait dans une interminable guerre, il bâtissait le « Grand Chouf », lieu géométrique des régions et des communautés, des équilibres et des explosions. Qui commande au « Grand Chouf » se prépare à régner sur le Grand Liban.

Quand il s'aperçoit qu'il s'est trompé, Walid Joumblatt rectifie l'erreur à l'égard des chrétiens et sème dans l'âme druze la graine d'un sens nouveau de la concorde nationale. Quand il monta sur la scène, il était un problème. Le voici personnage clé d'une solution. Homme d'un passé devenu présent, il est, à la fois, nœud et dénouement.

Amine Gemayel aurait dû prendre, très vite, me semble-t-il, la décision d'abroger l'accord du 17 mai en guise de riposte à la chute de la montagne, puis imputer à Washington et Tel-Aviv la responsabilité de la tragédie. A mes yeux, celle-ci leur incombait de toute évidence. Il était manifeste qu'Israël aurait pu, s'il l'avait voulu, empêcher l'assaut druze, l'exode et la catastrophe chrétienne. Il pouvait sans difficulté imposer l'arrêt d'hostilités qui se déroulaient en présence de son armée. Il lui suffisait, à son départ, de mettre en garde avec vigueur quiconque ouvrirait le feu ; personne ne s'y serait risqué. Israël pouvait enfin coordonner son action

avec l'armée libanaise ou, du moins, les F.L. J'accuse l'Etat hébreu d'avoir sciemment cherché à déclencher la guerre de la montagne, à provoquer la chute des chrétiens, des Kataëb et des Forces libanaises, afin de faire pression sur Amine Gemayel, coupable à ses yeux d'avoir refusé de ratifier l'accord du 17 mai. Je suis pleinement convaincu, par ailleurs, que Washington n'a pas tenu les promesses faites au gouvernement libanais, n'a pas davantage cherché à retarder le départ des Israéliens ou, du moins, à favoriser l'établissement d'une coordination avec l'armée libanaise. Les Etats-Unis n'ont jamais accordé au Liban en crise l'attention qu'il mérite. Ils ont toujours choisi de négliger ses intérêts et ceux des chrétiens pour veiller à ceux d'Israël et, accessoirement, de la Syrie. A mon sens, c'est l'Amérique qui porte la responsabilité la plus lourde dans la chute de la montagne en 1983 et la guerre du Liban depuis 1975. Le Liban est la victime du piège américain.

Certes, cela ne suffit pas à disculper les Libanais. C'est à leur intention, chrétiens et musulmans, que j'écris ces pages. Les chrétiens, surtout, ne devraient plus oublier que l'Amérique déçoit les espérances placées en elle et qu'Israël, dans toutes ses interventions et initiatives, ne peut que leur être dommageable. Nous devons avoir une claire conscience des objectifs des politiques israélienne et américaine au Liban et dans toute la région. Au Proche-Orient, les Américains n'ont que deux soucis : Israël et le pétrole. Tout le reste vient par surcroît. Or le Liban est dépourvu de pétrole et ne menace en rien Israël. De ce fait, le discours américain à l'intention des Libanais relève du double langage. Officiellement, ce ne sont que proclamations d'attachement à l'unité, l'indépendance, la souveraineté, la sécurité du Liban, que belles paroles sur la nécessité du retrait de toutes les armées étrangères stationnées sur son sol, de la dissolution des milices, de l'émergence d'un Etat fort. Washington proteste de son désir de ne jamais laisser le pays devenir la proie de ses voisins ou pâtir d'un règlement régional. Mais dans la pratique, il en va tout autrement

et l'Amérique œuvre à l'implantation des Palestiniens sur le sol libanais et même à son partage entre Israël et la Syrie. Dans le meilleur des cas, cette politique consiste à geler le problème du Liban en attendant que la question du Proche-Orient soit réglée.

Depuis le milieu des années soixante-dix, fidèle au style arrogant et impudent qui marqua la politique libanaise d'Henry Kissinger, l'administration américaine n'a pas cessé de chercher à régler le problème palestinien aux frais du Liban pour éviter de devoir le résoudre en Jordanie, en Cisjordanie ou à Gaza. Quand Kissinger était aux affaires, son école de pensée classait les Etats de la région en deux catégories : celle des pays nécessaires ou indispensables, et celle des pays provisoires, peu viables et dont on pourrait fort bien se passer. Pour les tenants de cette dichotomie, le Liban appartient à la seconde espèce de par ses frontières artificielles et sa vie politique instable. A Washington, d'aucuns vont jusqu'à suggérer qu'il offre une solution au problème palestinien et, partant, à celle du Proche-Orient, dès lors que l'Etat hébreu refuse, pour des raisons tant idéologiques que stratégiques, de se dessaisir de la Cisjordanie et de Gaza, et que le roi Hussein a su contrôler les organisations palestiniennes et composer avec Israël sans s'aliéner les Arabes. Pour cette école kissingérienne, au milieu des années soixante-dix, les Palestiniens étaient d'ores et déjà implantés au Liban par le biais de leurs institutions politiques, militaires, médiatiques et financières. En outre, ils y sont bien accueillis par les musulmans libanais qui voient en eux une force d'appoint non négligeable face au pouvoir maronite. C'est ainsi que s'est insinuée dans certains esprits l'idée qu'il serait pratique, réaliste, expédient de jouer l'implantation des Palestiniens au Liban. Du coup, Israël serait satisfait, la Jordanie intacte et les Arabes rassurés, le Liban dût-il être démembré ou partagé pour parvenir à ce brillant résultat !

Durant sa navette des lendemains de la guerre d'octobre 1973 entre l'Egypte, la Syrie et Israël, Henry

Kissinger rendit au Liban une unique visite. Soucieux de sa sécurité, Sleiman Frangié, alors président de la République, l'accueillit à l'aérodrome militaire de Rayack, dans la plaine de la Békaa, et non à l'aéroport international de Beyrouth, trop proche des camps palestiniens. L'Américain pesta auprès de l'un de ses proches : « Qu'est-ce donc que cet Etat dont le chef ne peut même pas me recevoir à l'aéroport de sa capitale ? » Maître et théoricien du règlement des crises « à chaud », il venait peut-être, à cet instant précis, de concevoir l'idée qui allumerait, dans la politique américaine, la flamme profitable d'une guerre libanaise. Plus tard, le président Frangié devait faire la sourde oreille quand les Américains lui proposèrent de ne pas se rendre aux Nations unies prendre la défense de la cause palestinienne au nom de ses pairs arabes le jour où Yasser Arafat prononça son premier discours à la tribune de l'organisation. Le chef de l'Etat libanais fit le voyage et réclama devant l'Assemblée générale la création d'un Etat palestinien en Palestine. A son arrivée à New York, il subit l'affront de voir ses bagages fouillés par des agents de sécurité encourageant leurs chiens à flairer une improbable drogue.

L'étincelle née dans le cerveau de Kissinger embrasa le Liban en 1975, alors que Beyrouth et Washington étaient en froid. Soudain, le pays cessa d'être traité en véritable nation et s'identifia, dans les vues américaines, à la nouvelle fonction qu'il était supposé remplir. Jusqu'à ce revirement, le rôle du Liban consistait à interposer un Etat tampon entre la Syrie et Israël, utile centre d'affaires pour le monde libre, base arrière de la culture occidentale au Proche-Orient, enfin lieu symbolique de la rencontre islamo-chrétienne. La guerre allait changer tout cela. Le Liban avait désormais fonction de devenir un champ clos pour le duel entre la Syrie et Israël, un refuge pour les mouvements palestiniens, le terrorisme international, l'intégrisme islamique et le trafic des armes et de la drogue. Il perdait de son importance en tant que place économique et financière et, du même

coup, sa raison d'être, réduit au rôle d'instrument tout juste bon à permettre de résoudre les problèmes des autres nations.

Chaque fois que les Etats-Unis se sont préoccupés du Liban, ce fut par référence à Israël. Philip Habib, en tant que représentant permanent du chef de l'Exécutif américain, vint deux années de suite au Liban, mais ce fut, en 1981, pour régler le conflit syro-israélien sur l'installation des missiles Sam dans la Békaa, et, en 1982, pour ménager un cessez-le-feu entre Israéliens et Palestiniens et superviser l'envoi des marines et de la Force multinationale chargés d'assurer le départ des fedayin et des Syriens. L'intérêt américain pour le Liban ne fut jamais plus vif qu'en 1983, quand un accord libano-israélien parut se dessiner. Le successeur de Philip Habib, Robert McFarlane, suivit alors de très près les négociations et George Shultz intervint en personne à plusieurs reprises pour en assurer le succès. Mais dès l'abrogation de l'accord du 17 mai, cet intérêt s'évanouit d'un coup, Israël n'étant plus concerné. En 1984, la Maison-Blanche retira les marines tout en sachant que cette décision marquait une défaite notable face à la Syrie et que le pari libanais sur les Etats-Unis allait être perdu de façon catastrophique. Pour ma part, suivant depuis vingt ans tous les méandres de la crise libanaise, je n'ai jamais eu le sentiment que l'Amérique eût une claire vision d'une solution possible et même qu'elle s'efforçât d'en dégager une. Je l'ai vue appuyer les initiatives d'autrui, saoudienne, égyptienne, syrienne, israélienne, sans jamais lancer d'initiative qui lui fût propre. Je l'ai vue faire bon accueil à toutes les propositions à la seule condition qu'elles ne gênent en rien les intérêts d'Israël. Je me souviens du président Sarkis qui, en dépit de sa confiance en l'Amérique et de son infinie patience, avait fini par désespérer de cette superpuissance ne cherchant à régler au Liban que les problèmes des autres. Le 22 juillet 1981, il ne put s'empêcher de dire à Philip Habib : « Je vous conseille de ne pas revenir sans un plan de solution. Ce pays

souffre depuis des années et vous vous bornez à le regarder souffrir alors que le moindre bobo d'Israël vous mobilise sur-le-champ. S'il s'agit du Liban, vous vous contentez de nous envoyer un message ou de publier un communiqué. »

Peine perdue ! Critiques et remarques laissent les Américains de marbre. Pour eux, le Liban ne présente aucun intérêt vital. Et ils se moquent bien des Libanais qui, tous peu ou prou « américains », n'entretiennent pas à Washington de lobby capable de peser sur les décisions ou les élections. En revanche, les intérêts de Washington ne cessent de concorder avec ceux d'Israël dans la région et rencontrent parfois ceux de la Syrie, bien que ce soit de façon épisodique et dans un climat de méfiance. L'ensemble de ces conjonctions a fourni aux Etats-Unis en 1976 l'occasion d'inventer un nouveau jeu, aussi complexe qu'est tortueux et machiavélique l'esprit de son auteur, Henry Kissinger. C'est le jeu dit des « lignes rouges ». Ses règles ne sont ni écrites ni reconnues officiellement, si bien que Damas, par exemple, en nie jusqu'à l'existence. Pourtant, tous les joueurs les appliquent. Ces fameuses « lignes rouges » ont modifié du tout au tout l'attitude d'Israël. L'Etat hébreu voyait dans l'entrée des troupes syriennes au Liban une menace directe pour sa sécurité. Kissinger est parvenu à le convaincre d'accepter cette présence en usant d'arguments militaires et politiques. Il fit valoir que, militairement, ce déploiement affaiblirait la présence syrienne dans le Golan et que, politiquement, il égarerait la Syrie dans les dédales de la crise libanaise, la détournant des affaires régionales et l'encombrant de la responsabilité des organisations palestiniennes et de leurs alliés libanais, ce qui l'obligerait, en dépit de son alliance avec Moscou, à frapper les Palestiniens par crainte de les voir provoquer une invasion israélienne. Elle aurait en outre à contrôler l'alliance islamo-gauchiste qui soutenait les fedayin. Kamal Joumblatt devait payer de sa vie son ignorance du plan Kissinger. Il croyait dur comme fer que l'aviation israélienne bombar-

derait l'armée syrienne dès qu'elle aurait franchi la frontière de Masnaa.

Pour sa part, Kissinger mena une remarquable opération de diversion. Sachant pertinemment que son interlocuteur était en relations suivies avec l'O.L.P., il laissa entendre au président roumain Nicolae Ceausescu que les Etats-Unis approuvaient les réformes et les plans de règlement de la crise préconisés par Joumbhatt. Ceausescu ne manqua pas d'informer Arafat, en octobre 1975, de ces prétendues dispositions à l'égard de l'alliance palestino-progressiste. Et ce dernier se hâta de resserrer ses liens avec Joumbhatt. Les deux alliés, persuadés que les Etats-Unis allaient abandonner les chrétiens à leur sort, se mirent à accroître leur pression militaire sur eux et à défier la Syrie. Il ne restait plus à Kissinger, pour parfaire sa machination, qu'à faire accepter aux chrétiens cette intervention syrienne à laquelle ils étaient opposés. A cet effet, Israël se refusa, de connivence avec les Américains, à fournir aux milices chrétiennes l'armement permettant non certes la victoire, mais une moins dure défaite. Dans le même temps, l'émissaire américain Dean Brown menait un travail de sape, soutenant les revendications de la coalition islamo-progressiste et allant jusqu'à dire un jour que son programme pourrait servir de plate-forme politique aux démocrates américains. Il plaidait pour la réforme politique, approuvait hautement les doléances de Joumbhatt et n'oubliait pas de présenter sous les couleurs les plus sombres l'avenir promis aux chrétiens. Il les dissuadait de compter sur une intervention de l'Occident en leur faveur. L'Amérique, leur disait-il, n'était pas prête à envoyer ses marines à leur secours. La France, soucieuse de sa politique arabe, ne ferait rien, Israël, pas davantage. Bref, à en croire Brown, le choix qui s'offrait aux chrétiens était simple : quitter leur pays ou recourir à la Syrie. C'était bien le sens de l'offre qu'il leur avait faite en 1976, lorsqu'il proposa au président Frangié l'aide de la flotte américaine pour transporter aux Etats-Unis les chrétiens du Liban. Cette guerre

psychologique, jointe à la pression militaire palestino-progressiste, eut les résultats escomptés. Les chrétiens eurent recours à Damas et le génie de Kissinger connut les lauriers du triomphe. Libanais et Palestiniens devenaient les victimes du cruel billard dont Ceausescu, Brown et Israël étaient les bandes. Ainsi, sa politique des « lignes rouges » aboutit-elle à un partage de fait du Liban entre Israël et la Syrie, l'un s'octroyant le sud et l'autre le reste. En juin 1976, l'Etat hébreu donna son accord à l'entrée des Syriens après avoir posé trois conditions préalables : la ligne Litani-Nabatiyeh ne devait pas être franchie par leurs troupes, ils ne déploieraient aucune arme stratégique du type Sam, enfin ils s'abstiendraient d'engager leur aviation ou leur marine. Tout au long des quinze années qui suivirent, ces « lignes » ne furent violées que deux fois : en 1981, quand les Syriens déployèrent des missiles Sam dans la Békaa, et l'année suivante quand Israël entreprit d'envahir le Liban, se heurtant aux Syriens dans le Haut-Metn et la Békaa. Le bombardement par l'aviation syrienne des régions sous le contrôle du général Aoun, en 1990, ne constitue pas un franchissement de « ligne rouge » car il s'inscrit dans le cadre du rapprochement syro-américain qu'a provoqué l'invasion du Koweït par l'Irak.

Le plan Kissinger se perpétue dans la politique américaine. Reagan entreprit de renforcer les Etats arabes modérés et, à leur tête, l'Arabie Saoudite à laquelle il vendit des avions d'observation Awacs, dernier cri de la technologie, dans l'espoir de voir Ryad, emboîtant le pas au Caire, transformer un jour l'accord de Camp David en solution globale. Les Etats-Unis n'avaient jamais fait mystère de leur préférence pour une implantation des Palestiniens au Liban, fût-ce au prix de la disparition totale ou partielle du pays. Les gouvernements successifs de Washington estimaient tous que la poursuite des affrontements interlibanais appelait une tutelle étrangère. Qui d'autre que la Syrie pouvait l'exercer ? C'est bien ce qui s'est produit, en fin de compte, avec l'accord de Taëf, en 1989.

S'ils faisaient preuve de réalisme, les Libanais devraient se rendre à l'évidence : l'idée de choisir entre Israël et leur pays n'a jamais effleuré et n'effleurera jamais l'Amérique. Ne l'oublions pas : elle ne cessera jamais de soutenir inconditionnellement l'Etat hébreu, qu'il ait tort ou raison, face au Liban et à tous les Arabes. N'oublions pas non plus que, chaque fois qu'il faudra choisir entre le Liban et la Syrie, Washington choisira inmanquablement celle-ci, fût-ce après maintes hésitations et manœuvres. Au moment de l'invasion israélienne de 1982, Jérusalem vit dans la guerre du Liban l'occasion rêvée de donner une impulsion nouvelle à l'accord de Camp David en le transformant en pacte tripartite israélo-égypto-libanais. L'Etat hébreu tenta de parvenir à un traité de paix avec l'Etat libanais, mais n'obtint que l'accord du 17 mai. Il abandonna les chrétiens à leur sort et commença à traiter avec les autres communautés, notamment les Druzes et les chiites. Aux yeux de Menahem Begin, l'accord « n'était pas idéal » et il disait souhaiter une « meilleure formule ». En clair, il adressait ce message à Damas : Israël ne ferait pas la guerre pour défendre cet accord.

Déjà motivé par son désir de discréditer la formule de coexistence intercommunautaire qui s'opposait diamétralement à la sienne et de s'approprier, en tout ou partie, les eaux libanaises, l'Etat hébreu voit sa politique soumise à deux pressions : l'afflux d'immigrants juifs soviétiques et la montée de l'intifada dans les territoires occupés. Il est évident qu'il aura de plus en plus besoin d'eau — ressource aussi importante à l'avenir pour Israël que le pétrole à présent pour les Etats-Unis — et d'espace vital afin d'absorber les nouveaux venus. Pour mettre fin à l'intifada, il lui faudra expulser les Palestiniens vers les pays arabes et notamment, comme ce fut si souvent le cas dans le passé, vers la Jordanie et le Liban. Celui-ci, étant le maillon faible de la chaîne, paiera le prix des anciennes et nouvelles contraintes d'Israël. Il faut prendre garde, me semble-t-il, à cette tentation de créer des « patries de rechange » pour les Palestiniens.

Dans son autobiographie « Une vie américaine », Ronald Reagan expose avec une certaine candeur l'étendue de l'emprise israélienne sur son pays et ajoute que, comme tous ses compatriotes, il est convaincu que l'Etat hébreu est la clé de voûte de l'édifice proche-oriental et qu'il ne lui serait jamais venu à l'esprit de s'opposer à lui. Israël peut donc, tout à loisir et sans crainte aucune, faillir aux promesses faites à la Maison-Blanche. L'ancien président discerne fort bien, par ailleurs, les revendications syriennes. Damas, dit-il, ne reconnaît pas le droit du Liban à l'existence et entend, au bout du compte, en faire une colonie et ôter aux chrétiens toute influence politique. Cette lucidité n'empêche pas les Américains, la mort dans l'âme, du moins on le suppose, de traiter avec les Syriens.

Si les Américains sont devenus, pour le moment, le gendarme du monde, une chose est certaine : ils n'en seront jamais le médecin. Ils justifient leur incapacité à résoudre la crise du Liban par le fait qu'elle est infiniment complexe et que les dirigeants de ce pays, atteints de myopie politique, sont égoïstes et médiocres. C'est vrai et nul ne prendra la défense de notre piteuse classe politique. Mais cela ne fournit pas la moindre excuse aux Etats-Unis. S'ils avaient seulement fait pour le Liban le dixième de ce qu'ils ont entrepris dans le Golfe, il y a beau temps que son problème eût été réglé. Mais le comble de l'impudence est atteint lorsqu'un George Shultz parle de la « peste » dont le pays du Cèdre serait atteint ou lorsque certains de ses collègues évoquent le « dépotoir » libanais. La cruelle vérité, c'est que les Américains estiment l'investissement élevé et le gain minime et s'abstiennent donc de toute initiative, laissant Israël mener librement son jeu ou, avec quelques réserves, la Syrie régler une question qui ne les intéresse guère. Pour moi, j'affirme que l'Etat hébreu est le vrai problème du Liban et du Moyen-Orient. Les Palestiniens sont victimes d'Israël et les Libanais le sont à un double titre, à la fois de ces victimes et de leurs bourreaux. La politique américaine est parvenue, dans

une large mesure, à circonscrire les incendies proche-orientaux au Liban, à y contenir les tensions politiques et militaires. Mais le Liban est resté cette bombe à retardement qui a fini par exploser au Koweït et explosera bientôt dans des zones plus périlleuses encore.

Idéologiquement, je suis un tenant des libertés et du monde libre. Dans le domaine politique, j'ai constamment été perçu comme un « proaméricain ». Je continue à penser qu'avec un peu de détermination et d'équité, les Etats-Unis sont en mesure de régler très vite notre crise au nom de l'ordre mondial qu'ils assurent souhaiter et des valeurs qu'ils prétendent défendre. Je crains pourtant qu'ils n'aient livré le faible Liban à ses puissants voisins, préféré la logique de la force à celle du droit. Les Libanais n'oublieront pas de sitôt que, lorsqu'il s'est agi du Koweït, les Américains ont mobilisé le monde entier et se sont montrés intraitables, exigeant le retrait de l'Irak et prenant le risque pour l'obtenir de frôler la guerre chimique, sinon nucléaire. Et qu'à propos de l'occupation du Liban, ils n'ont cessé de tergiverser. Il est vrai qu'au Koweït il y a du pétrole et qu'au Liban il n'y a que des hommes. Or que pèsent les droits de l'homme auprès de ceux de l'or noir ? Dans l'infortuné pays où il n'y a que des hommes, les intérêts dits « vitaux » des Etats-Unis ne sont pas menacés. Qu'ils prennent garde, pourtant. La malédiction qui a frappé le Koweït et l'Irak pourrait bien, un jour, leur faire amener le grand pavois de l'Occident.

La victoire de Walid Joumblatt dans la montagne sonna le glas de l'accord du 17 mai. Elle crédita d'un succès militaire l'alliance soviéto-syrienne et infligeait une reculade à l'axe israélo-américain. Retrouvant sa place privilégiée au Liban, Damas commença à exiger d'Amine Gemayel l'abrogation de l'accord, des Etats-Unis le retrait de la Force multinationale et d'Israël le départ total de son armée. C'était l'époque où le

président Assad voyait dans la présence israélienne au Liban la « première vague de l'invasion » et dans la présence américaine la « deuxième vague ». Au plus fort de la guerre par médias interposés entre Damas et Washington, un groupe d'intégristes chiites appuyé par la Syrie lança, le 23 octobre 1983, deux opérations suicides qui détruisirent le P.C. des marines et celui des paras français, faisant des centaines de tués et de blessés. Le président libanais estima que la meilleure des réactions possibles était de relancer le dialogue auquel appelait l'Arabie Saoudite. Il prit donc contact avec le roi Fahd et le président Assad et leur demanda d'envoyer des représentants à la conférence qui s'ouvrit à Genève, le 31 octobre, sous la présidence d'Amine Gemayel et en présence du ministre syrien des Affaires étrangères, Abdel Halim Khaddam, de Mohamed Ibrahim al-Massoud, ministre d'Etat saoudien, et, du côté libanais, de Camille Chamoun, Sleiman Frangié, Saëb Salam, Rachid Karamé, Adel Osseirane, Pierre Gemayel, Walid Joumblatt et Nabih Berri. Khaddam insista sur la nécessité d'abroger l'accord, condition sine qua non du dialogue interlibanais. A quoi Amine Gemayel objecta que ce texte n'avait pas de substitut. Trois jours plus tard, le congrès clôturait ses travaux en proclamant l'identité arabe du Liban mais sans être venu à bout du problème posé par le traité libano-israélien. Le communiqué final invitait le président libanais à poursuivre ses efforts en vue de mettre fin à l'occupation israélienne et à prendre des contacts à cet effet sur le double plan interne et international. On décida de se revoir le 14 novembre et, en fait, la conférence se sépara sur un échec.

Au Liban, la situation recommença alors à se dégrader. Amine Gemayel téléphona à Assad qui l'invita à Damas le 14 pour y tenir une rencontre destinée à remplacer la conférence de Genève. Mais deux jours avant la date fixée, le chef de l'Etat syrien, épuisé par les efforts déployés depuis l'invasion israélienne, dut être admis à l'hôpital à la suite d'une crise de tachycardie et

d'une hausse du taux de glucose sanguin et s'alita pour un mois. Son régime chancela et Amine Gemayel profita de la période de convalescence pour se rendre à Ryad, au Maroc, en Libye, à Paris, Londres, Rome, Washington et au Vatican, afin d'obtenir quelques amendements à l'accord du 17 mai, dans l'espoir de le rendre acceptable par Damas. Mais Yitzhak Shamir, qui avait succédé à Menahem Begin à la tête du gouvernement israélien, mit en garde contre toute modification du texte, fût-ce d'un iota. Reagan fit de même. Alors que Gemayel se trouvait à Washington, ce qui s'était passé lors de sa première visite se reproduisit. Le 3 décembre 1983, tous les fronts s'embrasèrent à la fois et des obus tombèrent à proximité du palais présidentiel et du siège du ministère de la Défense à Yarzé. Le message syrien était on ne peut plus clair : la solution passait par Damas et non par Washington.

Cette fois, les Etats-Unis ripostèrent et leurs avions attaquèrent les positions syriennes qui leur opposèrent des missiles sol-air. Aussitôt l'U.R.S.S. somma Washington de « ne pas traiter la Syrie comme la Grenade » et rappela qu'à la différence de la seconde, la première bénéficiait de la protection soviétique. Les incidents, désormais limités, se poursuivirent et, au milieu de décembre, deux avions américains furent abattus, un pilote fait prisonnier et l'autre tué. Le croiseur « New Jersey » bombarda alors les positions de l'artillerie syrienne. Du fait de cette crise, le président Assad, dont la santé s'était rétablie, ne renouvela pas l'invitation faite à Gemayel et les relations bilatérales se tendirent. Pris entre la suspension du congrès de Genève et le gel des négociations avec Damas, le Liban était en quelque sorte crucifié par les Etats-Unis. L'Arabie Saoudite, qui tentait de relancer Genève, se heurta à l'intransigeance de la Syrie qui maintenait sa position sine qua non : l'abrogation préalable de l'accord du 17 mai. Alors que reprenaient les bombardements aveugles et qu'à Beyrouth-Ouest, les premières escarmouches opposaient le mouvement Amal à l'armée libanaise, Amine Gemayel

annonça, le 5 février 1984, un plan de réformes qu'il se proposait de soumettre au congrès du dialogue national. Il s'engageait à mettre en œuvre un processus menant au retrait de toutes les forces étrangères et mentionnait son refus d'entériner l'accord avec Israël. De son côté, Chafic Wazzan annonça la démission de son cabinet afin de permettre la mise sur pied d'un gouvernement d'entente nationale. Mais, en dépit de cette politique de la main tendue, Beyrouth tomba comme était tombée la montagne. Le 6 février, les combattants d'Amal se répandirent dans les rues du secteur ouest et engagèrent le combat avec l'armée qui se scinda et se vit obligée d'abandonner ses positions et de se replier sur les lignes de démarcation. Peu après, le président américain rappela les marines que suivirent rapidement les autres contingents de la Force multinationale.

Il est une chose que je ne comprendrai jamais. Pourquoi l'armée libanaise ne s'est-elle pas battue pour tenir la capitale et, après avoir fait retraite sur le secteur chrétien, a-t-elle pilonné aveuglément la banlieue sud où vit une population très dense à forte prédominance chiite ? Comme dans la guerre de la montagne, le pouvoir a commis des erreurs. Il a donné l'impression, par cette reculade de ses troupes, que le contrôle de la situation lui échappait. Quant au bombardement intensif des zones chiites, il eut pour effet de ressouder cette communauté derrière Nabih Berri, adversaire d'Amine Gemayel.

J'ai fait la connaissance de l'« oustaz » (le maître) – titre qui rappelle les débuts de Nabih Berri comme avocat à Beyrouth – au milieu des années soixante à l'Université libanaise où il présidait l'amicale des étudiants de la faculté de droit et des sciences politiques. Je le retrouvai bien plus tard, devenu l'un des proches de l'imam Moussa Sadr qui lui confiait les missions délicates, principalement les contacts avec les mouvements palestiniens, ce qui lui permit d'acquérir une solide expérience et de se faire de précieuses relations. Il succéda à l'imam, après sa disparition en Libye, en

septembre 1978 et sa combativité face aux Israéliens lui valut, quatre ans plus tard, de gagner ses galons dans la communauté chiite et d'en prendre la tête après la déroute de l'armée à Beyrouth-Ouest et les bombardements de la banlieue sud. Inconnu même dans le Sud, dont il est originaire, il a remporté à Beyrouth, en février 1984, sa première victoire militaire, et n'a cessé de consolider à Damas sa position politique. Il a tout d'abord réclamé une « révolution » du système libanais avant d'accepter, aux conférences de Genève puis de Lausanne, de limiter ses ambitions à la « réforme ». La suppression du confessionnalisme politique, dont il est un partisan acharné, permettrait à sa communauté, par l'effet de la loi du nombre, d'obtenir la présidence et il a rêvé un temps d'être le premier chef chiite de l'Etat libanais. Ministre, en 1984, dans le cabinet d'union nationale, il se révèle vite un prince de la polémique et de la palabre. Il découvre aussi l'inutilité du dialogue avec la classe politique et constate qu'elle « ne modifiera rien et ne changera jamais ». Le système abhorré le récupère tout de même et l'influence de son mouvement, Amal, se met à décliner au profit du Hezbollah intégriste soutenu par l'Iran.

Le problème des chiites est celui-là même de l'avenir du Liban. La solution, difficile avec eux, est impossible sans eux. Dans les années soixante, leur communauté a connu une véritable explosion démographique, sociale, économique, politique et idéologique. Elle n'était qu'un conglomérat de pauvres gens sans aucun rôle dans la cité quand l'imam Sadr la dota d'un projet politique fondé sur le droit des déshérités à l'égalité des chances, quitte à prendre les armes pour l'obtenir. Cette grande cause, à la taille des ambitions de Nabih Berri, excède ses capacités et, pour conserver un leadership sans cesse menacé, il lui faut se tourner vers Damas.

L'homme est d'un caractère difficile. La lutte dans laquelle sont engagés les siens est plus difficile encore et ce n'est certes pas en des temps faciles qu'il s'impose en croisant le fer avec les Mourabitoun sunnites et le Parti

socialiste progressiste druze. Il se bat, trois années durant, contre les Palestiniens avec acharnement et il faut l'intervention de l'armée syrienne pour lui sauver la mise. Depuis lors, une lutte sans merci l'oppose au Hezbollah, à Beyrouth et dans le Sud. Tantôt vainqueur, tantôt vaincu, il est constamment contraint d'avoir recours à la Syrie. Car tel est le paradoxe de ce dirigeant de la communauté la plus nombreuse du pays. Il est fort, mais d'une force illusoire. Il est chef, mais c'est un chef contesté.

Cinq jours après la chute du secteur musulman de la capitale, Rafic Hariri, émissaire saoudien d'origine libanaise, arriva le 11 février à Beyrouth porteur d'un projet de règlement prévoyant l'abrogation de l'accord du 17 mai. Gemayel ayant répondu que, sans voir dans ce texte une fin en soi, il estimait que le temps l'avait transformé en problème majeur digne d'étude, Damas conclut que le président libanais restait attaché au traité avec Israël. Le 14 février, l'armée était soumise à un nouveau coup de boutoir et devait abandonner ses positions dans le Chahar ouest et le triangle de Khaldé où s'installaient aussitôt les combattants du P.S.P. et d'Amal. Cette fois, le lâchage d'Amine Gemayel par les Américains fut spectaculaire. Non contents d'avoir retiré les marines, ils suspendirent leurs livraisons de blindés et d'armement — payés d'avance — à une armée libanaise qu'ils jugeaient incapable de se battre. Abandonné par Washington, Gemayel n'avait plus qu'à reprendre la route de Damas. Son émissaire Jean Obeid rencontra dans la capitale syrienne les médiateurs saoudiens Bandar Ben Sultan et Rafic Hariri ainsi qu'Abdel Halim Khaddam pour préparer la visite. Elle eut lieu à la fin de février 1984 et c'est alors que fut enfin décidée l'abrogation du fameux accord. Khaddam, désignant les deux présidents assis côte à côte, chuchota à Obeid : « Etranges, ces deux êtres. L'un accomplit chaque jour

des prodiges pour sauver son pays et, pour sauver l'autre, il nous faut faire des prodiges chaque jour. » Le 5 mars, le Conseil des ministres libanais déclara l'accord du 17 mai « nul et non avenué avec toutes ses implications ». La notification en fut faite à toutes les parties contractantes. Les Etats-Unis déplorèrent l'événement, Israël y dénonça la main de la Syrie, le président Assad salua une « grande victoire » et remercia Gemayel. Tchernenko félicita Assad et se dit ravi de voir disparaître le texte que « l'Amérique et Israël avaient voulu dicter au Liban ».

La paix piégée avait cessé d'exister. Le 12 mars s'ouvrit à Lausanne le « deuxième round » de la conférence du dialogue national. Il devait porter sur la réalité du cessez-le-feu, la réforme du système politique et la mise sur pied d'un cabinet d'union nationale. Les propositions se multiplièrent. Camille Chamoun suggéra, au nom des Kataëb et de son Parti national libéral, une république fédérale, Walid Joumblatt une décentralisation administrative élargie, Nabih Berri la suppression du confessionnalisme politique, Sleiman Frangie le document constitutionnel de 1976, enfin Amine Gemayel soumit un projet de réformes qui reprenait la plupart de ces propositions. Mais la semaine de la conférence ne suffit pas aux congressistes pour s'entendre sur des réformes constitutionnelles et ils durent se contenter de former un « comité de sécurité » présidé par Gemayel et chargé de mettre en place un hypothétique « Grand Beyrouth » et un « comité constitutif » pour élaborer une nouvelle constitution. Sur le terrain, la situation demeurait tendue. A la mi-avril, le chef de l'Etat retourna à Damas où l'on se mit d'accord sur un gouvernement d'union nationale qui fut formé vers la fin du mois. Il incluait notamment les deux grands opposants, Walid Joumblatt et Nabih Berri, les deux inconditionnels, Camille Chamoun et Pierre Gemayel, ainsi qu'Adel Osseirane, Sélim Hoss, Joseph Skaïf, Abdallah Racy et Victor Cassir. A la tête de cette équipe, on retrouvait Rachid Karamé.

Homme des crises et des réconciliations, Rachid Karamé est fait pour la politique comme la politique est faite pour lui. Il s'y est lancé au sortir de l'adolescence et n'a pas connu d'autre carrière jusqu'à son assassinat, le 1^{er} juin 1987. Il avait, à vingt ans à peine, hérité le leadership de Tripoli d'un père qu'il devait largement surpasser en influence, élargissant la sienne au Liban tout entier et même au monde arabe. Elu une première fois, en 1951, député de Tripoli, il fut toujours réélu depuis. Le président Béchara el-Khoury lui avait confié le portefeuille de la Justice alors qu'il avait à peine trente ans, faisant de lui le plus jeune ministre de l'époque. Chamoun lui attribua l'Economie dans trois cabinets successifs avant de le nommer Premier ministre à trente-quatre ans — là encore le plus jeune qu'ait jamais connu le pays. Quelques mois plus tard, un conflit l'opposa au président Chamoun à propos de l'appui à Nasser et il démissionna pour rejoindre les rangs de l'opposition qui déclencha les événements de 1958. En septembre de cette année, Fouad Chéhab accéda à la présidence et le chargea de diriger un cabinet de salut public pour sortir de la crise que le pays traversait. Il fut alors l'enfant chéri du régime chéhabiste. Depuis 1960, il a dirigé dix équipes ministérielles, le plus souvent par gros temps. Il était président du Conseil en 1969, sous le mandat de Charles Hélou, lorsque éclata entre l'Etat et les Palestiniens la crise qui devait déboucher sur l'accord du Caire. Inventeur de la politique de boycott, il refusa six mois durant, pour complaire à ceux-ci, de former un gouvernement ou de se démettre. Il fut, lorsque la guerre éclata en 1975, le dernier Premier ministre de Sleiman Frangié et l'était encore lors de la mise au point l'année suivante du « document constitutionnel ». Sous le mandat d'Amine Gemayel, il forma un gouvernement d'union nationale à la suite de l'abrogation de l'accord du 17 mai. Il vit la chute de l'entente tripartite conclue,

sous l'égide de la Syrie, entre Amal, le Parti socialiste progressiste et les Forces libanaises. Il retrouva sa tactique de boycott, cette fois pour complaire à Damas. C'est ainsi que, dix-huit mois durant, le Conseil des ministres ne se réunit pas une seule fois sous la présidence du chef de l'Etat dont Rachid Karamé bloqua l'action en s'obstinant à rester en place.

Sa vie, tissée de contradictions comme le Liban lui-même, l'a conduit à être de droite avec la gauche, de gauche avec la droite et modéré avec tous. Tenu pour proche de Moscou, il entretenait d'excellents rapports avec Washington. Il fut l'allié de Nasser à la fin des années cinquante et l'ami d'Assad dès le milieu des années soixante-dix. Profondément arabe, il réclama, dès 1956, une union économique et une coopération militaire avec la Syrie, puis l'union avec la République arabe unie qui regroupa, en 1958, la Syrie et l'Egypte. Mais il comprit peu à peu que le nationalisme arabe avait ses limites et se convainquit de la nécessité d'un Liban libre et souverain doté d'un système démocratique et d'une économie libérale. Il n'en plaidait pas moins pour une solidarité à toute épreuve avec les Arabes, notamment les Syriens et les Palestiniens. Grand défenseur des musulmans, il tirait gloire de ses convictions religieuses et était un pratiquant fervent. Pour lui toutefois, l'islam ne signifia jamais injustice et les revendications islamiques ne devaient pas porter préjudice à l'Etat. Car il était avant tout homme d'Etat et veillait sur le trésor public comme s'il s'était agi de ses deniers propres. Rachid Karamé contribua efficacement à la modernisation des institutions pendant la phase chéhabiste. Tout au long de la guerre, il ne cessa d'appeler à l'entente nationale, à l'application de la loi et au retour de l'ordre étatique, au point de paraître prêcher dans le désert. Le jour où on l'assassina, la nation se sentit veuve et les tenants de l'unité libanaise surent qu'ils venaient d'essuyer une lourde défaite.

Tenté parfois par l'extrémisme, mais jamais au point de couper les ponts, il s'ingéniait à laisser une chance à la

réconciliation. Dans ses périodes modérées, il prenait soin de maintenir le contact avec la base populaire. Il sut affronter Kamal Joumblatt sur sa gauche, Moussa Sadr au centre et Sleiman Frangié à droite. Sans goût pour la violence ou les armes, il ne lui vint jamais à l'esprit de participer au conflit armé ou de constituer sa milice, ce qui eût été contraire à sa conception de l'Etat, de l'unité libanaise et de la démocratie. De même, il n'approuva jamais qu'on engageât l'armée libanaise contre les organisations palestiniennes ou les milices car il pensait, peut-être à tort, qu'une telle intervention ne pouvait déboucher que sur une division de l'armée, sa dislocation ou un putsch militaire. Champion de la liberté et de la justice, il œuvrait à sauvegarder le système démocratique en le corrigeant dans un sens plus équitable. En 1976, alors qu'il présidait une séance de travail des « comités de coordination libano-palestiniens », on vint à débattre du paiement des soldes des membres de l'« Armée du Liban arabe », née d'une scission de l'armée libanaise. Après avoir longtemps hésité, constatant l'accord de toutes les parties, Rachid Karamé finit par signer les bordereaux de paie. Avant de le faire, il me regarda longuement et me dit : « Curieux Etat que le nôtre ! Il est bien le seul au monde à payer ceux qui se révoltent contre lui ! »

Capable à la fois d'humour, de souplesse, d'intransigeance, il était pour les gouvernants, selon qu'ils lui étaient adverses ou favorables, un sujet de tracas ou de tranquillité. Il était passé maître, à la fois, dans l'art de l'opposition et dans celui d'exercer le pouvoir. J'appris à mieux le connaître en 1975. C'est alors que je découvris, sous ses dehors froids et ses nerfs d'acier, un cœur d'une générosité enfantine. Il avait les larmes aux yeux quand un homme, une femme, un enfant étaient enlevés ou abattus. Mais son sang-froid lui permettait de contrôler son émotion. Son grand cœur le poussait à chercher par tous les moyens un règlement qui mît fin au drame. Sans canons ni milices, il était une force en soi, cette force qu'il puisait dans son équilibre et son expérience. Par le

verbe et la politique, il luttait à sa manière, toujours en quête d'une réconciliation nationale pour préserver l'unité du pays. Homme du pouvoir sous son aspect rassurant et serein, il était tout autant l'homme des crises, un homme incommode mais dont on ne pouvait se passer.

Les premiers pas du gouvernement d'union nationale, dont divers membres étaient en conflit ouvert, ne pouvaient être que difficiles. Devant ces déchirements, Gemayel et Karamé durent très vite recourir à Abdel Halim Khaddam. Les arbitrages de Damas améliorèrent un peu les choses. Le 23 juin, le Conseil des ministres décida de nommer le général Michel Aoun, en remplacement du général Ibrahim Tannous, à la tête de l'armée et de désigner les membres du conseil militaire. Dans les premiers jours de juillet, l'aéroport de Beyrouth fut rouvert après cent soixante jours de paralysie. Les Libanais avaient l'impression qu'une ère s'achevait : celle d'Israël avec ses guerres et sa paix piégée. Une autre commençait : celle de la Syrie, avec ses phases alternées d'entente et de soulèvements.

III

L'ÈRE DES INTIFADAS

Tout événement important a, on le sait, des causes proches et des causes lointaines. Il en va ainsi de notre « intifada » (soulèvement), mouvement de redressement libanais du 12 mars 1985. Il faut pour le comprendre remonter à la fin des années soixante. Je dirigeais alors la section des étudiants kataëb. Je pris la tête d'un courant de jeunes qui réclamaient une plus grande démocratie au sein du parti, le droit de s'opposer au culte de la personnalité. Un vent de « stalinisme » soufflait à l'époque sur le parti, fait de dévotion aveugle à son chef charismatique, Pierre Gemayel. Le changement que je prônais s'appellerait sans doute aujourd'hui « perestroïka ». Nous nous heurtâmes au front uni de la famille Gemayel : Pierre et ses deux fils, Amine et Bachir, sans parler de leur vieille garde de fer. Pourtant, quelques anciens réservèrent à nos idées un accueil favorable. Elles eurent surtout du succès dans la « base » estudiantine et ouvrière.

Il ne fallait surtout pas répondre à l'erreur par l'erreur. Je me gardai bien de retomber dans une forme de personnalisation. Nous pratiquions la démocratie au sein du mouvement étudiant : consultations régulières, votes, élection des cadres, bref, tout le contraire des principes et des usages du parti. Les gardiens du Temple en furent outrés. Pour eux, ces procédés relevaient du pur sabotage et visaient à détruire les Kataëb. Pierre

Gemayel, plus attentif à notre action que quiconque, allait jusqu'à parler d'un « microbe » et ajoutait : « Un microbe, c'est si petit que ce n'est pas visible à l'œil nu. Et pourtant, avec le temps, il vient à bout d'un chêne. » Le parti redoutait le « microbe idéologique » que nous répandions dans les débats, conférences, congrès et séminaires. En 1967, je rédigeai une étude intitulée : « Les structures des Kataëb ». J'aboutissais à trois conclusions. En premier lieu, nous étions un « parti de chrétiens » — 95 pour cent des effectifs en 1965 — mais, sur le plan politique, n'étions pas un « parti chrétien » puisqu'il ne réclamait pas la constitution d'un foyer national sur base religieuse; mais la coexistence islamo-chrétienne, ce qui, à l'origine, était le bon choix. Deuxième conclusion : le parti se composait, à 90%, d'ouvriers, de paysans et de petits employés, mais n'était pas non plus, au sens politique du terme, un « parti ouvrier » ; il s'agissait plutôt d'une formation conservatrice à direction bourgeoise. Enfin, troisième et dernière constatation, c'était un parti « jeune » — un tiers des membres n'ayant pas 21 ans et 60% moins de 45 ans — sans être pour autant un « parti de jeunes » puisque le bureau politique était composé essentiellement d'hommes d'âge, ignorant tout de l'univers et des problèmes de la nouvelle génération. Je réclamais un changement qui verrait disparaître le confessionnalisme, un rajeunissement des cadres et une plus grande attention aux problèmes sociaux. Enfourchant le cheval de bataille démocratique dans le pays et le parti, je soumis, en septembre 1970, au X^e congrès des étudiants, un rapport sous le titre : « La démocratie dans les années soixante-dix », véritable manifeste qui s'achevait sur cette phrase : « Le fossé entre le pouvoir libanais et la jeunesse se creuse chaque jour davantage. Les gouvernants sont de plus en plus incapables de gouverner et les gouvernés refusent de plus en plus d'obéir. Ne sont-ce pas là les signes annonciateurs d'une explosion ? »

Je plaçai la barre encore plus haut en soumettant au

congrès général du parti, réuni à Chtaura en 1971, un programme de réformes sous le titre : « Le pacte démocratique et social pour un Liban moderne ». J'y écrivais : « Nous n'admettons pas de sacrifier la liberté à l'égalité à l'instar des communistes, et pas davantage l'égalité à la liberté, à l'exemple des capitalistes. Nous voulons réaliser l'égalité dans la liberté au sein d'une démocratie sociale. » Le « courant jeune » commença alors à se développer et ses partisans à occuper des postes importants dans le parti. C'est dans ce cadre que je fis la rencontre de Samir Geagea.

En 1975, la guerre avait offert aux conservateurs, confessionnalistes et traditionalistes de tout poil une occasion inespérée de se survivre et d'étouffer tout espoir de réforme. Il est vrai que, tout au long de notre histoire, les tenants de l'immobilisme ont toujours réussi à transformer toute réforme en émeute à caractère confessionnel et à bloquer le changement. C'est ainsi que la guerre nous amena à surseoir, sans y renoncer, à notre lutte pour la démocratie et la réforme. Au début des années quatre-vingt, nos rêves étaient encore vivaces quand nous nous retrouvâmes autour de Bachir Gemayel, l'homme qui avait compris la nécessité du renouvellement.

Les profonds bouleversements intervenus entre 1982 et 1985 rendaient plus actuelles que jamais les raisons qui animèrent notre fronde. L'autorité libanaise avait perdu, dans cette désastreuse période, le contrôle du Chouf et de Beyrouth, l'accord du 17 mai s'était soldé par une catastrophe. La situation commençait à échapper à Amine Gemayel, tant à la tête du pays que du parti. Il parvint toutefois, au moins pour quelque temps, à retrouver prise sur l'événement. Pour ma part, je me portai à nouveau, en juin 1983, candidat au bureau politique des Kataëb auquel j'avais appartenu sans interruption depuis 1970. Samir Geagea fit de même, mais pour la première fois. Aussitôt, une campagne d'une rare virulence fut lancée contre le « tandem Geagea-Pakradouni ». Pierre Gemayel l'inspirait souter-

rainement et Amine la menait à ciel ouvert. Plusieurs compagnons me conseillèrent de renoncer à mon alliance avec Geagea pour éviter l'échec. Je m'obstinaï, répétant à tout le monde : « Il n'y aurait rien de honteux à échouer face au fondateur du parti et au président de la République ! » Nous fûmes battus Samir et moi, mais d'une seule voix. Après la mort de son père, en août 1984, Amine parvint à faire élire son candidat, Elie Karamé, à la présidence du parti et à faire porter Fouad Abou Nader à la tête des Forces libanaises. Ce coup double lui permettait de transférer, au sein du camp chrétien, le pouvoir de décision des F.L. aux Kataëb puis, au bout du compte, à la présidence. Amine croyait ainsi s'assurer un contrôle sans partage. Et de fait, au début de 1985, il semblait bien être le maître absolu à l'Est. Après avoir ainsi vaincu l'opposition au sein de son propre camp et en formant le cabinet d'union nationale de Rachid Karamé, il retrouva une part importante de son autorité nationale. Mais ce second souffle n'était ni un renouveau de popularité ni l'annonce d'une solution du problème. En fait, le cabinet Karamé ne parvenait pas à prendre ses marques. Deux de ses membres, Walid Joumblatt et Nabih Berri, le boycottaient. Le fossé entre le pouvoir et la population allait s'élargissant. Le président était de plus en plus isolé. Le gouvernement échouait à traduire dans les faits son programme et les souhaits des gens. La Syrie se reprenait à intervenir directement sur la scène libanaise.

C'est alors que se tinrent, à Bickfaya, les assises entre le président de la République et ses ministres récalcitrants, sous l'égide d'Abdel Halim Khaddam. Les plus importantes des décisions prises portèrent sur la réouverture de la voie côtière et la suppression du barrage de Barbara qui relevait de Samir Geagea. Le barrage en question avait été mis en place en 1978, au lendemain du sanglant conflit entre les Kataëb et le président Sleiman Frangié. Cette décision, prise sans consultation préalable, fut mal accueillie. Très vite, Geagea s'aperçut qu'elle visait bien plus à dissoudre les F.L. et à l'éliminer

de leur sein qu'à démanteler un poste de contrôle. Au début de 1985, Samir et moi convînmes, après de longues réunions, que Gemayel était bel et bien décidé à supprimer les F.L. et à reprendre totalement en main les Kataëb. Nous constatâmes avec regret que le jeu démocratique était faussé au sein du camp chrétien. Il ne nous restait qu'une issue : susciter par la force un profond bouleversement. Auparavant, il convenait de passer un certain nombre d'alliances avec les forces chrétiennes qui restaient hostiles au président Gemayel. Outre le camp militaire du Nord sous les ordres de Geagea, une force de sécurité était placée à Beyrouth, dans le Metn et le Kesrouan, sous l'autorité d'Elie Hobeika. J'entretenais avec lui, tout comme avec Samir, des relations solides que la disparition de Bachir avait encore affermies. Toutefois, les deux hommes se méfiaient l'un de l'autre. Elie le « pragmatique » ne s'accordait guère avec Samir le « dogmatique ». Ce dernier, « militaire », était réticent à l'endroit du premier, « homme du renseignement ». Je dus, pour rétablir la confiance entre ces deux personnalités complexes, organiser une série de rencontres. Le temps aidant, tous deux comprirent qu'ils étaient complémentaires et avaient besoin l'un de l'autre. Je les poussai pour ma part à lancer un vaste projet politique, à la mesure de la nation, qui seul pouvait transcender les mesquines dissensions partisans. L'idée de jouer, pour la première fois, un rôle politique les séduisait. Ils n'avaient fait, à cette date, qu'exécuter les décisions d'autrui. En outre, la mesure visant le barrage de Barbara était accompagnée d'une tentative pour amputer le budget des S.R. de Hobeika, ce qui réduisait ses prérogatives. Hobeika se trouvait donc dans la même situation que Geagea.

Décidés à une action commune, nous élargîmes d'abord tous les trois nos contacts à l'intérieur des F.L. et des Kataëb, découvrant à cette occasion que les opposants à Gemayel y étaient bien plus nombreux que ses partisans. Cette constatation nous encouragea à

constituer plusieurs cellules à l'Est. Samir se chargea d'élaborer un plan militaire et de gagner à notre cause les responsables des casernes et des unités. Elie mit l'accent sur la collecte des informations et l'infiltration des sections des Kataëb et des F.L. Pour ma part, conscient que les chrétiens n'étaient pas habitués à ce type de bouleversement, je m'employai à mener auprès d'eux une action de sensibilisation politique. Nous maintînmes entre nous trois une coopération de tous les instants, formant ainsi une sorte de direction collégiale. Pour élargir le cercle, nous parvînmes à nous rallier Antoine Bridi, responsable politique et militaire des Kataëb et des F.L. pour Achrafieh, « Abbas », chef des S.R. militaires, Georges Adouane, chef du parti « Tan-zim » et secrétaire général des F.L., ainsi que leur ancien commandant en chef Fady Frem et, bien entendu, quelques proches collaborateurs d'Hobeika et de Geagea : Nader Succar, Emile Rahmé, Georges Kassab et Assaad Chaftari dit « Asso ». Dans un secret presque total, ce groupe se transforma en une sorte de conseil de commandement du soulèvement qui se préparait. Nous nous heurtions à deux problèmes majeurs : le financement de l'opération et la nécessité de bénéficier de la neutralité de l'armée. L'ancien ministre Michel Murr accepta de régler en partie le premier et, pour le second, prit langue avec son ami le général Michel Aoun, commandant en chef. Il se montra d'une prodigieuse efficacité. Nous voulions éviter toute effusion de sang et notre plan prévoyait que Samir Geagea, à la tête de ses unités, marcherait sur le Kesrouan tandis que Hobeika prendrait en charge Achrafieh et le district de Baabda. Nous ne devons pas toucher au Metn, fief d'Amine Gemayel, car cela eût inmanquablement provoqué un clash. Nous nous étions tracé deux « lignes rouges » à ne franchir sous aucun prétexte : en dépit de nos divergences avec le chef de l'Etat, il n'était pas question de s'en prendre à la légalité et à la présidence ; par ailleurs, nous nous interdisions de faire appel à un Etat ou une partie étrangers, si nombreuses et importantes qu'aient

été précédemment les interventions de ce genre sur la scène locale. La première « ligne rouge » sauvegarderait les institutions, la seconde assurerait notre propre liberté de décision. Parallèlement à l'action militaire, les étudiants et les ouvriers devaient nous assurer le soutien populaire et nous épargner la confrontation avec des civils, notamment avec les sections kataëb de toutes les régions.

Samir Geagea prépara l'opération militaire avec rigueur et minutie. Il tablait sur deux atouts : l'effet de surprise et la supériorité numérique. Il entendait donc déployer le plus grand nombre possible d'hommes pour ne pas avoir à les engager. Hobeika, pour sa part, se consacra à observer avec soin les mouvements des sections kataëb et des unités des F.L. et à créer habilement un climat qui nous vaudrait l'appui de certaines casernes et la neutralité des autres. Pour moi, tout en prenant des contacts politiques, je préparai le terrain de l'opinion et des médias. Mais nous ne pouvions informer personne à l'Est des détails de l'opération. Nous misions surtout sur le moment propice que créaient, pour notre entreprise, l'impopularité croissante d'Amine Gemayel et la dégradation de l'autorité du gouvernement.

Le 10 mars 1985, le bureau politique des Kataëb expulsa de ses rangs Samir Geagea et lui retira toutes ses fonctions sous le prétexte qu'il n'exécutait pas la décision de démanteler le barrage de Barbara. Le parti le condamna dans un communiqué auquel il riposta par un autre que les Kataëb et l'Etat interdirent à la presse de publier. Seul Mohamed Zein et son agence d'information « As-Souhoufiya » eurent le courage de reproduire ce texte dont nous lui avions transmis secrètement la teneur. Le 11, tous les cadres du soulèvement étaient convoqués à mon domicile de Ghodras, dans le Kesrouan, pour y passer en revue nos dispositions militaires et apporter la touche finale à notre plan. Le jour fut fixé au lendemain. En nous séparant, nous étions convaincus que bien des destins individuels et une

part de l'avenir politique du pays étaient désormais scellés. Pendant ces ultimes préparatifs, la direction du parti convoqua Elie Hobeika, en sa qualité de responsable de la sécurité des Kataëb, pour l'interroger sur ce qu'il convenait de faire face à Geagea et sur le sort à lui réserver. Hobeika se tira magistralement de ce mauvais pas : « Maintenez la décision de son renvoi », répondit-il, donnant ainsi à penser que le sort de Geagea ne l'intéressait en rien. Seul Amine Gemayel flaira quelque chose ; il appela Hobeika pour lui proposer de collaborer avec lui. L'entrevue n'aboutit à rien.

Dans la nuit du 11 au 12 mars, diverses sections kataëb signalèrent des mouvements suspects au Liban-Nord. Le colonel Simon Kassis, chef du Deuxième Bureau de l'armée, répondit aux demandes d'information qu'il ne se passait rien de particulier, ajoutant en anglais : « Everything is under control. » Le 12 à l'aube, la surprise fut donc totale quand des éléments armés se déployèrent au long de la voie reliant Jbeil à Nahr el-Kalb, ainsi qu'entre Kahalé et Achrafieh. Une proclamation annonça aussitôt la création d'un organisme d'urgence au sein des Forces libanaises et le limogeage de Fouad Abou Nader. L'ensemble des casernes se rallia sur-le-champ à nous ainsi que plusieurs sections du parti. Pas un coup de feu ne fut tiré. Dans le camp chrétien, l'« intifada du 12 mars » venait de se produire. L'accueil populaire y fut chaleureux quand nous lançâmes nos deux slogans : « garantir la liberté des Libanais » et « refuser à Amine Gemayel le monopole de la décision ». Le président était sur le point de se rendre à Moscou pour les obsèques de Tchernenko. Il annula son voyage et gagna la Maison des Kataëb à Saïfi pour tenter de juguler la crise et de rétablir le moral de ses partisans. Notre soulèvement, acclamé par l'homme de la rue, se heurta à une vive opposition de la Syrie et d'Israël qui y virent un changement des options du pays. Dans la première conférence de presse tenue au nom de l'intifada, j'affirmai que nous ne voulions pas la chute du président de la République, mais souhaitions une plus

large participation de la base populaire aux choix politiques. Je proposai la création d'un « Conseil chrétien » rassemblant toutes les figures représentatives, la tenue d'élections générales, l'ouverture d'un dialogue avec la Syrie et je pris soin de souligner que nous n'entretenions aucun rapport avec Israël. Mais mon appel resta sans écho. Amine rameuta le leadership de toujours, l'appelant à combattre un mouvement lancé par des jeunes anticonformistes qui n'appartenaient à aucune famille politique connue et entraînaient, selon lui, le pays dans une aventure. Dans une société aussi conservatrice que la libanaise, notre action fit l'effet d'une hérésie concoctée par des intrus. La réaction des politiciens de la vieille école fut à l'opposé de celle de la rue. Celle-ci voyait en nous un espoir, une voie qui s'ouvrait. Ceux-là, un danger, un nouveau risque. L'opposition la plus violente vint de la vieille garde kataëb, bruisante d'accusations et de rumeurs, qui s'en prit plus aux personnes qu'aux idées et nous traita d'aventuriers irresponsables. Nombreuses furent les autres forces traditionnelles à prendre cette position. Le président Camille Chamoun, l'un des rares politiciens à tenter de comprendre nos raisons, refusa de nous boycotter, accepta le dialogue, alors même que son fils Dany se sentait proche de Gemayel. Les députés ne firent pas mieux que les chefs de parti ; ils se rapprochèrent du pouvoir et parièrent sur notre échec. Geagea et Hobeika tentèrent en vain de gagner la sympathie du patriarche maronite. Pourtant, le blocus conservateur auquel nous étions soumis n'eut aucun effet ; les étudiants et la population nous soutinrent et nous poussèrent même vers des positions plus radicales. Nous formâmes un nouveau comité exécutif avec une direction collégiale. Geagea y occupait le poste de chef d'état-major, Hobeika était chargé de la sécurité et je me voyais confier la politique et l'information.

A l'extérieur, la Syrie manifesta très vite son hostilité. Elle voyait en Geagea et Hobeika deux « symboles israéliens ». Le premier passait pour entretenir des

liaisons suspectes avec l'Etat hébreu et le second pour être responsable de la tuerie de Sabra et Chatila. Israël voyait avec quelque inquiétude les Forces libanaises, pour la première fois depuis leur création, agir sans le consulter, de leur propre initiative et en toute indépendance. Mes tendances « prosyriennes » et « propalestiniennes » ne pouvaient qu'aviver ces appréhensions. Notre soulèvement se trouva donc, hors des frontières, totalement isolé, les Etats-Unis, la France et le Vatican s'opposant à tout ce qu'ils considéraient comme susceptible de porter atteinte à la légalité.

Brusquement, les lignes de démarcation s'embrasèrent à Beyrouth, dans l'Iqlim al-Kharroub, à l'est de Saïda, en l'absence de toute médiation régionale ou internationale. Contre nous, la Syrie mobilisa ses alliés. Elle prit contact avec Amine Gemayel et, dans une réunion au sommet, convoquée d'urgence, Hafez el-Assad lui proposa une aide militaire pour nous réduire. Gemayel se fit fort de venir à bout de notre mouvement en moins d'un mois.

Deux semaines plus tard, Israël passa à la seconde étape du retrait de ses forces de l'Iqlim et de l'est de Saïda. Cette décision aviva les craintes des chrétiens de ces régions, déjà traumatisés par la tragédie de la montagne. En fait, la date de ce retrait était fixée unilatéralement par Tel-Aviv qu'aucune intervention n'avait pu convaincre, comme dans la précédente occasion, de le coordonner avec le gouvernement libanais. Toutes les démarches que nous fîmes restèrent infructueuses. Je proposai avec Samir un retrait rapide de nos éléments armés de l'Iqlim et de l'est de Saïda pour prévenir tout risque de combats débouchant sur un nouvel exode. La conjoncture régionale ne nous semblait pas propice au maintien de notre présence dans cette partie extrêmement sensible du sud. Hobeika s'opposa à ma suggestion et soutint la thèse inverse : renforcer nos positions et organiser une visite sur place permettant à Geagea d'évaluer la situation militaire. Samir le fit et acquit la conviction que nous ne pouvions

nous éterniser dans ce secteur et que mieux valait nous en retirer. Pour ma part, voulant assurer à ce retrait une couverture politique et garantir la population contre tout nouveau drame, je lançai une véritable campagne, rencontrai, à la tête d'une délégation des F.L., le patriarche maronite M^{gr} Khoreiche et lui dis que nous avions besoin de son aide. Il me répondit : « Lorsque vous avez décidé de vous rendre dans cette région, vous ne m'avez pas demandé mon avis. Pourquoi le faire aujourd'hui ? » En dépit de nos instances, il refusa de saisir le Vatican pour empêcher un exode, estimant qu'il s'agissait là d'une affaire politique et qu'il n'avait pas à s'en mêler. J'allai voir ensuite l'ambassadeur américain, Reginald Bartholomew, pour lui exposer nos objectifs et les dangers que couraient les secteurs que nous allions quitter. Il m'opposa une fin de non-recevoir en trois points : Washington ne pouvait agir qu'à la demande du président libanais ; les Etats-Unis ne pouvaient rien faire pour retarder le retrait décidé par Israël ; enfin, son pays n'avait aucune influence sur la Syrie. Il ne me restait plus, pour la première fois depuis le déclenchement de notre soulèvement, qu'à rencontrer Amine Gemayel toujours pour prévenir la tragédie et, en outre, tenter de normaliser les rapports entre les Kataëb et les Forces libanaises. « Vous êtes dans un beau pétrin, me dit-il, et je n'en suis en rien responsable. » « En tant que président de la République, lui rétorquai-je, vous êtes responsable du pays tout entier. Ce n'est pas une fraction politique qui est dans le pétrin, c'est tout le pays. » Je le priai de demander à la Syrie qu'elle cesse, avec ses alliés locaux, de tendre la situation militaire. Il accepta à la condition que nous lui ferions parvenir un mandat écrit sollicitant cette démarche.

En fait, après le déclenchement de notre mouvement, j'avais déjà tenté de m'adresser à Khaddam pour lui exposer nos motivations et lui assurer que nous n'étions nullement hostiles à la Syrie et que nous n'avions pas de liens à l'étranger. A ma demande de me rendre à

Damas, il avait répondu : « vous êtes le bienvenu, comme d'habitude, à titre personnel, mais je ne peux pas prendre sur moi de vous recevoir en tant que responsable de votre intifada. Il y faut une décision à un niveau plus élevé. » Il devait, lors d'un second contact, se déchaîner contre notre mouvement et clouer au pilori les « symboles israéliens » qu'étaient à ses yeux Geagea et Hobeika. Peu après, toutefois, ce dernier m'indiqua qu'il avait pris langue avec la Syrie par l'intermédiaire de Michel Samaha, président de Télé-Liban, qui était en contact avec Rifaat el-Assad, frère du président. Il me communiqua la teneur du message qu'il comptait lui faire parvenir par ce canal et je l'encourageai à persévérer, prenant sur moi d'informer Samir et de demander à Samaha de forcer les feux. Tous ces efforts, bientôt élargis à une démarche auprès de Khaddam, visaient à une visite secrète à Damas d'Elie Hobeika dont les airs mystérieux montraient assez qu'il s'y préparait.

Hélas ! ce que j'appréhendais tant se produisit. Vers la fin d'avril 1985, Israël retira Tsahal de l'Iqlim et de l'est de Saïda, laissant place aux troupes de Joumblatt et aux milices alliées de la Syrie. Un nouvel exode s'ensuivit. Comme dans le piège de la montagne provoqué par le retrait précédent, la conjonction d'intérêts, le lien de cause à effet étaient patents : le recul israélien permettait l'avancée syrienne. Tout se passait comme si le sud du Liban était redevenu une ligne de démarcation entre les deux adversaires et que le prix exigé pour la tracer et départager les populations sur un critère confessionnel, vieille tactique de l'Etat hébreu, devait toujours être payé par les chrétiens. Les Forces libanaises se retiraient de l'Iqlim et de l'est de Saïda au milieu d'une indescriptible anarchie, plongeant dans la détresse les personnes déplacées, ces déshérités parmi les déshérités. Héritant, comme naguère dans la montagne, d'une situation désespérée, Samir Geagea, une fois de plus, assumait ses responsabilités. Son destin, plus fort que la volonté humaine, lui imposait à nouveau son

image de « héros de l'exode ». Les affrontements débordèrent le Liban-Sud et atteignirent toutes les lignes de démarcation ; tous les fronts se mettaient en mouvement.

Dans ces heures tragiques, je soumis à Geagea et Hobeika mon projet de visite de Gemayel à Damas et le mandat écrit que le président libanais avait demandé. Elie s'opposa à la démarche. Je ne devais comprendre ses raisons que plus tard : il se voulait, en fait, l'unique interlocuteur des Syriens. Il ne signa donc pas, contrairement à Geagea, la lettre que j'avais préparée pour nous dégager de toute responsabilité morale et explorer la moindre chance d'arrêter la dégradation en cours. Je portai au chef de l'Etat, le 7 mars 1985, cette lettre dans laquelle Samir Geagea lui donnait son aval pour une négociation avec la Syrie et s'engageait à faciliter tout processus de normalisation.

Lors d'une réunion du comité exécutif tenue le 9 mai, Hobeika lança sa contre-attaque. Alors qu'interrogé sur l'envoi d'une lettre à Amine par Geagea et moi-même je répondais par l'affirmative, il nous blâma pour ce qu'il considérait comme une initiative personnelle et une entorse au fonctionnement de la direction collégiale. L'hostilité générale à Gemayel fit tenir notre missive pour un accroc à la ligne suivie jusque-là par l'intifada. Soutenu par les présents, Hobeika saisit l'occasion pour suggérer que nous renoncions à la collégialité, poser sa candidature à la présidence des Forces libanaises et demander la publication d'un communiqué du comité exécutif appelant au dialogue avec Damas. Il sortit, séance tenante, un texte de sa poche et nous en donna lecture. Je fus abasourdi par la teneur de ce document et, plus encore, par son style, manifestement plus syrien que libanais. Ce communiqué semblait bien avoir été préparé à Damas plutôt qu'à Beyrouth. Elie Hobeika y réclamait, pour la première fois, l'établissement de « relations privilégiées » avec la Syrie. Il s'agissait là, je m'en rendis compte aussitôt, de tout autre chose que d'une protestation contre l'envoi de notre lettre à Amine

Gemayel : c'était bel et bien une tentative d'Elie pour monopoliser à son profit les rapports avec Damas. Tandis que nous restions tous deux sur la défensive, Hobeika proposa de laisser à Samir son poste de chef d'état-major mais demanda qu'on me confiât le seul secteur de l'information, les questions politiques relevant désormais du président du comité. Il fut d'ailleurs élu à cette fonction à l'unanimité des présents. Nous votâmes nous aussi pour lui, à seule fin de maintenir l'unité de notre mouvement.

Je sortis de cette réunion la bouche amère. Le chemin parcouru ensemble n'avait pas été long et la collégialité s'était révélée un feu de paille. Je me sentais trahi et blessé. Nous découvrions soudain que c'en était fait de notre soulèvement, que la lutte pour le pouvoir, dans sa désespérante logique, atteignait son paroxysme. Je m'isolai avec Samir dans son bureau, redoutant qu'il n'explode de fureur contre Hobeika. Il me surprit par son calme. « Bah, dit-il, ce n'est rien. Nous devons faire preuve de sagesse. Ne t'inquiète pas, je me charge d'Elie. »

Le conflit entre les deux hommes allait prendre un tour de plus en plus aigu. Il fut bientôt porté sur la place publique, Hobeika voulant faire croire qu'il avait mené et réussi une sorte de putsch contre nous, baptisa ce coup de force fictif du nom de « Mouvement du 9 mai » et ses collaborateurs en envoyèrent la relation détaillée aux médias. La lutte était engagée. Tandis que Samir préparait un nouveau soulèvement sur le plan militaire, je me consacrai à développer les moyens d'information de masse à l'Est en lançant une télévision, la « Lebanese Broadcasting Corporation » (L.B.C.). Hobeika, de son côté, peinait sur la voie longue et ardue des négociations personnelles et secrètes avec les Syriens qui devaient conduire à l'accord tripartite. Il ne soupçonnait pas le prix prohibitif qu'il aurait à payer. Pour ouvrir le dialogue, Damas exigea un engagement écrit de sa part portant projet de réforme politique et établissement de relations privilégiées entre les deux pays. Une première

lettre en ce sens fut renvoyée par Khaddam qui demanda des modifications et des rajouts. Hobeika s'exécuta dans une seconde version, les deux textes constituant l'essentiel du futur accord tripartite. Nous recevions par des tiers des bribes d'informations sur ces tractations entre les Syriens et les Forces libanaises, Hobeika se gardant bien de nous en instruire.

En juillet 1985, sans la moindre raison valable, l'artillerie de la Syrie et ses alliés bombardra toutes les régions est et particulièrement le Kesrouan. A la demande d'Hobeika, nous nous réunîmes tous les trois, avec un petit groupe de proches collaborateurs. Son exposé fut catastrophique : « C'est le canon syrien ou le dialogue avec Damas. A nous de choisir ! » Je lui demandai si la Syrie était disposée à accepter un dialogue avec les F.L. Il me répondit : « Les données en ma possession m'amènent à le croire, à condition que nous lui soumettions un plan prévoyant des réformes politiques et une définition des relations privilégiées entre les deux pays. » Nous n'élevâmes aucune objection à l'établissement du dialogue, ignorant qu'il était déjà parvenu à un stade fort avancé. De ce jour, les canons se turent et le calme succéda à la tempête. Les Syriens se livraient, de toute évidence, à une nouvelle expérience : obtenir directement un accord entre les « faucons » et leurs milices sur le terrain, après avoir désespéré de s'entendre avec les autorités légales et le leadership traditionnel. Cela devint clair comme le jour quand, au cours de l'été 1985, Hobeika m'informa de l'ouverture prochaine, sous l'égide de Damas, d'un dialogue entre les Forces libanaises, le mouvement Amal de Nabih Berri et le Parti socialiste progressiste de Walid Joumblatt.

Il faut reconnaître qu'un bon nombre d'accords conclus avec le pouvoir central étaient, dans le passé, demeurés lettre morte. Damas avait tiré deux leçons de

ces expériences malheureuses : traiter avec Amine Gemayel ne servirait à rien ; Elie Hobeika pourrait être l'interlocuteur chrétien de rechange. La Syrie passait donc de la paix de la République à la paix des milices, de l'accord avec les colombes à l'entente avec les faucons. Le prix de cette nouvelle politique pouvait être très élevé, les extrémistes demandant la lune alors que les modérés étaient plus raisonnables. Je pensais que ce « trilogue » ne convenait pas à la formule du Liban, fruit d'un compromis politique et géographique, et inapte par nature à un règlement à partir de positions maximalistes. Je voyais s'engager ces étranges négociations entre milices avec une certaine perplexité.

Le 19 septembre 1985, une délégation des Forces libanaises conduite par Elie Hobeika rencontra à Damas, durant toute une longue journée, Abdel Halim Khaddam et le général Ghazi Kanaan. Cette délégation était composée de Michel Samaha, Assaad Chaftari, Charles Ghostine, Jean Ghanem et Assaf Kfoury. Hobeika exposa les objectifs internes et externes de son mouvement, rappela les messages adressés aux Syriens et déclara notamment : « Nous représentons la génération d'une guerre dont nous ne sommes pas responsables, pas plus que nous ne sommes responsables de ses conséquences. Nous avons fait une intifada sans effusion de sang. Nous sommes pour le changement. Nous voulons passer d'une société fermée à une société ouverte, établir des rapports nouveaux avec toutes les parties. Nous estimons que les réformes devraient être fondées sur la suppression du confessionnalisme aveugle, ce qui ne peut se faire sans une période de transition. » Il poursuivit, à propos des rapports avec la Syrie : « Nous ne connaissions de vous que vos obus et la prison de Mazzé. Nous avons fait un nouveau choix, celui de l'option arabe. Nous ne voulons pas commettre les erreurs de nos prédécesseurs. Nous voyons bien que le Liban existe dans une région arabe, qu'il est voisin de la Syrie et nous voulons des relations privilégiées entre nos deux pays. »

Khaddam se lança, pour sa part, dans une longue tirade et s'en prit aux « dirigeants conservateurs et rétrogrades du monde arabe » — au nombre desquels il mettait Yasser Arafat — leur reprochant de se tromper lourdement sur la Syrie, « pays progressiste, socialiste et laïque ». Il rappela qu'il avait mis en garde les dirigeants chrétiens, surtout Bachir Gemayel et Dany Chamoun, contre le danger d'une collusion avec Israël. « Nul ne peut jouer la carte israélienne, dit-il, et vous commettez une grave erreur si vous croyez pouvoir le faire. Israël utilise tout le monde, y compris les Etats-Unis, au service de ses intérêts. Nous sommes les ennemis mortels de toute partie appuyée par l'Etat hébreu et nous accueillons favorablement votre choix arabe. Il exige sans aucun doute une énorme mobilisation pour expliquer à l'opinion chrétienne la malfaisance de l'option israélienne. » Après s'en être pris, comme à l'accoutumée, aux mentalités libanaises sclérosées et confessionnalistes, Khaddam plaida pour une révolution menée par les milices et affirma : « La seule garantie, pour le citoyen, réside en un pouvoir équitable, une société solidaire et une nation forte. Avant toute chose, il convient de nous mettre d'accord sur une nouvelle société libanaise, les principes d'une nouvelle constitution, la substitution d'une appartenance nationale à l'allégeance confessionnelle. Nous dessinerons ensuite les contours de la phase de transition requise. En fait, chacune des confessions s'étant érigée en mini-nation au sein de votre système, il n'est plus resté de place pour le peuple libanais ni pour les jeunes générations. Reconnaissons, une fois pour toutes, qu'on ne peut pas replâtrer ce système, totalement désuet. Ce ne serait qu'un pis-aller, un expédient. Dans le meilleur des cas, le replâtrage ne fournirait qu'une nouvelle trêve en attendant la reprise de la guerre. J'affirme devant l'Histoire que Yasser Arafat est responsable de la guerre du Liban, depuis qu'il a mis les pieds dans ce pays, venant de Jordanie. Mais de toute façon, si les Palestiniens n'avaient pas provoqué ce conflit, la révolution

sociale aurait fini par éclater. En 1973, Moussa Sadr se proposait de faire encercler Beyrouth par les déshérités. » Il conclut en ces termes : « Vous avez besoin d'une profonde révolution, comme celle que firent les bolcheviks contre le tsar. » Son langage avait changé. Il n'était plus question de « réformes » mais bel et bien de « révolution ». Il fit observer par ailleurs que les Syriens avaient des Forces libanaises une image peu flatteuse de ramassis d'« exécutants des basses œuvres de leaders pernicious » et rendit hommage au Mouvement du 9 mai qui modifiait cette image et facilitait le dialogue national. « Il n'y a pas de limite, dit-il, à notre coopération avec une partie lorsque nous nous y décidons. Nous couvrons toutes ses erreurs et portons tout ce qu'elle fait de bien à son crédit. »

Hobeika rentra de Damas plus que jamais déterminé à aller vers l'accord tripartite et à engager des pourparlers avec Amal et le P.S.P. pour lever tous les obstacles sur cette voie. A la mi-septembre, il nous remit, à Samir Geagea et moi-même, la première version du projet d'accord en gestation. Il me suffit d'un coup d'œil pour y déceler un véritable putsch contre la constitution, tant ce texte faisait fi des institutions légales. Il bafouait le Pacte national auquel il proposait des amendements incompatibles avec la réalité libanaise. Dans ces conditions, mon accord sur la tenue de pourparlers avec Damas ne m'empêchait pas d'en redouter les résultats. Confiées par Hobeika à Michel Samaha et Assaad Chaftari, les tractations des F.L. avec les Syriens se poursuivaient sur un rythme accéléré. Michel Murr prit part à la phase ultime. Les négociateurs, négligeant délibérément Amine Gemayel et le parti Kataëb, insistaient sur la nécessité de gagner à leurs vues Camille Chamoun et Geagea. Ce dernier, sans marquer d'opposition, se montrait très réservé. Le président Chamoun se bornait à se tenir informé et à formuler des remarques et des critiques.

Dans une situation où ne brillait pas la moindre lueur d'espérance, le projet d'accord tripartite ne tarda pas à

provoquer un conflit aigu à l'Est dont les divisions accentuèrent mes craintes. Je cherchai par tous les moyens à empêcher le conflit Geagea-Hobeika, rappelant que tout accord, fût-il parfait, devenait mauvais dès lors qu'il provoquait des dissensions et qu'à l'opposé, un mauvais accommodement devenait bon s'il suscitait une entente. Avec l'assentiment de Samir, je tentai de faire admettre à Hobeika des amendements à son texte. Il ne faisait qu'une réponse à toutes mes suggestions : « Nous n'avons pas le choix. C'est l'accord ou le canon. » A cette époque, il se plongea dans « Le Prince » de Machiavel et nous rappela le mot prêté à Staline pactisant avec Hitler : « Je vais signer un accord, mais mon désir est de le déchirer à la première occasion. » Le voyant dans l'embarras, je voulus l'aider. A chacune de mes tentatives, il écoutait attentivement mes observations et demandait à Samaha et Chaftari de les transmettre à Damas. A chaque fois, les émissaires revenaient avec une fin de non-recevoir. Hobeika s'inclinait et me demandait d'en faire autant. Ignorant tout de l'échange de messages et d'engagements qui avait précédé le dialogue, je ne comprenais rien à ce curieux comportement. Pour faire accepter son projet à l'Est, Hobeika commença à mener une campagne de charme auprès de bon nombre de personnalités. Il fit miroiter à leurs yeux le projet de nomination des députés et la mise sur pied d'un cabinet d'union nationale élargi comptant vingt-six ou vingt-huit ministres, étant entendu de surcroît que les F.L. pourraient nommer au moins dix d'entre eux et une trentaine de parlementaires. Il alla jusqu'à proposer à Geagea de l'associer à ces nominations. Mais le projet d'accord reflétait plus la lutte pour le pouvoir qu'il n'ébauchait une solution nationale. Par ailleurs, Hobeika s'attacha à faire taire toute opposition. Il isola Amine Gemayel et les Kataëb, fit main basse sur les médias du parti dont l'organe officiel *Al-Amal* passa sous sa coupe après qu'il eut placé en résidence surveillée son rédacteur en chef Joseph Abou Khalil, remplacé par Sejean Kazzi. En ma qualité de respon-

sable de l'information, il me demanda de publier un communiqué pour annoncer que les F.L. contrôlaient désormais *Al-Amal* et je refusai, arguant que j'étais le garant de la liberté d'expression. « Nous nous sommes opposés à Gemayel, lui rappelai-je, quand il a interdit une pièce de théâtre le critiquant. Nous ne pouvons pas suspendre un journal qui nous critique. Qui ne supporte pas la critique ne peut défendre une cause. » Devant ce refus, Hobeika publia lui-même, au nom du service de sécurité des F.L., le communiqué informant de sa mainmise sur *Al-Amal*. Dans le même temps, au sein de son Parti national libéral, le président Chamoun devait faire face à une rébellion conduite par Charles Ghostine et Elie Assouad.

Dans le but d'accélérer le processus, Hobeika prit alors contact avec le patriarche maronite par divers canaux. La Syrie l'aida grandement en le faisant passer pour l'unificateur des chrétiens. Elle lui ménagea une rencontre à Ehden avec Sleiman Frangié. C'était la première à réunir l'ancien chef de l'Etat et un responsable des Forces libanaises depuis que son fils Tony, en 1978, avait été tué dans cette même localité. Hobeika se rendit aussi, grâce à l'entremise syrienne, à Zahlé où aucun dirigeant des F.L. n'avait mis les pieds depuis le blocus de 1981. Damas, pour renforcer la position de Hobeika à l'Est et, surtout, au sein de sa formation, remit par ailleurs en liberté un certain nombre de membres des F.L. détenus depuis plusieurs années.

Dans le projet d'accord tripartite, je voyais de plus en plus clairement les prodromes d'une nouvelle guerre plutôt qu'un prélude à la paix. De fait, des incidents suspects éclatèrent dans les zones chrétiennes : menaces, atteintes aux libertés, attentats à l'explosif comme celui qui visa, au couvent d'Aoukar, le directoire du Front libanais réuni autour de Camille Chamoun et du chef des Kataëb Elie Karamé. Chaque jour, je sentais davantage venir l'affrontement. Le 4 octobre 1985, une violente bataille opposa à la Quarantaine, près du Q.G. des Forces libanaises, des partisans de Geagea et Hobeika.

Dans un climat empoisonné par la méfiance, je passai une journée entière à tenter de les faire se rencontrer. Geagea accusait de tentative d'accaparement du pouvoir Hobeika qui ripostait en dénonçant ses machinations contre lui. Les forces en présence étaient d'égale importance et j'en tirai argument pour dire aux adversaires que, ne pouvant l'emporter sur le terrain, il leur fallait absolument s'entendre. Au cours d'une réunion à trois qui se tint, le soir même, dans le bureau de Hobeika, celui-ci lança à Geagea : « Tu prépares un soulèvement contre moi. C'est inadmissible. Je ne suis pas une marionnette ! » Et Samir de répondre : « Toi, tu t'appropries le pouvoir. C'est inadmissible. Moi non plus, je ne suis pas une marionnette ! » En fin de compte, je parvins à leur faire honte et à les convaincre que nous allions passer pour des gamins jouant à la guerre. Les combats cessèrent, mais leurs séquelles ne disparurent pas pour autant. Je suivais le déroulement des pourparlers préparant l'accord tripartite en tentant de naviguer au plus juste entre deux écueils : le risque de laisser passer une occasion de mettre fin à la guerre et celui d'en allumer une autre à l'Est. Samir, pour sa part, étudiait des ripostes au cas où Elie en viendrait à conclure un accord inique avec la Syrie. Il prit des contacts très suivis avec Amine Gemayel. Dans le même secret, Hobeika traitait avec Damas et Geagea avec le pouvoir libanais, mais hors du palais de Baabda ou de la Quarantaine, par l'entremise de divers intermédiaires. Tenant deux fers au feu, les interlocuteurs avaient chargé leurs adjoints de se préparer à un affrontement militaire.

En novembre 1985, la « guerre des camps » éclata entre Amal et les Palestiniens. Je crus que, de ce fait, les risques de conflagration à l'Est avaient diminué et que les négociations sur l'accord tripartite allaient être gelées. Nous n'en fûmes que plus surpris, Geagea et moi, quand, peu avant Noël, Hobeika convoqua d'urgence une réunion, y distribua le texte de l'accord et demanda aux assistants de l'approuver sur-le-champ car

il devait se rendre à Damas sous quarante-huit heures. Au terme d'une discussion animée, il insista pour qu'on passe au vote. Le résultat en fut de six voix pour et six contre, Georges Freiha s'abstenant. Hobeika fit alors valoir qu'en cas de partage, le président avait voix prépondérante et que le comité exécutif avait donc approuvé le texte. Je vis dans ce procédé le signe avant-coureur de l'explosion et je réclamai une réunion du Front libanais, sous la présidence de Camille Chamoun et en présence des représentants des Kataëb et du P.N.L. ainsi que des autres organisations. Ma proposition fut repoussée et Hobeika obtint la tenue d'une réunion élargie rassemblant, au siège du patriarcat maronite, le plus grand nombre possible de personnalités de l'Est.

Cette réunion se tint le 27 décembre 1985 et fut dramatique. Derrière les véritables adversaires, Hobeika et Geagea, les autres participants faisaient de la figuration. Chacun des deux hommes avançait ses arguments, assortis de menaces voilées. Tentant de retarder l'affrontement militaire, Samir s'efforça d'obtenir le report de la signature de l'accord. Elie, lié par les engagements pris à l'égard des Syriens, tenta de précipiter les choses. Il défendit son document, point par point, et conclut : « Je serai demain à Damas pour la signature. Si l'accord est bon, il sera bénéfique pour vous tous. S'il ne l'est pas, j'en assume l'entière responsabilité. » Geagea, dans une intervention tout aussi longue, mit en relief les dangers du texte et lança, in fine, à Hobeika : « Fais tout ce que tu voudras, mais, je t'en conjure, ne signe pas ! » Camille Chamoun, fatigué, s'était retiré après avoir ouvert la séance. Elie Karamé, chef du parti Kataëb, s'enfermait dans une opposition muette. Les autres politiciens, fidèles à leur habitude, débitèrent quelques généralités et se gardèrent bien de prendre parti. Pour ma part, j'avais voté contre l'accord et fait connaître ma position à la télévision mais, pour conjurer la conflagration, je me résolus à jouer le tout pour le tout, ma popularité dût-elle en souffrir. Je décidai de me

rendre à Damas pour exposer mon point de vue aux dirigeants syriens et répéter mes anciennes propositions qui pouvaient, à mes yeux, offrir une issue honorable et acceptable par tous. Samir fut d'accord pour que je fasse ce déplacement à titre personnel et j'acceptai d'accompagner Hobeika en dépit de mon opposition à son projet.

Au cours de nos interminables discussions, le désaccord avait porté sur deux points : la réduction des prérogatives du président de la République et, par ailleurs, le sens à donner aux « relations privilégiées » entre le Liban et la Syrie. Le premier point, purement libanais, pouvait à mon sens être à nouveau débattu quand l'accord tripartite serait soumis à l'Assemblée nationale. Je suggérai donc qu'un nouvel article rende cette réforme exécutoire seulement lorsqu'elle aurait reçu un caractère légal par les voies constitutionnelles. Mais le second point était beaucoup plus délicat. J'insistai pour qu'il soit précisé que lesdites relations privilégiées impliquaient une coordination, et non une fusion, entre deux Etats souverains et indépendants. Après les entretiens d'Hobeika à Damas, je devais connaître l'accueil réservé par Khaddam à ma suggestion. Pour le vice-président syrien, il n'était pas question de modifier si peu que ce fût, en dernière minute, un document dont la mise au point avait exigé des mois. En revanche, sur la question des « relations privilégiées », il était prêt à donner des assurances orales que l'on pourrait tenir pour partie intégrante ou annexe de l'accord. J'en tirai la conclusion que Damas laissait la porte entrouverte au dialogue sur des amendements et j'y vis une raison de faire le voyage dès lors que s'ébauchait une chance d'éviter ce que je craignais tant.

Le 28 décembre, aux côtés de Hobeika qui conduisait la voiture nous emmenant à Damas, j'étais plongé dans mes réflexions quand, face à la plaine de la Békaa qui s'ouvrait en majesté devant nos yeux, il sortit de sa rêverie pour me dire : « Tu sais, Karim, je suis en train de découvrir le Liban. » Je compris qu'il était en train de

briser la coquille de l'homme de renseignements et se mettait en quête d'un rôle politique d'envergure. Je songeai à ce qu'allait être mon entrevue avec le président Assad que je n'avais pas rencontré depuis cinq ans. Il y avait douze ans que, pour la première fois, je m'étais trouvé devant lui lors du premier contact entre le parti Kataëb et la direction syrienne. Je pensai que le président syrien, n'ignorant rien de la situation intérieure libanaise, devait estimer en son for intérieur que le poids de l'accord tripartite était trop lourd pour les épaules d'un Hobeika. Je demandai à mon voisin : « As-tu déjà rencontré Assad ? » « Non, me répondit-il, ce sera la première fois. » Nous allions, de toute évidence, vers une nouvelle aventure.

L'homme qui était alors assis près de moi est marqué par un étrange destin. Il n'a pas encore vingt ans, en 1975, quand la guerre éclate. Elle fait de l'employé de banque un homme de renseignements redoutable et redouté dans la milice des Kataëb. Il a commencé son ascension dans les rangs des « B.G. », initiales de Bachir Gemayel. Sous son commandement, il est rapidement devenu le numéro un des services spéciaux. L'inconnu que la guerre a fait sortir de l'ombre et projeté sur le devant de la scène avec l'intifada du 12 mars est, pourtant, entouré de mystère. La force du personnage réside dans son goût et son sens du secret. Comme tout homme de renseignements qui se respecte, il a plusieurs visages et, pour chacun, plusieurs masques. Il est entré dans la carrière avant d'avoir achevé ses études, sans avoir eu le temps de former sa personnalité et de préciser ses convictions nationales. Il s'est lancé dans la guerre, comme la plupart des jeunes Libanais, avant de parvenir à une maturité politique et a tablé sur son intelligence et son habileté pour pallier sa méconnaissance des hommes, de la politique et de la vie. Des jeunes des F.L., que je me targue de connaître tous, il

est l'un des plus intelligents. Sportif, bâti en soldat, il a été remarqué pour ses dons par le Mossad qui a conseillé à Bachir de lui confier les services de renseignements. Lorsque Khaddam, à leur première rencontre, l'interroge sur ses études, il lui répond : « Une licence de commerce » et ajoute, devant l'étonnement de son interlocuteur : « De commerce et de guerre... »

Après la disparition de Bachir, dans le repli qu'ont amorcé tous les organismes des Forces libanaises, celui de Hobeika se développe au point de devenir la pierre angulaire de l'édifice des Kataëb et des F.L. Il sait alors s'imposer, étant à la fois l'œil veillant à la sécurité de la société chrétienne et le gros bras qui la tient en respect. Dans l'intifada du 12 mars, il se rend un partenaire indispensable, comprenant très vite qu'Israël pourra faire de lui un expert du renseignement, mais que seule la Syrie lui permettra de se porter au premier plan de la vie politique. Il commence par Damas sa découverte d'un Moyen-Orient où seul l'Etat hébreu lui est familier. Limité jusque-là au maronitisme politique, il élargit alors ses horizons à l'arabisme.

Ce que voit Hobeika dans l'accord tripartite, c'est d'abord une occasion de devenir, lui l'homme de la guerre, un homme de la paix. Il le répète souvent au cours des pourparlers : « Je n'entends rien à la constitution. Mais je connais la guerre et je veux y mettre fin au plus vite. » Encore faut-il ne pas confondre vitesse et précipitation. Trop rapide le coup de force du 9 mai 1985 ; trop simplistes les solutions proposées. Trop de négligence, aussi, des réalités libanaises et des constantes nationales quand il ose signer seul l'accord tripartite. Mais il sait ensuite ne pas désespérer, assumer la défaite, en tirer la leçon après le 15 janvier 1986, quand il perd le commandement des F.L. et doit quitter les régions chrétiennes. Il tente en vain de reprendre le pouvoir, le 27 septembre 1986, puis a la force de patienter quatre années. Au terme de cette traversée du désert, il revient au premier plan en 1990, ministre d'Etat dans le gouvernement d'union nationale d'Omar

Karamé et chef du parti « Al-Wa'ad » (la Promesse). C'est ainsi qu'il se comporte toujours : en homme pour qui l'avenir tiendra ce qu'il a promis. L'avenir politique était devant lui.

A Damas, des dizaines de personnalités libanaises nous avaient précédés. Nous étions attendus par Nabih Berri et l'état-major du mouvement Amal, Walid Joumblatt et les responsables du Parti socialiste progressiste, sans parler d'un important dispositif de presse. Le commandement syrien était là au complet et, pour parrainer la cérémonie de signature, le président Assad avait reporté une rencontre avec le roi Hussein de Jordanie. C'est dire que l'atmosphère était à la fête. A l'ouverture de la réunion élargie aux représentants du camp chrétien, le chef de l'Etat s'exclama : « C'est aujourd'hui jour de liesse en Syrie ! » Puis il se lança dans un long monologue, rappelant les constantes de sa politique libanaise, lançant un bon mot à tel auditeur, une réflexion à tel autre. Plusieurs fois, il s'adressa à moi, me cita ou critiqua mon livre *La Paix manquée*. Il s'attarda sur la conception qu'il se faisait des relations privilégiées avec le Liban : « En Syrie, dit-il, nous sommes baassistes. Notre armée est une armée idéologique et l'unité arabe est l'un de nos objectifs prioritaires. Le peuple syrien est naturellement porté à l'union, prêt à y procéder avec tout Etat arabe qui le souhaite. Rien de ce qui est arabe ne nous est étranger. Nous sommes ouverts sur tout pays arabe, prêts à aller avec chacun d'entre eux du minimum qu'est la coopération au maximum qu'est l'union. Pour moi, l'unité arabe est une mission sacrée. La Syrie est prête à proclamer l'union avec la Mauritanie. A plus forte raison avec le Liban. » Il marqua alors une pause et dévisagea les auditeurs avant de poursuivre : « Cela ne signifie pas que l'armée syrienne soit entrée au Liban pour faire l'union entre les deux pays. Ce fut pour rétablir l'unité du Liban. Dans

ma logique unioniste, je donne à cette réunification la priorité sur l'union syro-libanaise. A quoi rimerait l'union avec un Liban déchiré ? L'unité arabe implique d'abord, à mes yeux, l'entente interlibanaise. »

Assad passa ensuite au rappel des étapes de la guerre du Liban et des initiatives de son pays, du document constitutionnel de 1976 au présent accord tripartite. Il évoqua une proposition faite par Camille Chamoun en 1977 : « Vous vous rappelez sans doute, frère Karim, me lança-t-il, que le président Chamoun nous avait proposé un jour de regrouper dans une confédération la Syrie, le Liban et la Jordanie ? Vous n'y avez pas fait allusion dans votre livre. C'est moi qui n'avais pas donné suite à cette proposition, jugeant qu'elle devait être longuement mûrie. Plus encore : nous avons été les premiers Syriens à reconnaître le Liban. Nous savons pertinemment que l'impérialisme a divisé la région en entités et que la France a tenté de créer le Liban sous sa forme actuelle et de diviser la Syrie. Nous avons refusé cette division. On nous a offert la création du mini-Etat de Lattaquié. Nous avons préféré combattre pour l'unité de la Syrie. » Enfin, il conclut ce discours de près d'une heure par ces mots : « Nous comprenons la situation de votre pays et nous ne faisons pas cas de tel mot de plus ou de moins. Nous savons que les leaders libanais doivent tenir compte des masses, des susceptibilités, des mentalités. Je les connais et je les aborde avec beaucoup de patience et de réalisme. Pour Pierre Gemayel, quiconque était avec lui était avec le Liban et quiconque était contre lui était contre le Liban. J'ai longuement discuté avec lui et avec le président Chamoun des maronites et de leur rôle dans la région. Je leur ai dit que nous formions un seul peuple. Ou bien nous sommes tous phéniciens, comme le prétendent certains, ou bien, comme c'est le cas, nous sommes tous des Arabes. Mais, dans les deux hypothèses, il s'agit toujours d'un seul peuple. A mes yeux, les maronites ne sont pas des intrus. Ils s'enracinent, eux aussi, dans l'histoire de la région et étaient en Syrie avant de gagner le Liban. Ils sont originaires de la

région. Ils y appartiennent à part entière. » Un mince sourire aux lèvres, il raconta une anecdote. Un jour, des personnalités chrétiennes étaient venues à Damas réclamer le retour dans leurs foyers de tous leurs coreligionnaires déplacés. Abdel Halim Khaddam leur avait répondu : « Si chaque chrétien devait retourner dans son foyer d'origine, les maronites devraient rentrer en Syrie. » Et Assad d'ajouter : « Certains de nos camarades ont fait observer à Khaddam, non sans humour, que mieux valait n'en rien faire si l'on ne tenait pas à infliger un désastre à la Syrie. »

De toute évidence, le discours rencontrait chez ses auditeurs un climat de détente. Pourtant, j'étais mal à l'aise. Lorsque je pris, à mon tour, la parole, je ne me privai pas de dire : « Il est vrai que nous vivons ici, à Damas, des heures exaltantes, mais au Liban l'inquiétude est grande. L'accord en lui-même n'est pas le plus important. C'est que toutes les parties y souscrivent et que personne ne se sente vaincu, opprimé, condamné à en faire les frais. » Par un hochement de tête, Assad me donna à entendre qu'il avait saisi le vrai sens de mes propos. Il intervint : « Nous savons ce qu'être opprimé veut dire. Nous connaissons les résultats de l'oppression : c'est inéluctablement la création d'un Etat des opprimés. Dès 1976, j'avais été le premier à proclamer cette évidence et à en tirer les conséquences face à l'opposition du monde entier. Nous refusons que quiconque soit brisé au Liban, nous ne voulons pas d'un Liban brimé, que ce soit par la Syrie ou tout autre. Nous avons pleinement conscience de la gravité et de la complexité de la situation libanaise, mais il faut bien partir d'un certain point et régler les problèmes l'un après l'autre. »

La nuit précédant cette séance élargie, j'avais eu un tête-à-tête avec Khaddam. Le vice-président syrien m'avait fait grief d'être contre l'accord tripartite et je lui avais répondu que l'opposition à ce projet était plus forte qu'il ne le croyait. Elie Hobeika, lui avais-je dit, ne représente pas tous les chrétiens, pas plus que Nabih Berri ne représente tous les chiites. Quant aux sunnites,

ils n'étaient pas partie au traité. « C'est une logique confessionnelle que je récusé, me répondit Khaddam. Cet accord est un projet national susceptible de rallier tout le monde. Le train de la paix s'est mis en marche. Que celui qui veut y monter réserve sa place. Libre aux autres de rester sur la voie et de se faire écraser. » Je lui expliquai qu'à l'Est l'opposition à l'accord était vive, tant dans la population que dans la classe politique, et qu'elle se heurtait, au sein même des F.L., à Samir et moi-même et, au-delà, aux présidents Gemayel et Chamoun. Visiblement agacé, Khaddam me reprit : « Sachez-le bien, Karim, pour nous Elie Hobeika est au moins l'égal de Nabih Berri et de Walid Joumblatt. Tous ceux qui s'opposent à l'entente nationale qu'exprime cet accord s'opposent à la Syrie. Nous allons bientôt inviter le président Gemayel pour tenter de le convaincre. Faites-nous confiance. Ou bien il acceptera, ou bien il se démettra. » Je ne relevai pas la menace, car je préférerais connaître les intentions syriennes à l'égard de Geagea. « Celui-là, laissez donc Hobeika s'en occuper, me dit mon vis-à-vis. Le rapport des forces au sein des F.L. n'est-il pas de six contre un, en faveur d'Elie ? » Il n'était pas utile d'insister, mais je voulus tout de même insinuer à mon interlocuteur que les choses n'étaient pas si simples. C'est seulement sur le pas de la porte que j'eus une illumination : cet accord, Khaddam le considérait comme le sien propre. Il ne pouvait admettre une seconde de le voir remis en cause. C'était tout à fait l'attitude de George Shultz à l'égard de son accord du 17 mai auquel il n'était pas question de toucher. Khaddam, enivré par la plus grande victoire diplomatique de sa carrière, se comportait en parrain du texte. Il me conseilla vivement de l'approuver : « Karim, me dit-il encore, la Syrie est avec celui qui soutiendra cet accord et contre celui qui s'y opposera. »

A trois heures du matin, je regagnai mon hôtel attristé, me disant que, décidément, les intérêts des Etats primaient toujours les amitiés des hommes. Pour la Syrie, mes douze ans de sympathie à son égard

pesaient moins lourd que sa liaison de six mois avec Hobeika. Je sentais l'explosion inévitable. Deux courants se partageaient les régions est. Hobeika tentait par tous les moyens, dont l'intimidation, de faire passer l'accord tripartite. Geagea, en coordination avec Gemayel, visait à le torpiller de toutes les façons, politiques et militaires. Le premier multipliait les promesses pour allécher les politiciens : maroquins ministériels, sièges parlementaires. Il en vint à me proposer, outre la députation, le portefeuille de la Culture dans le prochain gouvernement d'union nationale. Sur le terrain, il tentait de se rallier les chefs des unités des F.L. La scission au sein des Forces libanaises paraissait chaque jour plus manifeste. Hobeika cherchait également à avoir la haute main sur les postes clés, tant militaires que financiers. Geagea, lui, travaillait à renforcer ses capacités opérationnelles et à mobiliser la base populaire et estudiantine. En outre, Hobeika rencontra, en compagnie de Michel Murr, l'ambassadeur américain Reginald Bartholomew pour lui exposer la teneur de l'accord. Perplexe et surprise, l'administration américaine s'était abstenue de prendre position, prise entre son soutien de la légalité incarnée par Gemayel, adversaire de l'accord, et son souci de ne pas mécontenter la Syrie qui le parrainait. L'ambassadeur cherchait surtout à se renseigner. Les Etats-Unis jugeaient des réformes politiques indispensables, en vue d'un rééquilibrage du pouvoir, mais s'abstenaient d'entrer dans les détails. Ils ne s'opposaient pas par principe à la présence de l'armée syrienne — hormis quelques réserves sur « certains points » de la Békaa où elle pouvait présenter un danger pour la sécurité d'Israël.

Face à Hobeika, Geagea et Gemayel unifièrent leur mouvement militaire. Samir reçut le commandement de l'ensemble des unités et le chef de l'Etat prit sur lui de garantir la neutralité de l'armée afin qu'elle ne prenne pas parti pour Hobeika. Celui-ci gardait toutefois, par le truchement de Michel Murr, un lien direct avec Michel Aoun. Il est vrai que le commandant en chef semblait

peu désireux d'engager ses forces dans un conflit interne. Il estimait que, militaire, il n'avait pas à se prononcer sur l'accord, mais en rejetait un point portant sur la « réhabilitation » de l'armée libanaise par les Syriens. Il s'exclama : « Notre armée n'a pas besoin d'une réhabilitation mais d'une politique. »

Les nuages s'amoncelaient à l'horizon. L'inquiétude gagnait tous les milieux. Une fois de plus, les Libanais se sentaient face à l'inconnu. Le ton des deux camps était à l'intransigeance ; je tentai néanmoins de proposer une formule de coexistence entre des hommes qui allaient croiser le fer. Elle reposait sur cette idée : Hobeika pouvait s'engager dans l'application de l'accord qu'il avait signé, mais à la condition d'admettre, au sein des F.L., le principe de l'opposition que Samir et moi nous représentions. Il serait libre de promouvoir son accord et nous de le combattre, tous par la voie démocratique. Je voulais, avant tout, que les deux hommes concluent un pacte pour s'interdire le recours à la force. Mais deux incidents survinrent, qui firent échouer nos tentatives. A Nahr el-Mott, un convoi, dans lequel était censé se trouver Elie Hobeika, tomba dans une embuscade. Son principal adjoint, Assaad Chaftari, échappa par miracle à la mort. Elie accusa aussitôt Amine Gemayel d'avoir voulu le faire assassiner. Le second incident éclata le 1^{er} janvier 1986 : Hobeika fit saisir la revue des Forces libanaises, *Al-Massira*, qui critiquait l'accord tripartite. Samir jugea que le geste valait rupture des derniers liens. De ce jour, les deux hommes cessèrent de se rencontrer et se traitèrent en ennemis mortels. Au sein du commandement des F.L., la situation devenait chaque jour plus incontrôlable. La vieille camaraderie avait laissé place aux menées, complots et intrigues. Tout n'était qu'accusations et soupçons. Samir ne quittait plus son état-major et Elie campait au siège de son service de renseignements, deux bâtiments voisins qu'opposait une lutte sourde. Le compte à rebours avait commencé.

Le 2 janvier 1986, Amine Gemayel se rendit à Damas

à l'invitation de Hafez el-Assad qui lui avait fait parvenir, quelques jours plus tôt, un exemplaire de l'accord tripartite. Le président libanais fut surpris d'entendre dans la bouche du ministre syrien Issam Nayeb, qui usait du langage constitutionnel, ces mêmes propos sur la nécessité d'une « révolution » que Khaddam avait tenus en termes politiques. Du long exposé du ministre, il ressortait que les institutions légales — présidence, gouvernement, Assemblée, armée, Forces de sécurité intérieure, administration — avaient perdu tout pouvoir au profit des milices devenues, de ce fait, représentatives et efficaces sur les plans militaire, sécuritaire et administratif. Il convenait donc de reconnaître que la « légitimité révolutionnaire » avait pris le pas sur la « légalité constitutionnelle ». Gemayel rétorqua qu'il était le garant de la constitution, avait prêté serment de la défendre et ne pouvait donc admettre cette logique. En tout état de cause, il avait besoin de quelque temps pour consulter. Aux yeux de Damas, c'était là une dérobade tactique visant à se donner un répit pour mettre en échec l'accord tripartite. La Syrie riposta donc en envoyant à Hobeika des camions de munitions. L'épreuve de force était engagée : pression syrienne sur Gemayel par Hobeika interposé et riposte du président s'appuyant sur Geagea qui préparait un nouveau soulèvement. L'accord tripartite n'était plus un plan de paix mais un facteur de guerre.

Le 13 janvier, Amine Gemayel reprit la route de Damas pour revoir Assad. Hobeika profita de son absence pour lancer une attaque contre son fief du Metn et s'y heurta à une résistance inattendue. Les choses étaient claires. Damas voulait acculer Gemayel à un choix difficile : l'approbation de l'accord ou la démission. Dans la capitale syrienne, le président tenta d'obtenir un gel de l'accord en proposant que, conformément à la constitution, il soit soumis au Parlement. Mais les deux mâchoires de la tenaille commençaient à se refermer sur lui : l'assaut des partisans de Hobeika dans le Metn et la pression politique à Damas. Tandis

que, par les armes, ses hommes résistaient dans son fief, le président libanais se défendit pied à pied dans des négociations libano-syriennes terriblement difficiles. Au terme d'un dialogue de sourds, Gemayel rentra à Beyrouth sans avoir obtenu de résultat. La porte ainsi refermée, il ne restait plus qu'à en découdre.

Le 14 janvier, Gemayel et Geagea décidèrent de déclencher contre Hobeika, le lendemain à l'aube, une opération militaire. Geagea choisit d'attaquer sur tous les fronts en coordination avec les éléments des Kataëb et de parachever en une seule journée son contrôle de l'Est. A l'heure H, le front de l'Est s'embrasa et des obus se mirent à pleuvoir de toutes parts sur le P.C. de Hobeika et sur toutes ses permanences tandis que Geagea progressait sur la route côtière. Les partisans de Hobeika commencèrent à lâcher pied et les hommes de Geagea et de Gemayel, vainqueurs sur tous les fronts, encerclèrent Hobeika et son groupe, bloqués dans la Quarantaine.

Dans l'après-midi, Samir me téléphona pour me demander d'aller au siège du ministère de la Défense à Yarzé et d'y superviser l'évacuation de Hobeika qui s'était déclaré prêt à se rendre et à quitter le pays. Geagea avait accepté à deux conditions : qu'il donne par écrit sa démission de la présidence du comité exécutif des F.L. et qu'il restitue le contenu de leur caisse nationale. Michel Murr se porta garant de l'exécution des deux exigences, et ce d'autant plus résolument qu'il vivait un drame personnel : son fils, Elias, était parmi les assiégés de la Quarantaine. Je me rendis donc à Yarzé où je fus reçu par le général Aoun, entouré d'un groupe d'officiers et de Michel Murr. Dirigeants politiques et dignitaires religieux, maintenant que Hobeika avait accepté de quitter le pays, faisaient pression pour l'arrêt des combats. Aoun m'informa que Hikmat Chéhabi, chef d'état-major de l'armée syrienne, était intervenu auprès de lui pour qu'il sauve Hobeika. L'armée avait mis au point un plan afin de l'évacuer à dix-huit heures ce même jour, lui et ses compagnons. J'en fis part à

Samir qui donna son agrément et ordonna aussitôt le cessez-le-feu.

En début de soirée, Hobeika apparut au ministère de la Défense, visiblement exténué, abattu et égaré. Il me demanda de faire évacuer du Kesrouan son épouse et son fils. Je me rendis en personne à son domicile et les ramenai à Yarzé où nous devions passer la nuit en attendant l'hélicoptère qui les transporterait tous trois à l'étranger. Que cette dernière nuit fut longue et amère ! Les compagnons d'Elie, ces combattants dont j'avais sur le champ de bataille pu constater la vaillance, étaient allongés à même le sol, à bout de forces. Une cause avait fait d'eux des héros ; une lutte pour le pouvoir les avait transformés en victimes et en otages. Elie, assis seul dans un coin sombre, regardait la mer, ne prêtant aucune attention au douloureux spectacle, tout entier à son rêve brisé. Après un long silence, comme étonné de me trouver là, il se tourna vers moi et me demanda : « Que va faire Damas, maintenant ? » Je lui répondis : « Je l'ignore. Damas a ses calculs et seul les connaît le président Assad. »

Il se replongea dans son attente accablée de l'hélicoptère qui, à l'aube, devait l'emmener à Damas. Certes, Assad connaissait la réponse à sa question ! La Syrie ne lâchera prise que trois ans plus tard, après l'approbation par les députés libanais réunis à Taëf en Arabie Saoudite d'un nouveau pacte national qui reprenait l'essentiel de l'accord tripartite, dont les réformes politiques et les relations privilégiées entre la Syrie et le Liban.

Pour Hafez el-Assad, le règlement libanais sera syrien ou ne sera pas. Le président n'aura de cesse qu'il l'ait fait prévaloir. Très serein, mais tout aussi déterminé, il m'avait confié en 1978 : « Au Liban et au Proche-Orient, la Syrie est à la fois le nœud et la solution du problème. » En toute occasion, il a dit et répété : « La sécurité de la Syrie est liée à celle du Liban » car tous

deux sont « un seul peuple dans deux Etats ». A ses yeux, toute association du Liban avec n'importe quel partenaire, arabe ou non, est parfaitement inacceptable. Ni « arabisation » de la crise, ni « internationalisation ». Bref, pour lui le Liban est, par excellence, un protectorat syrien. Il est le premier glacis de son pays, la Jordanie étant le deuxième et le troisième, politique celui-là, étant constitué par les Palestiniens. C'est le « front unifié » sur lequel, après s'être éloigné, à la suite de la guerre d'octobre, d'une Egypte que Camp David allait couper du monde arabe, il a bâti l'ensemble de sa stratégie. En mars 1975, il a donc signé avec l'O.L.P. un accord prévoyant un « commandement unifié » et fait de même, en juin de la même année, avec la Jordanie. Puis, en 1976, il a envoyé son armée au Liban où elle s'est déployée sur les 80 pour cent du territoire.

Au cours d'une réunion qui eut lieu en 1976, commença à 23 heures et ne s'acheva qu'à 5 heures du matin, le chef de l'Etat syrien me confia : « Les Américains sont mécontents. Ils nous ont mis en garde contre l'envoi de notre armée au Liban, mais j'ai compris qu'ils ne s'y opposeraient pas vraiment. Ce qu'ils veulent, c'est que cela se passe avec leur consentement et que rien ne se déroule en dehors d'eux. Nous n'ignorons rien des dangers. Nous savons que nous nous déplaçons dans un champ de mines, sans garantie aucune. Nous agissons tout de même car l'avenir du Liban, de la Syrie et des Arabes est en jeu. »

Assad n'avait jamais minimisé les périls de son intervention au Liban : risques de s'y user, d'être impliqué dans les difficultés locales ou détourné de ses autres objectifs. Mais il avait vite compris que cette guerre allait provoquer la chute de l'Etat libanais et qu'il serait éventuellement remplacé par un « Etat chrétien », un « Etat palestinien » ou même les deux à la fois. Les trois éventualités lui sont insupportables. Un Etat chrétien serait un autre Israël à sa frontière. Il lui faudrait le réduire, au risque d'entrer en conflit avec l'Etat hébreu. Quant à l'Etat palestinien, il fournirait le

prétexte attendu par Israël pour écraser cette nouvelle nation et le chef de l'Etat syrien devrait choisir entre le danger de la soutenir et la honte de l'abandonner. Le dilemme est clair à ses yeux : perdre la partie politique ou perdre la partie militaire. La pire des éventualités étant que deux Etats, chrétien et palestinien, viennent à voir le jour ensemble et l'exposent à tous les risques cumulés. C'est à partir de cette analyse qu'il préféra envoyer ses troupes au Liban, suivant un plan qui était du moins le sien, plutôt que se mettre à la merci de l'événement. Il se proposait d'éviter la victoire d'un camp sur l'autre et, par conséquent, l'éclatement du pays. En juillet 1976, recevant une délégation élargie des partis chrétiens, il déclara en ma présence : « L'unité du Liban est une constante qui ne supporte pas d'être remise en cause. Nous nous y accrocherons, quel qu'en puisse être le prix. Nous n'ignorons rien des dissensions et des complots et, si nous n'y mettons pas un terme, leur effet atteindra bientôt la Syrie. »

Assad ne peut envisager à aucun moment un Liban neutre, une sorte de Suisse, de principauté de Monaco ou de Hong Kong. Encore moins, cela va sans dire, un protectorat israélien sur un pays qui est, à ses yeux, partie intégrante de la sécurité de la Syrie. Au Liban, il s'est successivement allié ou opposé à tout le monde. Entrée en 1976, à la demande des chrétiens, son armée s'est maintenue sur place à la requête des musulmans. Aujourd'hui encore, ceux qui l'ont appelée réclament son départ et ceux qui l'ont refusée exigent son maintien. De même, elle a pénétré dans le pays avec un feu vert des Etats-Unis et contre le gré de l'U.R.S.S. Or, en 1982, elle a joui de l'appui soviétique quand les Américains voulaient qu'elle se retire. De tout cela, Assad tire la conclusion qu'il est dans le vrai et que les autres se trompent.

Le chef de l'Etat syrien prononce rarement les mots « chrétien » ou « musulman ». S'il le fait, il s'en excuse avec une sorte de confusion. Il ne parle jamais d'« alaouites » ou de « sunnites » et est irrité qu'on le fasse. Il

n'en ignore pas pour autant le profond enracinement des réalités confessionnelles. Mais, tentant de réconcilier les chrétiens avec l'arabisme, il ne cache pas son amertume et sa déception devant le comportement d'un Pierre Gemayel ou d'un Camille Chamoun, hommes qu'il aida, pour éviter qu'ils collaborent avec Israël, dans toutes leurs luttes, contre les musulmans, les Palestiniens, la gauche libanaise, l'U.R.S.S., l'Occident. Il alla si loin dans ce sens que les cheikhs, dans les mosquées, finirent par lancer à son adresse : « Nous t'avons admis comme alaouite en Syrie, mais nous ne t'admettons pas comme maronite au Liban ! » Il ne parvient pas à comprendre que les maronites libanais aient maintenu, en dépit de sa main tendue, leurs relations avec Israël. Pour lui, il est grand temps qu'ils s'avisent que ni l'Etat hébreu ni l'Occident ne se soucient de leur sort et que seule la Syrie est, en leur qualité d'Arabes, en mesure de les protéger.

Dans la réunion élargie tenue à l'occasion de l'accord tripartite que j'ai évoquée plus haut, il exposa ses thèses avec éloquence à propos de son propre rejet d'un « Etat de Lattaquié », en tant que « fils de Lattaquié », et se garda bien de dire « alaouite ». Tout se passait comme s'il tentait de faire comprendre aux chrétiens, et en particulier aux maronites, qu'il était de leur intérêt de refuser toute partition, tout « Etat chrétien », tout « Petit Liban » et qu'ils devaient, comme lui jadis, s'accrocher à l'unité territoriale de leur pays en dépit de toutes les difficultés et au prix de tous les sacrifices. Au cours de cette même réunion, il assura œuvrer, en tant que baassiste et Syrien, pour l'unité arabe globale ou toute autre unité, sans jamais parler de la « Grande Syrie », rêve de tout Syrien. Il tint à rassurer ses visiteurs : l'armée syrienne ne se trouvait pas au Liban pour faire l'union entre les deux pays mais pour garantir l'unité du Liban. L'union était prématurée, la majorité des Libanais n'y croyant guère, et il n'était pas question de leur donner l'impression d'une défaite. « J'ai été, dit-il, le premier président syrien à reconnaître l'indé-

pendance du Liban, sa souveraineté, ses frontières internationales, à trancher un différend historique qui remontait à 1920 en signant avec Sleiman Frangié, en février 1976, le document constitutionnel qui contenait cette reconnaissance. »

C'est vrai, mais le différend existe toujours, du moins dans les esprits. Tout Syrien rêve de la « Grande Syrie » et certains Libanais continuent à rêver d'un « Petit Liban ». Assad est persuadé que l'impérialisme occidental a fragmenté l'antique « pays damascène » en trois Etats arabes : la Syrie, le Liban et la Jordanie. Ces trois pays constituant, on l'a vu, son espace vital, il juge légitime de se comporter à leur égard comme, au temps de la guerre froide, Moscou envers son glacis européen. Ils devraient former, à ses yeux, un « bloc politique » gravitant dans l'orbite syrienne et un « front militaire » face à Israël. Il voit dans cet ensemble le noyau d'un « système de sécurité arabe » : à ses yeux, ce qui vaut pour la Syrie vaut pour la nation arabe tout entière. C'est bien pourquoi la « décision palestinienne indépendante » chère à Yasser Arafat lui semble une hérésie politique. Les Palestiniens, de son point de vue, sont incapables de soutenir seuls leur cause qui est celle de tous les Arabes et, d'abord, celle de Damas. Car la lutte armée palestinienne est incapable, selon lui, de récupérer la Palestine, mission qui incombe aux armées régulières arabes. Enfin, il n'admet pas que le roi Hussein prenne, sans consulter la Syrie, quelque initiative que ce soit sur le Moyen-Orient. Au Liban, il garde les formes et, sans fermer la porte à des initiatives arabes, il les laisse à plaisir se briser sur les complexités et dissensions locales. Si, toutefois, une démarche arabe semble en passe de réussir, il multiplie les embûches sous ses pas comme il le fit en 1989 pour l'amener à se rallier à ses conditions.

Le chef de l'Etat syrien sait, par ailleurs, que, du fait de l'éloignement, il n'existe entre le Maghreb et le Liban que peu de liens politiques. Lorsque, de temps à autre, la Libye ou l'Algérie, par exemple, entreprennent une

action quelconque, c'est par le biais de la Syrie. Assad observe attentivement le comportement de l'Arabie Saoudite. Il voit en elle l'expression arabe de la politique américaine, sans pour autant faire la fine bouche devant les aides financières du royaume qui ne pèsent en rien sur ses choix politiques. Le retour en scène de l'Egypte, absente depuis plus de dix ans du concert arabe, ne l'alarme guère car il sait Hosni Moubarak plus soucieux d'un accord avec la Syrie que d'un rôle au Liban. Le plus pénible pour lui est de voir ses deux ennemis jurés, Saddam Hussein et Yasser Arafat, s'immiscer dans les affaires libanaises. Aussitôt il leur fait face et les combat féroce ment par tous les moyens. Il ne dissimula pas son inquiétude quand les Palestiniens se rapprochèrent des chrétiens, en 1986, puis quand, deux ans plus tard, l'Irak réarma l'armée et les Forces libanaises.

Tiède à l'égard des initiatives arabes au Liban, le président Assad se déchaîne contre celles des non arabes et, au premier chef, d'Israël, l'ennemi stratégique face auquel son intransigeance est totale. Il n'accepte pas de négocier directement avec lui et n'admet pas qu'une partie libanaise le fasse. J'ai raconté la façon dont il avait traité l'accord du 17 mai, refusant tout compromis et en exigeant l'abrogation pure et simple. Il a réussi, en avivant les discordes au sein de l'O.L.P., à faire échouer le rapprochement jordano-palestinien qui devait prélu der à des négociations avec Israël. Car aussi longtemps que l'Etat hébreu ne lui aura pas rendu le Golan, occupé depuis 1967, et ne le traitera pas en interlocuteur privilégié, il s'opposera à toute ébauche de normalisation.

Pour lui, la France est l'adversaire historique de la Syrie au Liban. C'est elle, en effet, qui le lui a arraché pour créer, en 1920, le « Grand Liban ». C'est elle qui a morcelé la Syrie en mini-Etats pour tenter de faire naître trois « petites Syries ». De la France, dont il suit la politique avec attention, il accueille favorablement les initiatives proche-orientales, mais refuse toute intervention dans la crise libanaise. L'Union soviétique est, en

revanche, perçue par lui comme une amie et une alliée qu'il souhaite associer aux efforts pour régler le conflit israélo-arabe par le biais d'une conférence internationale. En échange de ce bon procédé, il demande à Moscou de soutenir sa politique au Liban. L'U.R.S.S., craignant de le mécontenter, est rarement intervenue dans la crise, d'autant qu'en 1976, c'est contre son avis qu'Assad avait lancé son offensive, battu politiquement et militairement Kamal Joumlatt, allié libanais des Russes, et expulsé leur protégé palestinien Yasser Arafat du Liban en dépit des protestations soviétiques.

Face aux Américains, Hafez el-Assad donne toute la mesure de son talent. Ses rapports avec eux sont une longue succession de manœuvres, de feintes et de ruses. En 1974, le président Nixon, en visite à Damas, lui avait promis de travailler à l'application des résolutions du Conseil de sécurité demandant le retrait d'Israël des territoires arabes, dont le Golan, en échange de la paix. Mais Kissinger avait réussi à enfoncer un coin entre Le Caire et Damas et, quelques années plus tard, Tel-Aviv avait annexé le Golan. En 1977, le président Carter, dans une rencontre à Genève, s'était engagé à n'entreprendre aucune démarche de paix sans Damas. L'année suivante, il n'en avait pas moins parrainé l'accord de Camp David entre Israël et l'Egypte en passant outre à la vive opposition syrienne. Lorsqu'en 1990 le président Assad rencontra George Bush, cette fois encore à Genève, celui-ci lui proposa une étroite coopération et lui promit pour la Syrie une place de choix dans tout règlement proche-oriental. Cette place, elle l'attend toujours après la guerre du Golfe. Tout l'avenir de la politique américaine dans la région dépend de l'exécution de cette promesse.

Assad n'est, en fait, ni un allié ni un adversaire de Washington. Il garde ses distances. Son opposition aux Etats-Unis ne va jamais jusqu'à la confrontation, de même que son entente avec eux ne va jamais jusqu'à l'alliance. A aucun moment il ne leur fournit de prétexte

pour une action militaire contre lui comme le firent Kadhafi et Saddam Hussein. Il ne les suit pas aveuglément, prenant leur sillage comme le fit Sadate. Il nourrit contre l'Amérique un grief capital : elle est totalement et sans réserve aux côtés d'Israël. Il qualifie volontiers ses contacts avec elle de « dialogue de sourds » et m'a confié un jour : « Je comprendrais, certes à contrecœur, que l'Amérique aide l'Etat hébreu. Mais un soutien aussi aveugle ! C'est impensable ! » Dans ses relations avec les Etats-Unis, il a toujours magistralement manœuvré et cela avec tous les dirigeants successifs, du tandem Nixon-Kissinger à l'équipe Bush-Baker. Il a su s'en rapprocher ou s'en éloigner, selon l'occasion, en gardant sa liberté d'action et en alimentant chez les Américains curiosité et perplexité à son égard. Radicalisant puis assouplissant sa position, modifiant le jeu à son gré, il maintient autour de lui une zone d'ombre difficile à percer. Au point que ses partenaires ont souvent justifié leur peu d'empressement à faire pression sur Damas par l'ambiguïté d'Assad, avec des commentaires du genre : « Du moment que la Syrie n'a pas encore choisi entre l'Est et l'Ouest, il nous faut la ménager. » Ménager l'Amérique n'est certes pas la première préoccupation de Hafez el-Assad. Il lui donne le tournis, sortant de temps à autre de sa manche quelque « fou » qu'il lui offre de ramener à la raison. Au début des années soixante-dix, ce fut Yasser Arafat : à tout prendre, les Etats-Unis et Israël préférèrent Damas. Quand Arafat, échec et mat, dut quitter le Liban en 1983, le « fou » de service fut le Hezbollah. Washington, dans l'espoir de contrôler le terrorisme des intégristes, se rapprocha de Damas et tenta d'obtenir sa médiation pour faire libérer les otages occidentaux. En 1989, le rôle du « fou » incombait à Michel Aoun et à Saddam Hussein, qui tous deux s'étaient rebellés contre les directives de Washington. Bref, à ce jeu, Assad assure la surveillance des internés et l'Amérique paie les frais d'asile !

Les Américains sont déconcertés par ces alternances de chaud et de froid. Rappelons-en quelques-unes.

Rapprochement engagé par Kissinger en 1973, visite de Nixon en 1974, conflit avec Kissinger en 1975, rencontre avec Carter en 1977 avant que l'Américain ne passe accord en 1978 avec son ennemi Menahem Begin et son adversaire Sadate. Divorce avec Reagan qui préfère traiter directement avec Moscou du dossier proche-oriental et, au début de son premier mandat, travaille au départ de l'armée syrienne du Liban. Lune de miel à la fin du second mandat avec George Shultz et Richard Murphy. Revirement, enfin, de la part de George Bush qui l'ignore tout au long de 1989 puis le courtise et le rencontre l'année suivante, 1990.

Les Etats-Unis tentent, en fin de compte, de faire croire aux Syriens que le Liban est important à leurs yeux, qu'il n'est nullement abandonné et que sa place est marquée dans tout règlement régional. Ils veulent, en fait, faire monter les enchères dans leur opération de vente du Liban à la Syrie. Assad n'est pas dupe ; c'est au moindre prix qu'il entend acheter. Il sait profiter de l'occasion, choisir le moment propice, abattre son jeu au moment où l'Américain fait une faute et s'enlise dans les sables mouvants. Alors, il le force dans ses retranchements, n'hésitant pas devant le chantage. Doté par la nature du don de patience, il étudie avec soin toutes les données, convaincu que rien n'est définitif et que tout vient à point à qui sait attendre. Il pratique à l'égard de Washington la politique de la porte entrouverte. Ainsi, après la guerre d'octobre 1973, il céda aux instances de Kissinger et signa avec Israël le premier accord de désengagement, mais refusa de parapher le second l'année suivante. Il approuva le principe de la conférence de paix de Genève, la réclama, s'associa aux préparatifs puis, en dernière minute, ne s'y fit pas représenter. En 1980, il signa un traité d'amitié et de coopération avec Moscou et fit appel à des milliers d'experts soviétiques tout en ne portant nul préjudice aux intérêts stratégiques américains dans la région et en se gardant de rompre avec les alliés arabes de Washington comme l'Arabie Saoudite. Adversaire résolu de

l'accord de Camp David de 1978, il prit la tête d'un « Front du refus » durant près de dix ans pour isoler l'Égypte au sein du monde arabe puis, quand monta le péril irakien, il n'hésita pas à renouer avec elle, à s'allier avec Moubarak et à approuver le retour du siège de la Ligue arabe au Caire. De même, il se déchaîna contre la politique américaine lors de l'invasion du Liban, en 1982, quand les Israéliens parvinrent jusque dans la Békaa, à moins de vingt kilomètres de ses frontières, et se montra sans pitié dans sa façon de chasser les marines de Beyrouth, mais ne refusa pas de négocier, en 1987, avec Richard Murphy, April Glaspie et George Shultz en personne. En 1989, il patienta près de vingt mois avant d'abattre Michel Aoun, attendant que la crise du Golfe et l'envoi d'unités syriennes en Arabie Saoudite aux côtés de l'armée américaine lui assurent le feu vert des États-Unis. Au plus fort de la guerre du Golfe, alors même que les Américains lui étaient favorables et que ses soldats étaient les compagnons d'armes des G.I.'s dans le désert, il ne manqua pas une occasion de s'en prendre à la politique américaine au Proche-Orient et à l'aide fournie à Israël. Enfin, depuis la guerre du Golfe il devient, aux yeux des Américains, « l'homme indispensable du Moyen-Orient ».

Cette habileté, cette constance de Hafez el-Assad tranchent si nettement sur les divisions et contradictions libanaises que les Américains, en définitive, ont tendance à laisser un homme de cette trempe se charger de régler le problème. Toutes les administrations successives de Washington ont préféré des rapports difficiles avec la Syrie à des relations harmonieusement vaines avec des Libanais incapables de s'entendre entre eux. Abdel Halim Khaddam se plaît d'ailleurs à répéter qu'il n'y a pas place pour un accord interlibanais et qu'un règlement au Liban ne peut passer que par une entente syro-américaine. Elle s'était manifestée entre Assad et Murphy dans l'affaire de l'élection présidentielle de 1988 et Assad et Baker dans la chute du général Aoun en 1990. Ces précédents pourraient annoncer une entente

plus large. Des signes avant-coureurs en sont apparus lors de la rencontre Bush-Assad à Genève en novembre 1990. Depuis, Damas est devenu le « passage obligé » de la politique américaine en Moyen-Orient.

Au Liban même, le président syrien a su utiliser et contrer tous et chacun pour y mener le jeu à sa guise. Toutes les solutions politiques et militaires y ont été mises à l'épreuve, toutes les forces arabes régionales ou étrangères y ont été appelées à l'aide, d'Israël à l'Europe, des Etats arabes, pris isolément ou en groupe, à la France ou l'Amérique. Tout le monde y est intervenu, du Vatican aux Nations unies. Et tout le monde a dû y battre en retraite, tantôt sur un constat d'impuissance, tantôt par absence d'intérêt, excès d'implication ou toutes ces raisons à la fois. Les soldats égyptiens, soudanais, libyens, saoudiens et yéménites qui ont participé aux Forces arabes de paix ou de dissuasion se sont retirés tout comme les soldats américains, français, britanniques et italiens de la Force multinationale. Les Israéliens eux-mêmes se sont retranchés au-delà de la « ceinture de sécurité ». Seuls les Syriens, présents dans le pays depuis seize ans, y sont encore solidement installés, perdant parfois une position de-ci de-là, mais œuvrant inlassablement à la reprendre, revenant dans les régions islamiques en 1987, dans la plupart des régions chrétiennes en 1990, tandis qu'ils n'ont jamais bougé d'un pouce dans la Békaa et au Liban-Nord qu'ils contrôlent parfaitement. Ayant fait du Liban la pierre angulaire de sa politique étrangère, le président Assad travaille à y établir un protectorat avec l'assentiment des Arabes et de la communauté internationale. Il semble même avoir lié son avenir et celui de son pays au destin libanais, se comportant comme si le maître de Beyrouth avait vocation au leadership du monde arabe, comme si l'homme capable de régler cette crise-là était habilité à régler celle du Proche-Orient tout entier. J'ai parfois l'impression qu'il consacre au Liban plus de temps qu'à la Syrie, à croire que ce pays a été créé à son intention et à sa mesure. Ni trop petit pour

que le monde s'en désintéresse, ni trop grand pour qu'Assad ne puisse le contrôler. Dans le jeu interne libanais, il lui faut simplement ne laisser personne l'emporter afin d'être médiateur et arbitre ; user des dissensions et zizanies pour se poser en protecteur et régent. C'est là que triomphe sa patience à toute épreuve. Les Libanais sont las de leur problème qui a lassé le monde. Pas lui. Il s'est saisi du dossier, en connaît les cotes les plus infimes. On le dit marié à la Syrie. Serait-il amoureux du Liban ?

Pourtant cette inlassable patience n'a pas encore permis au président Assad de parvenir à ses fins. Il semblait parachever son emprise sur l'O.L.P. et s'emparer enfin de la carte palestinienne quand il chassa Yasser Arafat du Liban en 1983 puis vint à bout, en 1987, des camps palestiniens de Beyrouth. Mais très vite la question palestinienne, se transportant hors du Liban, lui échappa et l'intifada se déroule dans les territoires occupés par Israël où Assad est sans grande influence. S'il a, géographiquement du moins, pris le contrôle des Palestiniens, cela n'est pas vrai sur le plan politique. La guerre du Golfe a montré qu'en prêtant l'oreille aux sirènes irakiennes, le roi Hussein et Arafat ne penchaient guère vers Assad. Au bout du compte, en seize années, le chef de l'Etat syrien n'a pas réussi à s'allier la Jordanie et les Palestiniens ni à imposer une solution définitive de la crise libanaise, s'approchant sans cesse du but, telle la flèche de Zénon, sans jamais l'atteindre. Ni l'armée syrienne ni l'armée libanaise assistée par elle n'ont pu imposer complètement la loi et l'ordre dans le pays. La zone frontalière du sud demeure un protectorat israélien. Une partie des régions chrétiennes restent hors de l'emprise directe de Damas. N'ayant pu gagner tous les Libanais, encore moins tous les chrétiens, la Syrie a remplacé la persuasion par la dissuasion, mais la crise n'en demeure pas moins en suspens, sans règlement final, toujours aussi riche en impondérables. Et l'on se pose une question qui vaut réponse : la Syrie des successeurs, moins prestigieuse, moins entreprenante

que celle de Hafez el-Assad, pourra-t-elle conserver ces acquis libanais et arabes qui ont exigé tant d'efforts, d'habileté et de peine ?

IV

LES TRIANGLES VICIEUX

A la fin de 1968, je subis l'un de ces chocs qui éprouvent terriblement le sentiment national. Prenant prétexte d'une attaque de fedayin contre un avion d'El Al à Athènes, Israël lança ses commandos contre l'aéroport international de Beyrouth et détruisit treize appareils de la compagnie Middle East Airlines. Rien ne justifiait cette « riposte ». J'y vis un appel non déguisé à l'affrontement entre Libanais et Palestiniens, c'est-à-dire, au bout du compte, entre chrétiens et musulmans. Il ne s'agissait pas d'une agression, mais bel et bien d'un brandon de discorde. Le général de Gaulle, du haut de toute sa stature historique, condamna l'Etat hébreu et fit cesser toutes livraisons de pièces de rechange pour ses avions de combat de fabrication française. Ce jour-là je pris part à une manifestation monstre d'étudiants qui protestaient contre l'attaque et je la condamnai en tant que président de la section estudiantine du parti Kataëb. Toutefois, celui-ci fit distribuer un communiqué pour me désavouer. C'est à cette date que remontent mes démêlés avec le parti et mes rapports avec l'O.L.P.

A la tête d'une délégation d'étudiants kataëb, je me rendis, en avril 1969, dans la région d'al-Aghouar, en Jordanie, où je rencontrai pour la première fois Yasser Arafat. « Nous venons à vous, lui dis-je, parce qu'en tant que nouvelle génération libanaise nous sommes concernés par la question palestinienne. La révolution

nous attire et nous sommes en quête d'une cause. Notre système politique est pourri et nous avons soif d'une révolution libanaise. » Arafat, interloqué, ne pipa mot. Puis il se borna à nous dire : « Pour moi, Jérusalem est la capitale et le Liban le modèle. » A cette époque, nous étions obnubilés par la résistance vietnamienne, la récente victoire du F.L.N. algérien et la poussée du Fateh. Cette même année vit deux événements de taille : le début de l'implantation palestinienne dans le sud du Liban qu'on devait surnommer par la suite le « Fatehland » et les premiers affrontements entre l'O.L.P. et l'armée jordanienne. Le problème de la liberté d'action des fedayin à partir de leur pays divisait les Libanais. Les partisans se recrutaient surtout chez les musulmans et dans les rangs de la gauche, les adversaires principalement parmi les chrétiens. Le volcan du sud commençait à gronder. Le conflit d'opinions prit la forme d'une crise et opposa le président de la République, Charles Hélou, au chef du gouvernement, Rachid Karamé. Manifestations et contre-manifestations se succédèrent tandis que l'Union nationale des étudiants universitaires du Liban se scindait en deux organisations. Cette rupture au sein d'un organisme jusque-là très uni préfigurait ce que le pays tout entier allait connaître.

Pour prévenir la guerre au Liban, le président égyptien, Gamal Abdel Nasser, intervint alors et patronna l'« accord du Caire », conclu le 3 novembre 1969 par le général Emile Boustany, commandant en chef de l'armée, et Yasser Arafat, en présence des ministres égyptiens des Affaires étrangères et de la Guerre, Mahmoud Riad et Mohamed Faouzi. Cet accord était la première reconnaissance officielle, sous forme écrite, consentie par un gouvernement arabe, du droit de la centrale palestinienne à étendre son autorité sur les camps palestiniens et à les armer, du droit des Palestiniens à user de ces armes et à jouir de « facilités de passage » de l'Etat hôte pour mener la lutte contre Israël à partir des frontières libanaises, mais dans le « respect

de la souveraineté et de la sécurité du Liban », de la « non-intervention dans ses affaires intérieures ». Il était entendu que cette action se déroulerait en coordination avec les autorités civiles et militaires libanaises et qu'elles « continueraient d'exercer leur autorité et d'assumer leurs responsabilités pleines et entières sur toute l'étendue du territoire et dans toutes les circonstances ».

Fondamentalement, Nasser cherchait un compromis entre la lutte armée palestinienne et la souveraineté du Liban. L'accord reposait sur le principe de la coexistence entre la logique de l'Etat et celle de la Révolution, tout comme le pacte national non écrit l'est sur la coexistence entre chrétiens et musulmans. Dans les deux cas, l'application requiert équité, modération et confiance mutuelle, qualités rares dans le monde arabe. La scène politique fut fortement ébranlée par ce texte. Parmi les Libanais, divisés, certains le défendirent avec acharnement, tels les gauchistes et les jeunes qui allèrent jusqu'à rejoindre les rangs de la Résistance palestinienne. D'autres, politiciens traditionnels, soldats et officiers de l'armée, se montrèrent plus circonspects. Les chrétiens, enfin, furent dans leur ensemble hostiles à l'accord ; les uns résolument et sans préjudice des résultats, les autres l'acceptant sous réserve mais craignant le pire en tout état de cause. Raymond Eddé, politicien chevronné et chef du parti du Bloc national, s'en fit l'adversaire farouche. Pierre Gemayel se crut, en revanche, tenu de l'approuver. Au cours d'une réunion du bureau politique, il nous déclara : « Je ne veux pas de cet accord, je veux simplement retarder la guerre. » Charles Hélou ne disait pas autre chose avec son : « Je cherche à gagner du temps, dans l'espoir que les données régionales changeront. J'ai une garantie et elle s'appelle Nasser. » Mais la garantie disparut et les données régionales ne cessèrent de se compliquer. Les combats s'engagèrent entre l'armée jordanienne et les Palestiniens, contraignant Arafat à quitter la Jordanie et à passer au Liban. Les organisations armées palestiniennes écrasées par le roi Hussein le suivirent, avec leurs ambitions, leurs décep-

tions, leur poids. Elles entendaient bien retrouver ce qu'elles avaient perdu en Jordanie. Le Liban, pour les uns, prenait le relais de la Jordanie. Pour d'autres, il était plus encore : un substitut à la patrie perdue.

Après 1970, mes craintes grandirent pour deux raisons : la première était que l'Etat libanais, et surtout les leaders chrétiens, se désintéressaient des bouleversements et de l'ébullition que connaissaient les Palestiniens et la seconde que le problème me semblait n'avoir été réglé en Jordanie que pour mieux resurgir chez nous. Je ne partageais pas l'euphorie qu'inspiraient à certains la victoire de l'armée jordanienne et la débâcle des Palestiniens. D'un point de vue arabe, l'affrontement était de trop. D'un point de vue libanais, une telle concentration palestinienne dans un pays politiquement aussi fragile et inapte à contrôler son territoire et sa frontière avec Israël me paraissait malvenue. Or cette présence se renforça en 1970, année de l'élection à la tête de l'Etat de Sleiman Frangié, président « fort » qui avait pris pour devise : « Ma patrie a toujours raison. » La situation était un peu plus tranquille dans la capitale mais le Sud demeurait en effervescence, tant à cause des Israéliens dont les agressions ne faisaient pas de différence entre Palestiniens et Libanais, qu'en raison des accrochages entre les premiers et l'armée libanaise. Beaucoup, certes, jugeaient l'accord du Caire acceptable pour tous, mais l'exaspération montait et le clivage entre partisans et adversaires se faisait sur des critères de plus en plus confessionnels et non sur la base du seul intérêt national. Dans leur ensemble, partis de gauche et leaders musulmans s'emparèrent de la carte palestinienne pour exiger, en la brandissant, des avantages politiques ou la réforme du système qu'ils menaçaient même de subvertir. A l'opposé, pour les partis conservateurs et les dirigeants chrétiens, la lutte armée des Palestiniens et les abus qui en résultaient étaient autant d'attentats à la souveraineté et à la sécurité du Liban et modifiaient le rapport des forces en faveur des musulmans et de la gauche. En fin de compte, un grand débat

se trouvait ramené par ces calculs à des mesquineries politiciennes. Le piège était déjà bel et bien tendu.

L'événement qui se produisit le 10 avril 1973 était d'une telle gravité qu'il allait laisser des séquelles majeures. Ce jour-là, un commando israélien s'infiltra rue de Verdun, au cœur de Beyrouth, et assassina trois des principaux responsables palestiniens, Kamal Nasser, Kamal Adouane et Abou Youssef Najjar. Le jour même, le Premier ministre, Saëb Salam, présenta sa démission après avoir vainement réclamé au président Frangié le limogeage du commandant en chef de l'armée, le général Iskandar Ghanem, qu'il accusait de n'avoir ni riposté au raid ni su assurer la protection des camps palestiniens. Dans un climat de colère préludant à la guerre civile, le pays se partageait entre défenseurs de l'armée et de son chef et adversaires de l'institution militaire, contestant sa composition et son rôle et l'accusant de faillir à son devoir.

Pour réduire la tension, je suggérai à Pierre Gemayel un geste symbolique : assister aux obsèques, place de l'Etoile, à Beyrouth, des trois chefs palestiniens, en dépit des risques que cela pouvait comporter. Le courage du chef des Kataëb et sa volonté d'aider à l'apaisement des esprits le poussèrent à accepter, en dépit de l'opposition des responsables de sa sécurité et des militaires au sein du parti. Je communiquai cette décision à Arafat qui l'accueillit avec faveur et s'engagea à ne rien épargner pour assurer la protection de cheikh Pierre. Le 12 avril, date de la cérémonie, fut une journée exceptionnelle dans l'histoire de Beyrouth. Le chagrin d'une masse de près de 250 000 personnes donna lieu à des débordements de colère qui frisèrent l'hystérie incontrôlable. William Haoui, chef de la milice kataëb, et la plupart des membres du bureau politique insistèrent jusqu'à la dernière minute pour que Gemayel renonce à son projet. Il s'obstina et se rendit, protégé par une

escorte armée, place de l'Etoile où il arriva en même temps que Kamal Joumblatt. La foule se mit à scander les noms des deux hommes dans un climat d'union. Ensemble, ils pénétrèrent dans la mosquée, offrant l'image d'un Liban qui s'acharnait à exorciser le démon de son destin et le spectre de sa guerre. Tandis que Pierre Gemayel présentait ses condoléances, Ali Hassan Salameh, dit Abou Hassan, s'approcha de moi et me chuchota : « Il serait préférable pour tout le monde que vous n'alliez pas au cimetière. Quittez plutôt la mosquée par la porte de derrière. » Il appréhendait visiblement un acte isolé contre Pierre Gemayel qui mettrait le feu aux poudres. Nous abandonnâmes donc nos voitures devant l'entrée principale et sortîmes par la porte indiquée qui donnait sur une rue adjacente. Un taxi vint à passer. Lorsque le conducteur, après nous avoir chargés, reconnut ses passagers et les vit sans escorte, il n'eut qu'une hâte : nous déposer au plus vite à destination, à la Maison des Kataëb.

Le geste de Pierre Gemayel calma quelque peu les esprits et l'atmosphère se détendit encore davantage quand, le 17 avril, le président Sleiman Frangié rencontra Yasser Arafat. Ce dernier manifesta son désir de faire visite, pour le remercier, au chef des Kataëb. Il se rendit donc à son domicile d'Achrafieh, le 23 avril, en compagnie d'Abou Ayad, de Hani el-Hassan et d'Ahmed el-Azhari. Pierre Gemayel était entouré de Joseph Chader, vice-président du parti, Joseph Saadé, secrétaire général, Louis Aboucharaf, député du Kesrouan, Bachir Gemayel et moi-même. Pierre Gemayel déplora tout d'abord le triple assassinat, puis il dit : « Je rentre des Etats-Unis et j'ai constaté que, dans cette grande démocratie, deux cents millions d'Américains ne voient la question palestinienne qu'à travers le prisme déformant de la propagande sioniste. Vous n'êtes plus maîtres de votre cause. Elle est devenue l'objet de la lutte entre la gauche internationale incarnée par l'U.R.S.S. et la droite que représentent les Etats-Unis. » Il ajouta sur un ton navré qu'il ne fallait pas laisser la

cause s'embourber dans cette lutte idéologique, la Palestine étant « une idéologie en soi ».

Arafat répondit en convenant de l'importance des problèmes d'information et remarqua : « Notre cause est plus complexe que ce conflit droite-gauche. La première raison tient à la position stratégique du Proche-Orient dans la lutte des deux géants et la seconde au pétrole arabe et à son rôle dans l'économie mondiale. Il n'est pas possible de dissocier la bataille pour la Palestine des deux conflits en cours dans le monde et dans la région. » Joseph Chader posa une question plus précise : « Quand donc disposerez-vous d'un millier de kamikazes face à Israël ? » Abou Ayad répondit sur un ton emphatique : « La plus grande opération suicide qui soit, c'est la révolte de notre peuple. Dix-huit années durant, nous avons enduré sans réagir et compté sur les Etats arabes jusqu'à la guerre de 1967. Puis nous avons compris que notre salut était entre nos mains, que seuls les esclaves ne résistent pas, et nous avons décidé d'être libres. Nous avons pris les armes pour récupérer notre terre et notre dignité. Nous sommes tous décidés à mourir. Nous sommes tous des kamikazes. » Arafat prit le relais : « Nous sommes pourchassés, traqués, on nous impose un black-out en matière d'information. Personne ne parle de nos dix-sept mille détenus dans les prisons israéliennes. Et pourtant, Tel-Aviv a reconnu deux cents opérations militaires menées par nous en 1972, plus d'une tous les deux jours. Nous voudrions passer à une par jour en 1973. Mais l'action politique est encore plus importante. Pour le Vietcong, une manifestation aux Etats-Unis mêmes était plus importante qu'une grande bataille au Vietnam. Ce qui s'est passé en Palestine, après le raid de la rue de Verdun, est de bon augure. Huit mille personnes ont fait huit kilomètres à pied, les Israéliens ayant interdit les voitures, pour aller présenter leurs condoléances à la mère de Kamal Nasser. C'est le début d'une intifada. Le peuple palestinien se reconnaît dans notre révolution. »

Cette intifada qui allait voir le jour quinze ans plus

tard, Arafat en rêvait déjà. Ce mot de « soulèvement » était venu tout naturellement sur ses lèvres, comme s'il y voyait la voie inéluctable qui conduirait un jour au règlement politique du problème. On constatait, à l'écouter, qu'il en saisissait parfaitement les enjeux internationaux et régionaux.

Il en allait tout autrement au Liban. Ni les gestes symboliques comme celui que venait de faire Pierre Gemayel, ni les rencontres politiques comme celle de Frangié et d'Arafat ne suffisaient à empêcher la fracture de s'élargir et la situation de se détériorer. Le président de la République souhaitait qu'un amendement à l'accord du Caire vînt calquer la situation des Palestiniens dans le pays sur celle qui était la leur dans le reste du monde arabe. Cela eût permis de rétablir l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national et sur les camps de Beyrouth et de sa banlieue, où s'accumulaient les armes lourdes, ainsi que sur le Sud où la présence palestinienne, s'étendant à toutes les agglomérations, offrait à Israël l'occasion de pratiquer des destructions sans cesse plus graves. De son côté, la Résistance palestinienne proclamait son attachement à l'accord qui légalisait son implantation militaire, mais en violait constamment et ouvertement les clauses. Elle édifiait un Etat dans l'Etat, dont le poids était loin d'être négligeable, à tel point que, parmi les chrétiens, des voix s'élevaient élevées pour réclamer le désarmement des Palestiniens et leur répartition dans les autres pays arabes au prorata de l'importance de chacun. Toujours plus agressif, Israël s'appliquait à semer la discorde entre les organisations palestiniennes et, d'une part, l'armée libanaise au Sud, de l'autre les Kataëb à Dékouaneh et Tall-Zaatar près de la capitale.

Le 2 mai 1973, de violents combats mirent aux prises Palestiniens et soldats libanais dans toutes ces régions. Le 7 mai, le gouvernement proclamait l'état d'urgence sur tout le territoire national. La Syrie riposta en fermant sa frontière avec le Liban. Menée par l'Egypte, une médiation arabe déboucha sur la constitution d'une

commission mixte entre les deux parties au conflit. Celui-ci cessa et l'état d'urgence fut levé le 23. Pour la première fois de son mandat, Sleiman Frangié s'était incliné sous une pression militaire et était revenu sur une décision. Ce jour-là, je me rendis dans le quartier de Fak'hani où résidait Arafat. Il me surprit beaucoup en me demandant de faire un déplacement dans ma voiture, accompagné seulement de son secrétaire Ahmed el-Azhari et sans escorte. Il voulait aller voir Pierre Gemayel. En uniforme, coiffé de sa casquette militaire, il s'aventurait pour la première fois, sans gardes du corps, dans la partie chrétienne de Beyrouth. Il était parfaitement serein, ce qui n'était pas mon cas !

A notre arrivée à Achrafieh, Arafat insista pour que nous fassions un tour dans quelques rues intérieures. J'aurais préféré couper au plus court. Il attira mon attention sur un graffiti mural : « Non à la Syrie. » « Des inscriptions, ça ne sert à rien. La mobilisation psychologique est plus dangereuse que la mobilisation militaire. Prenez garde, Karim, vous risquez de perdre le contrôle de la situation ! » Devant le domicile de cheikh Pierre, les gardes reconnurent ma voiture et furent éberlués d'en voir sortir le chef de la Résistance palestinienne en treillis et pistolet à la ceinture, s'apprêtant à pénétrer dans cet équipage chez le chef des Kataëb. La distance entre les lieux n'est rien quand on a décidé de franchir enfin celle qui sépare les hommes ! Pierre Gemayel accueillit son hôte entouré de ses fils Amine et Bachir. L'entretien commença sur des accents lyriques. « Nous sommes les hommes d'une cause, dit Arafat. C'est notre point commun : vous vous êtes consacré à la cause du Liban et moi à celle de la Palestine. Si j'avais voulu mener une vie tranquille, je serais encore ingénieur dans le Golfe, faisant fortune, logeant dans une maison luxueuse et conduisant une limousine américaine. Et je vis dans le quartier le plus pauvre de Beyrouth, toujours sur mes gardes, ne dormant pas la nuit, engagé dans une lutte de tous les instants et qui ne finira jamais. » Visiblement ému, Pierre Gemayel l'interrompt :

« Vous avez bien fait ! Toutes les richesses du monde ne sont rien auprès du rôle que vous avez choisi. Si j'avais été palestinien, j'aurais été le premier fedai. » Après cet exorde quelque peu sentimental, la discussion aborda les questions politiques et les divergences croissantes entre les deux parties. Dans un moment d'exaltation, Gemayel lança soudain à Arafat : « Entendons-nous, et je ferai en sorte que le Vatican bénisse notre accord ! » Arafat, plus concret, proposa d'ouvrir un nouveau chapitre des relations entre l'O.L.P. et les Kataëb et de désigner un comité conjoint à cet effet.

Nous sortîmes de la réunion très détendus, convaincus qu'aucun problème, si ardu soit-il, n'était insoluble pour des hommes de bonne volonté. La commission conjointe se réunit tout au long du mois de mai et élaborait un projet d'accord sur la base d'un document de travail que je lui avais soumis. La gravité de l'heure et les difficultés du sujet amenèrent à discuter ce texte point par point. Sa version définitive était prête dans les premiers jours de juin. Diverses interventions, notamment du côté américain, dissuadèrent toutefois Pierre Gemayel de la signer. Il insista pour poursuivre le dialogue sur les bases dégagées à cette occasion. Il se heurtait, par ailleurs, dans le camp chrétien, à son allié Camille Chamoun et au président de la République. Tous deux faisaient valoir qu'un accord de ce type était de la compétence du seul Etat. Yasser Arafat, pour sa part, était en butte aux critiques de Kamal Joumblatt et de la gauche palestinienne et libanaise qui s'opposaient au rapprochement.

Cet accord demeuré sans signature répondait aux besoins du moment. Plusieurs des raisons qui ont suscité la guerre auraient disparu si ce texte avait été mis en application. Peut-être même n'y aurait-il pas eu de guerre du tout. Du moins ces rencontres la retardèrent-elles de près de deux ans. Elles permirent, en outre, d'établir des relations entre dirigeants chrétiens et palestiniens, notamment entre Amine Gemayel et Abou Ayad, ou encore Abou Hassan d'une part, Bachir Gemayel, Dany et Dory Chamoun d'autre part. Arafat,

profondément satisfait de la poursuite des contacts, me confia lors d'une de nos réunions : « J'ai chargé la personne qui m'est la plus chère, en qui j'ai la plus grande confiance, Abou Hassan, de se consacrer à l'établissement de meilleures relations avec vous. »

Le 25 juillet 1973, Takieddine Solh put former un cabinet qualifié de « gouvernement d'union de tout le Liban ». La crise engendrée par le raid de la rue de Verdun paraissait devoir être résorbée. Mais le feu couvait sous la cendre. La course aux armements engendrait la floraison des milices et le commerce des armes. Les organisations paramilitaires surgirent de toutes parts sous les noms les plus divers, la plupart gravitant dans l'orbite des « partisans de la révolution palestinienne », les autres dans celle des « partisans de l'armée libanaise ». Arafat et Abou Jihad mobilisèrent avec maestria les masses islamiques et gauchistes ainsi que de nombreux intellectuels libanais. De leur côté, les moines maronites battirent le rappel des chrétiens, tandis que s'accéléraient l'entraînement et l'armement au sein des Kataëb et du Parti national libéral en réplique à l'O.L.P. qui équipait le mouvement islamo-progressiste. A la lumière de ces développements, le chef de l'Etat, Sleiman Frangié, ne mâcha pas ses mots avec Camille Chamoun et Pierre Gemayel : « Désormais, leur dit-il, ne comptez plus sur l'armée. Ne comptez que sur vous-mêmes. » Il donna instruction sur-le-champ aux S.R. militaires de fournir aux milices chrétiennes toutes facilités requises.

La course vers la guerre avait pris de vitesse les tentatives de médiation. La Résistance palestinienne, hantée par les revers subis en Jordanie, voulait, avant toute chose, s'assurer une couverture politique et une puissance militaire qui la mettraient à l'abri de tout danger de cet ordre au Liban. Se faisant l'écho de cette crainte, Abou Ayad avait déclaré : « En Jordanie, nous n'avons pas été battus militairement mais politiquement parce que nous n'avons pu trouver aucune personnalité pour nous soutenir face au palais. » Les leaders palesti-

niens avaient retenu la leçon d'Amman et, à peine arrivés au Liban, ils s'empressèrent d'y conclure des alliances politiques en même temps qu'ils y déployaient leurs éléments militaires. Ils n'avaient pas compris, en revanche, que le nouveau pays hôte était trop vulnérable pour supporter des forces et des alliances de cette ampleur. Le « complexe de persécution » qui les avait poussés à prendre de telles précautions contre une éventuelle tentative de liquidation par l'armée libanaise était alimenté par les reproches qu'ils lui faisaient : à leurs yeux, elle était pro-occidentale et antipalestinienne et les chrétiens y détenaient une prédominance. Dans la configuration libanaise, l'O.L.P. apparaissait comme une « armée musulmane » faisant face à l'armée libanaise, de plus en plus tenue pour « l'armée des chrétiens ». Ces derniers, en particulier les Kataëb et le P.N.L., virent dans le déploiement des Palestiniens et leurs collusions politiques un risque de déstabilisation intérieure. Dès cet instant, ils ne purent concevoir la cause nationale que comme antagoniste à la cause palestinienne.

La contradiction qui se manifestait ainsi opposait deux droits et deux logiques. C'est là ce qui provoque les guerres inexpiables, celles où chacun des belligérants s'estime entièrement dans son droit et récuse totalement celui de l'adversaire. Chez les Libanais, l'immense majorité des chrétiens et une infime minorité de musulmans voulaient préserver par tous les moyens la souveraineté nationale et la sécurité des frontières. Les Palestiniens — appuyés par quelques chrétiens et la plupart des musulmans libanais — réclamaient la liberté d'action des fedayin sur ces frontières, quel qu'en fût le prix. Or, quand se heurtent deux absolus, deux logiques opposées, il devient extrêmement difficile de tenter une conciliation entre la logique de l'Etat libanais et celle de la révolution palestinienne.

Sans trop de calculs préalables, je décidai de me lancer dans une aventure politique d'autant plus risquée qu'à l'époque j'étais encore un débutant en la matière.

Toujours en quête d'une forme de coexistence qui éviterait le conflit, je mis en jeu ma position au sein du parti et mon crédit auprès de la direction palestinienne et multipliai les contacts, notamment auprès d'Arafat, ce qui provoqua de vifs débats dans les deux camps. Sous l'impulsion d'Arafat, le Fateh souhaitait entretenir des relations avec tous les courants libanais, quelle que fût leur idéologie, y compris avec les Kataëb. Le « Front du refus » palestinien était, en revanche, favorable à une alliance avec la gauche, conduite par Kamal Joumblatt, qui attendait le moment opportun pour attaquer le système libanais dont les Kataëb étaient l'un des piliers. Arafat voulait rassembler le plus grand nombre possible de bonnes volontés autour de sa cause, se faire un allié de Joumblatt sans pour autant s'aliéner Gemayel. Mais l'inimitié entre les deux hommes était trop grande pour qu'il pût, en dépit de son habileté, gagner un tel pari. Au sein du parti Kataëb, le torchon brûlait entre une très large majorité, qui refusait, avec Bachir Gemayel, le principe même de la présence palestinienne, a fortiori le dialogue, et l'infime minorité que je représentais, appelant à un accord et estimant que le Liban ne pouvait ignorer le problème palestinien et ses conséquences. Je me fis un point d'honneur de défendre la cause palestinienne dans les milieux chrétiens et, parallèlement, les positions chrétiennes auprès des Palestiniens. Cela me valut quelques problèmes. Pour les uns, j'étais un « Kataëb éclairé », espèce qu'inconsciemment ils tenaient pour sioniste, et pour les autres, un « Palestinien » de cœur. A travers mon passionnant double dialogue, je m'efforçais de répliquer à ceux qui jugeaient inconciliables les logiques de l'Etat et de la Révolution. Pour moi, cette difficile coexistence n'était pas impossible. Je préconisais l'abandon, de part et d'autre, de l'intransigeance. J'appelais l'O.L.P. à se limiter aux revendications qui pouvaient faire l'unanimité des Libanais au lieu d'avancer celles qui n'en ralliaient qu'une partie et poussaient les autres au conflit. L'O.L.P., disais-je, devrait faire la preuve de sa capacité à

coexister, au-delà des seuls musulmans, avec les chrétiens, préfigurant aux yeux de l'Occident le modèle d'Etat qu'elle se proposait de bâtir dans la coexistence avec les Juifs. A cet effet, elle devait commencer par apprivoiser et sécuriser les chrétiens, l'appui des musulmans lui étant acquis d'emblée. Je suggérais aux Kataëb de soutenir la cause palestinienne, leur faisant valoir que le parti gagnerait sur les deux tableaux : auprès des musulmans libanais et du monde arabe. Sortant de l'isolement d'une formation strictement chrétienne et maronite, il deviendrait un parti libanais de dimensions arabes. Je crus même un moment que les Kataëb pourraient empêcher l'Etat libanais, où ils jouaient un rôle clé, d'en venir aux mains avec les Palestiniens, ce qui eût épargné à notre édifice national, déjà chancelant, un séisme de nature à l'abattre. De même, je crus l'O.L.P. capable de renoncer à s'ingérer dans nos affaires intérieures, de cesser d'exposer à la légère la sécurité de ses hôtes, enfin d'empêcher certains de ses éléments abusifs d'attenter à la dignité des Libanais.

Je croyais, et crois toujours, qu'un pays sans armée pour le protéger risque, à tout instant, l'occupation et la disparition. Je suis de ceux qui réclament une armée forte et opérationnelle ainsi que le service militaire obligatoire. L'Etat libanais devait disposer d'une armée puissante, au sein d'une région gouvernée par la loi du plus fort, maintenue en état de guerre, alors que nos voisins continuaient à nourrir à notre endroit des visées historiques. Je croyais, et crois toujours, qu'une armée incapable de défendre les frontières est inapte à assurer la sécurité intérieure. Or l'armée libanaise, qui n'avait pas ouvert le feu sur les Israéliens en dépit de leurs provocations et agressions, ne tirerait pas sur les Palestiniens, quels que soient leurs abus. Seuls les Etats ayant affronté Israël pouvaient les tenir en respect. Le roi Hussein de Jordanie l'avait prouvé, en 1970, en leur infligeant une effroyable leçon. La Syrie les avait frappés par deux fois, en 1973, après la guerre avec Israël, puis en 1983, après l'invasion du Liban. Notre armée aurait

dû riposter à Tsahal. J'aurais préféré une guerre perdue contre Israël à une guerre gagnée contre les Palestiniens. Car dans le premier cas, la défaite pouvait être supportable. Dans le second, quelle que soit l'issue du conflit, les pertes seraient incalculables.

Parallèlement à mes contacts avec l'O.L.P., j'avais pris langue avec Assem Kanso, secrétaire du parti Baas libanais, qui se montra compréhensif et disposé à un dialogue avec les Kataëb. Il me ménagea une visite à Damas et des rencontres avec les dirigeants syriens. Le moment s'y prêtait tout particulièrement ; Hafez el-Assad avait pris le pouvoir deux ans auparavant et inauguré une politique d'ouverture. Au cours de l'été 1973, un comité pour le dialogue Kataëb-Baas fut constitué et tint sa première réunion au domicile de Pierre Gemayel et en sa présence*. Assistèrent également à cette première réunion Souheil Succariyeh, membre du commandement régional syrien, et Zouheir Mohsen, secrétaire général du commandement général de la Saïka. Ce dialogue déboucha sur la première visite d'une délégation kataëb de haut niveau en Syrie. Elle fut reçue, le 26 septembre 1973, quelques jours avant la guerre d'octobre, par le président Assad. Nous étions, dès cet instant, au centre du « triangle vicieux » que forment le Liban, la Syrie et l'O.L.P.

Après la guerre d'octobre, les chances d'un règlement au Proche-Orient s'accrurent et la tension baissa quelque peu au Liban, sans que cessent pour autant les préparatifs militaires dans les deux camps. Le 31 décembre 1973, une conférence sur la paix au Proche-Orient s'ouvrit à Genève. Y participaient l'Egypte, la Jordanie, Israël,

* Le parti Kataëb était représenté par Antoine Ayoub, Salah Matar, Antoine Najm, Joseph Abou Khalil et Karim Pakradouni. La délégation du Baas était composée d'Assem Kanso, Abdel Amir Abbas, Ibrahim Issa, Nemr Haïdar et Afif Hanna.

les Etats-Unis et l'Union soviétique, sous l'égide de l'O.N.U. et en l'absence de la Syrie. Bien plus tard, Khaddam devait me révéler que le commandement syrien avait longuement discuté de la participation à des assises où il voyait autant d'aspects positifs que négatifs. Le bruit courait qu'il était sur le point de se rendre à Genève en sa qualité de ministre des Affaires étrangères. En rentrant chez lui ce soir-là, il entendit son fils lui demander : « Est-ce vrai, papa, que tu vas serrer la main des Juifs ? » Piqué au vif, il rapporta le lendemain au président cette réaction qui reflétait les sentiments spontanés du peuple syrien et, au-delà, de tous les peuples arabes et islamiques.

En 1974, le Proche-Orient vivait à l'heure des marches et contremarches de Kissinger en direction des Arabes et des Israéliens. Le Liban suivit le rythme. Israël procédait à une escalade militaire au Liban-Sud qui commençait à s'embraser. La tension persistait entre, d'une part, l'armée libanaise, les milices kataëb et le P.N.L. et, d'autre part, les organisations palestiniennes et les milices islamo-progressistes. Pierre Gemayel menait une campagne politique et médiatique contre les abus des Palestiniens. Sleiman Frangié ne faisait pas confiance à Arafat qu'il qualifiait de « manœuvrier ». Assad et Sadate, alliés dans la guerre, étaient adversaires dans la paix. Kissinger enfin, toujours là, toujours prêt, tenait tous les fers au feu, utilisant tous et chacun au profit de sa propre gloire et d'Israël. Vers la fin de l'année, pourtant, une lueur vint éclairer ce sombre tableau. Pour la première fois, les Nations unies convièrent Yasser Arafat à prononcer un discours, le 13 novembre, devant l'Assemblée générale. Réunis à Rabat, les chefs d'Etat arabes décidèrent de se faire représenter à cette session par Sleiman Frangié. Le président libanais fut chargé de faire un discours en leur nom sur la cause palestinienne. Du haut de la tribune onusienne, Arafat brandit d'une main le fusil et de l'autre le rameau d'olivier, proposant une formule de coexistence pour résoudre le problème israélo-palestinien. Ce jour-là, je

me souvins de ce qu'il m'avait dit jadis, dans l'Aghouar jordanien, à propos du « Liban, mon modèle ». Un instant, il me sembla que les causes libanaise et palestinienne s'étaient enfin réconciliées.

Ces espoirs devaient se dissiper en 1975. En janvier, après un intense pilonnage israélien, terrestre, aérien et maritime, le Liban-Sud s'embrasa. Le mois suivant, Maarouf Saad, leader de Saïda, tomba sous les balles d'un assassin. La mobilisation confessionnelle et la guerre psychologique faisaient rage. Le 13 avril, un autobus palestinien qui traversait Aïn el-Remmaneh essuya des rafales. Tous les passagers furent tués. A la suite de cette affaire, le Mouvement national publia un communiqué appelant à donner l'assaut aux régions tenues par la milice des Kataëb, à dissoudre ce parti, à limoger ses ministres au sein du cabinet, à le boycotter sur tous les plans en cessant tout dialogue avec lui. Yasser Arafat adressa aux chefs d'Etat arabes un message accusant les « milices kataëb » d'avoir « perpétré le massacre » et leur demandant d'intervenir. La guerre avait commencé. Le Liban était tombé dans les mâchoires du piège.

Ce fut aussitôt une folie générale : pilonnage des quartiers résidentiels, enlèvements et exécutions sommaires sur simple constat d'identité, francs-tireurs tuant femmes et enfants, lignes de démarcation dans les villes, dans les campagnes et, surtout, dans les cœurs. Le gouvernement était paralysé et, avec lui, tout pouvoir de décision, administratif, militaire et politique. L'Etat faisait figure de vaincu, la révolution palestinienne de triomphatrice. Le président de la République tenta de reprendre en main la situation ; le 23 mai, il forma un cabinet militaire présidé par le brigadier Nouredine Rifaï. Le lendemain, dans le haut lieu du sunnisme libanais, Dar el-Fatwa, les dirigeants et représentants de tous les partis islamiques et progressistes se rassemblèrent pour appeler à la formation d'un gouvernement présidé par Rachid Karamé. Rifaï ne pouvait que céder la place ; Frangié, trois jours plus tard, dut s'incliner,

accepter sa démission et charger Karamé de constituer la nouvelle équipe. Le « président fort » reculait politiquement en 1975 comme il avait reculé militairement en 1973 en abrogeant l'état d'urgence et en faisant rentrer l'armée dans les casernes.

Le président Assad dépêcha alors à Beyrouth Abdel Halim Khaddam accompagné des généraux Naji Jamil, ministre de la Défense et commandant en chef de l'aviation, et Hikmat Chéhabi, chef d'état-major. Les trois hommes allaient former, avec les colonels Ali Douba, Mohamed Kholi et Ali Madani, l'équipe syrienne chargée de suivre le dossier libanais. Avant d'intervenir militairement, Damas s'essayait à la médiation politique. Mais l'insistance de Kamal Joumblatt à faire aboutir, avant toute chose, les revendications islamiques sur la réforme du système et le boycott des Kataëb entrava la formation du nouveau cabinet. Sleiman Frangié, Camille Chamoun et Pierre Gemayel firent en effet cause commune pour rejeter ces exigences. Le 29 juin, un compromis intervint : les Kataëb n'auraient pas de ministres et, en contrepartie, Dar el-Fatwa publierait un communiqué démentant toute volonté d'exclusion. C'est dans ces conditions que Karamé put former le dernier gouvernement du mandat Frangié.

A nouveau, la situation se stabilisa quelque peu. Toutefois, Joumblatt poursuivait sa campagne contre les Kataëb et l'entre coupait de critiques du nouveau cabinet. En août, des affrontements eurent lieu à Zahlé et, le mois suivant, le front du Liban-Nord et du Akkar s'enflamma. De violents combats opposèrent Zghorta à Tripoli ; les organisations palestiniennes et les partis islamiques assassinèrent trois moines à Deir-Achah, chassèrent les chrétiens de Beit-Mallate, occupèrent le sérail de Tripoli et enlevèrent des militaires. A Beyrouth, les désordres atteignaient leur paroxysme : destruction et pillage du centre-ville, incendie des hôtels de luxe, pilonnages d'artillerie, meurtres, enlèvements, tortures firent des dizaines de victimes. Le pouvoir était,

une fois de plus, divisé. Le président Frangié et les ministres chrétiens réclamaient l'instauration de l'état d'urgence et l'intervention de l'armée, se heurtant à l'opposition de Rachid Karamé et des ministres musulmans. A la mi-septembre, Khaddam et Chéhabî revinrent dans la capitale pour près d'une semaine. Ils firent pression sur Joumblatt et Arafat pour que cessent les combats. Khaddam rencontra Pierre Gemayel au palais de Baabda pour bien marquer que la politique de boycott avait vécu. A certains signes avant-coureurs, on sentait que les Syriens préparaient une intervention plus large. Leur changement d'attitude coïncidait avec la montée en puissance du conflit entre Damas et Le Caire après la décision de Sadate de signer avec Israël, le 1^{er} septembre, le deuxième accord de désengagement. Assad décida alors de passer à l'action militaire au Liban.

Arafat avait très vite compris que le vent tournait en Syrie. Il s'empressa de mettre une sourdine à son différend avec les Kataëb pour éviter que les Syriens s'engouffrent dans cette brèche et prennent, à la fois, le contrôle complet de l'Etat libanais et de la centrale palestinienne. Son émissaire, Ali Hassan Salameh, tint coup sur coup, à la fin d'octobre, trois longues réunions secrètes avec le colonel Antoine Dahdah, directeur de la Sûreté générale, représentant du président Frangié, Antoine Chader et moi-même. Il nous dit, de la part d'Arafat : « La poursuite de la bataille détourne de sa cause la Résistance palestinienne, réduit ses capacités opérationnelles et porte préjudice à son image dans le monde. C'est d'autant plus préoccupant que cent cinq Etats ont reconnu l'O.L.P. comme unique représentant légitime du peuple palestinien. Les combats en cours pourraient entraîner la partage du Liban et faire de notre centrale une armée des musulmans plutôt que l'embryon d'un futur Etat. » Il nous proposa une rencontre préliminaire entre Joseph Chader et Abou Ayad, suivie d'un tête-à-tête Pierre Gemayel-Kamal Joumblatt et, enfin, d'un entretien entre Pierre

Gemayel et Arafat. Ce dernier, jugeant le problème plus libano-libanais que libano-palestinien, souhaitait en effet ne revoir cheikh Pierre qu'après son entrevue avec Joumblatt.

Ces projets firent long feu mais ce qu'Arafat voulait éviter à tout prix se produisit : Gemayel fut invité le 6 décembre en Syrie. Le matin même de notre départ, on découvrit les corps de quatre membres des Kataëb dans leur voiture, sur la route de Beit-Méry. A la nouvelle de ce quadruple meurtre, des militants du parti relevant de Bachir Gemayel descendirent dans les rues des régions chrétiennes, ouvrant le feu et enlevant tout musulman qu'ils venaient à croiser. Le colonel Jules Boustany, chef des S.R. de l'armée, nous proposa de mettre à notre disposition, pour notre voyage, un hélicoptère libanais car, deux jours plus tôt, un camion chargé d'exemplaires du Coran avait été incendié sur la route de Damas qui était devenue très dangereuse. Persuadés que tous ces incidents n'étaient pas le fait du hasard mais visaient à empêcher notre visite, nous parvînmes enfin dans la capitale syrienne*. Pendant notre absence, Beyrouth, en proie à une hystérie meurtrière, vivait le tristement célèbre « samedi noir » qui fit près de deux cents victimes.

A l'aérodrome militaire de Mazzé, nous fûmes accueillis par Ali Zaza, ministre de l'Intérieur, qui nous demanda d'emblée : « Que se passe-t-il ? Qui a provoqué ces troubles ? » Pierre Gemayel lui répondit : « Nous n'en savons rien. C'est la guerre des fantômes. » Au cours de notre première réunion, Khaddam entreprit de nous expliquer que le Liban souffrait de deux maux, l'un des problèmes tenant aux divisions des Libanais et l'autre à leurs rapports avec les Palestiniens. Il compara la situation à un rébus. Fallait-il résoudre le premier

* La délégation, conduite par Pierre Gemayel, comprenait Joseph Saadé, Louis Aboucharaf, Edmond Rizk, Georges Saadé, Rached el-Khoury, Amine Gemayel, Joseph Abou Khalil, Joseph Hachem et Karim Pakradouni.

problème avant le second ou faire l'inverse ? Le pouvoir libanais et ses alliés kataëb mettaient l'accent sur le conflit avec les Palestiniens en ignorant le problème interne, alors que le Mouvement national et les organisations palestiniennes ne voulaient connaître que celui-ci. Selon Khaddam, ce débat de priorités était aussi stérile que le fameux dilemme sur l'antériorité de l'œuf ou de la poule. La Syrie, elle, jugeait indispensable de poser les deux problèmes et de leur trouver, coûte que coûte, des solutions. Khaddam insista sur la guerre psychologique pernicieuse qui régnait chez nous. Dans les deux camps, on avait tendance à prêter foi aux rumeurs et à y conformer sa conduite. On tombait de ce fait dans des pièges qui faisaient la partie belle aux puissances extérieures et à leurs plans. Il ajouta que dans aucun autre pays au monde, on ne trouvait 90 journaux à la solde de 90 ambassades étrangères, avant de conclure : « J'ai fait part au président Assad du désir des Kataëb de mettre un terme aux combats. La Résistance palestinienne le souhaite aussi. Seuls les marchands d'armes et ceux qui font de l'argent avec le sang veulent la poursuite de cette guerre. Nous sommes prêts à vous aider à régler une crise qui nous concerne, nous fait saigner nous aussi. Notre crédit national et arabe nous permet de faire fi des surenchères. Ce qui se passe ne nous impressionne pas. Nous estimons que la solution doit passer par le dialogue et déboucher sur une entente. »

Dans sa réponse, Pierre Gemayel rendit hommage au rôle de la Syrie, que son poids politique et ses rapports avec les parties en conflit mettaient en mesure d'influer sur le cours des événements. Il dit à Khaddam : « Vous avez brisé le carcan. Ils n'ont pas pu vous empêcher de me recevoir, comme ils l'avaient fait pour le secrétaire général de la Ligue arabe, Mahmoud Riad. Les menées de Kamal Joumblatt ont ruiné le Liban et les Palestiniens. Elles pourraient vous ruiner vous aussi. Si vous voulez aller de l'avant, je ne vous demande qu'une chose : que l'Etat libanais retrouve son autorité et sa

souveraineté. » Khaddam ne se priva pas de critiquer la conduite des affaires par Sleiman Frangié ainsi que toute la classe dirigeante : « Le pouvoir libanais n'a aucune politique, dit-il. Je ne comprends pas comment un responsable, dans votre pays, peut se limiter à six heures de travail par jour : deux heures pour les problèmes nationaux et quatre heures pour les réceptions et le clientélisme. En Syrie, nous travaillons quinze heures par jour et nous sentons bien que ce n'est pas assez. Le hic, c'est qu'il n'y a pas d'Etat au Liban (...). Les choses changent et la classe politique reste immuable ; la révolte est inéluctable. Une jeune génération prendra la relève de la " classe ottomane " qui dirige le pays depuis cinquante ans. » Pierre Gemayel, on s'en doute, apprécia peu cette mercuriale. Mais au fil de la discussion, une convergence finit par se manifester sur trois sujets : l'arrêt des abus de la Résistance palestinienne et de ses empiétements sur les affaires intérieures libanaises, la réalisation de réformes constitutionnelles faisant l'unanimité, enfin la poursuite de la médiation syrienne.

Le président Assad nous reçut et nous réserva un accueil chaleureux. Après un exorde sentimental, il entra dans le vif du sujet : « Il faut arrêter la mort. Le peuple syrien souffre, lui aussi, de cette agonie du Liban. Le plus important, dans l'immédiat, est de faire en sorte que votre pays cesse d'être à feu et à sang. Le reste, nous l'examinerons ultérieurement, dans la sérénité. Dégager une solution exige du temps ; l'appliquer demande beaucoup de doigté. Nous cherchons avant tout à calmer le jeu. Je constate que le président Frangié et vous tous, vous marquez quelque méfiance. Nous comprenons votre hâte mais nous n'épargnerons rien, croyez-le bien, pour parvenir à un règlement. » Le chef de l'Etat syrien nous parla ensuite de la mission que venait de remplir auprès de lui, au nom de la France, Maurice Couve de Murville. Il nous dit partager le diagnostic de Paris sur la situation et ajouta, à propos des interventions extérieures : « Certains s'imaginent qu'en déclenchant une crise au Liban ils feront passer

des accords séparés avec Israël. Nous mettrons ces plans en échec. » Il faisait évidemment allusion à son différend avec l'Egypte et imputait à Sadate et Kissinger une bonne part de responsabilité dans la crise libanaise. Il eut ensuite un aparté avec Pierre Gemayel et nous passâmes à table pour le déjeuner. Entre la poire et le fromage, je glissai une remarque : « Je crains bien que la guerre du Liban ne continue sans raison. » Assad me fixa un instant et laissa tomber : « Il serait encore plus dangereux qu'elle s'achève sans résultat. » Sur quoi, il garda le silence.

Cette rencontre préluda à un rapprochement inattendu entre Damas et le parti Kataëb qui donna lieu à la révision de bien des calculs et à un rééquilibrage des rapports de forces. Le Liban, désormais, était scindé en deux parties, dotées de prolongements régionaux et locaux : le Mouvement national dirigé par Kamal Joumblatt allait de pair avec l'O.L.P. Ils étaient appuyés par Sadate. En face, le Front libanais, avec ses ténors, Sleiman Frangié, Pierre Gemayel et Camille Chamoun, était soutenu par Assad. Tout se passait comme si derrière la lutte entre Joumblatt et Gemayel pour le leadership libanais se profilait celle qui opposait les deux chefs d'Etat pour le leadership arabe. La guerre d'octobre avait vu leur émergence et la guerre du Liban allait trancher leur querelle par leaders libanais interposés. Bref, le « triangle vicieux » était en train de se disloquer. L'Egypte et l'O.L.P. suivies par la majorité des musulmans allaient se heurter à la Syrie et à la majorité des chrétiens.

La nouvelle alliance syro-chrétienne remporta un grand succès avec l'élection d'Elias Sarkis à la présidence de la République, le 8 mai 1976. Trois jours plus tard, Ali Hassan Salameh me demanda de transmettre à Pierre Gemayel la teneur d'un message urgent par lequel Arafat proposait une réconciliation entre Gemayel et Joumblatt en spécifiant qu'elle serait suivie d'un repli des éléments armés palestiniens sur les camps et de la prise en charge par les forces armées libanaises de la

sécurité sur l'ensemble du territoire national. Cette proposition était assortie d'un commentaire : « Tout autre projet de solution ne serait qu'un palliatif qui rapprocherait le Liban du précipice et plongerait la révolution palestinienne dans un brasier sans issue. » Pierre Gemayel répondit en exprimant des reproches personnels mais en acceptant le principe de la réconciliation. Toutefois, il y mettait pour condition qu'elle se fasse sous les auspices d'Assad, démontrant par là qu'il comptait sur la pression syrienne pour contrôler les Palestiniens. Or Arafat faisait le calcul inverse. Il recherchait une réconciliation Gemayel-Joumblatt pour faire échec à la politique d'Assad et prévenir l'entrée de son armée au Liban. Comprenant aussitôt que l'alliance entre la Syrie et les Kataëb était solide, Arafat suscita une escalade sur le terrain. Il inaugurerait, ce faisant, l'ère de l'affrontement direct avec Damas.

Le 1^{er} juin 1976, l'armée syrienne pénétra dans la Békaa et au Liban-Nord. Le Front libanais applaudit l'opération et le Mouvement national la dénonça, tandis que les Palestiniens tentaient de brouiller les cartes en organisant, le lendemain même, une rencontre entre Kamal Joumblatt et Bachir Gemayel. Elle se tint en présence d'Abou Hassan, de Mohsen Dalloul, vice-président du Parti socialiste progressiste, et d'Alexandre Gemayel. Arafat, ayant échoué avec cheikh Pierre, s'efforçait de réussir avec Bachir. Pour la deuxième fois en moins d'un mois, il tentait de parvenir à une réconciliation interlibanaise pour freiner l'avance des troupes syriennes vers ses positions de la montagne, de Beyrouth et de Saïda. C'était trop tard ; le bulldozer syrien était en route et rien ne pouvait plus l'arrêter.

Le 4 juillet, Mahmoud Riad, secrétaire général de la Ligue arabe, tenta une manœuvre désespérée pour mettre un terme aux combats. A cet effet, il fit se rencontrer à Sofar Abdel Halim Khaddam pour la Syrie, Yasser Arafat et Yasser Abed Rabdo pour la Résistance palestinienne, enfin, pour les Kataëb, Michel Samaha et moi-même. Notre réunion tourna à l'altercation violente

entre Khaddam et Arafat et, à compter de ce jour, les deux hommes furent en mauvais termes. Le chef palestinien invita les Arabes à obtenir le retrait de l'armée syrienne, son remplacement par des forces arabes et l'arrêt de ses agressions. Khaddam contre-attaqua : « Si vous nous considérez comme une force d'occupation au Liban, vous en êtes une vous aussi. Mais entre nous, il y a une différence notable. Nous sommes au Liban à la demande des autorités légales pour faire cesser les affrontements. Votre présence y est illégale et elle est la cause desdits affrontements ! » Arafat répliqua : « Notre présence est légale sur la base de l'accord du Caire », puis posa, avec son habituel talent pour les effets de scène, le problème du blocus auquel les milices chrétiennes soumettaient le camp de Tall-Zaatar. Il se tourna vers moi : « Dites bien à Bachir que Tall-Zaatar ne tombera pas et que, si cela devait être, la guerre libanaise ne connaîtrait jamais de fin. » Je lui tins tête, dans un climat tendu, et il commença à me regarder d'un tout autre œil.

Durant les six années précédentes, mon rôle de pivot des relations palestino-chrétiennes m'avait valu d'être traité de « Palestinien » par les miens. Durant les six années à venir, celles du mandat d'Elias Sarkis, j'allais, pour un rôle analogue dans les relations syro-chrétiennes, me faire qualifier de « Syrien »*. De nouveau, nous autres chrétiens, nous nous retrouvions au cœur du triangle vicieux. Désormais l'O.L.P. s'éloignait de quiconque se rapprochait de la Syrie et la Syrie de quiconque faisait un pas en direction des Palestiniens. En novembre de la même année, une trêve suivit les conférences de Ryad et du Caire qui créèrent la « Force arabe de dissuasion », en fait la couverture arabe de la présence syrienne au Liban. Mes contacts avec les Palestiniens se raréfièrent. Je rencontrai toutefois, au début de 1977, Ali Hassan Salameh qui me dit :

* Pour cette période, voir mon livre *La Paix manquée ou le mandat d'Elias Sarkis*.

« Arafat pense que le calme actuel ne durera pas. La guerre sera longue, très longue. Nous ne sommes pas à la fin de la crise mais tout juste à ses débuts. Ce qui se passe aujourd'hui n'est rien par rapport à ce qui se passera demain. » Il ajouta : « Vous vous réjouissez de voir la Syrie faire pression sur nous et nous rogner les ailes. Vous le regretterez un jour. Le chrétien ne pourra pas supporter la présence de l'armée syrienne à Achrafieh. » Peu après, Abou Hassan fut assassiné par les services secrets israéliens. Or Bachir Gemayel m'avait laissé entendre que le Mossad voulait sa tête. Je lui avais fait parvenir une mise en garde par l'intermédiaire d'un ami commun, Antoine Chader, lequel transmet le message à l'épouse d'Abou Hassan, Georgina Rizk, élue Miss Monde au début des années soixante-dix. Il lui parvint trois jours seulement avant le meurtre. Aujourd'hui encore, je suis incapable de dire si Bachir avait laissé échapper l'information par inadvertance, ou s'il l'avait fait à mon intention, faute de pouvoir prévenir lui-même son ami du sort qui le menaçait. En toute hypothèse, Ali Hassan Salameh avait vu juste et des accrochages commencèrent à opposer les soldats syriens aux milices chrétiennes qui avaient été unifiées sous le nom de « Forces libanaises » et placées, en janvier 1977, sous le commandement de Bachir Gemayel. Un premier heurt se produisit en mai dans la localité de Billa, au Liban-Nord, et fut suivi de plusieurs autres. Les combats atteignirent leur point culminant en été 1978. Ils ne durèrent pas moins de cent jours à Achrafieh. A leur issue, l'armée syrienne dut quitter une partie des zones chrétiennes. Je faisais des efforts désespérés pour que le fossé entre la Syrie et les Forces libanaises cesse de s'élargir. Un calme relatif finit par s'établir en 1979 et 1980 ; il ne fut rompu qu'en avril 1981 par la guerre de Zahlé qui faillit transformer le différend syro-chrétien en conflit entre Damas et Tel-Aviv.

Dans les premiers jours de janvier 1981, je reçus la visite de Fady Safadi, chargé par Arafat et Abou Jihad d'examiner avec moi la possibilité de tourner la page

dans nos relations. La centrale palestinienne voulait améliorer ses rapports avec les Kataëb et les Forces libanaises car elle était prise en tenaille par le double risque d'une invasion israélienne au Liban-Sud et d'un affrontement armé avec Damas. Je proposai une entrevue Arafat-Bachir et ce dernier chargea Elie Hobeika, responsable de la sécurité des F.L., de prendre avec Safadi les dispositions préliminaires. Ce qui fut fait en vain car des dissensions au sein de l'O.L.P. empêchèrent la rencontre.

En juin 1982, le séisme israélien ravagea le Liban et provoqua le retrait des organisations palestiniennes et de l'armée syrienne de Beyrouth. L'année suivante, Damas contraignit Arafat à quitter Tripoli et à gagner Le Caire où il chercha, auprès du président Moubarak, à définir un nouvel équilibre des forces sur la scène arabe. Au Liban, la Résistance palestinienne n'était plus omniprésente mais sa cause était toujours là. Le facteur palestinien était désormais indissociable de la crise et de son éventuel règlement. Comme plus de dix ans auparavant, je me remis à travailler à de nouveaux rapports palestino-chrétiens. Mais la configuration du triangle avait changé et cette fois, dans le rôle du troisième côté, Bagdad avait pris la place de Damas.

J'ai toujours, au milieu des pires tempêtes politiques, tenu un cap immuable. Pour moi, un conflit entre les chrétiens et un pays ou une organisation arabe ne doit pas nous jeter dans les bras d'Israël mais, au contraire, nous amener à chercher avec patience un autre partenaire dans le monde arabe. C'est en vertu de cet axiome qu'en 1975 je m'étais tourné vers Damas lorsque les Palestiniens avaient claqué la porte à l'entente avec les Kataëb. En 1986, quand la Syrie refusa le dialogue avec nous, je m'orientai vers l'O.L.P., Bagdad et Le Caire. De même qu'à Damas je n'avais pas fait mystère de mon amitié avec Yasser Arafat pourtant séparé de mes

interlocuteurs syriens par de profondes divergences, de même, je ne cachai pas aux Irakiens mes liens avec les Syriens, leurs ennemis jurés. Mon attitude m'est dictée, en ce domaine, par la conception que j'ai du rôle des chrétiens du Liban au sein de leur environnement arabe. Leur coexistence avec les musulmans a été la pierre angulaire de l'indépendance nationale et du système démocratique. Elle me semble imposer la recherche tenace d'un allié arabe capable d'aider au rétablissement de l'équilibre interne chaque fois qu'une ingérence extérieure vient le perturber. Cela implique le refus de l'alliance israélienne. En tant que chrétien arabe, j'ai toujours estimé que le choix, pour nous, n'était pas entre les Arabes et l'Etat hébreu, mais entre un Arabe et un autre. La géographie nous a joué un mauvais tour : le faible Liban est logé entre deux Etats forts, la Syrie et Israël, tous deux ayant sur lui des visées territoriales. Donc, chaque fois qu'un désaccord surgit avec la Syrie, les Libanais, et plus particulièrement les chrétiens, doivent détourner leurs yeux d'Israël pour chercher du regard une « troisième frontière ». En d'autres termes, un pays arabe qui, sans nous être adjacent, puisse faire acte de présence politique chez nous. Sous le régime de Fouad Chéhab, cette « troisième frontière » s'appelait l'Egypte. En 1986, ce ne pouvait être que l'Irak. Cette année-là, les Forces libanaises évitèrent le piège du choix impossible entre les Arabes et l'Etat hébreu et lui préférèrent celui — certes difficile — entre la Syrie et l'Irak.

Le problème capital des relations du Liban avec son environnement s'est posé bien avant l'indépendance et restera posé longtemps après la guerre. Un demi-siècle d'histoire nous a enseigné qu'un minimum de consensus sur cette question est la condition sine qua non de notre indépendance. Il la garantit en 1943 et son absence, en 1975, fut la cause de notre guerre. Il existe, à vrai dire, quatre réponses distinctes à la question ainsi posée et ce sont : « oui, le Liban est arabe » ; « il est à moitié arabe » ; « il n'est pas arabe du tout ». Ou encore :

« avant toute chose, le Liban est terre d'Islam ». Les rapports entre ces diverses réponses n'ont pas cessé d'évoluer en fonction des idéologies, des intérêts et des circonstances.

Pour les « nationalistes arabes », toutes tendances confondues, il n'existe qu'un « Liban arabe » ou encore, un « Liban faisant partie intégrante de la nation arabe ». Chaque recul arabe, que ce soit la défaite de 1967 ou la visite de Sadate à Jérusalem dix ans plus tard, affaiblit cette tendance qui se renforce à chaque renaissance du panarabisme, de Nasser à Saddam Hussein en passant par Assad.

Pour les « indépendantistes » et partisans du Pacte national, le Liban est « à moitié arabe » ou encore « possède un visage arabe ». Ce courant, empreint de modération et de réalisme, se renforce dans les époques de stabilité et de prospérité, comme ce fut le cas sous Fouad Chéhab. En sens inverse, les affrontements, tels que ceux de 1958 et de 1975, l'affaiblissent.

Les « sécessionnistes » qui voient en Israël un guide et un modèle professent que « le Liban n'est pas arabe » ou encore qu'il « fait partie de l'Occident ». Ce courant extrémiste et aventuriste s'affirme en période de tensions et de difficultés et se tarit par temps calme. Il peut se transformer en torrent dans des circonstances exceptionnelles ou demeurer un ruisseau si la crue s'arrête.

Enfin, pour les « fondamentalistes » islamiques, sunnites comme les Frères musulmans ou chiites comme le Hezbollah, toute arabité doit être rejetée, non seulement au Liban mais aussi dans l'ensemble du Moyen-Orient. Quelles que soient leurs divergences sur les moyens à utiliser, ils réclament la création de « républiques islamiques » et divisent le monde en deux : la terre d'Islam et la terre du « jihad ». Cette position bouleverse de fond en comble toutes les données, au Liban et dans la région.

Une autre question est peut-être plus importante que celle à laquelle il est répondu de ces quatre façons. Elle se formule ainsi : pourquoi le problème se pose-t-il

uniquement au Liban et non dans les autres Etats de la région ? La réponse exige un certain courage moral. Elle tient à la présence chrétienne au Liban et, davantage encore, au pouvoir chrétien dans ce pays. S'il ne faisait pas exception à cet égard par rapport au reste du monde arabe, la question n'aurait, en effet, pas lieu d'être. Les chrétiens détiennent chez nous des postes clés, notamment la présidence de la République. Pourtant, musulmans et chrétiens se partagent équitablement le pouvoir et l'influence des premiers ne cesse de grandir. Formellement, et à première vue, si l'autorité est bien chrétienne, son exercice est islamo-chrétien. Les dernières réformes constitutionnelles de 1990 ont même confié, pour une bonne part, la réalité du pouvoir aux musulmans. Faudrait-il donc, en fin de compte, pour régler le problème, une « islamisation », c'est-à-dire la transformation du Liban en un pays arabe et musulman comme les autres ? Ou une « sionisation », c'est-à-dire la partition entre un « second Israël » et une république islamique ?

Dans ce débat, la religion n'est pas seule en cause. Elle n'explique pas tout et ne répond pas à toutes les questions. La guerre du Liban a de multiples motifs. Le conflit interconfessionnel s'y double d'un conflit socio-économique, d'une lutte de générations, d'un affrontement entre partisans du changement et défenseurs de la tradition. Sans parler du conflit arabo-israélien et de la rivalité entre les grandes puissances. Cette guerre complexe, au sein d'une société complexe, a besoin de solutions qui ne le soient pas moins.

En fait, les tenants du « Liban arabe » et les « indépendantistes » prônant un Liban « à visage arabe » se sont retrouvés dès les congrès de Genève, en 1983, et de Lausanne, l'année suivante, autour de la notion d'« arabité du Liban ». Ils lui ont donné forme dans le document de Taëf de 1989 qui fut approuvé par l'Assemblée nationale en 1990 et est devenu, depuis lors, partie intégrante de la constitution. Les « arabisants » ont accepté dans ce texte un « Liban, patrie

souveraine, libre et indépendante, patrie définitive pour tous ses fils » tandis que les « indépendantistes » y reconnaissent « l'identité et l'appartenance arabes » de leur pays. La querelle n'oppose donc plus, mais de manière aiguë, que les « sécessionnistes » et les « islamistes ». Existe-t-il un moyen terme entre ces deux positions ?

La guerre a ébranlé jusque dans ses fondements la formule de coexistence. C'est elle qui a créé l'option entre la « République islamique » et l'« Etat chrétien ». Elle a rendu plausibles des chimères et des aventures qui, naguère, étaient impensables. Les vieux tabous sont tombés et les scénarios les plus fous ont vu le jour, au Liban et à l'étranger. Du coup, la société libanaise, tant chrétienne que musulmane, a bien souvent perdu la tête. Fort heureusement, quelques hommes de sagesse et de modération demeurent. A mon sens, à l'horizon de l'an deux mille, on peut envisager cinq scénarios. Les voici :

La sionisation. Elle suppose un redécoupage de la carte géopolitique du Proche-Orient et, plus précisément, la remise en cause des frontières de cinq Etats : Israël, le Liban, la Jordanie, la Syrie et l'Irak. Le schéma exige qu'une explosion se produise dans l'un d'entre eux et débouche sur le remodelage de la région. Le risque de démembrement de l'Irak va dans ce sens. « Sioniser » la région par le biais du Liban est, on s'en doute, le grand rêve du sionisme. Cela confirmerait la thèse selon laquelle « le Liban n'est pas arabe ». Il deviendrait alors un second Israël.

L'islamisation. Elle traduirait la victoire du nombre et la montée de l'intégrisme. L'islam a d'ores et déjà démontré des capacités et un dynamisme illimités que nul ne soupçonnait. Qu'on songe à la facilité avec laquelle l'empire du chah fut balayé, au succès des mouvements intégristes aux élections jordaniennes et algériennes, ou encore, au degré d'ébullition atteint dans nombre de pays arabes où l'explosion menace à tout instant. L'islam est une force spirituelle capable d'être le moteur des peuples et des nations ; doté du pétrole, il

devient une force matérielle influant sur l'économie des Etats. Les tenants de ce scénario pensent que le Proche-Orient, sous l'impulsion du nombre, de la religion et de l'atout pétrolier, est voué tôt ou tard à s'islamiser. Dans ce cadre, le Liban ne serait qu'une république islamique en puissance.

Le troisième scénario est un amalgame des deux précédents. La sionisation à court terme conduirait dans un avenir plus éloigné à l'islamisation. La thèse s'inspire de la conjoncture présente et de l'idée que Camp David en 1978, la victoire américaine dans la guerre froide, enfin la destruction de l'Irak comme puissance militaire et économique en 1991 ont créé un nouvel équilibre au bénéfice d'Israël. L'Etat hébreu aurait donc une occasion unique et inespérée d'imposer la paix à ses conditions. Or il entend toujours conserver le maximum de territoire et s'assurer le plus de paix possible ainsi qu'une suprématie technologique éternelle en détruisant dans l'œuf toute velléité de modernisation chez les Arabes. Israël se veut une superpuissance au Proche-Orient comme les Etats-Unis à l'échelle planétaire. Le déséquilibre actuel des forces en faveur de l'Etat hébreu rend, aux yeux de certains Israéliens, une partition possible. Ils rêvent d'un Etat chrétien allié d'Israël, ce qui ne manquerait pas de détourner sur les chrétiens du Liban la colère islamique envers les Juifs et de faire de leur Etat un ennemi de rechange. On pourrait ensuite passer un marché : l'abandon par Israël des chrétiens du Liban en échange du lâchage, partiel ou total, des Palestiniens par les Arabes. C'est alors que, sur les ruines de l'Etat chrétien, s'édifierait l'Etat islamique. C'est là un étrange schéma à première vue, mais il répond assez bien à la logique des événements en cours. La guerre du Golfe lui procure une actualité certaine.

Quatrième scénario : la dislocation du Liban. C'est le cauchemar des désespérés qui voient dans notre pays une seconde Arménie, le jugent mûr pour le rôle de victime et croient, dans leur pessimisme, que la guerre libanaise n'est pas près de son terme. La dislocation des

structures économiques, l'effondrement social et la baisse du niveau culturel feraient du Liban un bloc de pâte à modeler auquel des mains étrangères donneraient la forme requise par le règlement final dans la région. Pour ces Cassandres, le pays connaîtra, en attendant ce triste dénouement, des phases alternées de tension et de calme, avant de succomber progressivement et sans explosion à un mal pernicieux. Cette vision tragique, nourrie par la décadence de l'Etat et la perpétuation de la guerre, a gagné en crédibilité avec les affrontements qui ont opposé, en 1990, l'armée libanaise aux F.L.

Enfin, le cinquième scénario est celui que, pour ma part, j'appelle de mes vœux. Il se fonde sur la certitude qu'un nouveau Pacte national entre les Libanais est possible et saura allier liberté et justice, libanité et arabité. C'est là notre avenir, telle est ma conviction. Nous verrons la renaissance d'une formule qui a, un moment, donné au monde l'exemple de la coexistence entre communautés, au point de faire figure de solution type des problèmes de minorités, de Chypre à l'Irlande. Ce scénario est celui des hommes qui ont foi en leur patrie, des « nationalistes » pour lesquels le destin de leur pays est, certes, d'affronter de temps à autre de terribles orages, mais aussi de retrouver, au-delà de l'épreuve, ses racines et ses origines. Tout comme le Japon vit sur un volcan géologique, le Liban vit sur un volcan politique. Le Japonais n'a pas déserté son pays pour autant, mais il a inventé la construction antisismique. De même, le Libanais ne doit pas désespérer de sa patrie, mais bâtir une formule politique faite pour maintenir la coexistence en réduisant les effets des éruptions et des secousses. Nous sommes un volcan politique, c'est évident. A nous d'accepter ce fait et d'en tirer les conséquences. La formule de coexistence de jadis s'est effondrée depuis 1975 mais nous continuons d'espérer qu'elle renaîtra peu à peu dans un avenir bouleversé de fond en comble. L'alliance des « pro-arabes » et des « indépendantistes » au sein d'un Front national nous offrirait une occasion inespérée de faire

échec aux projets des sécessionnistes et des islamistes. C'est la troisième voie. Elle est ardue mais praticable.

La question de l'arabité du Liban ne peut éternellement rester en suspens, être laissée sans réponse. On ne saurait considérer ses relations avec son environnement arabe comme une donnée conjoncturelle et sujette à modifications. Ce n'est pas là, me semble-t-il, affaire de choix. C'est affaire de destin. Le destin du Liban est d'être lié à son environnement arabe, même si tel n'est pas le choix de tous les Libanais. Qu'ils l'acceptent ou le refusent, tel est le sort de leur pays. Car le Liban n'est pas, comme Israël, un corps étranger au monde arabe. Pas plus, au demeurant, qu'il n'en est une part comme les autres. Le Liban est certes situé dans cet environnement, mais il est aussi une entité particulière exerçant une fonction propre. C'est dans cette fonction que se trouve notre vocation. Nous sommes pour l'arabité du Liban, mais une arabité propre au Liban. En fait, celui-ci répond à une nécessité pour l'arabité elle-même. Sans lui et, plus précisément, sans les chrétiens, l'arabisme deviendrait synonyme d'islam. Préserver la spécificité du Liban, son indépendance, son régime démocratique fondé sur le principe de coexistence devient, de ce fait, une responsabilité arabe par excellence. Notre longue crise l'a prouvé : dans le monde arabe, aucun pays ne saurait remplacer le Liban, aucune capitale se substituer à Beyrouth. Aucun Libanais ne devrait nier l'arabité du Liban, refuser à son pays d'exercer sa fonction, de se consolider au sein de son environnement naturel. En contrepartie, aucun Arabe ne devrait dépouiller le Liban de sa spécificité. Il est donc tout aussi impératif de définir une politique arabe pour le Liban qu'une politique libanaise pour les Arabes.

Cette double tâche implique reconnaissance mutuelle, non seulement entre le Liban et le monde arabe, mais surtout, dans l'un et l'autre, entre chrétiens et musulmans. Les chrétiens ont à reconnaître, de façon définitive et sans réserve, leur appartenance arabe. Les Arabes en faire autant pour l'indépendance du Liban et

le rôle réservé à ses chrétiens. Dès lors que l'appartenance du Liban à son environnement ne fait aucun doute, la reconnaissance de la spécificité des chrétiens libanais est tout aussi indubitable. Il faut que le chrétien se pénétre de cette vérité : il est de son intérêt de défendre l'arabité du Liban. Il importe que le musulman en soit convaincu : il est de son intérêt de préserver le particularisme libanais, cette identité culturelle spécifique qu'est la libanité. Dans ce cas, l'arabité deviendra une responsabilité chrétienne et la libanité une responsabilité islamique. Du même coup, le musulman se transformera en champion de la souveraineté et le chrétien en défenseur de l'arabité. L'islamisation du Liban, en revanche, est un projet de nature coercitive méconnaissant le vrai rôle du musulman, qui est de protéger la présence chrétienne et donc la libanité. Quant à la « sionisation », elle serait suicidaire, en reniant le vrai rôle du chrétien qui est de témoigner de l'arabité, de défendre l'appartenance arabe de son pays. Le destin, le choix, la solution, c'est cette double reconnaissance. Tout le reste revient à guerroyer contre la nature des choses, parier sur l'inconnu et miser sur l'impossible.

Les deux intifadas du 12 mars 1985 et du 15 janvier 1986 coïncidèrent avec le début de ce qu'on a appelé la « guerre des camps » entre, d'une part, Amal appuyé par la Syrie et, de l'autre, les organisations palestiniennes fidèles à Yasser Arafat. L'armée syrienne soumit alors à blocus, simultanément, les camps palestiniens et les régions chrétiennes dites « l'Est » par opposition à « l'Ouest » musulman. Damas semblait avoir décidé de contrôler à la fois la carte libanaise en œuvrant à la chute d'Amine Gemayel et de Samir Geagea, qui avaient osé se mettre en travers de sa politique, et la carte palestinienne en travaillant à la perte d'Arafat. Dans ce climat politique tendu, je

décidai, en accord avec Samir, de prendre des contacts avec l'O.L.P. et l'Irak, entreprise qui, à l'époque, paraissait relever de l'aventurisme pur et simple. Nous savions que nous allions provoquer l'ire des Israéliens et des Syriens, les premiers parce que la centrale palestinienne était leur ennemie jurée et les seconds parce qu'ils menaient contre son chef une guerre à outrance et cherchaient à l'acculer à la démission. L'Irak ne soulevait pas moins d'hostilité. A son égard, Israël était d'une totale intransigeance et tenait Saddam Hussein pour un « ennemi stratégique » au motif de son extrémisme quant à la solution de la crise régionale et de l'accroissement constant de son potentiel militaire et industriel. La Syrie voyait dans le président irakien « l'éternel ennemi » et voulait s'en débarrasser.

Or en 1986, l'Irak devait faire face à une attaque iranienne d'envergure et les stratèges américains donnaient, tout au plus, de trois à six mois à son armée avant de subir une cuisante défaite. La situation de l'O.L.P. n'était pas beaucoup plus enviable. Arafat avait sur les bras une crise politique latente dans son organisation et le blocus des camps à Beyrouth. Je connaissais tous ces handicaps, mais je pensais aussi que l'Irak et l'O.L.P. étaient des constantes de la situation et que prendre attache avec eux était un jeu qui valait la chandelle.

Je rencontrai donc Arafat à Tunis le 23 mai 1986. J'étais accompagné de Pierre Rizk, connu sous le pseudonyme d'« Akram », responsable des S.R. extérieurs des Forces libanaises. Arafat avait à ses côtés son ami et confident Hakam Belaoui, représentant de l'O.L.P. auprès de la Ligue arabe, Samir Abou Ghazaleh, son représentant à Chypre avec qui nous avions pris les contacts préliminaires, el-Hajj Ismaïl, responsable des opérations centrales, enfin Abou Tayeb, chef de la « Force 17 », corps d'élite palestinien constitué pour les opérations spéciales. Nous arrivions chacun avec ses soucis en tête ; moi, la protection des régions chrétiennes, lui, la sauvegarde de ses camps. Je voulais profiter de la rencontre pour dissiper l'hostilité née de la

participation de certains éléments des F.L. au massacre de Sabra et Chatila. Arafat comptait en tirer parti pour retrouver un rôle politique en s'alliant avec les chrétiens.

Commencée à 10h30, la réunion devait se terminer seulement le lendemain à 3 heures du matin, dans une atmosphère de chaude amitié, autour d'un « iftar » offert par notre hôte car nous étions en période de Ramadan. A son habitude, Arafat se lança d'abord dans un exposé sur le triangle vicieux Liban-Syrie-O.L.P., ne nous faisant grâce d'aucun aspect arabe ou international. Puis il nous annonça qu'une rencontre en Yougoslavie entre Hafez el-Assad et Hans Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, porteur d'un message de la C.E.E. sur le terrorisme, avait eu lieu dans le courant du mois et que le président syrien avait promis, s'il lui était donné carte blanche au Liban, d'aider à la libération d'otages occidentaux détenus par le Hezbollah et l'Iran. Cette rencontre annonçait, pour Arafat, un rapprochement entre la Syrie et l'Europe qui serait, s'il venait à se confirmer, tout aussi lourd de périls pour les régions chrétiennes que pour les camps palestiniens. Arafat nous proposa une coopération sur le plan pratique. « Assad, nous dit-il, ne pourra pas percer sur les deux fronts à la fois. Il va essayer de nous battre séparément. L'Est ne doit pas tomber entre ses mains. Il y va de l'intérêt palestinien. » Il nous fit comprendre que son conflit avec Damas avait atteint un point de non-retour en raison de causes multiples. Il y avait eu, d'abord, l'invasion israélienne du Liban, quand l'armée syrienne avait battu en retraite en laissant les Palestiniens faire face seuls aux envahisseurs. Il nous raconta qu'au sommet arabe de Fès en 1982, après l'entrée de Tsahal au Liban, Saddam Hussein s'était lancé dans une diatribe antisyrienne d'une rare violence et qu'Assad avait tenté de se justifier en faisant valoir que les armes soviétiques manquaient d'efficacité face à l'armement américain. Le président irakien avait rétorqué que son armée à lui tenait fort bien tête, avec des armes soviétiques, à l'Iran dont l'équipement était américain.

Arafat disait avoir la preuve irréfutable que Damas était au courant du projet d'invasion du Liban, mais pensait que l'armée israélienne ne dépasserait pas le Litani et qu'ainsi, elle détruirait l'infrastructure militaire des Palestiniens sans se heurter aux Syriens, stationnés au-delà. Il conclut, désabusé : « Syriens, Israéliens et Américains s'entendent comme larrons en foire. » Il nous dit aussi que les efforts arabes et internationaux pour le réconcilier avec Assad avaient échoué, ce dernier exigeant de lui une lettre rétractant toutes ses accusations à l'égard de l'armée syrienne. Il avait répondu aux médiateurs : « Que voulez-vous que je pense d'une armée qui a besoin de lettres pour prouver son efficacité ? Cela se prouve avec du sang, pas avec de l'encre ! » Je lui expliquai longuement la portée de nos soulèvements du 12 mars et du 15 janvier et leur rôle dans l'échec de l'accord tripartite. Je rappelai que lors de chacune de ces intifadas, j'avais pris contact avec Khaddam et que Damas nous avait claqué la porte au nez. J'exposai ensuite les deux points de notre politique : unifier le camp chrétien et, notamment, mettre en accord Amine Gemayel et Samir Geagea ; parallèlement, susciter l'ouverture des Forces libanaises sur le monde arabe afin que celui-ci facilite un règlement. Arafat fit bon accueil à mes idées. Il insista pour que nous serrions les rangs, ajoutant : « La légalité est votre premier atout. » Selon lui, toute une série d'indices prouvait que les Arabes étaient plus que jamais disposés à une action au Liban. « Croyez-moi, dit-il, je les connais. Vous avez l'occasion aujourd'hui d'expliquer votre cause et ils sont prêts, pour la première fois, à se ranger à vos côtés, même contre le gré de la Syrie. » Il fut plus réservé sur les deux projets que nourrissait le président Gemayel : d'une part, déployer l'armée libanaise, sous le commandement d'un officier musulman, dans le secteur ouest de Beyrouth afin de restaurer la sécurité et arrêter la « guerre des camps » et, d'autre part, former un gouvernement d'union nationale dirigé par Takieddine Solh. Arafat estimait que les musulmans

n'étaient pas prêts à accueillir l'armée dans leurs zones et que, sans un soutien arabe sur place, elle se perdrait dans la jungle beyrouthine. Les ministres des Affaires étrangères arabes allaient se réunir pour préparer un sommet. Il suggéra que Gemayel saisisse cette occasion pour leur demander que des contingents arabes viennent appuyer le déploiement de l'armée, d'abord à Beyrouth, puis dans le reste du pays. Qu'il leur précise bien, ajouta-t-il à l'intention du président libanais, qu'il réclamait des forces arabes « neutres », venant de pays sans aucune implication dans la guerre du Liban, à l'exclusion donc des Palestiniens et des Syriens. Puis il me dit : « En 1985, le typhon s'est déchaîné sur moi, mais cette année, il va souffler sur d'autres et je serai à l'abri. Répétez bien à vos camarades qu'ils peuvent profiter de ma position confortable. Mais surtout, qu'ils se méfient de Hafez el-Assad comme de la peste ! S'il s'en prend à moi, certains Arabes le lui feront payer cher. A l'inverse, s'il vous attaque, ce sera tout bénéfique pour lui. En ce moment, il est aussi mal en point qu'un loup blessé. » Je lui répondis : « Sur le plan arabe, vous êtes incontournable, comme nous au Liban. Remettons-nous-en à Dieu. »

En 1986, la guerre des camps faisait rage, Damas et l'Est étaient à couteaux tirés, l'Irak et l'Iran se battaient féroceement. Dans cette tempête générale, Geagea entreprit de reconstruire, pierre par pierre, les Forces libanaises. Le 10 août, elles furent le théâtre d'une mutinerie qui ne dura pas plus de 24 heures mais provoqua, entre Geagea et Gemayel, une méfiance que je mis du temps à dissiper. Le 27 septembre, Hobeika tenta en vain de revenir à l'Est où il se heurta aux F.L. qui, épaulées par l'armée, reprirent très vite le contrôle de la situation sur tous les fronts.

Vers la fin de cette année difficile, la situation apparut plus claire au sein des Forces libanaises et dans les zones est. Je jugeai l'heure venue d'administrer à l'opinion un choc salutaire en lui révélant l'état de nos contacts arabes. Je décidai de faire réapparaître, pour la pre-

mière fois depuis 1983, Yasser Arafat sur le petit écran grâce à notre station de télévision, la Lebanese Broadcasting Corporation. C'était, pour beaucoup d'entre nous, la manifestation de son retour politique dans le pays qu'il avait quitté, contraint et forcé, sous la pression d'Israël et de la Syrie. La diffusion de l'entretien, le 11 novembre 1986, eut l'impact attendu. Le lendemain, au cours d'une réunion du Front libanais, Camille Chamoun me tança : « Vous avez exagéré. » Deux jours plus tard, Uri Lubrani, coordinateur des activités israéliennes au Liban, dénonça « un dérapage honteux et dangereux » qui, au-delà du cadre médiatique, pouvait avoir de graves conséquences pour les chrétiens. J'y voyais pour ma part une occasion de les amener à s'interroger sur les relations de leur pays avec les Arabes. En outre, l'affaire me permettait de démontrer que les Forces libanaises étaient libres de leurs mouvements et menaient une politique d'ouverture.

Au début de 1987, Amine Gemayel soumit à Damas deux documents de travail. Le premier portait sur les fameuses « relations privilégiées », le second sur les réformes constitutionnelles. Dans les pourparlers sur ces textes, Elie Salem, conseiller présidentiel, et Simon Kassis, chef des S.R. de l'armée, représentaient le Liban face à la délégation de Damas composée de Farouk el-Chareh, ministre des Affaires étrangères, et Ghazi Kanaan, chef des services de renseignements du contingent syrien au Liban. Les conversations se poursuivirent de janvier à mars et occupèrent dix longues séances sans aboutir au moindre résultat. Entre-temps, l'armée syrienne avait pénétré, en février, à Beyrouth-Ouest, encerclé les camps palestiniens et pris ainsi le contrôle du secteur musulman de la capitale. Damas mit un terme aux pourparlers et boycotta Gemayel. L'impasse était totale et la situation ne cessait de se dégrader.

Pour contourner l'intransigeance syrienne, je fis alors, en ma qualité de commandant en chef adjoint des F.L. et avec l'accord du chef de l'Etat, une série de déplacements à l'étranger. Je me rendis à Bagdad, au Caire et à

Paris. Je commençai ainsi à bâtir le nouveau « triangle vicieux » Liban-Irak-O.L.P. dont l'opinion chrétienne, bon gré mal gré, reconnaissait l'utilité. A Bagdad, le 22 mars, je rencontrai à deux reprises, en compagnie de Pierre Rizk, Yasser Arafat qui avait à ses côtés Samir Abou Ghazaleh, ainsi que, pour une partie des discussions, Abou Jihad, el-Hajj Ismaïl et Houari. Lors de la première séance, Arafat, abattu, semblait traumatisé par le retour de l'armée syrienne à Beyrouth et le blocus des camps. Il ne cachait pas sa rancœur envers Damas et, à un degré moindre, Walid Joumblatt. Je lui adressai quelques mots de réconfort : « Militairement, lui dis-je, vous risquez de perdre un camp, mais, politiquement, vous avez déjà gagné la sympathie de la région chrétienne. Nos nouvelles relations exaspèrent tellement les Israéliens qu'ils considèrent les F.L. comme votre atout le plus important. » Il me répliqua avec un sourire triste : « Ecoutez bien cela, Karim. Si nous avons pu, dès le début, nous entendre comme nous le faisons aujourd'hui, nous n'aurions pas eu cette sale guerre. » Puis, un peu moins tendu, il réfléchit un instant et avança une idée qui me parut, au premier abord, bien étrange : « Au fond, nous ne faisons actuellement que nous rapprocher de la vraie solution. Le règlement futur réside dans la création de quatre entités qui coopèreraient ensemble comme les membres du Benelux : le Liban, la Jordanie, l'Etat palestinien et Israël. » Revenant à des préoccupations plus immédiates, il me dit avoir mobilisé les médias autour du problème des camps palestiniens pour que l'affaire tourne à la défaite politique des Syriens. Bref, ajouta-t-il, en utilisant le terme anglais, « j'ai fait du blocus une big story ». Non content d'avoir alerté la Ligue arabe, il avait obtenu du Conseil de sécurité de l'O.N.U. une résolution ordonnant la levée du blocus alimentaire. Ne croyant guère à l'envoi de forces arabes ou internationales à son secours, il se targuait d'avoir transformé l'affaire en « épopée de mort et de souffrance propre à faire serrer les rangs aux Palestiniens et à salir l'image de la Syrie ». Il observa :

« Hormis Saddam Hussein, personne, dans le monde arabe, n'oserait affronter Assad comme je le fais. » Il me révéla qu'à Bagdad, Saddam Hussein lui laissait une complète liberté de manœuvre, allant jusqu'à lui dire : « Si votre intérêt exige des relations avec l'Iran, ne vous gênez pas » ; puis s'exclama, visiblement subjugué : « Saddam est le preux chevalier du monde arabe. » Abou Jihad, qui rentrait du Caire, intervint alors dans notre conversation : « L'an dernier, Damas s'attendait à une victoire iranienne lui permettant de régler son compte au Liban. Or il n'y a pas eu de victoire et il n'y en aura pas. Nous devons tenir bon quelque temps encore. La situation régionale évolue en notre faveur. »

Le lendemain, nous tîmes deux séances de travail avec les Irakiens. Tarek Aziz, ministre des Affaires étrangères, était flanqué de Fadel Barrak, chef des R.G., et de ses adjoints Farouk Hijazi et Jabbar Mazloum. Je leur exposai les tenants et aboutissants de la situation libanaise en insistant sur trois dangers principaux. Israël pouvait, par un arrangement avec la Syrie, exécuter son projet de partage. L'Iran essayait de mettre en place chez nous une république islamique. Enfin, la politique syrienne d'hégémonie pouvait conduire à l'annexion pure et simple. Je montrai que ces trois périls, inconciliables en apparence, se recoupaient sur plusieurs points mais n'étaient pas de même gravité, l'Iran et Israël étant plus redoutables à long terme que la Syrie, menaçante dans l'immédiat. Pour relever ces défis, nous avions unifié les rangs chrétiens, mis fin aux scissions des Kataëb et du P.N.L., fusionné toutes les milices dans les Forces libanaises, créé un comité conjoint avec l'armée pour la défense de nos régions, enfin coordonné politiquement notre action avec le président de la République. Bref, la résistance libanaise, dis-je, existe bel et bien mais a besoin d'une double assistance : militaire, pour nous équiper afin d'assurer notre défense, politique, pour parvenir à une entente avec les musulmans qui est la condition nécessaire pour sauvegarder l'indépendance et l'unité du Liban. Je

soumis, au terme de cet exposé exhaustif, une série de propositions et de demandes, puis conclus : « Le danger israélien, de nature historique, est lié au règlement de la crise du Proche-Orient ; le danger iranien est religieux et pourrait provoquer, au-delà de l'éclatement du Liban, celui de toute la région. Enfin, le danger syrien, politique, est le plus inquiétant à court terme. Les trois menaces planent également sur l'Irak, la différence fondamentale résidant en ce qu'il est capable d'y faire face. En revanche, le Liban s'effondrerait sans pays arabe pour libérer son sol de toute occupation et son peuple de toute ingérence. »

Les Irakiens m'écoutèrent avec attention puis Tarek Aziz me dit avoir reçu de Saddam Hussein des instructions sans ambiguïté. La première était de ne pas intervenir dans les affaires intérieures et les querelles confessionnelles ou partisans du Liban puisqu'on tenait à le traiter en pays arabe et indépendant. De ce fait, l'Irak refusait les ingérences étrangères sur le sol libanais, qu'elles soient israéliennes, iraniennes ou syriennes. Pour le président irakien, l'unité du Liban était une responsabilité panarabe tout autant que libanaise. Il appuierait donc, dans la mesure de ses moyens, la légalité, incarnée par le président Gemayel, ainsi que le Front libanais, qu'il espérait voir édifié à l'avenir sur une entente islamo-chrétienne. Tarek Aziz résuma le tout en une formule de Saddam à notre adresse : « Vous êtes nos alliés, décidez ce que vous voulez et dites-nous ce que vous désirez obtenir de nous. »

Le chef de la diplomatie de Bagdad nous parla de la guerre irako-iranienne qui faisait rage. Selon lui, elle n'était pas inéluctable mais l'Irak avait été contraint de la mener pour préserver toute la nation arabe. Toutefois, le conflit échappait à l'emprise et au contrôle des grandes puissances. Ainsi, l'Union soviétique, alliée à l'Irak par un traité d'amitié et de coopération, n'avait pas volé à son secours. Les Etats-Unis n'avaient pas davantage combattu le régime khomeiniste comme ils auraient dû le faire. Car l'Irak et l'Iran étaient deux

grands pays, puissants et riches, menés par des dirigeants déterminés qui ne prenaient leurs ordres ni à Washington ni à Moscou. Tarek Aziz ajouta, avec une confiance que rien ne semblait pouvoir ébranler : « Cette guerre ne s'achèvera pas sur un compromis. Il y aura un vainqueur et un vaincu. Le pouvoir iranien n'a pas pu conclure militairement comme il pensait le faire l'an dernier. Nous nous préparons à le faire l'an prochain. » C'est effectivement ce qui devait se produire en 1988. Quant à la théorie de l'absence d'influence des supergrands, elle pourrait bien expliquer le comportement de l'Irak dans la guerre du Golfe.

Je soulevai le problème des conséquences du conflit irano-irakien sur notre situation et parlai de notre politique d'ouverture envers le monde arabe. Les Irakiens se dirent satisfaits de nos contacts avec l'O.L.P. et nous encouragèrent à en faire autant avec les pays arabes, précisant que si nous étions contraints à un dialogue avec la Syrie, ils ne nous en tiendraient pas rigueur. Tarek Aziz pensait que le régime de Damas, à bout de course, était en train de perdre assurance et énergie. Il nous encouragea à nous armer de patience et à être vigilants car l'Irak, tout entier à sa guerre, ne pouvait pas intervenir directement dans notre crise. Il conclut sur une note d'optimisme : « Notre région est le berceau des religions et l'arabisme est une doctrine ouverte où les chrétiens ont leur place. Le Liban est l'une des constantes régionales. La situation générale évolue en votre faveur. Ne vous précipitez pas. Attendez l'année prochaine et vous verrez. »

Au Caire, où j'arrivai le 25 mars 1987 en compagnie de Pierre Rizk, nous retrouvâmes Joseph Aboucharaf qui nous avait devancés. Il comptait de nombreux amis dans l'équipe dirigeante égyptienne. Nous eûmes deux journées de conversations avec, pour les problèmes de sécurité, le général Amine Nemr, directeur des renseignements généraux, et son adjoint le général Mohamed Abdel Salam et pour les questions politiques, Boutros Ghali, ministre d'Etat aux Affaires étrangères, et

Oussama el-Baz, directeur de cabinet du président de la République. Je refis mon exposé sur les dangers courus par le Liban et leurs remèdes. Boutros Ghali le commenta brièvement. Pour lui, le péril iranien était, stratégiquement, plus grave que le danger syrien. « J'ai peur pour vous, dit-il, mais peur des Iraniens plus que des Syriens. » Il ajouta en français au moment de nous quitter : « Nous sommes avec vous. Bon courage ! »

La rencontre la plus importante eut lieu avec Oussama el-Baz qui nous prouva sa parfaite connaissance du dossier libanais par un exposé complet, objectif et précis, entrelardé, à sa manière, de remarques mordantes, décochées sur le ton de la plaisanterie. C'est l'un de ces esprits arabes avec lesquels, qu'on soit ou non d'accord, le dialogue est un régal. Il observa d'emblée qu'à chaque fois qu'il avait cru la crise libanaise à bout de souffle et le règlement proche, il s'était trompé du tout au tout. Il en était donc à se demander si, dans cette affaire, les raisons de continuer n'étaient pas devenues plus fortes que les raisons d'arrêter les frais. A mots couverts, il semblait vouloir nous laisser entendre que la malédiction des Pharaons s'était abattue sur le Liban. « La Syrie tient en main la situation libanaise et repousse quiconque approche, observa-t-il. Nous reconnaissons qu'elle a des relations spéciales avec le Liban, mais nous ne comprenons ni son attitude, ni ses objectifs, ni les raisons de sa présence. » Il se lança ensuite dans un historique des relations libano-égyptiennes destiné à nous convaincre que Le Caire n'avait jamais eu de visées hégémoniques ou territoriales chez nous. « Même du temps de Nasser, dit-il, c'est la Syrie qui intervenait dans les affaires libanaises. Notre style a changé depuis, mais non notre intérêt pour le Liban. Il est impératif de résoudre son problème et, dans l'absolu, ce ne peut être, à nos yeux, que par le biais de la légalité et de l'armée libanaises. Hélas, dans la pratique, j'ai pu constater lors d'une visite, il y a trois ans, que le président Gemayel est isolé dans son palais et que l'armée a éclaté en brigades confessionnelles. Les choses étant ce qu'elles sont, il

convient d'unifier les Libanais, leur armée et leur pouvoir. C'est ce à quoi nous œuvrons. » Il passa ensuite en revue les maîtres du jeu et l'ensemble du monde arabe : l'Irak était en guerre et éloigné de l'affaire ; les Palestiniens empêchés d'intervenir par l'énormité de leurs erreurs passées ; Damas hors d'état de trancher militairement et peu disposé à accepter une solution arabe. L'isolement international que la Syrie subissait avec amertume la poussait, selon Baz, à chercher à améliorer à tout prix son image auprès des Occidentaux. Il nous conseilla de coopérer avec la Jordanie, l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe et il se dit prêt à faciliter nos contacts en ce sens. « L'Egypte, conclut-il, est l'amie véritable du Liban tout entier. Votre résistance a permis de sauvegarder les chances d'indépendance et de souveraineté de votre pays. Nous allons vous aider dans toute la mesure du possible. »

Je rentrai de ma tournée avec la conviction que l'image des chrétiens, et plus particulièrement des Forces libanaises, avait commencé à devenir plus positive dans l'esprit de plusieurs dirigeants arabes et que la cause du Liban passait enfin au premier plan de leurs préoccupations.

L'année 1987 connut, dans ses trois premiers trimestres, cinq événements majeurs au Liban : en mars, l'abandon forcé des camps palestiniens de Beyrouth par les partisans d'Arafat ; en mai, l'abrogation de l'accord du Caire par l'Assemblée nationale ; en juin, l'assassinat de Rachid Karamé ; en août, la disparition de Camille Chamoun ; enfin la dépréciation brutale de la monnaie nationale s'accompagnant d'une crise socio-économique sans précédent. Au niveau régional, plusieurs tentatives infructueuses eurent lieu pendant cette même période : échec des bons offices de la Jordanie entre la Syrie et l'Irak ; fiasco d'une délégation palestinienne de haut rang, venue à Damas pour tenter de combler le fossé ; vaines entremises internationales pour faire cesser la guerre irano-irakienne ; enfin, en avril, raid manqué de l'aviation américaine contre Moammar Kadhafi qu'elle

ne parvint pas à tuer dans sa résidence de Tripoli. Aux Etats-Unis, ce fut ensuite la découverte d'un trafic d'armes avec l'Iran pour financer les rebelles de la contra. Ce « scandale de l'Irangate » faillit faire tomber Reagan. De toutes parts — hormis d'Israël bientôt rejoint par les Etats-Unis — vinrent des efforts fébriles pour que se tienne une conférence internationale sur le Proche-Orient, puis cette agitation retomba. En juin, la visite à Damas du général Vernon Walters, délégué américain aux Nations unies, déboucha sur le retour dans la capitale syrienne de l'ambassadeur William Eagleton que Washington avait rappelé un an plus tôt. C'était le signe annonciateur de la normalisation syro-américaine.

A cette époque, je me rendis à Paris en compagnie d'Antoine Basbous, représentant des F.L. en Europe. Toutes les personnalités rencontrées, tant de gauche que de droite, montrèrent un vif intérêt pour nos problèmes. Il était évident que les Français appuyaient avec ferveur notre résistance à l'occupation, étaient d'ardents défenseurs des libertés et des droits de l'homme et éprouvaient, à l'endroit du Liban et de sa cause, une sympathie instinctive. Ces réactions expliquent à mes yeux l'appui sans limites qu'ils devaient assurer par la suite à Michel Aoun. Nous nous réunîmes avec Alain Poher, président du Sénat, Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, Jean-Bernard Raimond, ministre des Affaires étrangères, Gérard Longuet, ministre des P. & T., plusieurs autres ministres, l'ancien président Giscard d'Estaing, du côté socialiste Michel Rocard et Roland Dumas, enfin, pour l'Eglise, NN. SS. Decourtray et Lustiger. Dans le mémorandum déposé au Quai d'Orsay et dont le titre était « Pour une solution globale de la crise libanaise », nous constatons que notre pays était occupé par deux Etats, la Syrie et Israël, et deux organisations révolutionnaires à tendance

terroriste, l'une palestinienne et l'autre iranienne. Nous exposons ensuite que le Liban subissait une partition géographique de fait, la destruction de sa formule de coexistence intercommunautaire, la décomposition des institutions étatiques, la dislocation des structures économiques, enfin la dilution de son identité culturelle. Les tentatives de solutions militaires, de la part d'Israël et de la Syrie, avaient échoué et les occupants avaient réduit à néant les chances de réconciliation nationale. Il ne nous restait, écrivions-nous, qu'une issue : dégager une solution dans le cadre de l'O.N.U. et par le biais d'une conférence internationale. Ce mémorandum avançait un projet de solution en quatre points :

« 1. Retrait de toutes les armées étrangères, syriennes et israéliennes, de la totalité du territoire ainsi que retrait de toutes les organisations paramilitaires étrangères, palestiniennes et iraniennes.

« 2. Constitution d'une force internationale destinée à se déployer, aux côtés de l'armée libanaise, le long des frontières internationalement reconnues du Liban ainsi que sur l'ensemble de son territoire et ayant pour mission :

- d'aider le gouvernement libanais à recouvrer sa souveraineté et à rétablir son autorité sur l'ensemble du territoire ;

- de veiller à l'instauration de la paix et de la sécurité le long des frontières et de s'assurer de l'absence de toute activité hostile, à l'intérieur comme à l'extérieur ;

- de participer, aux côtés de l'armée libanaise, au désarmement des camps palestiniens et à la protection de leur population civile légalement enregistrée au Liban jusqu'à ce qu'une solution juste et durable soit trouvée pour elle, eu égard à la ferme opposition des Libanais à tout projet visant à l'implantation définitive des Palestiniens sur le sol national.

« 3. Révision de la constitution libanaise en y introduisant toutes les réformes politiques, administratives, économiques, sociales et éducationnelles nécessaires à la création d'un ordre juridique assurant l'égalité et la

justice et préservant la démocratie et le pluralisme au Liban.

« 4. Reconnaissance de la neutralité du Liban comme facteur de paix interne et d'équilibre régional. »

Enfin, au cours de cette visite, nous avons soumis au gouvernement français quelques propositions et suggestions pour que le problème du Liban soit soulevé sur le plan international avec l'aide du Vatican, de la C.E.E., de certains Etats arabes et des Etats-Unis. Nous avons, en outre, appelé à la réunion d'un congrès national regroupant toutes les parties belligérantes sous l'égide de la France et demandé que l'Etat libanais soit aidé à faire face à ses problèmes financiers, culturels, alimentaires et médicaux. Le ministre français des Affaires étrangères, après en avoir pris acte, nous exposa avec une grande clarté la position de Paris. Mon gouvernement, nous dit-il, mesure pleinement l'importance des relations historiques entre le Liban et la France. Il établit un lien étroit entre les rôles que celle-ci exerce au Liban et, au-delà, dans tout le Proche-Orient. Cela signifie, poursuivit-il, que tout ce qui se passe chez vous nous concerne, quelles que puissent être vos contraintes intérieures, vos handicaps et l'orientation du pouvoir en France. Il nous assura qu'à ses yeux tout règlement devait se fonder sur l'attachement à l'indépendance, à l'unité et à la souveraineté du Liban et à la sauvegarde de son système de libertés dans les secteurs de la politique, de l'économie et de l'éducation. Il insista sur l'urgence d'une solution vu la dégradation de la conjoncture. En parfait diplomate, il me demanda mon sentiment sur la guerre irano-irakienne et sur l'avenir des rapports syro-iraniens. Je lui répondis que, contrairement à l'avis des experts occidentaux, l'Irak ne risquait plus désormais d'être vaincu et j'annonçai même sa victoire. Quant aux relations entre Damas et Téhéran, je dis qu'elles étaient solides, qu'elles allaient se développer davantage et que, là encore, les experts prévoyant une rupture étaient dans l'erreur. Je constatai que Paris s'intéressait vivement à nos rapports avec le monde

arabe et, plus particulièrement, avec Bagdad. Pour conclure cet entretien, Jean-Bernard Raimond félicita les Forces libanaises pour leur insistance à réclamer que l'élection présidentielle ait lieu dans les délais constitutionnels. Il nous confia que certains l'avaient assuré du contraire et que nous l'avions pleinement rassuré sur nos véritables intentions. Mais il ne put s'empêcher de nous poser la question : « Qui est votre candidat ? » Je lui répondis que les Forces libanaises n'en présenteraient pas mais soutiendraient celui qui ferait l'objet d'un consensus national. Il se borna à secouer la tête avec un sourire.

L'année 1988 restera marquée par trois événements : la montée de l'intifada palestinienne dans les territoires occupés, la victoire de l'Irak sur l'Iran et l'élection présidentielle — manquée — au Liban. Quand, en juillet, je retournai à Bagdad, l'atmosphère y avait changé. Mon premier séjour avait coïncidé avec la chute de Fao sous les coups des Iraniens. Cette fois, l'Irak avait reconquis le terrain perdu et était victorieux sur tous les fronts. Tarek Aziz, que je rencontraï à nouveau, était pleinement rassuré. Il estimait que l'Iran « dégringolait » — c'était le mot qu'il utilisait — de la cime au fond du précipice, mais ne voulait pas fixer l'échéance de l'effondrement final. Pour lui, les dirigeants de Téhéran, maîtres en expédients, étaient bien capables de retarder l'heure fatidique. Filant sa métaphore, il parlait du poids de l'Iran, de la force du vent, et concluait : « La chute peut se produire aussi bien dans trois jours que dans trois mois. Mais elle est inéluctable. » Quant aux conséquences, il en discernait deux : le bouleversement de l'équilibre régional et la réduction du poids de la Syrie. Il jugeait que les plans de création de mini-Etats confessionnels avaient désormais échoué : Israël, au milieu du siècle, s'était heurté au refus collectif arabe tout comme, à la fin du siècle, la défaite de l'Iran face à l'Irak avait sonné le glas de ses plans d'Etats islamiques. La redistribution régionale des cartes lui inspirait ce commentaire : « Que nous le voulions ou non, ce qui

affaiblit l'Iran ne peut qu'affaiblir la Syrie et le fait que ces deux Etats soient faibles ne peut, à son tour, qu'affaiblir Israël. » Pour ce qui est de l'élection présidentielle au Liban, Tarek Aziz et Fadel Barrak nous répétèrent ce qu'en avait dit Saddam Hussein : « Personne au monde ne peut comprendre la nature de nos relations avec les Forces libanaises. Dans un monde où chacun ne consulte que ses intérêts, nous ne cherchons rien d'autre que de mettre un terme aux souffrances d'un peuple et de libérer le Liban des Israéliens, des Syriens et des Iraniens. Nous ne voulons pas nous mêler des affaires intérieures libanaises. Nous pouvons conseiller, suggérer, aider, mais c'est aux Libanais qu'il revient de décider ce qui est bon pour eux. Nous approuverons tout ce qu'ils décideront. »

Dans l'après-midi du 14 juillet, j'allai rendre visite à Arafat dans sa résidence de Bagdad. Il était profondément peiné par la mort de son vieux compagnon de route Abou Jihad, assassiné le 16 avril précédent par un commando israélien à Tunis. « Je l'avais mis en garde, répétait-il, je lui avais bien dit de quitter Tunis. Il n'a pas voulu m'écouter. Je le jure par Dieu et notre révolution, il n'est pas mort en vain ! » L'œil brillant de fureur et de soif de vengeance, il me dit : « Les Américains étaient au courant de l'opération mais je n'ai pas de preuve de leur participation. En tout cas, ils savent très bien que pour moi, toucher à Abou Jihad, c'était franchir une ligne rouge. Je n'ai pas encore décidé de recourir au terrorisme mais, s'il est prouvé qu'ils ont une part dans ce crime, ils le paieront très cher. Aucun Américain ne pourra plus dormir en paix nulle part. Nous pouvons à nouveau frapper les intérêts américains. Nous pouvons révéler certains scandales et nous avons assez d'éléments entre nos mains pour provoquer la chute de certains hauts personnages. En 1981, j'ai œuvré personnellement à la libération des otages américains à Téhéran. J'ai la preuve que Reagan m'avait fait sonder pour retarder cette libération et la renvoyer après l'élection afin de lui permettre de battre Carter. Et c'est ce qui s'est passé

puisque les otages ont été libérés le lendemain de la victoire de Reagan. »

Arafat était hors de lui. La chute des camps palestiniens de Beyrouth et le traitement infligé à ses hommes par l'armée syrienne l'avaient poussé à bout. Sa plus vive déception tenait à l'attitude de l'U.R.S.S. Après lui avoir communiqué qu'elle considérait la chute des camps palestiniens comme une ligne rouge soviétique, elle n'avait pas bronché. Il déplorait la perte d'influence de Moscou qu'il voyait s'amorcer dans le monde et tout d'abord au Proche-Orient. Mais c'est surtout contre Damas qu'il s'emportait. Comme je m'en étais douté, sa rencontre du 24 avril 1988, après une rupture de cinq années, avec Hafez el-Assad n'avait nullement réconcilié les deux hommes. « L'Histoire jugera la Syrie, martela Arafat plusieurs fois au cours de notre entretien. Elle jugera ses agissements contre les Libanais et les Palestiniens. L'armée syrienne doit se retirer du Liban et y être remplacée par des forces arabes. Je vais réclamer une force internationale pour la protection de nos camps de Beyrouth. Vous pourriez en profiter pour qu'elle se déploie dans toute la capitale. Moi, je reviendrai dans le camp de Borj el-Brajneh, je me battrai à Saïda, notre intifada se poursuivra au cœur d'Israël ! » Il parlait avec beaucoup de chaleur et de fierté. Pour lui, les Israéliens se trompaient du tout au tout en croyant pouvoir stopper les manifestations par la terreur et les arrestations en masse. « Ce qu'ils ignorent, me dit-il, c'est qu'à Naples seulement, je dispose de cinquante et un comités populaires prêts à prendre le relais chaque fois que l'un d'eux est démantelé. L'intifada ne fait pas que compromettre la sécurité d'Israël. Elle pèse même sur ses élections. La preuve en est que Moubarak m'avait demandé de la mettre en sourdine pendant la campagne électorale de mai dernier, pour accroître les chances de Pères face à Shamir. » Il reprocha ensuite aux Arabes, et plus particulièrement aux monarchies du Golfe, de n'avoir pas contribué au financement de l'intifada : « J'assume tous les frais. Je compte sur mon peuple et il

compte sur moi. Je contrôle totalement la situation. Distribuer des armes aux nôtres est relativement facile. Ce qui est très difficile, c'est de les empêcher de s'en servir. C'est cela, le vrai test. J'ai prouvé au monde qu'il ne s'agit pas d'une poignée d'émeutiers mais de tout un peuple qui crie sa présence et manifeste son existence. »

Bassam Abou Charif, porte-parole de l'O.L.P., fit soudain irruption dans la pièce, radieux. Il nous lança : « La B.B.C. vient d'annoncer que l'Iran a demandé le cessez-le-feu. L'Irak a gagné ! » Dans l'allégresse qui s'empara des convives, je songeai au mot de Tarek Aziz sur l'Iran qui pouvait tomber « dans trois jours ou trois mois ». Arafat était aux anges. Il proclama : « Nous avons fait un pas sur la voie de la Palestine. » Le 15 novembre suivant, il allait proclamer la naissance de l'Etat palestinien « sur le territoire de la Palestine, avec Jérusalem comme capitale ».

Sous le feu des projecteurs, Yasser Arafat demeure un mystère. Tout le monde croit le connaître mais presque personne ne sait qui il est vraiment. On pourrait rencontrer ce petit homme rond et hilare, encombré plus qu'équipé d'un uniforme et d'un pistolet, dans un rôle de guérillero pour film des Marx brothers. Pourtant, ici la pièce est une tragédie. Mais le personnage est lui-même d'une double nature. Comme il porte un double nom, pour la paix et la guerre, à la fois Arafat et Abou Ammar. Comme il est deux choses à la fois : bourgeois et aventurier, risque-tout et père tranquille, fauteur de troubles et artisan d'un nouvel ordre. D'où l'incertitude, le désarroi qu'il suscite. L'Occident, perplexe, se demande s'il a affaire à un terroriste ou à un résistant. L'Orient voit en lui un patriote et, parfois, un aventurier. Pour ceux qui l'admirent, c'est un génie au service d'une épopée. Pour ceux qui le détestent, et ils sont légion, c'est un opportuniste doué pour les pitreries. Lui-même se décrit comme un homme « incontournable ». Le regard pétillant d'intelligence qu'il pose sur l'interlocuteur est celui du plus illustre inconnu de l'Histoire contemporaine. Arafat, en un quart de siècle

de luttes, a fait de l'O.L.P. un Etat reconnu par les deux tiers des pays de la planète. Il n'est pas le premier à avoir tenté une telle prouesse. Mais jamais encore, on n'avait vu un chef errant gouverner un pays sans territoire pendant si longtemps, dans la région la plus dangereuse du monde. Pour moi, c'est ce qui fait son originalité absolue. Personne ne fut comme lui révolutionnaire et homme d'Etat. Personne n'a fait l'Italie en étant à la fois Garibaldi et Cavour.

Mohamed Abdel Raouf Arafat Kaddour el-Husseini est né en 1929 dans une famille sunnite de Jérusalem, ville de guerre et de paix, terre de judaïsme, de chrétienté et d'islam. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, sa famille gagne Le Caire, puis il revient, en 1947, à Gaza. Il a dix-huit ans et combat, dans les rangs de l'« armée sacrée du Jihad », les sionistes qui vont créer l'Etat d'Israël. Il se rend ensuite au Caire et y fait des études d'ingénieur. Comme beaucoup de ses compatriotes, il songe à émigrer aux Etats-Unis et hésite longuement avant de se décider à partager avec ceux qui restent la persécution et la défaite mais aussi l'espoir de reconquérir sa patrie, les armes à la main. Alors il s'engage dans la lutte des mouvements de résistance égyptiens qui harcellent l'armée britannique tout le long du canal. Il côtoie plusieurs « officiers libres » qui, sous la conduite de Gamal Abdel Nasser, vont renverser la monarchie. En 1952, l'année même où ils font leur coup d'Etat, Arafat fonde l'Union des étudiants palestiniens. Cette année-là, l'Histoire fait se rencontrer deux révolutions et deux grands destins. En 1956, il s' enrôle dans l'armée égyptienne et fait face à l'invasion franco-anglo-israélienne.

L'Union qu'il préside regroupe déjà tous les Palestiniens, au-delà de leurs divergences. On y trouve des marxistes, des baassistes, des nationalistes arabes, des Frères musulmans et des indépendants. On y pratique le débat démocratique. On s'y veut sans allégeances à l'égard des partis et régimes arabes. La libération de la Palestine prime toute autre considération. Arafat s'en

tiendra à ce principe. Aujourd'hui encore, il dit et répète qu'il est fier de diriger la première organisation de lutte armée créée sur un modèle démocratique et saisit toutes les occasions de montrer qu'il n'est ni de gauche ni de droite. C'est ainsi qu'il se met en tête de transformer une foule de réfugiés porteurs de cartes de l'U.N.R.W.A. en un peuple qui porte fusil. Il passe près de quinze ans à courir le monde arabe sous de fausses identités pour organiser des cellules clandestines, pénétrant dans Jérusalem avec un passeport algérien, arrêté en Syrie et au Liban, relâché seulement parce que son accent égyptien fait croire qu'on a mis la main par mégarde sur un agent secret du Caire. Arafat, ou plutôt désormais Abou Ammar, exécute le 1^{er} janvier 1965 la première opération militaire du Fateh. La date sera le point de départ officiel de la révolution palestinienne que jalonnent tant d'espoirs et de déceptions. Pour les progressistes et la gauche dans le monde arabe, le Fateh est de droite. Les conservateurs et traditionalistes le jugent subversif. Abou Ammar, loin de dissiper cette ambiguïté, en tire parti. L'image de droite va lui permettre de faire financer son mouvement par les pays pétroliers, d'abord l'Arabie Saoudite et les Etats du Golfe. L'aura révolutionnaire fera admettre son programme de libération nationale par les progressistes et socialistes, d'abord par l'Egypte de Nasser, la Syrie d'Assad, l'Algérie de Boumediene, la Libye de Kadhafi et l'Irak de Saddam Hussein. Pour lui, il n'a qu'un souci : faire croître et prospérer le nationalisme palestinien, augmenter ses forces en restant libre de ses décisions.

La tâche est surhumaine. Mais Arafat dispose d'un atout qui est son seul véritable secret : il possède l'art de commander et la forte personnalité aux multiples facettes qui permet de devenir l'homme symbole, celui en qui se reconnaît la multitude. Sa double nature se déploie : le révolutionnaire dirige les opérations militaires ou l'intifada, démêle les intrigues, perce les secrets, trame le terrorisme. L'homme d'Etat gère le Trésor en père de famille, finance le mouvement, séduit

l'opinion avec un sens étonnant de ce que l'on commence à appeler les relations publiques. Son intelligence politique est tout entière au service de cet Etat palestinien sur la terre de Palestine, dont il rêve d'être le chef et qui aura Jérusalem pour capitale. En 1974, avant son départ pour les Nations unies, je l'entends encore me dire : « Rien au monde ne mérite le martyre, sauf la création de cet Etat-là. » Jamais il n'a songé à y parvenir autrement que par les armes. Les deux devises du Fateh sont éloquentes à cet égard : « Mon identité, c'est mon fusil » et « Révolution jusqu'à la victoire ». Mais cette victoire, il a très vite compris qu'elle ne lui serait pas donnée par les armées régulières des régimes arabes. La débâcle de 1967 n'a fait que le confirmer dans sa conviction que seule la Résistance palestinienne pouvait venir à bout de l'occupation israélienne. Il a d'ailleurs payé d'exemple, menant plusieurs raids de fedayin à l'intérieur même d'Israël dans les territoires occupés.

Véritable chef de guerre, il sait porter les coups et les recevoir, mener les batailles au premier rang comme de son lointain P.C. Ses états de services le prouvent. En mars 1968, pour la première fois, il affronte l'armée israélienne qui lui fait face tout au long du Jourdain dans la bataille de Karameh. En 1970, il résiste jusqu'au bout à l'armée jordanienne mais se voit contraint à quitter Amman. Deux ans plus tard, surpris par Tsahal dans l'Arkoub, au Sud-Liban, il soutient une offensive ininterrompue de quatre jours. En 1975, dans le borbier libanais, il ouvre un conflit ruineux avec l'armée et les milices chrétiennes. En 1976, il affronte au Liban l'armée syrienne qui l'oblige à prendre un profil bas. En 1978, dans le Sud, il livre une bataille acharnée à Tsahal dans la région du château de Beaufort. En 1982, l'envahisseur israélien arrive aux portes de Beyrouth et Abou Ammar, traqué de refuge en refuge, connaît les heures les plus difficiles de sa vie agitée. Sharon impose un blocus terrestre, maritime et aérien, coupe ses communications, ses voies d'approvisionnement, l'enferme dans un réduit d'à peine quatre kilomètres carrés.

Les troupes commencent à lâcher pied. Abou Ammar rassemble les chefs et les harangue : « J'ai décidé de lutter jusqu'au sacrifice suprême. Nous sommes la communauté du martyre. Vous êtes libres de lutter à mes côtés ou de m'abandonner à mon sort. » Puis il tient bon durant quatre-vingt-dix jours, jusqu'à ce que, fort d'une victoire morale, il accepte le projet présenté par Philip Habib, émissaire personnel du président américain, et se laisse évacuer avec ses combattants. Pour quelques années encore, la série noire se poursuit. En 1983, il livre à l'armée syrienne, à Tripoli, une bataille perdue qui l'oblige à quitter le Liban, définitivement cette fois. Il continuera, de l'extérieur, souffrant de cet éloignement, à mener de très durs combats contre les Syriens. Ce sera la « guerre des camps palestiniens » de Beyrouth, de 1985 à 1988, l'un des rares conflits dirigés par téléphone. Depuis 1988, il procède de même pour l'intifada dans les territoires occupés.

S'il faut du courage pour mener les hommes sous le feu, il faut de l'ascendant pour les y envoyer en restant loin d'eux. Chef militaire et politique, Arafat n'est pas peu fier de proclamer que, contrairement à la plupart de ses pairs arabes, il a gagné ses fonctions au combat et non dans les intrigues ou par un coup d'Etat. En 1975, au cours d'une rencontre avec le président Frangié, la moutarde lui monta au nez : « Je suis le seul leader arabe à avoir foulé le sol israélien. Je fonde mon pouvoir sur le sang et les sacrifices ; pas sur les titres ronflants et les combines de coulisses. » Pourtant, pour survivre à vingt-cinq ans de conspirations et de tentatives d'attentat, il faut avoir, outre le courage du soldat, une espèce de génie du renseignement et de la sécurité. Sur la liste des hommes à abattre des services secrets israéliens, Arafat est en première place. Plusieurs autres services, arabes et occidentaux, se concertent pour suivre ses déplacements et espionner ses activités. Il a échappé à de multiples tentatives d'attentat sur terre, sur mer, dans les airs, par les balles ou le poison. Sa baraka le protège, mais elle tient aussi à une extraordinaire intuition. Sur la

route de Beyrouth au Liban-Sud ou à Damas, on lui a tendu plusieurs guets-apens. On a détourné des avions où l'on espérait le trouver et deux appareils, un libyen et un égyptien, ont été attaqués en vol pour la même raison. Pendant le siège de Beyrouth, Begin assurait dans une lettre à Reagan qu'il fallait « en finir avec le chef des terroristes à Beyrouth comme naguère Hitler à Berlin ». Pour traquer et tuer le furet, les chiens suivaient toutes les pistes. L'aviation israélienne bombardait tout lieu où il était supposé faire halte, au point qu'on parlait des « francs-tireurs de l'air ». Un immeuble fut ainsi rasé quelques instants seulement après son départ. Sa voiture personnelle fut criblée d'éclats mais il n'était pas à bord. Même dans des périodes moins périlleuses, il se déplace sans cesse et ne couche jamais deux nuits de suite au même endroit. En temps de crise, il dort dans sa voiture, au plus profond d'un parking ou au bord d'une route sous un pont. Je l'ai souvent rencontré de nuit et je l'ai vu surprendre ses gardes, à l'issue d'une de ces séances, aux petites heures du matin, par le choix de son lieu de repos. Il m'a demandé, une fois, de l'accompagner à l'ambassade du Koweït à Beyrouth, réveillant personnel et diplomates effarés. Il change constamment de bureau et n'est jamais exact à ses rendez-vous, arrivant délibérément en avance ou en retard ou changeant soudain le lieu de l'entrevue en dernière minute. Je l'ai entendu dire : « La meilleure des sécurités, c'est l'improvisation. »

L'O.L.P., sous son impulsion, est passée du statut d'organisation sans pouvoirs à la merci de la Ligue arabe, à celui d'institution ayant un siège aux Nations unies et capable d'exercer une pression sur tous les Etats du monde. Elle est devenue, avec lui, la clé de toute solution au Proche-Orient et l'une des places fortes du terrorisme international. Il a su recruter à la fois les chercheurs qui ont créé les meilleurs centres d'études et de documentation du monde arabe et les hors-la-loi, mercenaires et têtes brûlées nécessaires aux opérations les plus dangereuses. Sa double nature, là encore, attire les intellectuels et dompte les hommes de main, ras-

semble autour de lui les rêveurs et les réalistes. Il a compris très vite que l'argent était le nerf de la guerre, lui permettait de financer sa lutte mais aussi d'aider son peuple dans les camps et les territoires occupés et de préparer les structures d'un Etat à partir des virtualités des camps palestiniens. Il a formé des cadres compétents, fondé un organe économique, « Al-Samed », qui a pour fonction d'assurer le plein emploi des ressources humaines, et, à terme, d'être le noyau du service public du futur Etat. Il a même songé à se procurer de l'or pour assurer les réserves de la Banque centrale palestinienne. Chaque femme palestinienne participe à la couverture de la future monnaie en offrant une pièce de sa parure. L'O.L.P. est la première organisation de libération à avoir passé des accords économiques avec les Etats, signé trente contrats de coopération — la plupart avec des Etats du tiers monde, surtout africains, et des pays de l'Europe de l'Est. Mais derrière ces liens financiers se profilent toujours la visée politique, le désir de relations extérieures nombreuses et étroites. Il tient aussi beaucoup à démontrer la capacité du Palestinien en tout domaine. Il m'a dit un jour : « L'argent du pétrole est aussi important que le pétrole. L'effet de l'argent n'a pas de limites dans les relations entre Etats. Au point que la France, pour équilibrer son budget, est prête à vendre à qui en voudra sa technologie nucléaire. » Superbement gérée, l'O.L.P. dispose d'un énorme budget, fondé sur les contributions et les aides des Etats arabes, mais aussi des Palestiniens du monde entier, ce qui n'est pas le moindre sujet d'orgueil d'Arafat. Il rêve d'un autofinancement par les placements avantageux de ses avoirs. « Je ne connais dans le monde arabe, m'a-t-il dit, que trois génies de l'économie : l'Egyptien, le Libanais et le Palestinien. L'Egyptien est empêtré dans ses problèmes. Ne restent donc que le Libanais et le Palestinien. S'ils savent s'entendre, ils sont invincibles. » Et encore, à une autre occasion : « Je suis à la tête d'une fortune colossale et je vis comme un clochard. »

L'homme qui a la haute main sur les millions de l'O.L.P. n'a jamais disposé de plus de deux pièces, l'une

pour travailler et l'autre pour dormir. Parfois, il se contente d'un simple studio. Ses « appartements » sont uniformément sinistres : une table en bois ou en fer, des chaises dépareillées, un bric-à-brac suant la misère. Il n'a pas le moindre souci d'esthétique et traîne partout ce décor déprimant, n'attachant d'importance qu'à la présence du drapeau palestinien et de son secrétaire. Il en va de même pour sa tenue vestimentaire ; on a parfois l'impression que le kaki lui colle à la peau. Pour conforter son image palestinienne et arabe, il coiffe le keffieh. Le képi de toile est là pour évoquer la lutte armée ; le kalpack russe, les bonnes relations avec les pays socialistes. Il tient à ce que sa tenue soit propre et bien repassée, mais n'en change que lorsqu'elle est usée jusqu'à la corde. Il ne veut pas avoir d'ordonnance ou de domestique et je l'ai vu recoudre lui-même un bouton de chemise. En réponse à l'éternelle question sur son célibat, il proclame : « Je suis marié à la cause palestinienne », mais quand il est sincère, il dit plutôt : « Je souffre assez tout seul. Ce n'est pas la peine d'associer une femme à ma souffrance. » En fait, il a eu souvent des aventures amoureuses, mais il les cache soigneusement.

Yasser Arafat se caractérise, au physique comme au moral, par une totale maîtrise de soi. Il jeûne pendant tout le mois de Ramadan et peu importe qu'il soit malade, en voyage ou en opérations de guerre. Il mène une existence d'ascète, ne buvant ni ne fumant, mangeant très peu, n'ayant vraiment de goût que pour le miel et le fromage et répétant à tout propos : « Ne faites pas entrer le sucre dans votre alimentation. C'est un poison. » Il ne prend jamais ses repas seul et s'attable souvent avec ses gardes du corps. Il est très attentif à ses invités, adresse à chacun un mot aimable ou un sourire, veille à ce qu'ils ne manquent de rien, leur présente les plats de ses propres mains selon la coutume bédouine. Je l'ai vu, en plein repas, signer des rapports, donner des instructions. Je me souviens avoir partagé avec lui, à Beyrouth, un plat que lui avaient envoyé ses voisins : « C'est le repas du peuple », dit-il en s'y attaquant avec

plaisir. A ses gardes, inquiets d'un empoisonnement, il répliqua : « Ces braves gens ne me trahiront jamais. » Il a, en effet, une confiance et une sympathie naturelles à l'endroit des simples et des pauvres et une affection particulière pour les enfants de ses camarades tués au combat, les « martyrs ». Il se considère comme leur second père. On ne le désigne plus, désormais, comme « le Vieux », mais comme « le Père ».

Sa double nature, là encore, se manifeste. Ce Machiavel est aussi un islamique saint François d'Assise. Il vit pauvrement et toute détresse le touche. Au cours d'une visite à Amman en 1989, alors qu'il quittait sa résidence, une femme se précipita sur sa voiture et se mit à marteler une aile. Il fit stopper et lui demanda ce qu'elle lui voulait. Elle lui répondit seulement : « J'ai faim. » Les gardes du corps indiquèrent qu'elle faisait partie d'un groupe venu demander assistance et qui attendait depuis deux jours. Abou Ammar descendit, revint au bureau et fit octroyer sur-le-champ une aide de cent mille dinars. Il tient à l'image du Palestinien démuní, non par attachement à la vertu de pauvreté, mais parce qu'il veille au moral de ses troupes. Au-delà de ce souci politique, et c'est peut-être là son secret le mieux gardé, cet homme de fer, endurci par les épreuves, est une personnalité attachante et sensible. On l'a vu pleurer en public plusieurs fois : lors de l'attentat contre son « fils chéri » Abou Hassan en 1979 ; quand fut assassiné, en 1981, l'ambassadeur de France à Beyrouth, Louis Delamare ; devant les photos du massacre de Sabra et Chatila ; enfin, quand il apprit, en 1988, le meurtre d'Abou Jihad. Mais ce même homme qui essuie une larme peut donner d'un ton glacial l'ordre de liquider un ennemi ou un traître. Sans jouer au Père la Vertu, il ne tolère dans son entourage ni les viveurs ni les dépravés. Car c'est l'image de l'O.L.P., mouvement national d'un peuple, qui est en jeu et il lui accorde une importance primordiale.

Même ceux qui refusent de lui reconnaître la moindre qualité doivent convenir qu'Arafat est l'homme le plus « médiatique » qui soit au monde. Il a toujours fait

passer le verbe avant le fusil et dit souvent que tout politique incapable de manier l'information perd son crédit et échoue tôt ou tard. L'essentiel, à ses yeux, est le contact quotidien avec les gens. On entre comme dans un moulin chez cet homme public dépourvu de vie privée. Je ne connais pas un dirigeant qui reçoive autant et à toute heure, qui soit aussi souvent par monts et par vaux. Ni fêtes, ni vacances, ni repos ; dix-huit heures de travail par jour, une réunion suivant l'autre, un contact par minute, projets et initiatives en rafales, le rythme de cette activité frénétique épuise ses collaborateurs. Il m'est arrivé de sortir de chez lui, en 1986, au terme d'une entrevue qui s'était prolongée jusqu'à trois heures du matin. A mon passage, la pièce adjacente était pleine de visiteurs. Il demanda qu'on convoque la direction palestinienne « à deux heures ». Son secrétaire lui exhiba sa montre. Alors, il lança à la cantonade : « Décidément, le temps a passé bien vite aujourd'hui. Allez donc vous reposer, je vous mets en congé. » Jamais Arafat n'a mené une action, politique ou militaire, sans l'accompagner d'une campagne d'information. Il est passé maître dans cet art ; homme de spectacle consommé, il minimise ou dramatise un problème à son gré, retourne l'échec en son contraire, à la confusion du vainqueur, exploite à fond le succès, consacre une part importante de son budget à ses organes d'information et arrose copieusement les journalistes de tous bords. Cette prodigalité n'est pas gaspillage. C'est ainsi qu'il a transformé la question palestinienne, drame local, en une tragédie planétaire ou plutôt, si l'on y regarde de plus près, en un film passionnant, débordant de rebondissements, d'émotions et d'aventures, dont il est à la fois le producteur, la vedette et le metteur en scène.

Que vaudraient tous ces dons sans l'intelligence politique ? Elle est faite d'intuition, mais aussi de pragmatisme, d'une très grande capacité d'adaptation à toutes les situations. Le jour du cessez-le-feu entre l'Egypte et Israël, au terme de la guerre d'octobre 1973,

il me confia : « Je dois toujours être sur le qui-vive, un œil sur Israël et l'autre sur les Arabes. » J'en conclus aussitôt qu'il flairait quelque chose. Peu après, Sadate signait les accords du Sinaï qui préludaient à Camp David. Arafat comprit sur-le-champ qu'à s'obstiner dans le refus de toute solution politique et de la reconnaissance du droit de l'Etat hébreu à l'existence, il isolait dangereusement l'O.L.P. Sa volte-face fut spectaculaire et, forçant la main aux indécis comme aux opposants, il appela à grand fracas à la création d'un Etat palestinien à côté d'Israël et non plus sur ses ruines. Pour imposer un tel bouleversement du credo palestinien, il fallait jouir d'un immense crédit. Le 14 octobre 1974, l'O.N.U. reconnaissait par 105 voix l'O.L.P. comme le « représentant du peuple palestinien ». Appuyant ce réalisme, les pays arabes décidèrent au sommet de Rabat, quinze jours plus tard, de reconnaître l'O.L.P. comme « l'unique représentant légitime du peuple palestinien ». Par son audace et sa lucidité, Arafat s'était ouvert toutes grandes les portes de l'organisation internationale pour lancer du haut de sa tribune un appel vibrant au monde, offrant d'une main le « fusil de la liberté » et, de l'autre, le « rameau d'olivier de la paix ». Cette année-là, je le vis optimiste. « Il y a un an, me dit-il, Golda Meir demandait où donc étaient les Palestiniens. Elle est partie depuis, et son successeur Rabin a reconnu, dans son programme, le droit des Palestiniens à l'autodétermination. Un jour, le successeur du successeur nous reconnaîtra le droit de récupérer Gaza et la rive occidentale du Jourdain. Alors, l'Etat palestinien deviendra une réalité. » Il lui arrive bien entendu de se tromper, parfois lourdement. Pour exorciser les dangers que suscitait l'accord de Camp David, en 1978 — isolement de l'Egypte dans le monde arabe et bouleversement de l'équilibre au profit de Washington et de Tel-Aviv — il a cru un moment pouvoir jouer de l'atout de la révolution islamique en Iran. Après sa visite à Téhéran, il répétait, ravi : « Comme le monde est changeant. On aura vu Arafat à Téhéran et le chah

d'Iran au Caire ! C'est incroyable ! » Mais cette joie ne dura guère.

Le début de la guerre irano-irakienne le plongea, en 1980, dans la perplexité. En 1982, il pressentait l'approche d'une catastrophe. Ce fut l'invasion du Liban par Israël qui cherchait à détruire la structure militaire de l'O.L.P. Contraint à quitter Beyrouth avec ses hommes et à se réfugier à Tunis, il commença à réfléchir au parti qu'il pouvait tirer de l'Égypte. Il améliora ses rapports avec Moubarak qui s'employa à dissiper l'hostilité des États-Unis, ce qui devait conduire à l'ouverture du dialogue palestino-américain. En 1985, avec le même réalisme, il signa les « accords d'Amman » avec le roi Hussein de Jordanie. Là encore, il bouleversait l'échiquier. Le texte prévoyait la création d'une confédération jordano-palestinienne à la place d'un État indépendant et la formation d'une délégation mixte remplaçant la délégation palestinienne autonome à la future conférence internationale de paix au Proche-Orient. L'opposition se déclina jusqu'au sein du Fateh. Abou Ammar parvint, par le mélange de ténacité et de souplesse où il excelle, à désarmer les critiques et à les convaincre de la justesse de ses vues.

Dans les premières étapes de sa longue marche, il exigeait la libération de toute la Palestine et la destruction d'Israël. Puis il réclama un État démocratique et laïque où Juifs et Palestiniens pourraient coexister en bonne harmonie. Ce fut ensuite la demande d'un État palestinien sur une partie seulement de la Palestine. Enfin, il accepta la confédération palestino-jordanienne. Cette évolution a passé, aux yeux de beaucoup, pour l'itinéraire d'un opportuniste et d'un renégat. Abou Ammar n'y voit qu'adaptation à une réalité changeante, réalisme et sens de la manœuvre. Il lui faut du courage pour adopter ainsi des positions qu'il sait ambiguës et contradictoires en apparence mais sans lesquelles il ne pourrait pas traverser les moments difficiles et relever un incroyable défi.

Si l'on oublie les zigzags et les méandres, quel cap

tient-il ? Quelle vision à long terme a-t-il de l'évolution de la situation et des chances de succès de sa cause ? Il m'en a longuement parlé au milieu des années soixante-dix. Au début, rappelait-il, il s'agissait d'un simple conflit entre Palestiniens et Juifs pour une même terre. Des facteurs externes en ont fait un conflit entre Arabes et Israéliens et, par ce biais, un enjeu de la rivalité américano-soviétique. Tôt ou tard, on en reviendra au point de départ. « L'affrontement entre Israël et les pays arabes, me dit-il, a provoqué quatre guerres sans que se dégage une solution. La confrontation entre Palestiniens et Israéliens mènera au dialogue et à la paix. » Un jour de 1974, je l'entendis prononcer, comme s'il parlait pour lui-même, entre rêve éveillé et vision prophétique, cette phrase : « Avec l'augmentation du nombre des Arabes israéliens et l'intensification des opérations de fedayin, le jour viendra où je pourrai me présenter à une élection contre Dayan ou Rabin avec de sérieuses chances de l'emporter. L'erreur des Israéliens, c'est qu'ils sous-estiment ce que représente Jérusalem pour les Palestiniens. Ma forteresse a deux piliers : la Résistance et Jérusalem. »

Pour la première fois, en mai 1974, une délégation de l'O.L.P. rencontra à Prague des Israéliens, membres du parti communiste Rakah. Puis les rencontres s'intensifièrent. Arafat s'entretint avec des personnalités israéliennes de gauche et antisionistes puis fit comprendre qu'il ne voulait pas s'en tenir là et entendait s'adresser au gouvernement lui-même. Il proposa, en 1991, un dialogue entre l'O.L.P. et Israël sous l'égide des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Il eut le courage de reconnaître la résolution 242 des Nations unies qui stipule clairement le droit à l'existence d'Israël dans des frontières sûres et reconnues. De Paris, il annonça que la charte de l'O.L.P. visant à la destruction de l'Etat hébreu était « caduque », terme qui lui a été suggéré par Roland Dumas. Ce n'était pas une concession de circonstance ; Abou Ammar sait ce qu'il veut et son génie de la feinte, du clair-obscur et de l'esquive, est

au service d'une politique mûrement délibérée. Cette contradiction entre la forme et le fond le fait passer tantôt pour un « modéré », tantôt pour un « extrémiste ».

Double nature encore et toujours. C'est ce qui, en lui, déroute et séduit. On le croit bonhomme, souriant, et le voici soudain intransigeant, violent, farouche. Il passe sans transition du tapis vert à la bombe. Il monte au feu en héros, prêt au sacrifice suprême, puis, si le combat ne lui convient pas, décampe au point d'être soupçonné de poltronnerie. Cet homme sensible peut devenir impitoyable. Il décide, selon le moment, s'il doit être hautain ou humble, cassant ou souple, s'il faut se lancer à l'assaut ou lâcher pied. Qui n'a pas vu Yasser Arafat dans une négociation a manqué un prodigieux spectacle. D'emblée, il se met en position d'attaque, parle, expose, analyse, discute, conclut, pénètre les intentions du partenaire, ses moindres arrière-pensées. Sa mémoire colossale le sert ; il n'est jamais à court d'une citation, d'un rappel, d'une date. Il prend sans discontinuer des notes sur un petit carnet rouge qui ne le quitte pas et dont nul ne sait à quoi il l'utilise en fin de compte. Dans les moments où tout autre perdrait son sang-froid, il se contente de tapoter la table avec son crayon ou d'agiter un pied en cadence. Le débat se noue ; le voici calme, compréhensif, bon enfant. Puis, d'un seul coup, presque effrayant de fermeté, dur comme basalte. S'il le faut, il implore, supplie, semble sur le point de pleurer, vous fendrait presque le cœur. Mais il a trouvé mieux ; il se fâche, s'emporte, se jette dans une colère feinte. Alors, il proteste, se cabre, s'indigne, hausse le ton, menace. Puis, dès qu'il a satisfaction, il s'apaise avec un sourire charmeur. Toujours, il écoute avec la plus grande attention, saisit au vol le moindre mot ébauché, le plus subtil sous-entendu. En 1976, alors que les milices chrétiennes encerclaient le camp de Tall-Zaatar, la situation désespérée des siens le torturait visiblement. Il n'en trouva pas moins la formule : « Karim, rappelle aux Kataëb que Tall-Zaatar n'est pas Tel-Aviv. » Quand, au

bout de trois ans de siège, l'armée syrienne parvint enfin à faire tomber le camp de Chatila, il me dit au téléphone : « Je me sens soulagé. Du moins, je n'ai plus de point faible. » Ses seuls moments de défaillance, il les connaît quand il songe qu'il a passé la soixantaine et qu'il pourrait mourir sans avoir vu son rêve réalisé.

Sans la mort d'Abou Jihad, « compagnon de la première balle et de la première pierre », la plus belle année de Yasser Arafat eût certainement été 1988. Le déclenchement de l'intifada dans les territoires occupés ramène, en effet, comme il l'a prévu, le conflit à son origine : une querelle entre Juifs et Palestiniens. La proclamation de l'Etat palestinien tranche le problème en posant le principe de sa coexistence avec l'Etat hébreu. Mais pour le chef de l'O.L.P., l'élément le plus important de cette situation nouvelle est que l'intifada ne dépend d'aucun pays arabe et l'Etat palestinien d'aucune puissance étrangère. Il a ainsi obtenu, en un quart de siècle de lutte, ce qu'il souhaitait par-dessus tout : l'indépendance de la décision palestinienne. Et cela alors que beaucoup rêvaient, à commencer par les Etats-Unis, de venir à bout de sa ténacité et de faire l'économie de l'O.L.P. En vain ; le Sisyphe du Proche-Orient, le dos ployant sous son rocher natal, n'a jamais cessé d'escalader la montagne, reprenant, chaque fois que tombait son fardeau, sa tâche interrompue. Il fallait une prodigieuse patience pour survivre à la défaite face à l'armée jordanienne, à la sortie de Beyrouth sur injonction d'Israël, à l'expulsion de la Békaa et de Tripoli par l'armée syrienne, aux coups de l'ennemi et aux embûches du frère, aux divisions et aux zizanies. Pour conserver l'unité de l'O.L.P. et l'esprit de résistance. C'est le phénix palestinien qui renaît de ses cendres.

Etre ou ne pas être, telle était depuis toujours la question. Il y a répondu à sa façon, en se contentant du possible et en exigeant l'impossible, en acceptant l'aumône et en poursuivant la fortune, en transformant le piétinement en voyage au long cours, en faisant fructifier le moindre talent, en faisant du moindre lieu d'asile une

forteresse comme, hélas ! au Liban après l'accord du Caire. Toute occasion, pour lui, mérite d'être saisie au passage, toute opportunité d'être exploitée. Aucun cheminement n'est trop tortueux, aucune procédure trop compliquée, aucune fatigue trop lourde, aucune misère trop insupportable, aucun tas de fumier trop malodorant pour l'inlassable prière de ce Job des Arabes.

Toujours aux aguets des immenses mutations du monde, Arafat a applaudi au rapprochement entre Russes et Américains après s'être servi de leur discorde et vu jusque dans le rapprochement entre Moscou et Israël un atout pour le règlement proche-oriental. Mais l'alignement soviétique sur les positions américaines lui a joué un tour et la perte d'influence du Kremlin a, une fois de plus, bouleversé la donne. Il sait désormais que toute solution passe par Washington et que la Maison-Blanche passe sous les fourches caudines d'Israël. Cela ne l'empêche pas d'user de tous les intermédiaires et de tous les artifices pour garder des liens avec les Américains. Le dialogue qu'il avait amorcé sous Reagan a été, avec Bush, d'abord provisoirement gelé, puis, à la suite de la guerre du Golfe, complètement rompu. Depuis toujours, les Etats-Unis lui opposent une incompréhension têtue. Il pressent qu'ils voient en lui l'autre vaincu du conflit. Il constate qu'ils tentent ostensiblement, pour complaire à leurs amis israéliens, de l'écarter de toute solution proche-orientale. Il ne s'en inquiète pas outre mesure et attend que l'événement lui donne une nouvelle chance. Sans renoncer à ses vieilles amitiés avec les pays non alignés et les nations islamiques, il s'efforce de se rapprocher de l'Europe qu'il juge moins inconditionnellement pro-israélienne que l'Amérique. Il donne à la France une place privilégiée et y voit le pays clé d'un règlement, l'étape obligée sur la route de Washington. Mais c'est au monde arabe qu'il est, par nécessité et intérêt, le plus attentif. Tout conflit entre pays frères lui paraît de nature à affaiblir sa position et il est toujours prêt à jouer les médiateurs. A ses yeux, les

Arabes doivent être unanimes au moins sur le problème palestinien et leur solidarité doit englober musulmans et chrétiens. Il accorde une importance toute spéciale aux hommes de religion et a fait porter les images de la mosquée El-Aqsa et de l'église de la Résurrection sur la carte d'identité palestinienne établie après la proclamation de l'Etat, bien que la présence de la croix sur ce document ait suscité des mouvements de refus dans certains pays arabes et islamiques.

La connaissance qu'a Yasser Arafat du monde arabe, où il passe l'essentiel de sa vie vagabonde, est phénoménale. Il en connaît tous les secrets, tous les hommes, toutes les intrigues. Il n'ignore rien de chacun des dirigeants, de leurs points faibles, de la façon dont on peut leur forcer la main ou les convaincre. Les rois du pétrole et les émirs lui ont payé redevance beaucoup plus pour éviter d'avoir des problèmes avec lui que pour financer sa lutte. Dans le monde arabe, il n'a commis qu'une énorme erreur, un péché mortel dont il ne cesse, aujourd'hui, de se repentir. Il a démantelé et disloqué un petit pays, sans même retirer de son crime libanais un bénéfice pour sa cause. Il répète à qui veut l'entendre : « Les Palestiniens n'oublieront jamais les bienfaits du Liban comme les Algériens ceux de la Tunisie, mais il y a une différence. Le Liban a subi de notre part plus de dommages que la Tunisie de la révolution algérienne. » C'est une espèce de remords qui l'a fait si souvent plaider pour une solution arabe au Liban. En 1988, il a dit au roi Fahd d'Arabie Saoudite : « Moi, le Palestinien blessé, je demande à Votre Majesté que le Liban ne devienne pas une seconde Palestine. Assumer une Palestine suffit bien au monde arabe. » Penchant naturellement vers l'Egypte où il fit ses études et dont il a gardé l'accent, il est souvent en désaccord avec elle, sinon brouillé, mais elle demeure une sorte de police d'assurance pour les moments critiques. D'instinct, il se méfie de la Syrie et de son encombrante tutelle. Face à elle, il sacrifie son intérêt immédiat pour sauvegarder sa liberté d'action, car il est convaincu qu'il perdrait à

jamais son rôle propre s'il tombait à la merci de Damas. Enfin, il joue gros — on l'a vu — sur l'Irak qui est à ses yeux un rempart et la principale force arabe en mesure d'agir sans pour autant interférer dans ses affaires. Il n'a pas hésité à se ranger à ses côtés dans la guerre du Golfe par confiance en Saddam Hussein et en son attachement sincère à la cause palestinienne et par hostilité aux Etats-Unis, apparemment décidés à rayer l'O.L.P. de la carte. Blâmé par beaucoup pour s'être placé aussi résolument dans le sillage dangereux du président irakien, il sait qu'il va devoir faire lui aussi les frais de la défaite mais il pense que ce mauvais moment à passer, ni le premier ni le dernier de sa tumultueuse carrière, ne change rien au résultat final. En mars 1991, il me disait à Tunis que la défaite de l'Irak lui avait, certes, coûté une part de sa crédibilité internationale, mais qu'en contrepartie, il avait gagné en popularité auprès des siens. Il ajouta : « Que sert à l'homme de gagner le monde s'il vient à perdre son âme ? Mon peuple, c'est mon âme, et cela me suffit. » L'inverse est aussi vrai; il est, lui, l'âme de son peuple.

L'essentiel est ailleurs que dans ces péripéties. L'essentiel est le conflit ouvert, fondamental, inéluctable, avec les Etats-Unis et Israël. Pour Arafat, l'Amérique est la Rome de notre temps et Israël, comme jadis, un canton lointain de son empire. Tous les dirigeants américains se sont évertués à détruire l'O.L.P., de Johnson à Bush qui, aujourd'hui, avec une arrogance hors du commun, tente de sauvegarder Israël et le pétrole, tout le Proche-Orient dût-il périr. Arafat estime qu'il n'a pas le choix et se retrouve, comme toujours, du côté des déshérités et des vaincus en révolte contre les légions. Car si l'on cherche dans l'Histoire un parallèle à ce destin, il s'impose à l'évidence. A la tête des esclaves qui, dans la plus grande guerre servile du vingtième siècle, combattent pour devenir des citoyens, la flamme dont brûle le petit homme à la keffieh, c'est l'âme éternelle de Spartacus.

V

LES CHRÉTIENS
DANS LA TOURMENTE

L'histoire des maronites révèle une vérité amère. Forts dans la guerre et faibles dans la paix, ils savent vaincre, mais, comme Hannibal, ne savent pas profiter de leur victoire. Leur particularisme tient à leur foi en l'indépendance de leur pays, à leur conviction que le Liban a une existence autonome, hors des contraintes de l'espace ou du temps. En ce sens, ils sont bien des « isolationnistes », ennemis de toute allégeance et rebelles à tout étranger. Leur ténacité lasse l'adversaire et leurs sautes d'humeur épuisent l'allié. Rien ni personne ne trouve grâce à leurs yeux. Solidaires pour faire face au non-maronite, ils s'entre-déchirent dès qu'ils se retrouvent entre eux. Qu'il est donc difficile à quiconque n'est pas des leurs de les comprendre et de traiter avec eux ! S'ils l'acceptent, ils se targuent de l'avoir « maronitisé ». N'étant pas maronite moi-même, j'ai adhéré à des formations dont ils constituaient l'écrasante majorité et les ai connus de fort près. Ils me permettront de leur dire qu'il m'a fallu parfois beaucoup d'endurance.

Le maronite est passionnément attaché à sa terre, si montagneuse, stérile, aride ou désolée qu'elle puisse être. Ses dirigeants se chamaillent sans trêve et leurs divisions sont devenues celles de tous les Libanais. Le « maronitisme politique », dépassant les frontières confessionnelles, influe directement sur le rapport des forces au sein de la nation et au-delà. Les guerres entre

maronites ont, de tout temps, lorsque deux dirigeants forts s'y livraient, divisé la région chrétienne en deux zones d'influence avant que, la coexistence s'avérant impossible, l'un des adversaires tente d'éliminer l'autre. S'il n'y parvenait pas, les chefs en lutte préféraient être gouvernés par un tiers — même non maronite — qu'à s'entendre entre eux ou à céder si peu que ce fût. Dans son ouvrage *les Maronites*, le père Michel Aouit rappelle qu'en 1655, au plus fort de leurs querelles, ils poussèrent le refus de toute concession jusqu'à confier la région de Bécharré à un notable chiite, cheikh Ahmed Ayadah. Contrairement à une croyance fort répandue, les patriarches maronites ont été, le plus souvent, incapables d'unifier la communauté et d'arrêter les tueries. Ils se sont contentés de les déplorer et de multiplier exhortations et prônes. Hostilités armées et zizanies politiques n'ont été coupées que par de courtes périodes de solidarité et de concorde.

Entre l'indépendance (1943) et le début de la guerre (1975) les divergences furent politiques. Les alliances se faisaient ou se défaisaient à l'approche des élections présidentielles. C'est avec la guerre, et la militarisation en résultant, que le « maronitisme traditionnel », jusque-là dirigé par des notables et des parlementaires tels Béchara el-Khoury, Fouad Chéhab ou Raymond Eddé, devint un « maronitisme de partis », sous l'égide de Camille Chamoun ou Pierre Gemayel, puis avec une génération de combattants, le « maronitisme militaire » des Bachir Gemayel, Michel Aoun ou Samir Geagea. Au nom du changement et du renouvellement, c'est aux chefs en treillis que les notables civils laissèrent la haute main sur la communauté.

La transformation ne portait pas seulement sur les leaders, elle affectait aussi leurs rapports. La généralisation de la violence modifia la nature même de la présidence de la République. Elle était réservée, du mandat de Béchara el-Khoury en 1943 à celui de Charles Hélou qui s'acheva en 1970, à des modérés sans excès d'allégeance partisane. Puis vint, en la personne de

Sleiman Frangié, un « dur », du moins par rapport à son adversaire « modéré », Elias Sarkis. Quand ce dernier fut élu à son tour en 1976, il sembla qu'à nouveau la modération l'emportait sur l'intransigeance. Mais les « durs » resurgirent avec, coup sur coup, Bachir et Amine Gemayel, issus du tumulte des combats. Une fois de plus, l'échiquier maronite était renversé. Les communautés musulmanes, quant à elles, obéissent aux mêmes lois et souffrent du même mal. Il a frappé en premier, des deux côtés, la fraction la plus importante en nombre, maronites ici et chiites là. Le mouvement chiite Amal fut aux prises d'abord avec les Mourabitoun sunnites, puis avec le Parti socialiste progressiste druze, enfin avec le Hezbollah, chiite lui aussi. Le principe de coexistence, on le voit, ne se laisse pas diviser. Que chrétiens et musulmans ne parviennent pas à l'appliquer et l'on voit bientôt les uns et les autres se déchirer. Car nulle communauté, si importante soit-elle, ne saurait se substituer à la patrie, nulle milice à l'armée, nulle autorité à l'Etat. Tout le monde a chèrement payé l'effondrement de la légalité et de la République au Liban qui a senti vaciller son équilibre et son indépendance à chaque fois que l'une de ses communautés a versé dans l'extrémisme. L'échec de la coexistence libanaise annonçait la malédiction nationale et la descente aux enfers..

A partir de 1975, cinq tremblements de terre ont secoué la communauté maronite. Le premier fut l'opération d'Ehden qui coûta la vie au député Tony Frangié et provoqua la première et sanglante déchirure entre les maronites de la montagne et ceux de la région est. Le deuxième survint à Safra, le 7 juillet 1980, quand les Kataëb liquidèrent l'organisation militaire du Parti national libéral. La scission entre deux régions devint coupure entre deux partis dans la même région. Le troisième se produisit quand, lors du Mouvement du 12 mars 1985, un groupe se souleva contre son commandement au sein des Kataëb ; cette fois la cassure entre deux partis devenait fracture au sein de l'un d'entre eux.

Quatrième étape de ce processus de morcellement : le divorce entre Samir Geagea et Elie Hobeika le 15 janvier 1986, au cœur même du commandement des Forces libanaises. Mais c'est au cinquième acte que culmina la tragédie quand s'affrontèrent, à partir du 31 janvier 1990, les F.L. de Samir Geagea et l'armée libanaise de Michel Aoun, coupant en deux la région chrétienne et engageant ce qui restera dans l'Histoire la « guerre des chrétiens » par excellence. Cinq fois donc les maronites firent parler les armes entre eux au cours de seize ans de guerre. Deux cas de figure se présentèrent à eux : Ehden et Safra d'une part — lutte pour le pouvoir au sein de la communauté — et, d'autre part, les intifadas du 12 mars et du 15 janvier — querelle sur le rôle à jouer dans les projets régionaux. Cinquième acte de la tragédie, la « guerre des chrétiens » traduit à la fois lutte et querelle. Elle est l'aboutissement et l'apothéose de cette autodestruction par étapes. Il faut, pour la comprendre, retracer les étranges relations entre deux hommes.

Quand Michel Aoun commandait une brigade de l'armée et Samir Geagea les F.L. sur le front du Nord, puis, leurs responsabilités s'accroissant, l'un l'armée tout entière et l'autre l'état-major des Forces libanaises, les deux hommes entretenaient des rapports sans histoires. Le premier malentendu surgit quand, le 27 septembre 1986, Hobeika fit sa tentative malheureuse de percée à l'Est. Geagea s'y opposa sur-le-champ, vite suivi par l'armée qui, sous les ordres d'Aoun, refoula les assaillants. Mais, paradoxalement, cette unité dans la riposte ne rapprocha pas les deux chefs. La malchance voulut que, le lendemain, un incident isolé opposât des militaires à des éléments des F.L. dans la région de Monteverde. Deux officiers des Forces libanaises y trouvèrent la mort. Vingt-quatre heures plus tard, on s'en souvient, le colonel Khalil Kanaan, chef de la V^e brigade de l'armée, était assassiné à son domicile. Aoun accusa les F.L. du meurtre de cet officier brillant qui était aussi un ami cher.

La rupture était consommée. Deux années passèrent sans réconciliation, sans même une rencontre, en dépit de multiples tentatives de médiation. La série d'alliances et de contre-alliances passées à l'Est entre Amine Gemayel, Michel Aoun et Samir Geagea ne fit qu'élargir le fossé. Là aussi s'était dessiné un « triangle vicieux ». Geagea partageait son hostilité à Aoun avec le chef de l'Etat, avec lequel au demeurant il était en mauvais termes. Il suffisait qu'un rapprochement s'ébauchât entre deux membres du trio pour que l'autre crût à une collusion dirigée contre lui. L'approche de l'élection présidentielle aiguïsa les poignards. Au début de mai 1988, le sang faillit couler quand Aoun ordonna le déploiement de certaines unités de l'armée sous le prétexte de prévenir des attentats à la voiture piégée. Les Forces libanaises virent dans ce geste l'indice d'une tentative de prise du pouvoir et Geagea donna ordre à ses unités de se déployer elles aussi. Seuls l'entremise du président Gemayel, les efforts de l'ambassadeur américain John Kelly et la navette qu'a entreprise Joseph Aboucharaf entre les antagonistes permirent d'éviter la bataille rangée.

Durant l'été 1988, Gemayel et Geagea opposèrent un double veto à la candidature de Michel Aoun à la présidence de la République. La fièvre monta encore de quelques degrés mais, de part et d'autre, on évita avec soin de faire parler la poudre comme s'il importait de ne pas franchir cette ligne rouge afin de préserver la force croissante de l'Est. Un rapprochement parut même s'amorcer quand Geagea et Aoun tombèrent d'accord pour éviter la tenue, le 18 août 1988, de la séance parlementaire consacrée à l'élection du président de la République, privant ainsi Sleiman Frangié d'un succès assuré, puis quand les deux hommes repoussèrent d'un même mouvement l'accord Murphy-Assad sur la « nomination » de Mikhaël Daher à la présidence. Le 21 septembre, jour où Gemayel fit à Damas le voyage que j'ai relaté, Aoun et Geagea devaient se rencontrer pour se concerter sur la meilleure façon de rendre inopérant

ce déplacement qu'ils désapprouvaient. La réconciliation sembla enfin scellée, quand Geagea accepta qu'Aoun dirige le cabinet de transition, dans les dernières heures du sexennat de Gemayel. Il alla jusqu'à le qualifier de « gouvernement d'indépendance et même davantage ». De cet instant, deux gouvernements se faisaient face. L'un, de jure, mené par Aoun, n'exerçait son autorité que sur l'Est. L'autre, de facto, conduit par Sélim Hoss, n'étendait la sienne qu'aux régions sous contrôle syrien. La plupart des Etats continuaient à traiter avec les deux, à la double exception de la Syrie et de l'Irak, l'une récusant Aoun et l'autre Hoss. La déclaration la plus surprenante vint de Kadhafi : « Michel Aoun, dit-il, n'est ni israélien ni américain ni français. C'est un Arabe libanais désigné par un décret constitutionnel du président de la République. Et même à supposer qu'il ait eu la force de faire un coup d'Etat, qu'y aurait-il là d'étrange ? Qui donc a jamais protesté contre un putsch militaire dans le monde arabe ? » Le général Aoun avait accepté d'élargir son cabinet pour y inclure Geagea. On convint même d'annoncer le remaniement le 22 novembre, à l'occasion du 45^e anniversaire de l'indépendance. Il devait témoigner de la cohésion accrue, à la fois politique et militaire, de l'Est chrétien. Mais les lunes de miel ont une fin, surtout celles qui se sont levées dans un ciel aussi lourd de doutes et d'incertitudes.

Soudain, les Américains tentèrent à nouveau de faire élire un président de la République. Du coup, ils bloquèrent l'élargissement envisagé du gouvernement Aoun. Rafic Hariri obtint l'aval du patriarche maronite pour qu'on leur envoie une liste de quatre ou cinq présidents possibles. Il ne leur resterait plus qu'à convaincre les Syriens d'en choisir un à leur convenance. Le prélat convoqua les députés chrétiens et leur demanda de lui soumettre chacun sa liste, sans se concerter. Geagea approuva l'initiative et Aoun, en revanche, saisit l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance pour s'élever contre l'idée d'un « président otage ». Il réclama « la

libération avant l'élection » et précisa, un peu plus tard, qu'il n'était pas candidat et refusait de voir son nom figurer sur une liste soumise à Damas. Mais toute l'affaire fit long feu ; la Syrie durcit le ton et s'en tint à l'accord Murphy-Assad. Pour la première fois, le désaccord entre Aoun et Geagea devenait public. Le général accusait Samir de prendre le biais de l'élection présidentielle pour descendre dans l'arène politique. Geagea lui reprochait pour sa part de tenter de faire main basse sur la totalité du pouvoir à l'Est. Pour moi, étant alors en froid avec Samir et en désaccord avec Aoun, je ne pouvais guère jouer le conciliateur, rôle que je me suis assigné depuis le début de la guerre. Je décidai de renoncer peu à peu et dans la discrétion à mes responsabilités politiques à l'approche du désastre que je redoutais. Je ne pouvais me résigner à les exercer alors que les F.L. et l'armée s'acheminaient inéluctablement vers la confrontation. Je savais qu'après celle-ci, le Liban ne serait plus jamais le même.

Le 12 janvier 1989, les ministres arabes des Affaires étrangères, réunis en session extraordinaire pour se pencher sur la crise libanaise, décidèrent de créer un comité de six et de le charger d'un projet de règlement. Présidé par le Koweït, il regroupait l'Algérie, la Tunisie, la Jordanie, les Emirats arabes unis et la Ligue des Etats arabes. Ce comité se hâta de consulter les parties libanaises en commençant par Michel Aoun, Sélim Hoss et Hussein el-Husseini. Aoun, libre de ses mouvements, demandait, en priorité, le retrait des armées syrienne et israélienne et des organisations militaires non libanaises, ainsi que l'établissement d'un échéancier à cet effet. Hoss et Hussein, liés à la Syrie, se montraient plus évasifs et voulaient faire passer d'abord les réformes constitutionnelles. Cette différence de situation et d'attitude apparut au grand jour au dîner que le chef de la diplomatie koweïtienne, cheikh Sabah el-Ahmed el-

Sabah, offrit en sa qualité de président du comité. Hoss et Husseini n'avaient nulle envie de s'attabler aux côtés du général, toujours boycotté par Damas. Ils décidèrent de demander conseil à Khaddam et celui-ci, pour ne pas sembler tenir à bout de laisse des responsables libanais, ne trouva d'autre remède que de couper la communication. Pour éviter d'être relancé, il laissa son téléphone décroché. Les duettistes, en désespoir de cause, se décommandèrent avec force excuses. Comme le dit plaisamment Paul Blanc, ambassadeur de France à Beyrouth : « C'est une grande première dans l'histoire diplomatique. On connaissait la ligne fermée et la ligne ouverte, mais pas encore la ligne occupée. »

Le 5 février 1989, Paul Blanc me convia à un dîner en l'honneur de Jean-François Deniau, émissaire du gouvernement français. Il pria Michel Aoun, qui figurait parmi les convives, de lui relater ce qui s'était passé à Tunis. Le général le fit avec précision et brièveté. Il dit que les rencontres lui avaient paru sérieuses, chaque ministre arabe s'étant fait accompagner de son expert des affaires libanaises. Lui-même avait présenté un dossier sur le déroulement de la crise en le faisant précéder d'une « plaidoirie historique » sur la guerre, ses conséquences et les issues possibles. Il avait appuyé sa démonstration d'une carte en couleurs montrant les implantations de toutes les forces, armées étrangères et milices. « Ma carte, dit-il, prouvait au moins une chose. Que tout le monde était présent au Liban sauf l'armée et le peuple libanais ! » Il redevint sérieux pour évoquer les trois points qui avaient été soulevés : l'abolition du confessionnalisme politique, les prérogatives du président de la République et le déploiement de l'armée libanaise à Beyrouth. A une question sur l'abolition du confessionnalisme politique, il avait répliqué : « Ou bien nous supprimons toute forme de confessionnalisme et laïcisons les institutions, ou bien nous l'organisons dans tous les domaines, ne serait-ce que pour une période provisoire. Mais on ne peut en aucun cas l'admettre dans un domaine et l'exclure dans un autre. » Sur le second

point, il s'était entendu demander comment le chef de l'Etat pouvait gouverner alors que la constitution le déclarait non responsable de ses actes et il avait répondu : « Maintenez ses prérogatives et rendez-le donc responsable de ses actes et justiciable de la Haute Cour. » Enfin, il avait refusé de restreindre aux limites administratives de la capitale le déploiement de l'armée et exigé un Grand Beyrouth incluant l'aéroport de Khaldé, contrôlé par l'armée syrienne, qu'il voulait faire restituer à l'Etat. Aoun nous révéla ensuite que Hoss et Husseini avaient refusé de rencontrer Arafat par solidarité avec la Syrie qui le boycottait. Le général s'était entretenu, au domicile de l'ambassadeur du Liban à Tunis, avec le chef de l'O.L.P. qui lui avait dit : « Considérez que le fusil palestinien est à votre disposition. » A quoi il avait répondu : « D'accord, mais n'oubliez pas qu'en bon militaire je prends les promesses au pied de la lettre. » Fallait-il prêter foi à Arafat ? Ce fut le thème de la conversation qui s'engagea entre les convives. Aoun refusa de se prononcer et se tourna vers moi : « Demandez donc cela à Karim. Arafat et lui sont amis. » Puis, répondant à l'ambassadeur de France qui s'enquérât de ses réponses aux questions « embarrassantes » du comité arabe : « Rien ne m'embarrasse parce que je suis libre de faire ce que bon me semble. Je reconnais ce qui est juste et rejette ce qui est inacceptable. Pour la première fois, un responsable libanais a exposé aux dirigeants arabes la réalité du Liban, telle qu'elle est, sans complaisance. A Tunis, j'ai accepté le vrai et rejeté le faux. » Lorsqu'il avait commencé à parler de la présence militaire syrienne, nota-t-il, certains membres du comité lui avaient demandé de passer rapidement sur ce point de peur d'indisposer les Syriens. Il leur avait répondu : « Mon devoir, c'est de répondre à toutes vos questions et le vôtre, c'est d'écouter toutes mes réponses. » Puis il marqua une pause, nous regarda dans les yeux et, comme pour leur donner un caractère solennel, il martela chacun de ses mots : « Le processus de libération a commencé. Nous gagnerons la partie.

Pour moi, la libération est une chose acquise. Connaissez-vous un seul cas où la résistance ne l'ait pas emporté quand elle se bat pour l'indépendance ? Notre résistance a commencé et nous vaincrons. » J'observais les auditeurs de cette étonnante proclamation. Pour se donner une contenance, Charles Hélou gesticulait et Fouad Boutros se grattait la tête. La stupeur, la perplexité marquaient tous les visages, les regards, les commentaires chuchotés de l'un à l'autre. Ce soir d'entre les soirs, à l'ambassade de France, Michel Aoun venait de déclarer la « guerre de libération » qui allait éclater cinq semaines plus tard.

En l'écoutant, Jean-François Deniau fut saisi d'un accès d'enthousiasme. Il nous parla de l'Afghanistan, qu'il connaissait bien, rappelant qu'au début, les résistants ne recevaient aucune aide et ne pouvaient compter, face à l'armée la plus puissante de la terre, que sur leur volonté de lutte et quelques vieilles pétroires. Les premiers à les aider furent les Chinois mus par la haine des Soviétiques, observa-t-il dans une allusion transparente à l'assistance des Irakiens. A l'époque, on disait autour de Brejnev : « Bientôt personne n'entendra plus parler de la résistance afghane. » Dix ans plus tard, on en était à soupirer, autour de Gorbatchev : « L'Afghanistan fut la plus grande erreur de Brejnev. » Pour la première fois, l'armée soviétique avait été contrainte par la force à se retirer d'un pays occupé et, qui plus est, limitrophe. Deniau racontait cette épopée avec des accents gaulliens qui émurent les assistants. Il semblait habité par une foi plus mystique que politique. Malade, il avait une envie dévorante : aider le Liban à surmonter son épreuve. Je sortis de la chancellerie convaincu que le général Aoun, excédé par le verbiage de Tunis, était décidé à passer des mots aux actes. Je savais désormais qu'il allait brouiller les cartes. S'il le fallait, il renverserait même la table.

Samir Geagea tenait, à cette même époque, un discours analogue. Aux réunions du conseil de commandement des F.L., il répétait que l'élection d'un nouveau

président n'éviterait pas plus l'effondrement économique qu'elle ne réglerait le différend avec la Syrie. Il résumait sa pensée en une phrase : « Hafez el-Assad ne cédera pas sur le Liban, surtout après avoir perdu la carte palestinienne et celle du Golfe. Quant à nous, nous ne céderons pas sur nos droits et nous ne ferons aucune concession. Donc l'affrontement est inévitable. Notre société est politiquement mobilisée et nous avons des armes ; l'Irak nous les a fournies ainsi qu'à l'armée libanaise. Nous avons de quoi nous battre. Mieux vaut le faire aujourd'hui, même si la situation n'est pas idéale, que demain, où elle sera peut-être pire. » Toutefois, à d'autres moments, Geagea était saisi de doutes et se prenait à critiquer Michel Aoun. Il lui arriva de dire, le 8 novembre 1988 : « Certes, nous sommes fiers du général et nous acceptons que notre société pâtisse de ses prises de position à l'égard de la Syrie. Mais nous ne pouvons admettre, en revanche, qu'il nous traite comme des maudits, des pestiférés. Sans nous il n'aurait jamais été Premier ministre et sans nous il ne le resterait pas une minute de plus. Le jour où nous arriverons au carrefour, je ne serai pas étonné que nous ne prenions pas la même route. »

La croisée des chemins était proche. Le 14 février 1989, un accrochage entre l'armée et les F.L. dégénéra. Samir Geagea était à l'étranger et, quand il revint, la bataille faisait rage. Il se hâta de l'arrêter et de se plier, du moins en apparence, aux injonctions du général Aoun. Celui-ci, accusant les Forces libanaises d'usurper le pouvoir, les somma de cesser de percevoir des taxes. Il exigea qu'elles rendent à la légalité le cinquième bassin du port de Beyrouth et renoncent à leurs missions sécuritaires. Se faisant le champion de l'« Etat-loi », il adopta pour slogan : « Non aux mini-Etats, oui à l'Etat. » Geagea, qui voulait éviter l'épreuve de force, obtempéra à contrecœur. L'Irak, imité par Bkerké et les députés, demanda avec insistance à Aoun de mettre un terme aux combats. Georges Adouane, secrétaire général des F.L. et ami du général, exerça ses bons offices et

ceux-ci aboutirent à la création d'un comité conjoint où Jean Farah, Amer Chéhab et Fouad Achkar représentaient l'armée, Georges Adouane, Roger Dib et Toufic Hindi les Forces libanaises.

Si les combats cessèrent, ce ne fut pas le cas des préparatifs guerriers. Spéculations et calculs se faisaient toujours plus complexes. Il m'apparut que le peu qui restait de confiance entre les deux hommes était, cette fois, en grand danger de disparaître à tout jamais. Ayant passé, de 1985 à 1988, le plus clair de mon temps à aplanir les différends entre Amine Gemayel, Samir Geagea et Michel Aoun, j'étais atterré par le tour qu'ils prenaient. Je craignais de voir tomber la « ligne rouge » qui empêchait encore l'armée et les F.L. d'entrer en guerre ouverte. La situation m'obligeait, à mon grand désespoir, à aller chercher de lointains amis pour empêcher deux frères d'en venir aux mains. Le 20 février, j'écrivis secrètement à plusieurs dirigeants arabes dont Yasser Arafat et le ministre irakien des Affaires étrangères Tarek Aziz. En attirant leur attention sur la gravité de la situation, j'en dressai un tableau alarmant parce que objectif. J'expliquai qu'à la suite des heurts du 14 février, les Forces libanaises et l'armée allaient fatalement se sauter à la gorge. J'analysais ensuite la « semi-victoire » de l'armée et la « semi-défaite » des Forces libanaises, les risques d'explosion, et j'écrivais, en clair : « L'Est est coupé en deux. Des lignes de démarcation y sont apparues et un clivage y a été imposé. Anxieux, désespérant de tous et de tout, le citoyen fait porter à l'armée et aux F.L. l'impardonnable responsabilité des destructions et du sang versé. L'Est est un volcan prêt à entrer à tout moment en éruption (...) La blessure est grave. Les intentions cachées le sont tout autant. Tout se passe comme si l'alliance entre Samir Geagea et Michel Aoun avait définitivement cessé d'exister. Il sera difficile de les réconcilier alors que chacun doute de l'autre, l'accuse de fourberie et de dissimulation. J'ai peur de les voir se lancer dans un conflit suicidaire et dévastateur. » Je suggérais des

propositions en vue de conjurer la tourmente avant de conclure : « Je crains qu'en fin de compte, le fossé entre les deux hommes et les deux institutions ne soit désormais trop large et trop profond. L'unité que j'avais réussi à préserver tout au long du mandat d'Amine Gemayel ne lui aura survécu que quatre mois. Michel Aoun et Samir Geagea paraissent inébranlables dans leur détermination. Cela me semble redoutable, moins pour l'armée ou les F.L. que pour la patrie qui, en définitive, est notre suprême souci. Tout le reste n'est que désordre vain et conflits stériles. »

Dans les derniers jours de février, les Forces libanaises remirent à l'armée le contrôle du cinquième bassin du port de Beyrouth. Le 6 mars, Aoun interdit à tout navire d'accoster dans les ports illégaux et chargea la marine de guerre de faire appliquer cette mesure. Le cabinet Hoss la dénonça aussitôt, accusa le général d'avoir soumis à blocus les régions islamiques et ferma la route du port. Aoun répliqua par la fermeture de l'aéroport. Ces escarmouches se déroulaient alors que la situation se dégradait sur les fronts de Souk el-Gharb et de la capitale, et que le général s'en prenait violemment à la Syrie, accusée de torpiller le comité arabe et d'user des ports illégaux pour « exporter le terrorisme, la drogue et les armes ». Enfin, le 14 mars, il annonça le début de la « guerre de libération ». Aussitôt, un déluge d'obus s'abattit sur toutes les régions. Le 20, le général demanda au président syrien de retirer ses troupes sans délai, fit savoir qu'il allait prendre toutes les dispositions nécessaires à assurer ce retrait et appela les régions islamiques à prendre les armes contre l'occupant. Damas répliqua par un blocus naval et terrestre. Une fois de plus, le pays était à feu et à sang. Il semble bien que sans les promesses non tenues de Washington et les discrets encouragements de Paris, Aoun n'aurait pas déclaré sa guerre. Les Etats-Unis, feignant de maintenir un équilibre entre la Syrie et le Liban, avaient assuré au général que le gouvernement Hoss s'abstiendrait de toute nomination dans l'armée et n'exercerait pas de pressions

par l'intermédiaire de la Banque centrale dont le siège était dans sa zone d'influence. Or il n'en fut rien. Hoss nomma Sami Khatib commandant en chef par intérim et gela les crédits destinés à l'Est. Quant à la France, elle paraissait décidée à convoquer le Conseil de sécurité si Damas se lançait à l'assaut des régions chrétiennes. Fort de cet appui et déçu par l'Amérique, Aoun franchit le Rubicon.

Samir Geagea critiqua devant moi la décision du général. Il lui reprocha d'engager la bataille du destin sans préparation ni véritables alliances. Il ajouta toutefois que ses réserves ne l'empêcheraient pas de combattre ni de s'en remettre à Aoun pour diriger les opérations. « Cette guerre, observa-t-il, pourrait bien avoir des conséquences négatives. Elle n'a qu'un aspect positif : geler notre conflit avec l'armée et éloigner, pour le moment, la confrontation. » Il avait raison ; le conflit avec Damas prit le relais de la lutte intestine à l'Est.

Les Etats-Unis craignaient l'extension des combats et se voulaient à égale distance des deux adversaires. La France, en revanche, mit en garde Damas et, le 4 avril, François Mitterrand lança un appel pour le Liban. Des manifestations d'appui au général Aoun eurent lieu à Paris et un groupe de personnalités politiques et littéraires firent un geste hautement symbolique en demandant la nationalité libanaise. Elle fut remise à cinq d'entre elles par le général Aoun à Beyrouth : Jean-François et Frédérique Deniau, Jean d'Ormesson, Guy Béart, Daniel Rondeau. Nombre d'autres la reçurent à Paris, notamment l'abbé Pierre, Marina Vlady, Bernard-Henri Lévy, Jean Daniel, Iann de l'Ecotais, Jacques Julliard. Le Quai d'Orsay renvoya à Beyrouth Jean-François Deniau, suivi par le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, puis dépêcha le navire hôpital *La Rance* pour l'évacuation des blessés et le *Penhors* pour forcer le blocus syrien et livrer des carburants. Le chef du Parti républicain, François Léotard, arriva incontinent à Beyrouth pour appuyer Aoun et fut suivi par de nombreuses délégations

et personnalités françaises, les plus marquantes étant le général Jeanou Lacaze, Claude Mauriac, Georges Chavannes, Philippe de Villiers, Bernard Stasi, Jacques Barrot, Roger Stéphane. Bien que la question libanaise fût amplement posée sur les plans arabe et international, Washington se cantonnait toujours dans l'expectative. Une petite phrase du ministre français des Affaires étrangères Roland Dumas, observant que la France et les Etats-Unis n'étaient pas sur la même « longueur d'onde », révéla l'existence de divergences sur la crise, tandis que Michel Aoun allait répétant : « La guerre de libération commence par la mobilisation de l'opinion publique mondiale. »

Dans les premiers jours d'avril 1989, le général fit parvenir à Damas, via l'ambassadeur américain à Beyrouth John McCarthy et le département d'Etat, un message appelant de ses vœux d'excellents rapports bilatéraux dès que les troupes syriennes auraient été retirées. Il demandait qu'un comité mixte établît le calendrier de ce retrait sous supervision arabe. Enfin, en cas de refus, il faisait savoir, toujours par l'entremise américaine, qu'il réclamerait, fort de l'appui français, une réunion du Conseil de sécurité pour obtenir l'application des résolutions de l'organisation internationale sur le départ des troupes étrangères du Liban. Il se disait prêt à organiser un référendum, sous auspices arabes et internationaux, à propos de cette revendication ainsi que des rapports avec la Syrie. Il eut cette formule : « Nul ne veut rayer la Syrie de la carte du Liban, mais nul ne veut non plus rayer le Liban de la carte du monde. » Sa démarche fut jugée irréaliste par les Américains. Pour eux, les intérêts de Damas au Liban, touchant à sa politique et à sa sécurité, devaient lui assurer un rôle capital dans le règlement de la crise. Le secrétaire d'Etat adjoint, Lawrence Eagleburger, disciple de Kissinger, toujours lui, laissait entendre que le départ des Syriens ne ferait qu'aggraver les choses et qu'après tout, le général Aoun n'était qu'un chef de milice parmi d'autres. La brouille s'amorçait. Elle devait aller jusqu'à

la rupture. En effet, de cet instant, l'ambassadeur McCarthy ne cessa plus de faire pression sur Aoun et de multiplier les représentations auprès des dirigeants chrétiens. Il exposait à qui voulait l'entendre le mécontentement de Washington devant le recours à la force pour régler le problème libanais et appelait à la modération et à la souplesse. Il parvint à convaincre le patriarche maronite, M^{gr} Nasrallah Sfeir, de la nécessité d'une vaste réunion chrétienne destinée à contenir les ardeurs bellicistes du général. Ces assises se tinrent le 18 avril à Bkerké et réunirent vingt-trois députés chrétiens qui lancèrent, sans faire mention d'un retrait syrien, un appel à la raison, au cessez-le-feu et au dialogue. Washington approuva hautement ce communiqué et invita toutes les parties à faire de même. L'affaire portait en germe le conflit entre le général d'une part, le patriarche et les députés chrétiens de l'autre. Aoun déclencha une violente campagne contre les Etats-Unis, accusés d'ourdir contre le Liban un « complot du silence » et de se « laver les mains du sang des Libanais ». Il alla jusqu'à qualifier l'Amérique de « Ponce Pilate du XX^e siècle ».

Le 26 avril, les ministres arabes des Affaires étrangères tinrent à Tunis une session extraordinaire sur la crise libanaise au cours de laquelle l'Irakien Tarek Aziz et le Syrien Farouk el-Chareh eurent une violente algarade. L'appel lancé au terme de la réunion demanda le cessez-le-feu, la levée des blocus terrestre et maritime, la réouverture de toutes les voies de passage, le déploiement d'observateurs arabes le long des lignes de démarcation. Deux diplomates, l'ambassadeur du Koweït en Syrie, Ahmad Abdel-Aziz el-Jassem, et le secrétaire général adjoint de la Ligue arabe, Lakhdar Ibrahimi, devaient surveiller sur place l'exécution de ces résolutions. Mais les différends ne tardèrent guère à paralyser la machine. Que signifiait le terme déploiement ? S'agissait-il d'une présence dans tous les ports, légaux ou non, aéroports, sur les voies terrestres ? Les observateurs arabes seraient-ils habilités à inspecter les

navires pour s'assurer qu'ils ne transportaient pas d'armes destinées aux belligérants ? Tandis qu'on en discutait, les bombardements reprurent de plus belle et les obus visèrent les résidences des émissaires arabes. Le mufti de la République, chef spirituel des sunnites, fut assassiné dans une zone sous contrôle syrien. Le président du comité arabe, cheikh Sabah el-Ahmed el-Sabah, fit rapport aux chefs d'Etat, réunis le 23 mai à Casablanca, de l'impasse où se trouvait cet organisme, isolé et entravé dans son action.

Le sommet de Casablanca s'ouvrit sur une réconciliation entre l'Egypte, la Syrie et la Libye et une manifestation d'unanimité de la Ligue arabe autour de Moubarak, l'Egypte rentrant au bercail au terme d'une absence de dix ans. On se mit d'accord sur tous les sujets hormis le Liban. Très vite, la conférence se fragmenta en une série de réunions restreintes traitant de chacun des points de l'ordre du jour. Après un entretien Assad-Arafat sous les auspices de l'Algérie et de la Libye, les participants décidèrent d'appuyer le plan de paix palestinien ainsi que les thèses irakiennes sur la garantie de la paix dans le Golfe. Dès qu'on en vint au Liban, la Syrie, isolée, forcée dans ses retranchements, dut faire face à une offensive en règle. Saddam Hussein s'en prit à Assad, exigea le retrait de ses troupes et les deux ennemis jurés échangèrent des propos très durs. Appuyé par plusieurs chefs d'Etat, Yasser Arafat réclama le déploiement d'une force arabe pour soutenir l'armée libanaise dans le Grand Beyrouth, prenant ainsi le relais de l'armée syrienne. Dans les séances à huis clos, le roi Hussein de Jordanie donna la mesure de son habileté. « Le Liban, dit-il, est une plaie ouverte à notre flanc, une sanglante tragédie. » Mettant en garde contre la « balkanisation » de la région qui s'amorçait, il s'exclama : « C'est le Liban, aujourd'hui, qui paie le prix exorbitant de ce complot, mais le tour des autres pays arabes ne tardera pas à venir. » Il proposa ensuite l'envoi d'une « force arabe » qui se déploierait sur l'ensemble du territoire, ajoutant : « Il est temps que les

Arabes prennent la relève de la Syrie sœur dont les troupes, à l'origine, sont entrées au Liban pour arrêter l'effusion de sang et réaliser l'entente nationale. » Cette formulation permit aux participants unanimes de demander à Damas de se dessaisir de la question, devenue, selon l'Égypte, une « responsabilité arabe ». Le Yémen du Nord estima que, si cette prise en charge échouait, il faudrait saisir le Conseil de sécurité de l'O.N.U. Mais, au bout de quatre jours de débats fébriles, le sommet faillit bien se terminer sans décision aucune. L'Irak insistait sur le retrait syrien et la relève arabe, la Syrie, pour lui faire pièce, exigeait au préalable un retrait total et inconditionnel des Israéliens ainsi que l'adoption de réformes politiques internes. Au dernier moment, le roi Fahd obtint d'Assad la promesse qu'il assouplirait ultérieurement sa position, si les assises arabes ne prenaient aucune résolution paraissant condamner son pays. Dans ce cas, il accepterait de coopérer avec un comité arabe saoudo-maroco-algérien.

Il ne restait plus qu'à adopter une recommandation organisant ledit comité. Il fut composé du roi Fahd, du roi Hassan II et du président Chadli Bendjedid et reçut pour mission, sans faire mention de la présence de l'armée syrienne, d'ébaucher une solution de la crise. Le sommet de Casablanca se séparait sur un résultat paradoxal : on y avait jugé la Syrie mais sans la condamner. Le comité tripartite se réunit le 4 juin à Rabat pour adopter un plan de travail. Il appela à un arrêt immédiat des hostilités, à la levée des blocus et à la réouverture des voies de passage. En outre, il établit un document d'entente nationale qui prévoyait un règlement « équilibré, équitable et global » de la crise, confia la réalisation de ce plan aux trois ministres des Affaires étrangères et chargea Lakhdar Ibrahimi du suivi, mission dont celui-ci s'acquitta avec beaucoup d'habile sagesse.

Cela ne suffit pas, on s'en doute, à enrayer la dégradation de la situation. Damas retarda la réouverture des voies de passage et ne leva pas le blocus maritime imposé à l'Est. Aoun en tira argument pour

refuser de laisser rouvrir l'aéroport de Beyrouth. Les trois ministres du comité — la « troïka » — rencontrèrent alors Assad à Damas. Le président syrien, se disant prêt à faciliter un cessez-le-feu, subordonna la levée du blocus maritime à la fouille des bateaux se dirigeant vers l'Est afin de s'assurer qu'ils ne transportaient pas d'armes. Le sommet de Casablanca n'avait rien prévu de tel. Sur la réforme politique, Assad se dit d'accord en principe, feignant d'éviter toute ingérence dans une affaire qu'il qualifiait de « purement libanaise ». En revanche, il s'étendit sur les relations libano-syriennes. Il nota que le paragraphe des résolutions consacré à cette question était nettement insuffisant. En outre, il réclama un amendement à propos de l'affirmation de l'autorité de l'Etat libanais et du retrait de l'armée syrienne pour que la formule utilisée marque clairement qu'il ne s'agissait pas d'une armée d'occupation contrainte à évacuer sa conquête. Enfin, il exigea de l'Irak l'engagement public de ne plus livrer d'armement à l'armée et aux Forces libanaises. Les Trois quittèrent Damas convaincus que les Syriens ne voulaient leur voir jouer aucun rôle dans ces divers problèmes et y refusaient toute intervention arabe.

Confronté à l'obstruction syrienne, le comité tripartite se réunit en Algérie à la fin du mois de juin et chargea les ministres de transmettre un message à Assad. Ce texte soulignait l'existence d'une profonde divergence avec Damas et partant sur le « concept de la souveraineté du Liban et ses relations avec la Syrie ». Il suggérait un repli des troupes syriennes sur la Békaa dans un délai de six mois. Assad prit fort mal la chose et le pilonnage des régions est recommença avec vigueur, en particulier sur les quartiers chrétiens d'Achrafieh. Pour la troisième fois, les ministres de la « troïka » reprirent le chemin de Damas pour transmettre au président Assad un message verbal soulignant que le rétablissement de l'autorité de l'Etat libanais sur l'ensemble du pays était un principe fondamental ne souffrant aucun accommodement car il faisait l'objet d'un engagement arabe unanime. Assad

refusa de négocier avec les visiteurs et les adressa à son ministre des Affaires étrangères, Farouk el-Chareh. Celui-ci rejeta tout contrôle arabe sur les rapports libano-syriens et tout échéancier de repli des forces. Ces deux points, selon lui, ne pouvaient être examinés qu'après la réforme politique, l'élection d'un président et la formation d'un gouvernement d'entente nationale. Parallèlement, la France, revenant en scène, délégua à Beyrouth Alain Decaux, ministre délégué à la Francophonie, et envoya une escadre dans la région. Moscou, en coordination avec Paris, s'employa à calmer le jeu et Guennadi Tarassov, vice-ministre des Affaires étrangères, se rendit à Beyrouth, Damas et Bagdad. Le 5 juillet, Mitterrand et Gorbatchev appelèrent à un cessez-le-feu immédiat. Dans leur communiqué conjoint, ils proclamaient leur appui à la mission tripartite et demandaient l'arrêt des livraisons d'armes aux parties en conflit, se disant prêts à œuvrer « par tous les moyens », y compris le recours au Conseil de sécurité, au rétablissement de la paix. Le 28 du même mois, Edouard Chevarnadze, ministre soviétique des Affaires étrangères, n'écarta pas l'idée d'une conférence internationale sur la crise libanaise.

Le 1^{er} août, le comité tripartite sortit de son mutisme et publia un rapport dans lequel il annonçait la fin de sa mission et imputait à la Syrie la responsabilité de l'échec. Damas poursuivit de plus belle l'escalade militaire et Washington entreprit, de son côté, de bloquer l'initiative franco-soviétique. Le 10 août, l'artillerie syrienne bombardarda les régions chrétiennes avec une violence sans précédent, préparant le terrain, sur le front de Souk el-Gharb, à une offensive du Parti socialiste progressiste que l'armée libanaise bloqua aussitôt. Le pilonnage syrien avait fait près de cent cinquante tués et huit cents blessés. Le pape lança un appel angoissé, accusant la Syrie de vouloir détruire Beyrouth et, en particulier, ses zones chrétiennes, puis il manifesta son désir de se rendre au Liban. En public, les responsables américains condamnaient violences et bombardements tout en les

minimisant en privé et en s'opposant à l'internationalisation ou au recours au Conseil de sécurité sous prétexte que cela ne ferait que retarder une solution arabe. Washington s'attacha à convaincre le comité tripartite de reprendre sa mission et d'assouplir sa position à l'égard de la Syrie. L'ancien chargé d'affaires américain à Beyrouth, Daniel Simpson, dit sans détour à Chaker Abousleiman, membre du Front libanais, que les Etats-Unis n'étaient pas opposés, pour l'heure, au maintien de troupes syriennes au Liban et n'approuvaient pas un recours aux Nations unies. « Quoi que vous fassiez, observa-t-il, vous ne pourrez pas expulser les Syriens manu militari. Personne ne le fera à votre place. Avancez donc des propositions sur les réformes politiques. En dehors de Damas, il n'y a pas de solution. »

Au cours d'une de leurs dernières rencontres, le général Aoun avait demandé à John McCarthy, ambassadeur américain, quelle place occupait le Liban dans les priorités de Washington. « Aucune à l'heure actuelle, avait répondu tout de go le diplomate, mais nous voudrions préserver l'entité libanaise jusqu'à l'heure du règlement. » Aoun répliqua : « Si je comprends bien, vous voulez que nous mourions en respectant votre timing. Permettez-nous au moins de choisir l'heure de nos obsèques ! » La rencontre s'acheva dans un climat tendu et sur une brouille sans retour entre le général et l'Amérique. Le 3 septembre, Michel Aoun se livra à une diatribe contre elle, l'accusant d'avoir « vendu le Liban aux Syriens ». Le sentiment qu'il exprimait ainsi ne cessait de grandir à l'Est. Un groupe de jeunes gens, avec à sa tête Gebran Ghassan Tuéni, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *An Nahar arabe et international*, organisa un sit-in devant l'ambassade américaine. L'ambassadeur et le personnel de la chancellerie quittèrent le pays, le 6 septembre, pour dénoncer ce qu'ils considéraient comme un blocus. Aoun laissa tomber : « Le Caïn américain ne peut plus supporter le regard de l'Abel libanais. Il préfère encore s'en aller. »

A l'instigation de Washington, le comité arabe reprit

sa mission. Il annonça le 15 septembre un plan en sept points prévoyant un arrêt total et immédiat des combats, la levée de tous les blocus, la réouverture de l'aéroport de Beyrouth, la création d'une commission libanaise de sécurité chargée de faire appliquer le cessez-le-feu, de contrôler le littoral et de convoquer les députés pour l'examen des réformes. Dans le document qu'il proposa sur ce dernier thème, le comité reprenait le point de vue de Damas sur les relations privilégiées syro-libanaises, sans la moindre mention d'une supervision arabe, et fixait à deux années le délai imparti à la Syrie pour un retrait partiel vers la Békaa. Ce délai était d'ailleurs subordonné à la satisfaction des conditions, énumérées plus haut, posées par la Syrie. Entre son texte du 1^{er} août et son communiqué du 15 septembre, le comité tripartite avait viré bord sur bord, de la condamnation du rôle de la Syrie au Liban à une reconnaissance assortie seulement de quelques limitations. Entre les deux textes s'était exercée l'influence américaine en faveur d'un arrangement avec Damas qui permettrait d'en finir avec Aoun. A la satisfaction inavouée, et peut-être inavouable, de Washington, le problème du Liban avait à nouveau glissé des mains des médiateurs arabes à celles des Syriens.

Cependant, à Bkerké, on tenait tout au long de l'été des réunions discrètes autour du patriarche maronite. Y assistaient, du côté des députés, René Moawad, Georges Saadé, Boutros Harb, Fouad Naffah, Michel Sassine, Nasri Maalouf et Khatchig Babikian ainsi que, représentant respectivement Aoun et Geagea, Amer Chéhab et Georges Adouane. Le patriarche informa ces assises d'un projet de réformes, mais, refusant d'en distribuer le texte, il se contenta d'en donner lecture. René Moawad mit les points sur les i : « A ma connaissance, dit-il, ce projet n'est pas négociable. Ou bien nous refusons de nous réunir pour l'examiner, ou bien nous nous réunissons pour l'adopter tel quel. » Amer Chéhab, pour sa part, se fit l'écho d'Aoun : « Si vous acceptez ce texte, le général y verra une déclaration

de guerre. » Le communiqué du comité des Trois fut accueilli favorablement au Liban et un peu partout dans le monde. Seul Michel Aoun fit des réserves tandis que Samir Geagea se murait dans le silence. Devant moi, il résuma la situation en ces termes : « Affronter Aoun est plus difficile, plus grave que s'attaquer à Hobeika. Le jeu est complexe. Aoun a échoué et je n'aurai certainement pas à le combattre. S'il s'obstine à rejeter la médiation arabe et à mener sa guerre de libération, il va perdre sur le terrain militaire. S'il accepte, en revanche, il va perdre sur le terrain politique car l'élection d'un nouveau président va le priver de toute légitimité. Dans les deux cas de figure, il sort perdant. Ce n'est plus qu'une question de temps et de patience. »

Le 18 septembre, devant Ibrahimi, émissaire de la « troïka », Aoun accepta la partie du communiqué traitant des problèmes de sécurité. Il fit des réserves sur les aspects politiques du texte. Ibrahimi fit valoir que les sept points formaient un tout à prendre ou à rejeter en bloc et mit en garde le général, avec finesse et fermeté, contre cette seconde attitude. « Ibrahimi me rappelle Murphy, commenta Aoun. Il y a un an, celui-ci me parlait sur le même ton. Avec cette différence qu'il portait une étoile de shérif alors qu'Ibrahimi n'a qu'une abaya arabe. » Mais le général n'était pas rassuré pour autant et il entama une série de contacts qui culminèrent avec la réunion, au palais de Baabda, des députés chrétiens, alors sur le point de partir pour Taëf. Aoun leur exposa les dangers d'une approbation du document sur l'entente nationale qui allait leur être soumis. Il fallait, leur dit-il, l'amender profondément. Il fut discret sur le problème des réformes politiques et insista surtout sur le retrait syrien. Les parlementaires, assura-t-il, ne devaient pas se laisser intimider. Il agaça quelque peu Elias Hraoui qui lui lança : « Personne ne peut nous donner des leçons d'honneur et de patriotisme, général ! » On se sépara en convenant que les députés iraient, certes, à Taëf, mais n'y accepteraient rien sans avoir consulté Aoun et obtenu son aval sur les questions

touchant à la souveraineté nationale et au retrait syrien.

Le 30 septembre 1989, soixante-trois députés arrivaient à Taëf. Dix autres s'étaient fait excuser ou avaient refusé d'entreprendre le voyage. Le ministre saoudien des Affaires étrangères, Saoud el-Fayçal, donna le ton d'emblée aux congressistes : « Il vous est interdit d'échouer. » Quinze jours plus tard, les parlementaires avaient approuvé le chapitre du document consacré aux réformes, mais n'étaient pas parvenus à s'entendre sur le retrait syrien ni sur les relations privilégiées avec Damas. Saoud el-Fayçal souligna que cette partie du texte, déjà discutée et approuvée par la Syrie, était inamendable. Il n'envisagea, à l'extrême rigueur, que quelques « éclaircissements » ou « garanties ». A Beyrouth, Aoun haussait le ton, menaçant les députés de leur barrer la route du retour s'ils venaient à approuver le document et les sommant d'en référer à l'électeur de base. En sens inverse, interventions et pressions arabes se multipliaient pour assurer le succès de la conférence à n'importe quel prix. Au bout de vingt-trois jours de ce double laminage, cinquante-huit députés finirent par approuver le texte qui prit le nom d'« accord de Taëf ». Dans toute l'affaire, l'émir Saoud el-Fayçal avait joué un rôle majeur pour aplanir les divergences, rapprocher les points de vue, rassurer les inquiets et calmer les intransigeants. Il était parvenu à gagner la confiance de tous. Toutefois, la conférence n'aurait pas abouti sans quatre Libanais. Deux d'entre eux prenaient part directement aux travaux : Hussein el-Husseini et Georges Saadé. Les deux autres leur apportaient un concours indirect : Rafic Hariri et Samir Geagea.

On pourrait qualifier Hussein el-Husseini, président de l'Assemblée nationale, de « père de l'accord de Taëf ». Il pava la voie à la rencontre, contribua à réunir les parlementaires, veilla et continue de veiller à l'application de l'accord dans son intégralité. En outre, ce que beaucoup ignorent, il soumit secrètement le texte, avant même son adoption par la « troïka », au patriarche maronite et transmit les remarques du prélat

au président Assad qui s'y montra très ouvert. Il dirigea les travaux de la conférence avec beaucoup de talent et de savoir-faire, fit voter les réformes qu'elle avait prévues par la Chambre le 21 août 1990 et veilla avec soin à leur mise en œuvre. Aujourd'hui encore, il poursuit cette tâche, assurant l'extension de l'autorité de l'Etat, le démantèlement des milices, le déploiement de l'armée libanaise, enfin l'entente complète avec la Syrie.

Husseini a reçu du ciel une patience à toute épreuve. Contraint de quitter le mouvement Amal et de connaître sa traversée du désert quand, dans les années soixante-dix, il était isolé au sein de sa communauté, il a fait un retour éclatant à l'avant-scène, dans les années quatre-vingt, comme titulaire de la seconde charge de l'Etat. Ce qui frappe d'emblée dans l'homme est son extrême modération. Il écoute son interlocuteur sans jamais marquer de désaccord visible ou d'irritation, puis engage le dialogue d'une voix toujours posée. Il est incapable par nature d'éprouver ou de susciter la colère. Pour lui, le temps est un allié. Il est convaincu qu'avec son aide, la légalité redeviendra le bien commun et sera enfin restaurée. Il a tendance à croire qu'il appartient dorénavant aux chiites de rétablir l'Etat libanais et que cette mission lui incombe. Se tenant pour le fils spirituel de Moussa Sadr, il serait volontiers le père de la II^e République.

L'autre grand protagoniste de Taëf, Georges Saadé, chef du parti Kataëb, a su se faire l'interprète fidèle de la position de toutes les factions chrétiennes à l'exception d'Aoun. Fidèle est d'ailleurs l'adjectif qui, avec sincère, le caractérise le mieux. Inlassable artisan de la paix, il tente par tous les moyens de préserver l'unité des dirigeants de sa communauté et n'hésite jamais à se sacrifier à cette cause. Il ne cesse de répéter que sans les improvisations d'Aoun il n'y aurait pas eu de Taëf. « Au départ, j'étais contre, dit-il, et je n'ai donné mon accord final qu'avec l'assentiment de tous les leaders chrétiens doublé de garanties arabes. »

Le troisième homme du quatuor, Rafic Hariri, eut

dans la conférence un rôle précieux d'animateur. Il dépensa sans compter son temps, son énergie, son intelligence et son argent pour le succès du projet d'entente nationale. Comme il aime à le dire : « Tout l'or, toute la gloire du monde ne sauraient remplacer une patrie. »

Enfin, Samir Geagea fut la force lointaine, occulte et décisive qui anima les députés et les encouragea à aller de l'avant. Sans lui, aucun d'entre eux n'aurait osé défier l'opposition farouche de Michel Aoun. Pour lui, l'accord de Taëf c'était, primant toute autre considération, le début du processus permettant d'élire un président de la République du Liban. Tout le reste demeurerait sujet à discussion et relevait du « moindre mal ». Il veilla à ne pas heurter de front le général et sa base populaire. « Tant que je serai à la tête des Forces libanaises, promettait-il, pas une goutte de sang ne sera versée dans un combat avec l'armée. » Pour tenir parole, il lui fallait se taire. Il le fit et cela ne fut pas toujours facile.

L'accord de Taëf comportait trois particularités marquantes. Tout d'abord, il consacrait des usages constitutionnels bien établis et introduisait quelques réformes acceptées par tous. Ensuite, il contenait des articles controversés. Ainsi, il réduisait sensiblement les prérogatives du président de la République, lui retirant le pouvoir exécutif pour le confier au Conseil des ministres que le chef de l'Etat pouvait, certes, présider lorsqu'il le souhaitait, mais sans pour autant y avoir le droit de vote. Enfin, le texte ne faisait pas clairement mention du retrait de l'armée syrienne. Elle avait deux ans pour se replier partiellement sur la Békaa, mouvement d'ailleurs subordonné à des conditions qui, à ce jour, ne sont toujours pas remplies.

Quand le résultat fut acquis, le général Aoun prit feu et flamme. Il n'eut pas de mots assez durs pour l'accord : trahison absolue, échec du Liban, reculade arabe, complot international... Les députés, à l'en croire, n'avaient fait qu'ajouter une forfaiture à leur sombre bilan de pactes de honte et autres capitulations. Il en

appela directement au peuple. L'Est répondit par une mobilisation et des manifestations d'une ampleur sans précédent. Le général enfiévrant la foule en répétant que, favorable à un cessez-le-feu, il ne transigerait jamais sur la souveraineté et l'indépendance nationales. Il menaçait les députés qui oseraient élire un « président collaborateur » d'une dissolution de l'Assemblée et rejetait par avance toute conséquence de Taëf. Mais à l'étranger, il en allait tout autrement. Le roi Fahd qualifiait le texte d'« honorable », le président Bush rendait hommage aux « efforts du monarque saoudien et au courage des députés », la France saluait une « étape importante sur la voie de la paix », la Syrie, l'Egypte et d'autres Etats arabes affichaient leur « satisfaction ». Le 1^{er} novembre 1989, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité invitèrent les Libanais à appliquer l'accord et à élire leur président. Trois jours plus tard, à l'aube, Michel Aoun, venant d'apprendre que l'Assemblée nationale allait se réunir à cette fin au Liban-Nord, prononça sa dissolution. Le soir même, des attentats à l'explosif visèrent les domiciles et les bureaux des députés Elias el-Khazen, Salem Abdelnour et Auguste Bakhos. Les parlementaires ne s'en retrouvèrent pas moins, dès le lendemain, à l'aérodrome militaire de Kleiate et élirent René Moawad.

Dans tout l'Est, le glas tintait aux clochers des églises, les routes étaient coupées, des foules défilaient en acclamant le général et en conspuant les députés. Le patriarche maronite, vivement pris à partie, dut quitter Bkerké pour sa résidence d'été de Dimane. Aoun décréta l'élection non constitutionnelle et refusa de remettre le palais de Baabda à René Moawad. Le président élu fut contraint à faire la navette entre Ehden, dans le Nord, dont il était originaire, et Beyrouth-Ouest. Mais la malédiction ne se fit pas attendre et il fut assassiné le 22 novembre, jour anniversaire de l'indépendance. Deux jours plus tard, réunis à Chtaura, les députés élirent Elias Hraoui qui, dans son premier discours, proclama son attachement à l'accord de Taëf et

appela les Libanais à voler au secours de leur patrie. Le même jour, il formait le nouveau gouvernement, présidé par Sélim Hoss, personnalité unanimement respectée à juste titre.

Sélim Hoss était entré en quelque sorte par accident, en 1976, sous le mandat d'Elias Sarkis, dans le club très fermé des Premiers ministres. Il y fit si bien ses preuves qu'il y demeura. Une profonde amitié et un respect mutuel l'unissaient au président Sarkis. Après l'élection de celui-ci, il souhaitait soit prendre la tête du Conseil de développement et de reconstruction, organisme dont il était l'inspirateur, soit être nommé ministre du Plan. Mais Sarkis, amené par diverses considérations politiques à inaugurer son sexennat par un cabinet de techniciens, en confia tout naturellement la direction à Hoss dont il appréciait la compétence et le patriotisme. C'était l'arracher au monde des chiffres pour le jeter dans les subtilités de la politique libanaise. Trop sage pour se laisser tourner la tête par cette soudaine élévation, le nouveau promu montra rapidement qu'il était à sa place dans la haute fonction qui lui était échue.

D'une grande rigueur morale, Sélim Hoss n'était pas né en politique et il dut apprendre un art que tant d'autres trouvèrent dans leur berceau. Sans assises populaires, il ne se livra jamais à la surenchère pour rester au pouvoir. C'est en tant que *primus inter pares* qu'il s'imposa après la retraite de Saëb Salam, l'assassinat de Rachid Karamé et la mort de Takiéddine Solh. Il a toujours été, depuis lors, désigné à l'unanimité comme chef du gouvernement et quand il n'est pas au pouvoir, il est considéré par tous comme le Premier ministre en réserve de la République. Sous le mandat Sarkis, durant les quatre ans où il dirigea le cabinet, il opéra un rapprochement avec l'O.L.P. et la Syrie sans s'aliéner pour autant l'Arabie Saoudite et les autres pays arabes. Sous le mandat d'Amine Gemayel, il continua à boycotter le régime comme le faisait son prédécesseur Karamé et se maintint à la tête du cabinet divisé jusqu'à la fin du sexennat, en septembre 1988. Face au cabinet rival

d'Aoun, qu'il refusa constamment de reconnaître, il resta à la tête du gouvernement de fait et y passa sans nul doute la période la plus difficile de sa vie politique. Sur l'accord de Taëf, où il vit un « pas de géant vers le règlement », il eut cette formule lapidaire : « L'important, c'est qu'il constitue un accord. » Il qualifia le rejet du texte par Aoun de « tentative de suicide », ajoutant à propos du général : « Personne n'a le droit de se substituer au peuple et de lui imposer une décision de suicide collectif. » Chargé par le président Elias Hraoui de former le premier cabinet de son mandat, le 24 novembre 1989, il demeura à son poste jusqu'à la chute d'Aoun et le quitta seulement en décembre 1990.

Ennemi résolu de la violence, Sélim Hoss croit à la puissance apaisante et créatrice des mots. « Je sanctifie le verbe, dit-il volontiers, ce verbe qui jadis pouvait ébranler les trônes. Je l'exalte aujourd'hui plus que jamais dans notre Liban où le droit à la parole est le seul droit qui nous reste. » Pour lui, une position politique fondée sur la légalité est plus forte que les canons. Et la légalité, quand elle respecte l'équité et l'équilibre, a la primauté sur toute chose en ce monde. C'est le vide créé par son absence qui, à ses yeux, a appelé les armées étrangères, déclenché la guerre, consolidé le pouvoir des milices et provoqué la chute de l'Etat. Il rêve d'un système libanais fondé sur la liberté et l'égalité, d'une démocratie aux mécanismes assez souples pour s'adapter aux mutations et désamorcer les crises. Hoss rappelle qu'avant la guerre, le pays a connu une « prospérité fastueuse », un « développement déséquilibré » et un « régime sclérosé ». Il lui faut désormais, après Taëf, une continuelle « ouverture au changement ». Il se prononce pour une abolition progressive du confessionnalisme et un système qu'on pourrait qualifier d'antisismique, empêchant enfin le Liban de s'effondrer à la moindre secousse d'ordre régional ou international. Il ne tarit pas d'éloges sur la façon dont la liberté individuelle est sortie indemne des ruines, dont l'économie libérale a montré une étonnante capacité à plier sans rompre dans

la tempête. C'est là, assure-t-il, la « spécificité libanaise ». Dans un univers transformé en jungle, cet homme de mesure maintient les droits de l'espérance et de la raison.

L'accord de Taëf n'avait pas dissipé mes craintes. Je pensais qu'il était lourd d'une nouvelle guerre. Elias Hraoui, face à Aoun, menaçait de recourir à la solution militaire. Il dénonçait la situation à l'Est, la qualifiant d'« hystérie sans avenir ». Le Conseil des ministres décida d'abord de relever Michel Aoun de ses fonctions de chef de l'armée et de nommer à sa place le général Emile Lahoud. Aoun riposta en mobilisant soldats et citoyens dans un carrousel de « sit-in » et de manifestations. On vit la cour du palais de Baabda se transformer en « maison du peuple », hommes et femmes y dresser des tentes et passer parfois la nuit à la belle étoile dans une succession de cérémonies patriotiques et de prières publiques. Pour tenir sa place dans cette agitation, Samir Geagea se dit prêt à livrer bataille afin de défendre l'Est. Il reçut des délégations, organisa des rassemblements pour commémorer la « journée de la Résistance », bref accrut encore la tension entre l'armée et les Forces libanaises. La Syrie, se mettant de la partie, menaça l'« officier rebelle ». Khaddam donna pour inéluctable la guerre entre le « mini-Etat » d'Aoun et la « République de Hraoui ». Les Etats-Unis sommèrent le général de rentrer dans le rang, invitant les Libanais à se rallier à Hraoui et poussant les leaders chrétiens à s'insurger contre un pouvoir de fait. Les ministres des Affaires étrangères de la « troïka » couraient à Damas, à Bagdad, à Paris et au Vatican pour demander de l'aide afin de « lever l'obstacle Aoun ». Un vent de folie soufflait. Il attisait, avec l'aide des Etats-Unis et de la Syrie, les flammes de la guerre que tentaient d'éteindre l'U.R.S.S., la France et le Saint-Siège. Mitterrand et Gorbatchev appelèrent à résoudre le différend de façon

pacifique et la France informa directement Damas de son opposition à une action militaire contre le général. Elle formula même des réserves sur certaines clauses de l'accord de Taëf. Le Vatican, voyant dans ce texte une base de dialogue et non un document intangible, s'étonna au passage que les Syriens aient vocation à « nommer » le président et le gouvernement du Liban.

Dans ce climat de montée des périls, je cherchai à éviter l'intervention armée de Damas contre le général et, pour ce faire, à élaborer un scénario de retour à la normale où il aurait une place. J'envisageai donc un rapprochement Aoun-Geagea, préalable à un règlement à l'ombre de la légalité que représentait dorénavant le trio Hraoui-Husseini-Hoss. Dans cet esprit, je rendis visite à Yasser Arafat puis à Michel Aoun.

Arafat, désormais président de l'Etat palestinien, me reçut le 21 décembre 1989 à Tunis. Il était préoccupé par les événements d'Europe de l'Est et plus particulièrement par la situation roumaine. Quand nous en vîmes à Taëf, il me dit que l'accord avait empêché les forces arabes de mettre en échec l'armée syrienne. Il me révéla que la « troïka » avait demandé à Saddam Hussein de couper les vivres à Michel Aoun et que les ministres s'étaient attiré cette réponse : « Je ne suis pas convaincu que Taëf puisse régler la crise. Je suis pourtant prêt à faire montre de bonne volonté et je respecterai mon engagement de ne pas envoyer d'armes. Ne m'en demandez pas davantage. » Le trio insistant pour qu'il exerce sur le général une pression politique, il avait rétorqué : « Je ne suis pas un politique. Adressez-vous plutôt à Abou Ammar. » De fait, Arafat avait bien vu arriver, délégué par la « troïka », le ministre algérien des Affaires étrangères. Mais, me dit-il, il avait défendu devant le visiteur la position du général Aoun dont, dans une optique strictement palestinienne, il partageait l'hostilité à l'accord de Taëf. Arafat avait répondu à Ghazali : « Je ne puis reconnaître un accord qui ne me reconnaît pas. Il y est question de la présence syrienne, iranienne, israélienne au Liban, mais nullement des

Palestiniens. L'accord de Taëf a réglé les problèmes de tout le monde sauf le vrai problème, celui de Michel Aoun qui symbolise une cause. Si vous cherchez réellement une solution, vous devez traiter avec lui. »

Arafat était inquiet de la querelle entre Aoun et Geagea car Damas, selon lui, tablait sur leurs dissensions pour préparer un assaut contre eux. Il me pria de transmettre un message aux deux hommes. Au général, il conseillait de prendre patience et de veiller à l'unité interne du camp chrétien ; à Geagea, il rappelait, par mon entremise, qu'il avait une longue expérience des Syriens, ayant été leur première victime, et qu'il ne fallait ni se fier à eux ni rompre avec Aoun.

Le 8 janvier 1990, je me rendis en compagnie de Gebran Tuéni au palais de Baabda. Aoun me reçut avec une amicale simplicité. J'insistai sur l'urgence qu'il y avait à éviter la bataille entre les Forces libanaises et l'armée. Je plaidai pour une entente et des retrouvailles à l'ombre de la légalité. Sans me répondre directement, il dressa un tableau objectif de la situation. « Je suis cerné par quatre cercles concentriques, me dit-il. Le premier, chrétien, est celui des députés, de Bkerké et, surtout, des F.L. Le deuxième est formé par Hraoui, Hoss et les milices prosyriennes qui tentent de m'étrangler par une série de mesures administratives et financières comme le non-paiement des traitements et soldes de ceux qui m'ont rejoint. Le troisième cercle est arabe : les partisans de Taëf et la Syrie qui exploite l'accord pour reprendre en main la carte libanaise. Le quatrième, ce sont les Etats-Unis, qui empêchent l'Union soviétique, l'Europe et d'abord la France et le Vatican d'intervenir dans l'intérêt du Liban. Ce cercle international ne me fait pas peur. Le cercle arabe est en difficulté. Pour ce qui est du libanais, j'ai d'ores et déjà gagné la partie en engageant la guerre de libération et d'indépendance et en étant suivi par l'autre partie du pays. Reste le premier cercle, intérieur. C'est le peuple libanais qui va le desserrer. » Il réfléchit un instant et ajouta, les yeux brillants d'émotion : « Si le peuple avait accepté l'accord

de Taëf, j'aurais démissionné de mes fonctions sur-le-champ. Tout comme j'aurais renoncé à commander l'armée si elle ne m'avait pas suivi dans la guerre de libération. » Il se tut à nouveau, plongé dans ses réflexions, puis releva la tête : « Samir ne doit pas oublier que le chemin de Taëf mène à la tombe. Taëf tuera ses enfants. » Je ne voyais pas ce qu'il entendait par là et je lui demandai si c'était une menace. « Pas du tout, me répondit-il. Ce que je vous dis là, je l'ai déjà dit à Samir Geagea. Je voudrais simplement que vous le lui répétiez pour faciliter une entente éventuelle. » Je répliquai : « Vous ne devez pas oublier, général, que la chute de l'un de vous deux signifiera, tôt ou tard, la chute de l'autre. »

Immédiatement après cette entrevue, j'allai voir le chef des Forces libanaises. Il écouta mon compte rendu et eut ce commentaire : « Il est difficile de vivre avec le général et encore plus difficile de s'entendre avec lui. Mais je vais essayer. » Cela n'empêcha pas l'inévitable de se produire et, le 31 janvier 1990, des heurts opposèrent les F.L. à l'armée. La tourmente des chrétiens venait de commencer. Elle allait atteindre bientôt son paroxysme.

Dans cette lutte, le général invoquait l'« unification des fusils » et Geagea dénonçait une « guerre d'élimination ». Ce dernier surprit tout le monde en prenant très vite le contrôle des casernes de l'armée à Amchit, Sarba et Safra, de l'aérodrome de Halate et de la base navale de Jounieh. Il proclama qu'il ne permettrait pas le « massacre » des siens par un Aoun « assoiffé de pouvoir ». Le général dénonça, de son côté, dans les Forces libanaises un « cheval de Troie américain » transportant au Liban l'accord de Taëf. Et, pour faire bonne mesure, s'empara de la région de Dbayé. Les appels de personnalités de tous bords ne trouvèrent aucun écho, et pas davantage les tentatives de médiation, dont celles de l'abbé Boulos Naaman, Chaker Abousleiman, Georges Adouane, Roger Dib et, épisodiquement, de M^{gr} Khalil Abi Nader, évêque maronite de

Beyrouth. Le front ne cessait de s'élargir ; l'armée investit Aïn el-Remmaneh, fief, depuis 1975, des Forces libanaises, tandis que celles-ci s'emparaient, à Adma, de la caserne des commandos. De violents combats se déroulèrent dans le Haut Kesrouan. Trois mois de lutte firent plus de mille morts et trois mille blessés. Le Parti national libéral se retira du commandement des F.L. et, le 10 avril, Dany Chamoun annonça la création d'un néo-Front libanais. Le parti Kataëb se scinda en deux fractions, l'une favorable à Geagea et l'autre à Aoun. Dans une mêlée furieuse, les adversaires se tenaient à la gorge, les F.L. achevant d'encercler, par terre et par mer, les régions contrôlées par Aoun qui, de son côté, fermait les voies de passage entre les deux zones est. Cette guerre totale ne pouvait faire qu'un vainqueur et un vaincu. Elle venait à peine d'éclater quand le Conseil des ministres, le 3 février, déféra devant les tribunaux Michel Aoun et deux de ses adjoints, les généraux Edgar Maalouf et Issam Abou Jamra, pour usurpation de pouvoir, incitation à la guerre civile et détournement de deniers publics. Quelques jours plus tard, Washington demanda à Aoun de se démettre et proclama le Liban « zone sinistrée », tandis que la France y dépêchait son secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, qui assura, au retour de ce voyage, que les F.L. « agressaient » la population civile. A nouveau, le clivage franco-américain se manifestait, les Etats-Unis soutenant Geagea et Paris Aoun, les deux capitales se réclamant également de la légalité. Beyrouth et Damas se consultèrent sans désespérer, une mission palestinienne de bons offices débarqua à l'Est, mais rien n'y fit ; les combattants chrétiens se livraient, dans un paroxysme de haine, une guerre inexpiable. Les citoyens accablés, saisis de désespoir, amorçaient un interminable exode. Leur chemin de croix était encore loin de son terme. Je connus alors, loin de la politique mais au cœur même de cette population éprouvée, des heures de douleur et d'amertume. Je vivais, corps et âme, l'horreur de la guerre. Il me semblait souffrir avec tous les

blessés, combattants ou non, mourir avec toutes les victimes, civils, soldats ou miliciens. Sur les miens, sur les chrétiens, s'était abattue la malédiction divine.

Samir Geagea, quand je le vis dans son quartier général de la Quarantaine, le 27 mars 1990, paraissait très sûr de son fait. N'ayant pas été vaincu, il se considérait comme vainqueur. A ses yeux, le général Aoun avait perdu la partie. « Ce qui se passe, me dit-il d'emblée, est une terrible catastrophe que j'ai tenté jusqu'au bout de conjurer. » Il me raconta qu'au matin du 31 janvier il ne savait pas encore s'il devait ou non riposter par les armes et qu'il avait donné l'ordre d'ouvrir le feu seulement après avoir appris que des unités de l'armée s'étaient emparées de la « Maison du Futur » et faisaient mouvement sur le siège de la Caisse nationale à Dbayé. Un plan d'opérations des F.L. contre l'armée était déjà prêt et avait été porté à la connaissance de tous les responsables des F.L. qui l'appliquèrent sur-le-champ. « Les résultats, ajouta Geagea, ont passé toutes nos attentes. Tout s'est déroulé mieux que prévu et nous nous sommes déployés sur la plus large bande de territoire possible. La seule faille dans le dispositif a été la chute d'Aïn el-Remmaneh qui, au demeurant, n'a pas été due à une bataille mais à une trahison. Partout ailleurs, nous sommes parvenus à consolider nos lignes sur le tracé le plus favorable pour nous, en infligeant aux hommes d'Aoun des pertes considérables. » Il reprit, la fierté du triomphe dans les yeux : « Oui, ce qui vient de se passer est incroyable. Nous n'en attendions pas tant. Tout va bien et même très bien. »

Samir m'exposa ensuite son analyse des événements. Le dispositif de l'armée était, selon lui, irrémédiablement cassé et nul ne pouvait le reconstituer. De même qu'il avait attendu de longs mois l'intervention d'une tierce force qui eût amené Aoun à se démettre ou à se soumettre, il attendrait, cette fois encore, quelques semaines que quelqu'un d'autre achève son adversaire blessé, pour ne pas avoir à lui porter lui-même le coup

de grâce. Il observa alors que les Américains étaient déchaînés contre le général et voulaient en finir avec lui par tous les moyens. Ils considéraient comme une simple milice les brigades restées sous son commandement et comme l'armée régulière libanaise celles qui obéissaient au général Emile Lahoud. Calme et déterminé, Geagea poursuivit : « La grande tragédie s'est produite. Nous ne pouvons plus tolérer des arrangements provisoires. Nous avons gagné à 80 % et pouvons attendre un peu pour gagner à 100 %. Finissons-en avec le folklore, les slogans creux et les mascarades d'Aoun ! Il est isolé politiquement, vaincu militairement, incapable de se maintenir. C'est un homme fini. »

En dépit de ce langage et du sang qui séparait désormais les deux hommes, je suggérai à Samir de s'entendre avec son adversaire en prélude à un arrangement avec la légalité. Je lui fis valoir que la force de l'Est ne proviendrait pas d'une victoire des F.L. sur l'armée ou de l'armée sur les F.L., mais de leur unité retrouvée. Il me répondit : « Toi, tu ne t'es pas sali les mains dans cette guerre. Tu as eu tout le temps de réfléchir. Réfléchis donc à l'étape qui s'ouvre. Réfléchis à la phase de l'après-Aoun. »

Deux jours plus tard, décidé à sonder la moindre fissure dans la muraille, je retournai donc voir le général. Au point de passage de Sinn el-Fil entre l'armée et les F.L., je fus surpris de trouver la route minée. Après avoir dégagé à mon intention un étroit passage, les miliciens dirent à mon chauffeur : « Ouvre bien les yeux, on en a peut-être oublié une. » J'avais franchi bien des « checks points », points de contrôle, postes et chicanes dans ma vie, mais jamais encore un « lieu de passage » aménagé de pareille façon. Entre Achrafieh et Baabda, la route était déserte et ravagée. Le palais était sinistre, plongé dans une profonde obscurité. La liesse populaire avait disparu. Elle avait laissé place au temps de la haine.

Le général, atterré mais toujours sur ses gardes, vida son cœur : « J'avais un grand rêve pour mon pays, me

dit-il, Samir a voulu le briser. J'ai le choix : le réaliser ou abrégé la tragédie pour écourter les souffrances de tous. » Il m'assura qu'il n'avait pas voulu supprimer les Forces libanaises ni les frapper gratuitement, sans vision politique, mais seulement unifier les rangs de la Résistance. Il ne croyait pas sa situation désespérée et estimait pouvoir tenir longtemps. « Certes, observa-t-il, je rencontre de grandes difficultés, mais Samir en a de plus grandes encore. Certes, je suis cerné, mais lui aussi est encerclé par Elie Hobeika à Beyrouth et par Sleiman Frangié au Liban-Nord. » Il me raconta aussi qu'à deux reprises il avait ordonné le report de l'attaque sur Aïn el-Remmaneh. « A chaque fois, je me suis rappelé la vieille femme qui, avec ses deux petits-fils, mon portrait sur la poitrine, était au premier rang des manifestations. J'étais hanté par l'idée qu'un obus puisse les faucher tous les trois. Et puis j'ai fini par ordonner l'attaque. Ensuite, je me suis retiré dans ma chambre et j'ai pleuré. »

Je repris mon antienne : l'armée et les Forces libanaises étaient toutes deux nécessaires et leur entente l'était plus encore. Je dis que je m'étais retiré de la vie politique pour ne pas être un facteur de discorde entre les deux parties et afin d'éviter de participer à leur affrontement. J'avais choisi le rôle du conciliateur et continuerais, si minimes que soient mes chances de succès, à chercher un dénominateur commun entre les adversaires. Pour le général Aoun, le point de non-retour n'était pas atteint. Il se dit conscient que la Syrie, aussi résolue à venir à bout de Geagea que de lui-même, dénonçait tantôt l'un, tantôt l'autre, mais refusait de choisir entre la peste et le choléra. « Vous avez la conscience tranquille, ajouta-t-il. Pour moi, ma position est difficile. Mon problème, ce ne sont pas les F.L., c'est Damas. Je préfère encore une défaite devant Assad, s'il décide d'entrer à l'Est, à une reculade devant Samir Geagea. » En fait, le général avait d'ores et déjà perdu sur les deux fronts : contre la Syrie, adversaire trop fort pour lui, et contre Geagea qu'il avait sous-estimé.

J'attendis près de deux mois avant de reprendre mon

bâton de pèlerin. En mai 1990, je sentis enfin que les deux camps étaient prêts à se rendre à l'évidence des faits. La force n'avait rien tranché, la politique piétinait, la situation socio-économique était devenue intolérable, les deux lutteurs, à bout de souffle, étaient à la merci de Damas, seul maître du jeu. Secrètement, mais avec beaucoup d'insistance, Saddam Hussein venait de demander un cessez-le-feu avant la tenue du sommet de Bagdad à la fin du mois de mai. Le 25 mai, le pape Jean-Paul II, par cassette audiovisuelle, s'adressa au sommet spirituel réuni à Bkerké. Sur un ton très ferme, il condamna, dans son message, la « tourmente des chrétiens » et lança un appel pathétique : « Assez de guerres, assez de violences, assez de souffrances ! » Le nonce apostolique appela de ses vœux une « trêve solide et permanente ». Sentant l'heure propice, entre le 22 et le 26, je rencontrai quatre fois Geagea et deux fois le général, avec le concours de Dany Chamoun, Maroun Hélou, Gebran Tuéni et Pierre Ghanem. Les deux adversaires acceptèrent la trêve mais le général insista pour que les F.L. lèvent le blocus du « Golden Beach »*. Le chef des F.L. répondit : « Je ne veux pas céder par la négociation ce que je n'ai pas perdu par les armes » et maintint le blocus. La trêve se prolongea néanmoins. Pour bâtir sur cette base fragile, je proposai plusieurs variantes de dialogue. Mon argumentation était simple : en coopérant avec Samir, le général s'en tirait aux moindres frais. Quant à Samir, son avenir était mieux garanti par l'entente avec Aoun.

Le général m'opposa sa propre analyse : il se jugeait militairement dans les cordes, mais, politiquement, en bonne posture. A l'en croire, Geagea était dans la situation inverse. « Face à moi, me dit-il, s'il perd la partie il aura détruit les F.L. S'il l'emporte, on lui imposera Taëf et donc le démantèlement de sa milice. Je ne vois vraiment pas ce qu'il escompte. Il n'a aucun

* Port de plaisance transformé par l'armée libanaise en un port militaire.

intérêt à me voir tomber car il ne ramassera pas mon héritage comme il se l'imagine. C'est Taëf qui l'empêchera. Il n'a pas intérêt non plus à ce que je m'entende avec la Syrie. Pourquoi diable m'accule-t-il à le faire en maintenant son blocus ? » Je fis valoir, une fois de plus, que rien ne valait une bonne réconciliation, mais il en repoussa l'idée : « Je ne fais pas confiance à Samir. Il ne respecte rien ni personne et est entré en conflit avec tout le monde avant de s'en prendre à moi. Qu'il se réconcilie donc avec les autres d'abord. Je viendrai en dernier. »

Geagea, de son côté, estimant que tout le monde était « dans le brouillard », s'en tenait à une prudente expectative. Il relevait que les Forces libanaises n'avaient jamais atteint leurs présentes dimensions et qu'à être encore étirées, elles perdraient de leur efficacité opérationnelle. Il me révéla sa tactique : « Je veux gagner du temps sans faire de concessions. Il n'est plus question de s'entendre avec Aoun. Avec lui, le dialogue n'aboutira à rien. Le général ne comprend que la force. Son problème sera réglé par la force et par elle seule. »

Il était manifestement impossible de rapprocher les points de vue. J'y renonçai pour un temps et me contentai de suivre les diverses médiations en cours. A Bagdad, les dirigeants irakiens et palestiniens tenaient réunion sur réunion avec Fouad Aoun et Pierre Rizk, respectivement délégués par le général et les F.L. Leurs efforts n'eurent aucun résultat. Rafic Abou Younès, membre du Conseil de commandement du Baas libanais, me raconta que les Irakiens, déçus, allaient partout répétant : « Nous n'avons pas donné des armes aux chrétiens pour qu'ils s'entre-tuent mais pour qu'ils libèrent leur pays des Israéliens et des Syriens ! » Et que Tarek Aziz avait renchéri : « Je ne comprends pas comment un homme raisonnable et sachant qu'il ne peut pas gagner s'obstine à se battre pour perdre ! » On commençait à croire à Bagdad que tout le scénario, guerre de libération, puis accord de Taëf, enfin affrontement fratricide entre l'armée et les F.L., s'inscrivait dans

un plan américain pour réduire l'influence irakienne au Liban et dans la région.

De son côté, Yasser Arafat ne restait pas inactif. Il essayait, lui aussi, de réconcilier les adversaires et disait à leurs émissaires : « J'ai une expérience amère, croyez-moi, des divisions internes. Appuyés par la Syrie, les Palestiniens dissidents m'ont humilié, chassé. Mais je n'ai jamais désespéré d'eux. Quelles qu'en soient les raisons, vos dissensions ne doivent pas se poursuivre. Personne ne le comprendrait. Et n'attendez pas d'aide extérieure dans un tel cas. Personne ne s'intéresserait plus à votre cause. Les deux seuls gagnants de la guerre entre chrétiens de l'Est sont Israël et la Syrie. Quant à vous, vous êtes tous perdants. » Ces paroles frappées au coin du bon sens restèrent sans écho.

Dans les derniers jours de mai 1990, le sommet extraordinaire réuni à Bagdad décida de créer un « Fonds international pour la reconstruction » du Liban. Pourtant, par solidarité avec la Syrie qui boycottait la réunion en raison de son hostilité à l'Irak, Beyrouth ne s'était pas fait représenter à ces assises. Le communiqué final invita le comité tripartite arabe à poursuivre sa tâche et à faire appliquer l'accord de Taëf. Encouragés par ce texte, Elias Hraoui et son Premier ministre Sélim Hoss firent une tournée du monde arabe qui les conduisit d'abord en Egypte, Algérie, Libye et Tunisie, puis, dans une seconde phase, au Koweït, à Qatar, à Bahrein et dans les Emirats arabes unis.

En juin, le nonce apostolique exposa à de nombreux interlocuteurs, à l'Ouest comme à l'Est, un projet de règlement. Il suggérait un gouvernement d'entente nationale au sein duquel Aoun eût été vice-président du Conseil et Geagea ministre, ainsi qu'un « gel » du processus de Taëf en attendant que ce nouveau cabinet l'examine. Au même moment, le secrétaire général du Quai d'Orsay, François Scheer, arrivait à Beyrouth porteur, lui aussi, de suggestions. Mais après une rencontre Hraoui-Assad à Lattaquié, le gouvernement libanais rejeta l'ensemble de ces propositions, observant

seulement que quiconque voudrait se rallier à l'accord de Taëf serait le bienvenu. Le 11 juillet, le Conseil des ministres demanda à l'Assemblée nationale d'entériner les amendements constitutionnels prévus par le document d'entente nationale. Il somma par ailleurs Aoun de mettre fin à sa rébellion et Geagea de retirer ses forces du Beyrouth administratif et de restituer à l'armée libanaise l'armement dont il s'était emparé. Le délégué de la « troïka », Lakhdar Ibrahim, reparut à Beyrouth et rencontra, entre autres dirigeants, Samir Geagea qui lui dit approuver sans réserve le communiqué du gouvernement. Il eut quatre entrevues avec Aoun qui avança des contre-propositions : soit renvoyer les amendements au futur cabinet d'entente nationale, soit les « geler » en attendant l'élection d'une nouvelle Chambre. Ibrahim vit dans cette attitude une fin de non-recevoir. La dernière tentative de compromis s'était brisée contre l'intransigeance du général. Le blocus diplomatique, financier et pétrolier allait lui être imposé.

Sur ces entrefaites, le 2 août 1990, un séisme arabe se produisit. Il allait ébranler le monde entier. Saddam Hussein lança, en effet, son armée contre le Koweït qu'elle occupa en moins de douze heures. La carte politico-stratégique du Proche-Orient était bouleversée de fond en comble. Aoun crut que cette nouvelle donne régionale aurait des retombées positives au Liban. Hraoui et Hoss participèrent au sommet extraordinaire arabe du Caire qui, le 10 août, décida d'appliquer des sanctions à l'Irak et d'envoyer en Arabie Saoudite et dans le Golfe une force interarabe. Le lendemain, Saddam Hussein exigea, pour résoudre la crise qu'il avait ouverte, un retrait concomitant d'Israël hors des territoires occupés et de l'armée syrienne hors du Liban, ainsi qu'un règlement du problème palestinien.

A la mi-août, Assad reçut John Kelly, secrétaire d'Etat américain pour le Proche-Orient, qui lui remit un message du président Bush. Le 20, l'ambassadeur des Etats-Unis à Damas, Edward Djerejian, déclara que son pays souhaitait une application immédiate de l'accord de

Taëf. Le texte fut entériné dès le lendemain par l'Assemblée nationale. Il s'agissait de la plus importante réforme constitutionnelle qu'ait connue le Liban depuis l'indépendance de 1943. Aussitôt, le président Hraoui promulgua la loi adoptée et proclama la naissance de la « II^e République ». A la fin du mois, les trois présidents, Hraoui, Husseini et Hoss, se rendirent à Damas. La Syrie s'engagea à aider la légalité à œuvrer à la remise en état des institutions. Le sort de Michel Aoun était scellé. Sa chute ne prit plus qu'un mois. Le 13 septembre, le secrétaire d'Etat américain James Baker rendit à Damas la première visite consentie à ce niveau. Les modalités du règlement des crises du Golfe et du Liban furent alors arrêtées. Washington donna son feu vert au scénario syrien d'élimination d'Aoun. Une semaine plus tard, une délégation des Forces libanaises, composée notamment de Nader Succar et Georges Kassab, rencontra à Anjar le général Ghazi Kanaan, chef des S.R. du contingent syrien au Liban. Fin septembre, le président Hraoui, en visite à Damas, obtint d'Assad un engagement formel : sur demande écrite du gouvernement libanais, l'armée syrienne prendrait d'assaut les zones contrôlées par le général.

Il ne restait plus qu'à porter l'estocade. Le 2 octobre, Hoss fut reçu par George Bush. Le lendemain, le Conseil des ministres libanais demanda l'aide militaire de Damas pour resserrer le blocus et rédyire la rébellion. Aoun, face à cette menace, n'avait qu'un dérisoire recours : les manifestations de masse, les marches de protestation en direction des lignes de démarcation. C'est en vain que le nonce apostolique et l'ambassadeur de France tentèrent une ultime médiation. Le rouleau compresseur syrien s'était mis en mouvement.

Au soir du 12 octobre, les responsables français apprirent de plusieurs sources que l'assaut allait être donné d'un moment à l'autre. Le président Mitterrand mit en alerte ses diplomates, mais son ambassadeur à Damas ne put obtenir aucune réponse claire à ses demandes instantes d'informations. Le ministre des

Affaires étrangères, Roland Dumas, prit contact en personne avec le président Hraoui qui lui jura n'être au courant de rien. Epaississant à plaisir le brouillard dont s'entourait l'opération, Washington prétendit ne pas avoir donné son feu vert à Damas. Israël, enfin, fit savoir qu'il désapprouvait le recours à la force pour déloger Aoun du palais présidentiel.

Le général, suspectant dans toute cette agitation une vaste opération de désinformation, se maintint toutefois en contact permanent avec l'ambassadeur de France pendant la nuit du 12 au 13. A l'aube, l'armée syrienne, appuyée par les brigades du général Emile Lahoud, lança son offensive contre Baabda et Yarzé. Pour la première fois depuis le début de la guerre, l'aviation de Damas bombarda, vers 7 heures du matin, le palais présidentiel. Ce raid était un message d'une telle clarté qu'Aoun le comprit sur-le-champ : « La décision a été prise. Partons... », dit-il à son garde du corps. Inversant la tradition, il quitta le pouvoir à la façon dont les généraux d'Orient s'en emparent : à bord d'un véhicule blindé. Sous une pluie d'obus, il gagna l'ambassade de France. Il y fut accueilli par l'ambassadeur, René Ala, homme de haute intelligence et de grand cœur qui sut servir les intérêts français sans jamais oublier ceux du Liban. Il est vite devenu de ce fait l'ambassadeur de France le plus populaire qu'a connu le Liban. L'ambassadeur prit contact avec les responsables libanais qui acceptèrent d'ordonner un cessez-le-feu si Aoun y souscrivait publiquement. Il hésita un moment puis accepta la mort dans l'âme en constatant : « J'ai été vaincu. » Ala saisit amicalement la réflexion au vol et renchérit : « Mon général, épargnez donc les vies humaines et limitez les dégâts ! » Pour sauver l'armée et le peuple, sans pour autant reconnaître l'accord de Taëf, Aoun appela ses troupes à se placer sous le commandement du général Emile Lahoud.

L'époque qui s'était ouverte le 23 septembre 1988 venait de vivre ses dernières heures. Le général était tombé.

Restait toutefois le « phénomène Aoun ». Le vaincu demanda l'asile politique à la France. Elle le lui accorda, mais le gouvernement libanais lui refusa un saut-conduit pour quitter le pays et le déféra devant les tribunaux. Alors, le président Mitterrand fit de la sauvegarde du proscrit une « question d'honneur ». La France avait compris qu'elle avait été dupée. Américains et Syriens s'étaient mis d'accord pour la tenir à l'écart et réduire son rôle dans une région en voie d'« américanisation » forcenée. Les Etats-Unis refusaient, au demeurant, qu'il y eût des relations privilégiées entre le Liban et la France. « Pourquoi avec la seule France ? » avait demandé un jour le président Reagan au patriarche maronite Antonios Boutros Khoreiche en visite aux Etats-Unis.

Les Libanais, et plus particulièrement les maronites, se disent volontiers déçus par la France. Avec le départ du général de Gaulle, le Liban, selon eux, a perdu son bouclier. Ils sont nombreux à penser, à tort ou à raison, que du vivant du général nul n'aurait osé attenter à la souveraineté, à l'unité, à l'intégrité territoriale de leur pays. Car de Gaulle, se fondant sur une vision historique, était convaincu de l'existence d'une relation privilégiée tenant au passé commun des deux peuples, au rôle de la France au Proche-Orient et à sa présence au Liban. En décembre 1968, il n'avait pas hésité à décréter l'embargo sur les armes et pièces de rechange destinées à Israël après le raid contre l'aéroport de Beyrouth, tout comme lors de la guerre de 1967, il avait voté la résolution 242 enjoignant à l'Etat hébreu de se retirer des territoires occupés. Il avait en outre accusé la double hégémonie des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. d'empêcher les autres pays, et d'abord la France, de jouer leur rôle dans le règlement des problèmes mondiaux.

Hélas ! Charles de Gaulle était le dernier des géants, le dernier Français à avoir donné à son pays une politique indépendante et des ambitions à sa mesure. Son successeur Georges Pompidou resta dans son sillage et tenta, après la guerre d'octobre 1973, de jeter les

bases d'une politique européenne indépendante des Etats-Unis et active dans le bassin méditerranéen. Avec l'entrée de Valéry Giscard d'Estaing à l'Elysée, en 1974, la politique française à l'égard du Liban commença à se modifier alors que, plus généralement, la politique arabe, et surtout les rapports avec les pays producteurs de pétrole du Golfe, ne changeaient guère. Récoltant dans le domaine économique les fruits de la politique du général, Giscard d'Estaing remplaça l'héritage libanais par un réalisme ne raisonnant plus qu'en termes de profits et pertes. Dans le conflit qui commença en 1975, il ne vit qu'une guerre civile, ne voulant discerner ni sa portée internationale ni les ingérences étrangères. Cette attitude permit à la France de justifier son impuissance et de conserver ses amitiés et intérêts auprès des musulmans dans l'ensemble du monde arabe, quitte à sacrifier quelque peu la souveraineté du Liban et la sécurité de ses chrétiens. C'est pendant le septennat de Giscard d'Estaing que la pression conjointe des deux supergrands et le choc pétrolier réduisirent le poids et le rôle de la France dans les affaires du monde. Elle en était sans doute consciente quand, timidement, elle tenta de déployer au Liban, en 1976, un contingent symbolique aux côtés de l'armée syrienne. Hafez el-Assad lui opposa un non catégorique et fit échec au plan français d'une « table ronde » qui eût regroupé les principaux protagonistes en quête d'une solution politique.

La France se résigna alors à la perte, au profit de la Syrie, de sa fonction historique de « protectrice des maronites et du Liban ». En lui infligeant cette reculade, Assad avait pris sa revanche sur le mandat de 1920 et instauré son propre mandat. Pourtant, Paris devait participer activement à la Force des Nations unies implantée au Liban-Sud en prévision du retrait israélien et accueillir les Libanais émigrés dans ses universités, ses écoles et ses entreprises. Et la France est le seul Etat occidental qui, toutes tendances politiques confondues, demeure attaché à l'entité du Liban et sentimenta-

lement proche de son peuple. En 1981, le président Mitterrand inaugura son septennat en reprenant le discours gaullien en matière de politique étrangère. Il tenta de se démarquer de Washington au Proche-Orient et, plus particulièrement, au Liban. Se plaçant en contradiction avec la politique américaine, il reconnut l'O.L.P. et réclama une conférence internationale de paix. Au Liban, tantôt il prend l'initiative d'une démarche européenne, tantôt il s'associe aux efforts du Vatican ou se rapproche de Damas, mais ces diverses démarches l'opposent à chaque fois aux Etats-Unis. La France se voit accuser d'être « trop propalestinienne » par Tel-Aviv et « trop libanaise » par la Syrie. Dans les deux capitales, on préfère traiter avec Washington qu'avec Paris.

Sous le mandat d'Amine Gemayel, entre 1982 et 1988, la présence française a été une peau de chagrin au regard de deux hégémonies : américaine d'abord, syrienne ensuite. Les « années Aoun » (1988-1990) furent marquées par un accroissement du rôle de la France car le général sut s'y acquérir l'appui des cercles officiels et les sympathies de la population. Pendant la « guerre de libération », Paris se tint à ses côtés quand l'Amérique lui était hostile. La guerre des chrétiens trouva les Français dans le camp d'Aoun et les Américains dans celui de Samir Geagea. Mais la chute du général et la relative stabilisation du régime Hraoui coïncidèrent avec une considérable diminution du rôle de la France dont les relations avec le Liban traversèrent, en raison même de l'affaire Aoun, une période de « froid ». Paris continuait de voir dans le général son meilleur atout pour retrouver son influence passée et contrebalancer celle des Etats-Unis. En fin de compte, la guerre du Liban a prouvé que la France ne pouvait plus assumer ses responsabilités de grande puissance. En 1991, la guerre du Golfe a démontré à quel point elle était à la remorque de l'Amérique et combien le modèle d'outre-Atlantique fascinait un socialisme français désormais aux antipodes des idées d'équilibre et d'indépendance chères

au général de Gaulle. Quant à François Mitterrand, il est passé d'un langage gaullien, sinon gaulliste, au début des années quatre-vingt, à un alignement de plus en plus net sur les Etats-Unis au bout de la décennie. Il va jusqu'à laisser dire à son ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, que la politique arabe du général était une « succession d'illusions ».

Le 13 octobre 1990, au lendemain de la chute du général Aoun, les appels au calme se multiplièrent. Elias Hraoui adressa aux citoyens un message les adjurant de serrer les rangs et de renoncer à la haine. Sélim Hoss et Hussein el-Husseini firent de même tandis que Samir Geagea estimait que la période noire était révolue et qu'il fallait tirer la leçon des erreurs passées. Le patriarche Sfeir rappela solennellement que l'union fait la force et la division est source de destruction. Ces exhortations ne suffirent pas à rétablir aussitôt la tranquillité. Les brigades fidèles à Aoun étaient saisies par la stupeur de le voir céder sans combat, ses partisans atterrés, ses adversaires tout à leur joie. Les excès qui avaient accompagné l'opération militaire attisaient les rancœurs. Pour la première fois, l'armée syrienne avait pénétré dans l'enceinte du palais présidentiel et du ministère de la Défense, s'était emparée d'un groupe d'officiers supérieurs, les avait emmenés à Damas pour enquête, avait fait main basse sur des documents et dossiers secrets. Dans les deux Metn, des hommes d'Elie Hobeika et des miliciens du Parti syrien national social s'attaquaient aux militants des Kataëb et des Forces libanaises. Le P.S.N.S. libéra Habib Chartouni, assassin présumé de Bachir Gemayel. Le 21 octobre, pendant une visite à Damas du président Hraoui, des inconnus massacrèrent, dans la région de Baabda, Dany Chamoun, sa femme et deux de leurs trois enfants. Une fois de plus, la malédiction qui planait sur le Liban avait frappé. Je pleurai la mort d'un ami et en gardai l'image.

d'un dirigeant souriant et étranger à toute haine. Walid Joumblatt fit transporter les dépouilles mortelles à Deir el-Kamar où se déroulèrent d'imposantes obsèques populaires. Cette cérémonie parut marquer le début d'un retour à la coexistence druzo-chrétienne dans la montagne. Walid Joumblatt y gagna d'apparaître comme un leader d'ampleur nationale.

Peu à peu, une relative amélioration de la situation, notamment en matière de sécurité, se révélait à divers signes. L'armée libanaise étendit ses positions dans le Grand Beyrouth d'où les milices d'Amal, du Hezbollah et les Forces libanaises s'étaient retirées avec armes et bagages. On ouvrit routes et voies de passage entre les deux secteurs de la capitale. Les lignes de démarcation qui la déchiraient depuis tant d'années disparurent. En novembre, le nouvel ambassadeur américain, Ryan Crocker, prit son poste. Pour la première fois depuis 1975, le Parti communiste libanais donna, à Antélias, une réception en l'honneur du nouvel ambassadeur de l'U.R.S.S., Guennadi Ilytchev. Pour la première fois encore, depuis seize interminables années, un chef d'Etat arabe — le président algérien Chadli Bendjedid — rendit visite dans sa capitale au chef de l'Etat libanais. L'année 1990 s'acheva sur la formation d'un « gouvernement de réconciliation nationale » présidé par Omar Karamé et incluant les représentants des partis et milices. A l'aube de la nouvelle année, le monde avait bien d'autres soucis. Tous les regards étaient braqués sur la crise du Golfe. Le 17 janvier, la « tempête du désert » se déchaînait. Le président Elias Hraoui, décidé à exploiter toutes les circonstances, profita du rapprochement américano-syrien pour étendre l'autorité de l'Etat libanais. Il prit à cet égard deux décisions de taille : l'envoi de l'armée libanaise au Sud, d'où elle était absente depuis 1976, et la dissolution de toutes les milices, tant libanaises qu'étrangères. Le 13 avril 1991, à l'occasion du seizième anniversaire du déclenchement de la guerre, il proclama haut et fort : « L'heure de la paix a sonné. »

VI

À L'HORIZON
DU GOLFE

L'Histoire ayant plus d'imagination que les hommes, je ne crus pas un instant, je l'avoue, que la guerre du Golfe allait éclater. Il était difficile de croire que George Bush, patricien discret et raffiné, mauviette chaussant les bottes à éperons du cow-boy Reagan, serait le héros de ce film d'action et s'installerait dans le rôle d'un Rambo de la Maison-Blanche. Pourtant, si Reagan gagna bel et bien la guerre froide au terme de son mandat, Bush remporta d'entrée de jeu contre Saddam Hussein la brûlante guerre des sables. C'est sous sa présidence que les Etats-Unis apparaissent, à la fin du siècle, comme le seul empire en mesure de dicter sa volonté à la planète, sans partage ni contrôle. La guerre du Golfe relève encore du secret d'Etat. L'avenir nous réserve à son sujet des révélations surprenantes. Certes, la cause directe en fut l'occupation du Koweït, condamnée unanimement aux Nations unies. Mais il s'agit aussi d'un piège tendu par les Etats-Unis, à l'instigation d'Israël, et dans lequel, le 2 août 1990, Saddam Hussein s'est rué tête baissée. Il s'engageait dans un conflit que Washington avait bel et bien programmé, comme l'a laissé clairement entendre Jean-Paul II : « En réalité, la tentation de recourir à la guerre était présente bien avant le mois d'août 1990. » Celle-ci, à mon sens, n'était pas inévitable. Si on avait laissé le chef de l'Etat irakien jouer un rôle au Liban et si l'on avait accepté, dans le

Golfe, quelques-unes de ses revendications, il ne se serait pas lancé aussi aveuglément dans l'équipée du Koweït.

Depuis les accords de Camp David, en 1978, Israël a détourné son attention de l'Egypte pour la reporter vers la Syrie et l'Irak. Or Damas n'a jamais cessé de suivre, jusque dans ses audaces, une ligne politique d'une extrême prudence. L'Irak, en revanche, fort de son armée rénovée, s'est lancé dans un périlleux et gigantesque conflit avec l'Iran. Israël en a profité pour détruire, en 1981, la centrale nucléaire irakienne de Tammouz. Il avait compris qu'un Etat arabe capable de développer des programmes de cette ampleur ou de s'équiper en missiles à longue portée était son « adversaire stratégique numéro un ».

Cinq ans plus tard, alors que la fortune des armes hésitait, l'Etat hébreu a joué les intermédiaires entre Washington et Téhéran afin que les Etats-Unis fournissent des armes à l'Iran en contrepartie de la libération des otages américains. Le scandale de l'Irangate découla de ces bons offices. En fait, Israël pariait sur une victoire iranienne ou, du moins, sur une prolongation de la guerre qui eût épuisé et ruiné les deux adversaires. De son côté, Kissinger souhaitait, « pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, une issue sans vainqueur ni vaincu ». Il savait que la victoire de l'Irak allait poser d'insolubles problèmes et que sa défaite pouvait avoir de redoutables conséquences.

En dépit, ou à cause, de la guerre, l'Irak poursuivait cependant son grand dessein : se doter d'une technologie de pointe et combler le fossé qui sépare un pays du tiers monde d'un Etat industrialisé. L'inquiétude d'Israël se communiqua vite aux Etats-Unis qui voient dans une telle ambition un péché impardonnable et l'inacceptable franchissement d'une ligne rouge. Washington ne tolère pas, en effet, que des Etats du tiers monde, surtout s'ils sont situés hors de sa sphère d'influence et, a fortiori, si leur régime est totalitaire ou fondé sur un pouvoir personnel, possèdent des moyens de destruction mas-

sive. Or l'Irak, liant l'industrialisation civile à la production d'engins guerriers, modifiait canons, chars et missiles de fabrication étrangère, acquérait connaissances et savoir-faire, lançait son premier satellite artificiel, se procurait des armes chimiques et se préparait à accéder au club nucléaire. Dès que s'acheva, en été 1988, la guerre Iran-Irak, une campagne s'engagea dans les médias pour dénoncer l'utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes dans la ville de Halabjah et la possession par les Irakiens de missiles Scud menaçant Israël et, même, la fabrication d'un « canon géant ». Déjà, Saddam Hussein était présenté comme l'ogre dont il fallait arrêter les méfaits et l'on commençait à évoquer le redoutable déséquilibre stratégique que sa présence et sa politique provoquaient au Moyen-Orient.

La victoire de l'Irak sur l'Iran fut, de ce fait, le véritable « *primum movens* » de la guerre du Golfe. « Personne n'est satisfait de notre victoire, me dit Tarek Aziz à la fin de 1988. Israël en premier, cela va sans dire, mais aussi les grandes puissances et certains pays arabes. D'ailleurs, tous ces Etats trament notre perte. » Saddam Hussein en avait parfaitement conscience et il déclara un jour : « Notre victoire est aussi dangereuse pour nous que la poursuite de la guerre. » Elle créait, en effet, un précédent en menaçant directement l'hégémonie mondiale des Etats-Unis. Ceux-ci devaient mater cette rébellion avant que l'exemple fût suivi. C'est pourquoi, l'Irak vaincu par les forces du général Schwarzkopf, les opérations ne s'arrêtèrent qu'après la destruction de l'essentiel de son infrastructure industrielle. Le cessez-le-feu définitif devait attendre, en outre, l'engagement de Bagdad de faire disparaître son arsenal chimique et bactériologique. Au demeurant, le 25 avril 1990, trois mois avant l'invasion du Koweït, le secrétaire d'Etat américain James Baker, dans une importante déclaration, révélait que Washington envisageait de sanctionner l'Irak pour ses efforts en vue de se doter d'armes non conventionnelles et pour la menace qu'il faisait ainsi peser sur la sécurité d'Israël. L'engrenage de la rupture

s'enclencha. Washington s'attendait, de la part d'un Irak victorieux, à des signaux positifs préluant à une coopération. Ce fut tout le contraire qui se passa. Saddam Hussein intervint au Liban et se mit en travers des plans des Etats-Unis. En 1988, l'Irak soutenait les adversaires de l'accord Murphy-Assad et souhaitait un règlement de la crise dans un contexte arabe, sans tenir compte de l'entente syro-américaine. Au sommet de Casablanca, en mai 1989, Saddam Hussein réclama le retrait des forces syriennes du Liban et qualifia d'inadmissible l'occupation d'un petit pays par un grand voisin. Si l'on se résignait, dit-il dans une boutade qui devait se révéler prémonitoire, à admettre ainsi la loi du plus fort, qu'est-ce qui empêcherait l'Irak d'envahir demain le Koweït ? S'opposant à Washington, l'Irak appuya la « guerre de libération » du général Aoun contre l'occupant syrien et fournit d'importantes quantités d'armes aux Forces libanaises pour une valeur de plus de 300 millions de dollars. Les Etats-Unis répliquèrent en dénonçant l'« ingérence » de Saddam Hussein et en lui reprochant d'aggraver la crise libanaise. Ils mirent en garde les dirigeants chrétiens contre le risque de provoquer un affrontement syro-irakien au Liban et firent courir le bruit que l'armée libanaise avait reçu de Bagdad des missiles sol-sol Frog pouvant atteindre Damas. Cible d'une campagne de dénonciations, le président irakien dut, à la demande de ses pairs arabes, publier un communiqué par lequel il s'engageait à ne plus fournir d'armes aux belligérants libanais. Il tira toutefois la leçon de cette expérience. La Syrie avait le droit de posséder une armée puissante et d'occuper les deux tiers du Liban, Israël de maintenir son armée au sud de ce pays depuis 1978 au mépris des multiples résolutions des Nations unies et l'Irak, en revanche, ne pouvait même pas se permettre d'aider ses amis libanais. Déjà deux poids et deux mesures ! Quand il constata que les Etats-Unis n'avaient rien négligé pour faire réussir le congrès de Taëf en octobre 1989, et assurer, deux fois de suite, l'élection d'un président libanais « prosyrien », le

mois suivant, Saddam Hussein acquit la certitude que l'Amérique avait fait de lui sa bête noire et voulait le priver de tout rôle au Liban et dans la région. « Washington cherche à nous réduire, confiait-il à ses proches. On nous permet d'avoir un Etat bien pourvu en hôtels et en autoroutes, mais nous n'avons pas droit à une armée et une industrie modernes. La guerre a d'ores et déjà commencé contre nous et la confrontation est inéluctable. »

Connaissant la vulnérabilité de sa position au Liban — ni frontière commune ni alliances politiques stables — le chef de l'Etat irakien choisit ailleurs le terrain de sa contre-attaque. Ce ne pouvait être que le Golfe, région où son influence politique croissait et où son poids militaire était indéniable. Evincé du Liban en 1989, il devait occuper le Koweït l'année suivante. Replaçons-nous, pour comprendre son attitude, dans le climat de ce début de 1990. Saddam Hussein est doublement amer : les Etats-Unis l'ont écarté de la scène libanaise et les Arabes font la sourde oreille à ses demandes d'aide financière. Or l'Irak ploie sous le fardeau d'une dette extérieure de près de 70 milliards de dollars. Il doit un peu moins de la moitié de cette somme vertigineuse à l'Arabie Saoudite, au Koweït et à d'autres Etats du Golfe. Pour remettre sur pied son économie ruinée par la guerre, il a besoin, en outre, de 60 milliards de dollars. Le prix du pétrole, sa principale ressource, est à la baisse en raison de l'attitude de quelques membres de l'O.P.E.P., dont le Koweït et les Emirats arabes unis qui ont dépassé le plafond de production fixé par l'organisation. Le président irakien tire parti du sommet du Conseil de coopération arabe, regroupant l'Irak, l'Egypte, la Jordanie et le Yémen, qui se tient à Amman en février 1990. Il expose sa vision de la situation. Pour lui, Washington est en train de faire main basse sur le pétrole arabe. Il rappelle deux précédents : après la Première Guerre mondiale, les accords Sykes-Picot ont divisé le Machrek arabe en plusieurs Etats et, au lendemain de la Seconde, l'Etat d'Israël a été créé. Pour

Saddam Hussein, la troisième guerre mondiale – la guerre froide – vient d'être remportée par les Etats-Unis et, cette fois, elle va être suivie par l'émergence du Grand Israël qu'annonce l'arrivée en masse des Juifs soviétiques. L'Amérique va jouir longtemps désormais de sa position d'unique superpuissance mondiale que l'Union soviétique ne contrebalance plus. Or sa politique arabe est inquiétante. Elle maintient une flotte dans le Golfe en dépit de la fin de la guerre Iran-Irak et de la disparition de la menace iranienne sur le Koweït. Il faut exiger qu'elle retire cette flotte pour l'empêcher d'intervenir un jour et de fixer à sa guise la production, le prix et – pourquoi pas ? – les acheteurs du pétrole. « Pour les Américains, la paix au Moyen-Orient est très éloignée, ajoute le chef de l'Etat irakien, la région sera encore le théâtre de guerres entre Arabes comme entre les Arabes et leurs voisins. » Puis il donne à ses pairs un conseil qu'il sera le premier à ne pas suivre : « Restons vigilants ! Les Etats-Unis seront, dans les cinq années à venir, libres de leurs mouvements. Ils sont capables de passer toutes les bornes, de rompre tous les équilibres. » Enfin, il s'élève contre les Arabes « craintifs » qui « se couchent devant les décisions américaines ». Le président Moubarak, se sentant visé, se fâcha tout rouge et le roi Hussein dut intervenir pour apaiser la querelle. Mais les participants au sommet ont compris le sens de l'intervention : l'Irak se prépare à prendre le relais des Etats-Unis dans le Golfe.

Saddam Hussein le sait : il est désormais la cible de Washington. C'est pourtant le roi Hussein de Jordanie qui mesure le mieux le danger. Il prend son bâton de pèlerin, dès la fin du sommet, le 26 février 1990, et va soumettre à tous les pays du Golfe les trois revendications de l'Irak : redessiner la frontière avec le Koweït pour disposer de tous les champs pétrolifères de Roumeil, obtenir un bail sur les deux îles inhabitées de Warba et Boubiyane afin d'avoir un accès direct à la mer, enfin, voir annuler ses dettes. Le Koweït répond par un triple non. Saddam Hussein, certain qu'il le fait

sur instigation américaine, dit en avril 1990 à des parlementaires arabes : « L'Irak a accédé à un rang que les Américains ne supportent pas. D'autres pays arabes sont peut-être dans le même cas mais c'est nous qu'ils ont choisis pour faire un exemple à l'intention du monde arabe. » Le président irakien a reculé une fois, au Liban. Quoique flairant le piège, il ne cédera plus. En avril 1990, il jette le gant : « Qu'on le sache bien : nous sommes en possession de l'arme chimique. Celui qui nous menacera de la bombe atomique se verra répliquer avec cette arme. Je le jure par Dieu, la moitié d'Israël sera incendiée si ce pays entreprend quelque chose contre l'Irak. » Israël et les Etats-Unis exploitent largement ces excès de langage.

En ce printemps 1990, le monde arabe est préoccupé par deux problèmes : l'arrivée en Israël des Juifs soviétiques et la campagne contre l'Irak. Le président irakien demande la convocation d'un sommet le 28 mai à Bagdad afin d'en discuter. A l'exception de la Syrie et du Liban, tous les pays arabes acceptent. Pendant ce sommet, Saddam Hussein connaît son heure de gloire. Il n'est plus seulement l'homme fort de l'Irak ; le voici l'homme fort des Arabes. Avant la fin du sommet, il tient une séance à huis clos avec ses pairs. Il leur soumet la question de la non-application par certains « frères arabes » qu'il ne nomme pas des dernières résolutions de l'O.P.E.P. De leur fait, les cours ont été jusqu'à frôler les 7 dollars le baril au lieu de 18. Il rappelle que la baisse d'un seul dollar par baril fait perdre à l'Irak un milliard de dollars par an. « La guerre est faite le plus souvent par des soldats, s'exclame alors Saddam, mais il existe d'autres formes de guerre : les attentats, les assassinats, les tentatives de coups d'Etat et, parfois, les guerres économiques. » Sentant la menace, l'émir du Koweït prend à part le président irakien et l'invite à lui rendre une visite officielle pour discuter de tous les problèmes et à en fixer sur-le-champ la date. Saddam lui répond : « Inutile de fixer la date. Je viendrai prochainement au Koweït et vous me verrez surgir devant vous à l'impro-

viste. » Le message est clair mais l'émir ne veut pas l'entendre. Il compte sur les garanties américaines.

Le 17 juillet 1990, au cours des cérémonies du 22^e anniversaire de la révolution irakienne, Saddam Hussein franchit une nouvelle étape. Il proclame publiquement ce qu'il taisait jusque-là et accuse les pays du Golfe de « frapper l'Irak dans le dos avec un poignard empoisonné » ; de connivence avec les Etats-Unis qui veulent « sauvegarder leurs privilèges de grande puissance, avoir le pétrole au meilleur prix et, pour ce faire, prendre en main le destin des pays exportateurs et consommateurs, particulièrement des Européens, du Japon et, peut-être même, de l'U.R.S.S. ». Le lendemain, Tarek Aziz adresse une note à la Ligue arabe. Il y accuse le Koweït et les Emirats arabes unis d'« exécuter un plan visant à détruire l'économie irakienne ». Il révèle, par ailleurs, que le Koweït s'est emparé, depuis 1980, du champ pétrolifère irakien de Roumeil, détournant d'importantes quantités de brut et que le préjudice causé à Bagdad s'élève à 2,4 milliards de dollars dont il exige le remboursement. Le ministre irakien des Affaires étrangères ajoute : « Le Koweït a construit des installations militaires et des bases sur le sol irakien. Il fait des incursions régulières en Irak pour piller l'Etat qui a préservé le territoire koweïtien et ses richesses. » Il conclut : « Le Koweït a mené contre nous deux agressions : militaire et économique. La seconde n'est pas la moins dangereuse. » La déclaration de guerre est éclatante. Trente mille puis cent mille soldats irakiens sont massés à la frontière avec le Koweït.

Dès qu'ils constatent cette concentration de troupes, les Américains jugent que le moment est venu de pousser Bagdad à commettre l'erreur fatale qui va susciter leur intervention militaire. Ils appliquent un plan qui joue par la bande, comme au billard. Ils incitent d'abord le Koweït à refuser toutes les exigences irakiennes, tout en faisant savoir à l'Irak que son conflit avec son petit voisin ne les concerne en rien. Le résultat ne tardera pas à se manifester : un Irak convaincu que

l'Amérique n'interviendra pas envahit un Koweït certain qu'elle le soutient sans réserve. Un élément imprévu accélérera et facilitera le processus : contrairement à ce que pensent les services américains de renseignements, les Irakiens ne s'empareront pas de la seule portion du Koweït objet de litige, mais feront main basse sur l'émirat tout entier, tendant eux-mêmes les mâchoires du piège dans lequel ils vont s'empêtrer.

Le Koweït, se refusant à prendre au sérieux les menaces et les concentrations de troupes, croit que l'Irak se livre à une simple manœuvre d'intimidation dans l'espoir de faire annuler ses dettes, de recevoir une aide et d'obtenir une hausse du cours du pétrole. Au demeurant, pourquoi s'inquiéter alors que les Américains viennent de faire savoir qu'ils sont « responsables de leurs amis à titre individuel comme à titre collectif » ? L'ambassadeur américain, April Glaspie, est convoquée, le 25 juillet, par Saddam Hussein qui lui remet un message destiné à George Bush. Interrogée sur les intentions de son président, la diplomate assure qu'il n'entend pas mener une guerre économique contre l'Irak, contrairement à ce que proposent plusieurs sénateurs et que, conformément à des directives du département d'Etat remontant aux années soixante, « les Etats-Unis ne sont pas concernés par les litiges frontaliers ». Au demeurant, le porte-parole de James Baker vient de confirmer la validité de ces consignes, ajoutant que le litige irako-koweïtien devrait être réglé au sein de la Ligue arabe ou « par l'intermédiaire du président Moubarak ». Saddam assure son interlocutrice que le président égyptien œuvre en faveur de la tenue d'un mini-sommet arabe en Arabie Saoudite. A la fin de cette rencontre, le malentendu est total. Le président irakien en conclut que les Etats-Unis n'interviendront pas militairement tandis qu'April Glaspie retient de la conversation que son interlocuteur n'envahira pas le Koweït. La connaissant personnellement, je ne puis soupçonner l'ambassadeur d'avoir voulu berner Saddam Hussein et suis enclin à croire qu'elle ne connaissait pas

les plans forgés en haut lieu. Les diplomates américains, comme divers précédents l'ont montré, n'en sont pas toujours informés.

Alors que l'instant fatal approche, les interventions arabes commencent à prendre forme. Le président Moubarak obtient des Koweitiens et des Irakiens qu'ils se rencontrent à Djeddah et reçoit l'assurance que Saddam Hussein n'entreprendra rien avant cette rencontre fixée au 31 juillet. Il en fait part aussitôt au gouvernement du Koweït qui, ne se sentant plus menacé, durcit encore sa position. Yasser Arafat, pour sa part, est persuadé que l'Irak va se lancer à l'assaut et il conseille en vain à la future proie de jeter du lest. Le prince héritier du Koweït va au rendez-vous de Djeddah, mais il n'y apporte aucune proposition concrète. « Nos amis, lui dit l'émir avant son départ, nous ont conseillé de ne rien céder. » Il s'agit, bien entendu, des Américains. Saddam Hussein voit dans l'échec de Djeddah une insulte personnelle et tempête : « Ils me le paieront cher ! » Dans ce climat d'extrême tension, les Etats-Unis, comme pour jeter de l'huile sur le feu, proposent au Koweït d'envoyer des troupes sur son territoire pour en assurer la défense. C'est montrer le chiffon rouge au taureau. Par la suite, après l'occupation, ils parviendront, par un jeu subtil, à faire s'enfermer Saddam Hussein à chaque fois qu'il esquissera une désescalade et feront croire qu'eux seuls cherchent une issue politique tandis que le « dictateur irakien » ne comprend que le langage de la force.

Au moment où il occupe le Koweït, Saddam Hussein assure qu'il ne violera en aucun cas le pacte de non-agression qui le lie aux Saoudiens. Il leur fait même savoir qu'il est prêt à leur donner toutes garanties à cet égard. En l'absence de l'ambassadeur américain, alors en congé, il convoque, le 6 août, le chargé d'affaires Joseph Wilson et lui communique un message verbal à l'intention du président Bush, l'assurant qu'il n'a pas de souci à se faire pour l'approvisionnement pétrolier et que l'intérêt américain est de « collaborer avec des Etats

forts ». « Si vous êtes vraiment inquiets pour l'Arabie Saoudite, précise Saddam Hussein au diplomate, votre inquiétude est sans fondement. Si, en revanche, vous feignez d'être inquiets pour susciter son inquiétude, c'est un autre problème. » En fait, le chef de l'Etat irakien n'a jamais été effleuré par l'idée d'entreprendre quoi que ce soit contre le royaume et n'imagine pas davantage que celui-ci fera appel pour sa protection à des armées étrangères.

Les calculs du président américain sont tout autres ; quarante-huit heures après l'invasion du Koweït, il prend la décision d'envoyer ses troupes en Arabie Saoudite et il y délègue, à cet effet, son secrétaire à la Défense Dick Cheney, avec mission de convaincre les dirigeants de Ryad. Ces derniers ne donnèrent leur accord, à contrecœur, qu'à la vue de photos satellites censées prouver que l'Irak se préparait à envahir leur pays. Dès le 8 août, un premier contingent américain, tenu prêt à cette intention, est à pied d'œuvre et commence à se déployer dans l'une des régions les plus riches du monde. Saddam Hussein riposte en proclamant « l'annexion du Koweït pour toujours ». Il se prend lui-même au piège tendu par son adversaire.

Cependant, le roi Hussein de Jordanie poursuit ses efforts pour trouver au conflit une issue arabe. Il parvient à obtenir de Saddam Hussein la promesse d'un retrait de principe de ses forces d'occupation si certaines de ses revendications sont satisfaites et, surtout, si la Ligue arabe ne condamne pas l'Irak. Le souverain jordanien tient George Bush informé de ses démarches mais le président américain, tout en l'encourageant, ne laisse pas à la médiation arabe le temps nécessaire. L'accord saoudien à peine obtenu, il demande à Hosni Moubarak de convoquer au plus vite un sommet arabe afin de condamner Bagdad. En contrepartie, il lui promet d'annuler la dette égyptienne qui se monte à plus de 7 milliards de dollars. Le 10 août, le sommet se tient au Caire, alors même que la médiation jordanienne se poursuit avec le soutien d'Arafat et enregistre quelques

résultats prometteurs. Au sommet du Caire, Arafat propose de former un comité arabe regroupant l'Égypte, l'Algérie, le Yémen, la Jordanie et l'O.L.P., pour rencontrer Saddam Hussein. Le président égyptien refuse. Il assure que le président irakien a manqué à sa parole de ne pas envahir le Koweït et qu'il n'est pas fiable. Puis il se hâte de soumettre au vote un texte condamnant l'Irak. Onze pays arabes sur vingt le soutiennent. L'Irak est donc condamné publiquement le 10 août. Le jour même, Saddam Hussein appelle les musulmans au jihad. Le 12, il lie le problème du Koweït au « retrait immédiat et sans conditions d'Israël des territoires arabes occupés de Palestine, de Syrie et du Liban ainsi qu'au retrait des troupes syriennes du sol libanais ». Le monde arabe tressaille d'enthousiasme, mais le chef de l'État irakien ne s'aperçoit pas que, pour mieux tomber dans le piège américain, il s'est pris à son propre jeu et embarqué dans une aventure sans horizon. Plus tard, il ajoutera une autre condition à celles qu'il a posées : la redistribution de la richesse arabe entre tous les Arabes. Certes, il porte sa popularité à son zénith, mais il n'en devient que plus vulnérable. Désormais, chaque fois qu'il recherchera une solution lui sauvant la face, l'Amérique lui claquera la porte au nez. Et le piège se refermera, lentement mais inexorablement.

Entre le 2 août 1990 et la fin février 1991, ces occasions manquées ne se comptent pas. Il importe moins de les énumérer que de dégager, à leur propos, un point fondamental : la guerre du Golfe a été la première application de la ligne politique que George Bush, dès son élection en 1988, s'est fixée à l'égard du tiers monde. Il s'est vu présenter d'emblée, comme tout président à sa prise de fonctions, le dossier de la sécurité des États-Unis. Or celle-ci, selon une thèse qui commence alors à se répandre, a moins à craindre d'une U.R.S.S. définitivement distancée dans la course aux armements que de certains pays du tiers monde. La nouvelle équipe présidentielle esquisse une ligne politique que je suis tenté de qualifier de « doctrine Bush face au tiers

monde ». Tout donne à penser qu'elle pourrait s'articuler autour des orientations que voici :

1. Les dangers qui menacent les Etats-Unis dans la prochaine décennie ne viendront pas des grandes puissances mais des Etats du tiers monde qui prétendraient jouer un rôle régional indépendant en s'opposant à la politique américaine. L'indépendance nationale est, à cet égard, le principal danger et il ne saurait être toléré.

2. Le tiers monde est divisé en trois sphères : les Etats pétroliers, les pays de l'Europe de l'Est et tous les autres. Il incombe aux Etats-Unis de prendre en charge les premiers en y établissant, au besoin, des bases militaires. L'Allemagne et le Japon s'occuperont des pays de l'Europe de l'Est, cette région du monde devant jouer un rôle comparable à celui de l'Amérique latine sur le nouveau continent. Les autres Etats du tiers monde devront être contrôlés par des aides et des pressions économiques, voire militaires en cas de nécessité.

3. Il importe de se débarrasser d'urgence du syndrome vietnamien et de faire accepter par l'opinion intérieure l'idée qu'il est légitime de recourir aux armes conventionnelles pour imposer des solutions au tiers monde. Pour y parvenir, il faut que la confrontation militaire — surtout la première à se produire — ne mène pas seulement à la victoire mais à la destruction totale de l'ennemi au prix du minimum de pertes. Il importe de l'écraser militairement et économiquement en lui faisant payer des indemnités qui le ruineront à long terme. Un cessez-le-feu définitif ne sera établi que quand ces objectifs auront été atteints. Ainsi, l'issue du conflit aura valeur d'exemple.

4. Une confrontation entre les Etats-Unis et un pays du tiers monde entraînera inéluctablement un mouvement international de sympathie et de solidarité en faveur du belligérant faible. Ce mouvement ne se limitera pas aux pays du tiers monde mais atteindra les Etats occidentaux industrialisés. Il est donc nécessaire de donner au conflit une base morale et d'invoquer le

droit international à son propos afin de faire assumer par l'ennemi, sans la moindre ambiguïté, toutes les erreurs et fautes possibles. Agresseur, tyran et rebelle, il pourra légitimement être écrasé. Les Etats-Unis devront mener cette action en se ménageant le soutien de leurs alliés occidentaux, de l'Union soviétique, voire de quelques pays du tiers monde. Ils devront ensuite faire entériner leurs décisions par le Conseil de sécurité. La confrontation ne devra sembler à aucun moment se limiter à une querelle avec Washington mais devra prendre la forme d'un conflit entre les Nations unies et un Etat hors la loi.

5. La transformation d'une victoire militaire acquise aisément et au moindre prix en un important succès politique, beaucoup plus malaisé, exige une maîtrise de l'information et la mobilisation de l'opinion publique américaine. En exagérant l'importance de l'enjeu, les dangers courus, les capacités de l'ennemi, on peut peser sur cette opinion et détourner son attention de problèmes intérieurs pressants. Le triomphe éclatant des armes nationales vaudra au président un regain de confiance et de prestige, et à l'économie américaine une reprise.

Saddam Hussein, face à cette « doctrine », s'est trompé dans l'évaluation et la prévision, n'a jamais su sortir du piège, ni avant ni pendant les opérations militaires de janvier 1991. Son erreur tenait moins à l'ignorance du jeu politique — il a donné des preuves du contraire — qu'à sa méconnaissance des nouvelles règles imposées par le président Bush. Ce sont elles, dans une situation internationale désormais favorable à Washington, qui ont privé de toute efficacité les calculs irakiens. On croyait à Bagdad que les Etats-Unis souffraient toujours du syndrome vietnamien et étaient incapables d'une action militaire d'envergure. On s'imaginait que l'U.R.S.S. userait de son droit de veto au Conseil de sécurité, que la France ne se joindrait pas à une expédition militaire et qu'Israël entrerait dans la guerre, la transformant en un conflit arabo-israélien. On se figurait que les peuples arabes se soulèveraient et

contraindraient les gouvernements à changer d'attitude. Dans le pire des scénarios envisagés par les Irakiens, leur pays n'aurait qu'à soutenir quelque temps un assaut militaire en attendant que des voix s'élèvent de toutes parts pour exiger un cessez-le-feu immédiat. L'armée de Bagdad n'aurait plus qu'à se replier dans la dignité, fière d'avoir tenu tête à la plus grande puissance du monde.

Or aucune de ces prévisions ne se réalisa. Paris s'aligna sur Washington et Moscou n'usa pas de son droit de veto, souscrivant même à toutes les sanctions économiques et militaires. Les peuples arabes réagirent violemment, mais sans faire fléchir les gouvernements. Israël, bombardé, n'intervint pas. Sa retenue tenait aux assurances américaines sur le véritable but de la guerre : au-delà de la libération du Koweït, l'anéantissement militaire et économique de l'Irak et la destruction de son armement non conventionnel. Le résultat est là : deux guerres civiles, l'une kurde et l'autre chiïte, un Irak au bord de la « libanisation ». Tous les objectifs du président américain ont été réalisés à l'exception d'un seul : la chute de Saddam Hussein. Gravement atteint, il tente de survivre au désastre. En tout état de cause, à l'issue du duel, le président qu'on croyait faible a jeté bas l'homme de fer.

Saddam Hussein est né le 28 avril 1937 à Awja, petit village du sud de l'Irak, dans la région de Takrit, dont le nom signifie « la citadelle de l'Euphrate ». Orphelin de père, il a une enfance de pauvre, au sein d'une famille de petits paysans. A dix ans, il découvre que son cousin apprend à lire et écrire. Cette singularité dans son milieu le frappe et lui inspire un violent désir de s'instruire qui est au-dessus de sa condition et se heurte au refus de ses proches. Il s'enfuit du foyer, raconte à des parents éloignés qu'il va voir son oncle et en reçoit, en guise de viatique, un revolver « pour se défendre ». L'enfant tient une arme avant d'avoir touché à un crayon. Il va

s'installer à Takrit chez l'oncle maternel qui lui tiendra lieu de père. Le futur maître de l'Irak va à l'école puis se rend à Bagdad pour y faire des études secondaires. Sans son obstination, il était promis à l'illettrisme. Ce souvenir le hante. A peine parvenu au pouvoir, il décrète la scolarité obligatoire et lance un plan de lutte contre l'analphabétisme qui étonnera les experts de l'Unesco. Il ne cessera jamais de répéter à ses collaborateurs : « Vous devez lire au moins un livre par mois. »

En pleine période de romantisme révolutionnaire arabe, quand Nasser ose nationaliser le canal de Suez, Saddam adhère en 1957 au parti Baas. L'année suivante, l'Egypte et la Syrie fusionnent et Abdel Karim Kassem détrône le roi d'Irak. Ce coup d'Etat militaire plonge le pays dans la violence ; ce ne sont qu'arrestations massives, émeutes, exécutions sommaires. La chasse aux baassistes est ouverte. En 1959, le parti confie au jeune militant une mission : assassiner Kassem. Le 7 octobre, en compagnie de quelques camarades, Saddam tend un guet-apens au président. Mais l'attentat échoue, les gardes du corps ripostent et le jeune homme est blessé d'une balle à la jambe gauche. Se faire soigner par un médecin ou dans un hôpital signifie à coup sûr la potence. Saddam donne ses instructions à l'un de ses complices : « Tu prends un rasoir et des ciseaux, tu les stérilises, tu coupes la chair au rasoir et tu retires la balle avec les ciseaux. C'est tout. » Pendant l'opération, la douleur est si vive qu'il perd connaissance. A son réveil, il quitte son refuge qui sera investi quelques heures plus tard par la police. Dix jours durant, avec quelques dinars en poche, il marche sur la jambe blessée en direction de la frontière syrienne, traversant à la nage un fleuve glacé, se nourrissant de quelques dattes et couchant à la belle étoile. Ni l'endurance ni la souffrance ne sont, pour lui, des mots vides de sens. Il n'aura jamais pour les autres la pitié qu'il s'est refusée à lui-même.

Après trois mois à Damas, le fugitif se rend au Caire où il s'inscrit à la faculté de droit. Il lit beaucoup et organise des cellules clandestines du parti. Le 8 février,

1963, le Baas l'emporte en Irak et Kassem est chassé du pouvoir. Saddam Hussein rentre à Bagdad. Nommé au « bureau central des agriculteurs », il s'aperçoit vite que le sommet du parti est divisé et corrompu. Il n'hésite pas, lors du congrès du Baas qui se tient à Damas, à critiquer ouvertement Ali Saleh el-Saadi, dirigeant que tout l'Irak redoute. Il prédit que le parti court à sa perte. Michel Aflak, fondateur et secrétaire général du Baas, remarque ce jeune intervenant courageux et noue avec lui une relation qui durera jusqu'à sa mort. Quelques semaines après le congrès, la prédiction de Saddam Hussein se réalise et le coup d'Etat du 18 novembre 1963, organisé par Abdel Salam Aref, vient à bout du Baas d'Irak. La leçon sera retenue : l'Irak ne se gouverne pas sans un parti puissant dirigé par une équipe homogène.

Mandaté par Michel Aflak, Saddam Hussein réorganise clandestinement le parti sur le sol irakien. A la suite de deux tentatives avortées de coups d'Etat, il est arrêté, jeté en prison, mais continue, de sa cellule, à diriger le parti en liaison avec son compagnon de lutte clandestine, le général de l'armée Ahmad Hassan al-Bakr. A chaque visite à la prison de sa femme Sajida, la fille de l'oncle qui l'a élevé, Saddam Hussein prend dans ses bras leur fils le petit Odaï et retire les messages de Bakr dissimulés dans les langes du bébé avant d'y glisser les siens. Il parvient enfin à s'évader, en juillet 1966, et retrouve un parti en pleine déliquescence. Traqué par le régime en place, marqué par son propre échec au gouvernement, le Baas traverse une grave crise due aussi aux divisions entre ses deux branches syrienne et irakienne. Inlassablement, Saddam réorganise, ne négligeant aucun détail, s'alliant pour renverser le régime à des hommes et des formations qu'il est prêt à liquider sans pitié au lendemain du succès de son complot.

Ce jour tant attendu se lève enfin. A bord d'un char, en uniforme, Saddam Hussein arrive, le 17 juillet 1968, au palais présidentiel. Il devient le vice-président d'Ahmad Hassan al-Bakr. A ce poste, il se forme aux

affaires publiques en attendant la fonction suprême. Elle lui échoit enfin quand le 17 juillet 1979, le « père président » passe la main. Dans son premier discours de chef d'Etat, Saddam Hussein, d'emblée, donne le ton. Il sera la référence, l'exemple, le modèle. « Je ne demanderai pas aux camarades et aux citoyens de faire des choses que je n'ai pas faites. Je ne leur interdirai pas des choses que je me suis autorisées. » Langage de chef qui décrit bien l'homme. Car, par tempérament, Saddam Hussein est un chef. Il a le goût de la rigueur, de la discipline, de la ponctualité, de tout ce qui est grand, imposant, majestueux. Il tient à l'étiquette et aux rites. Le pas ferme, le ton impérieux, le regard pénétrant, il ne s'en laisse imposer par rien ni personne. Pour que le peuple, dans sa diversité, s'identifie à lui, il revêt deux tenues et incarne deux personnages : le bédouin et le citadin moderne. Le Saddam des campagnes et de l'Irak ancestral partage avec les bergers, dans leur traditionnel costume, le lait de brebis. Le Saddam des usines et de l'Irak moderniste assortit avec soin sa cravate à son complet et veille à ce que ses collaborateurs soient irréprochables dans leur tenue. Ceux-ci font parfois sourire par la façon dévote dont ils imitent leur président ; ils parlent et marchent comme lui, leur lèvre supérieure arbore fièrement la moustache du patron.

Dans la vie privée, Saddam Hussein n'a qu'une faiblesse, les cigares cubains dont, jadis, Boumediene lui a donné le goût, le faisant renoncer à la cigarette et à la pipe qu'il pratiquait depuis toujours. Avant d'accéder à la présidence, il allait au restaurant, parfois accompagné de sa femme. C'était l'une de ses rares entorses à des traditions auxquelles il reste très attaché. Il raconte volontiers, avec un grand rire ravi, qu'après avoir engagé un cuisinier étranger pour que ses enfants améliorent leur anglais et s'initient à la cuisine européenne, il les a surpris un jour, en rentrant à la maison à une heure inhabituelle, en train de dîner, parlant arabe, assis en tailleur sur le sol et portant la main au plat comme des bédouins.

Avec ses collaborateurs, il se montre très courtois et il est rare de le voir perdre son sang-froid. Chez cet homme rigoureux, capable de concevoir un plan et de l'exécuter jusqu'au détail le plus infime, rien n'est laissé au hasard. Quand il sourit, tous se détendent et quand il fronce le sourcil, tous tremblent. Il aime les discussions intellectuelles et la poésie arabe, déteste le verbiage, les idées toutes faites, les mots abscons, la complication inutile. Il simplifie les problèmes pour que son langage soit aussi accessible au paysan qu'à l'intellectuel, avec une prédilection pour les idées originales exprimées clairement. Quand il prend une décision, il ne s'attarde jamais sur les aspects accessoires du problème mais va droit à l'essentiel et tranche sans hésiter.

Son caractère entier, durci par les épreuves et les humiliations de sa jeunesse et de ses débuts en politique, ignore l'indulgence, le pardon, n'accepte pas la contradiction. Il est soupçonneux, intransigeant, vindicatif, et, par essence, étranger à l'univers tempéré de la démocratie. Pour lui, le monde est une jungle où rôdent les bêtes féroces et l'on ne peut être que vainqueur ou vaincu, loup ou agneau. Comme dans la description d'Ibn Khaldoun qui reste, au-delà des siècles, d'une confondante justesse, il incarne parfaitement l'Irakien, homme des extrêmes et de l'absolu. Il l'a dit dans un discours, en 1980 : « Le peuple irakien, aussi loin qu'on remonte dans son histoire, avant comme après l'Islam, n'a jamais connu de situation médiane. Il a triomphé ou a été écrasé sous les sabots des chevaux. Il n'a jamais connu de situations ordinaires et est toujours passé de la cime au gouffre, du triomphe à la débâcle. »

Saddam Hussein ne pouvait mieux résumer son propre destin, sa personnalité et son ambition sans frein ni limites. Sa nature le porte à la décision solitaire, ce qui constitue, lorsqu'il faut évaluer et prévoir au sein d'un univers complexe, un redoutable handicap. La logique du tout ou rien l'amène à risquer démesurément sur un numéro et, s'il ne sort pas, à doubler la mise. Comme certains joueurs, il sait que si l'adversité est insuppor-

table, on entendra demain un coup de feu dans les jardins du casino. Car s'il faut choisir entre une vie humiliée et le sacrifice, la mort sera choisie. Ce type de héros shakespearien meurt sans avoir capitulé. Il tombe d'une masse, mais ne s'agenouille jamais.

Même si l'Histoire est souvent écrite par les vainqueurs, il ne faut pas juger Saddam Hussein à la seule lumière de sa guerre perdue et de son pari malheureux. Trente années de luttes politiques, plus de vingt ans de pouvoir absolu ne se confondent pas avec les quelques semaines du conflit du Golfe. De même que sa violence, ses erreurs de jugement, son inaptitude tragique à la démocratie ne font pas de lui un tyran dément ou un nouveau Caligula. Pour le comprendre, il importe de se souvenir de l'enfant qui voulut passionnément apprendre à lire. Quels que soient les excès de son tempérament, il prend toujours les idées, les théories, la politique au sérieux. Fondamentalement, c'est un autodidacte et un militant du baassisme, terme qui n'évoque pas grand-chose en Occident mais désigne, au Moyen-Orient, une idéologie panarabe laïque et humaniste. Pour Saddam Hussein, le Baas n'est pas seulement une machine à réussir les coups d'Etat, mais aussi un arsenal de « principes », mot qu'il utilise constamment. Ces principes baassistes, il les a analysés dans ses écrits, exposés dans des conférences, confrontés au sens de l'Histoire, à l'évolution des civilisations et au message des religions.

Le principe de base est la séparation de la sphère étatique et de la religion. Pour le Baas, tout Etat qui s'engage dans une lutte religieuse sous couvert de politique ou dans un conflit politique sous déguisement religieux compromet l'unité de la nation et l'unité arabe, objectif et raison d'être du parti. « Notre parti, dit Saddam Hussein, ne tient pas une position neutre entre athéisme et foi. Nous sommes des croyants mais le parti n'a pas à se préoccuper des problèmes de la religion. » Sur cette base, il a tenté de faire de l'Irak un pays laïque,

même si le type de laïcité en question diffère sensiblement de la laïcité occidentale, souvent antireligieuse et teintée d'athéisme militant. Sans rien renier des origines islamiques et arabes, notamment la période abbasside, le chef de l'Etat irakien se réfère volontiers au passé babylonien et chaldéen de son pays « plus ancien que la Grèce antique ». Il a soutenu financièrement les campagnes de fouilles, la création d'une infrastructure touristique près des sites, les recherches et études historiques afin d'aviver l'intérêt pour ces civilisations disparues. Pour lui, s'enraciner dans l'Histoire est la meilleure façon de préparer l'avenir. En outre, dès le début de la révolution en Iran, il a compris que son succès dresserait les chiïtes irakiens contre leurs compatriotes sunnites. Le jour de l'arrivée triomphale de Khomeiny à Téhéran, Saddam Hussein se montra dans les rues de Bassorah, ville chiïte par excellence sur la frontière iranienne, et y prononça un discours où il rappela aux habitants qu'ils étaient « les enfants d'une civilisation vieille de six mille ans ».

Saddam Hussein a adapté le principe baassiste du socialisme d'Etat à la spécificité irakienne, rejetant dogmatisme et démagogie, au nom de ce qu'il appelle la « souplesse révolutionnaire ». Dans le plan de développement irakien, le secteur privé n'est pas négligé. On lui promet même un rôle grandissant dans l'édification du socialisme. « Nous avons besoin de l'intelligence et du doigté du secteur privé », assure le président irakien qui le juge, dans certains domaines, bien supérieur au secteur public. Forgeant un nouveau principe, tant sur le plan du Baas que sur le plan arabe, le « principe d'autonomie », il en a fait la clé d'une solution pacifique du problème de minorités qui se pose à l'Irak. Car cette autonomie, loin de porter préjudice à l'unité arabe, pierre angulaire du baassisme, la complète et la fait progresser au sein des minorités ethniques. « Si notre peuple kurde s'imagine, écrit Saddam Hussein, qu'il va perdre sa spécificité dans le creuset de l'unité arabe, il luttera forcément contre cette unité. S'il préserve sa

spécificité grâce à l'autonomie, il fera bon accueil à l'unité arabe. »

Replacé dans ce cadre général, le problème libanais l'a particulièrement intéressé et il y a beaucoup réfléchi depuis 1963, date de sa première rencontre avec les chefs des baassistes libanais, Abdel Majid Raféi et Nicolas Ferzli, au sixième congrès national du Baas qui se tenait à Damas. La délégation libanaise avait alors appuyé ses positions. Toutefois, Saddam Hussein n'est venu qu'une fois au Liban pour y rencontrer, au domicile de Ferzli, le fondateur du parti, Michel Aflak, avec lequel il voulait s'entretenir de l'attitude à prendre face au conflit qui opposait, à l'époque, les Palestiniens au roi Hussein. Quand, quelques années plus tard, commença la guerre du Liban, il redouta vivement une solution de type chypriote et conseilla aux camarades du parti libanais de ne pas se laisser entraîner dans la lutte armée, même si les chrétiens refusaient de céder certaines de leurs prérogatives constitutionnelles. Il importe à ses yeux de réformer le système, mais en maintenant l'unité et la souveraineté du Liban, pays arabe où les libertés sont garanties et où des réformes sont moins nécessaires qu'ailleurs. Son particularisme, la spécificité de sa population en font d'ailleurs à ses yeux le dernier pays auquel on puisse demander de se joindre à l'unité arabe et Saddam Hussein a appelé à donner aux chrétiens libanais toutes les garanties possibles afin de les détourner des chants de sirène d'Israël. Il a même dit, en forme de boutade : « Ne soyez pas pressés de changer les choses au Liban. Réactionnaire ou non, il doit conserver son indépendance et son unité. Gardez-nous au moins un pays où nous puissions nous réfugier en cas de malheur ! » Il a répété publiquement en 1977, devant les juristes arabes réunis à Bagdad, ce qu'il avait dit confidentiellement à ses camarades de parti au début de la crise libanaise : « On ne peut pas demander au Liban d'être la seule bougie brillante au milieu d'une obscurité arabe profonde. Mieux vaut retourner à la situation d'avant-guerre que poursuivre des luttes sanglantes

conduisant à un émiettement confessionnel qui disloquera la nation arabe. Actuellement, nous assistons à un affrontement entre chrétiens et musulmans. Demain, ce sera musulmans contre Palestiniens, puis sunnites contre chiïtes, chiïtes contre Druzes. » Ces propos prophétiques sont prononcés tout au début de la guerre. Ne se contentant pas d'un discours que seul, dans le monde arabe, Hafez el-Assad eût osé tenir, il passa des paroles aux actes en appuyant en 1982 la candidature de Bachir Gemayel à la présidence et en aidant, en 1988, l'armée libanaise et les Forces libanaises auxquelles il fournit armement et subsides.

Quand le Baas accéda au pouvoir en 1968, l'Irak ne possédait pas le moindre avoir à l'étranger et son budget était en déficit. Le nouveau gouvernement dut envoyer une délégation dans les pays du Golfe pour emprunter dix millions de dollars ! Le 1^{er} juillet 1972, sous l'impulsion de Saddam, il nationalisa les compagnies pétrolières, puis entreprit un ambitieux programme de grands travaux afin de transformer l'Irak en nation moderne. Depuis lors, cet effort n'a pas cessé : alphabétisation, formation de cadres, émancipation de la femme, importation de technologie, industrialisation, développement de l'agriculture. Le vrai dessein de Saddam est de faire de son pays une nation réellement indépendante. Il exposa ses conceptions à ce propos en 1979 : « Il existe différents niveaux d'indépendance. Le plus élevé implique une économie indépendante, non sujette à pressions et n'ayant pas à faire de concessions. Il faut aussi avoir une armée forte, seule capable de sauvegarder la souveraineté. L'Irak a mis sa richesse au service de son indépendance. La richesse peut être aussi bien un moyen de libération qu'un facteur d'asservissement. » Le programme est clair : le pétrole au service de la modernisation et de l'armée.

En 1980, Saddam Hussein fit exécuter quatre prévaricateurs et dit à ce propos : « Nous voulons que le citoyen comprenne qu'il vit dans un pays où règne la justice, non la corruption. » D'une implacable rigueur, il n'admet

pas la moindre erreur, fût-ce de la part des plus proches. Généreux dans la récompense, il est impitoyable dans le châtement. Il fait pendre le coupable et dit que, s'il le fallait, il lui passerait lui-même la corde au cou. Il a justifié, un jour, cette attitude : « Nous tremblons au spectacle de la moindre violence injuste, mais nous trouvons toute la force nécessaire quand il s'agit d'éliminer ceux, si nombreux soient-ils, qui trahissent leur pays, complotent contre leur peuple. » Après sa défaite de 1991, il a noyé dans le sang la révolte chiite du sud et le soulèvement kurde du nord.

Despote, mais despote éclairé, il soigne son image et, comme les premiers califes, garde un contact direct avec son peuple. Souvent, on le voit faire arrêter sa voiture pour accompagner un enfant à l'école ou un vieillard à son domicile, ou encore aller prendre à l'improviste son petit déjeuner dans une humble famille. Partout, il est chez lui, cajole les enfants, s'enquiert de la santé des vieux, jette un coup d'œil aux provisions et fait livrer sur-le-champ ce qui manque. Il offre volontiers à ses hôtes un réfrigérateur ou une télévision. Dans le fin fond de Mossoul, il surgit soudain dans un couvent où il entoure les moines de prévenances, parlant avec eux de l'histoire des chrétiens et de leurs démêlés avec les Perses. Il octroie, séance tenante, une subvention à un vieux religieux pour qu'il aille se faire soigner à l'étranger. Il aime à visiter les écoles et invite les enfants au palais présidentiel où il leur raconte l'histoire de l'Irak et leur expose ses plans, comme il le fit en 1980 pour l'anniversaire de la nationalisation du pétrole. Chaque semaine, un jour est réservé aux doléances des citoyens et un numéro de téléphone spécial permet à son secrétariat de les enregistrer. Il se veut un maître juste comme Omar Ben Khattab et intrépide comme Ali Ben Abi Taleb.

Ses immenses ambitions ont marqué sa politique étrangère. Quelques semaines après son investiture, dès sa première apparition sur la scène internationale, au congrès des pays non alignés de La Havane, en

septembre 1979, il annonça que l'Irak octroierait des prêts à long terme et sans intérêts aux pays en voie de développement pour compenser les pertes dues à la hausse du pétrole. Il leur a versé à ce titre, en 1980, près d'un quart de milliard de dollars. Cette munificence lui valut, après la disparition de Nasser et de Boumediene, de passer pour la figure de proue des Arabes au sein des non-alignés. Il alla jusqu'à envisager qu'on puisse créer un sixième siège de membre permanent du Conseil de sécurité, à l'intention d'un représentant du tiers monde, avec la conviction que l'Irak était tout désigné pour l'occuper.

Ayant condamné d'emblée les alliances militaires et les bases étrangères, il n'a eu de relations stables ni avec les Etats-Unis ni avec l'U.R.S.S. Il le paya, lors de la guerre du Golfe, par un isolement fatal. « Je fais une différence, dit-il un jour, entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. Je ne les mets pas dans le même sac. Mais je ne fais aucune distinction entre ceux qui suivent aveuglément les Américains et ceux qui s'en remettent entièrement aux Soviétiques. Celui qui accorde des bases à Moscou ne vaut pas mieux que celui qui les offre à Washington. Voilà la position sur laquelle nous ne transigerons pas. »

Le président irakien ne peut que souffrir terriblement de l'occupation d'une partie de son pays par l'armée américaine. Il déteste, en effet, les Etats-Unis et les a toujours accusés de comploter contre lui. Il ne leur pardonne ni leur appui constant à Israël ni leur armement de l'Iran, de l'époque du chah à l'Irangate. Mais il ne connaît pas l'Occident et ignore tout de la façon dont les décisions sont prises en Amérique. Cela explique qu'il ait commis la bétise de la défier au moment même où l'U.R.S.S., homme malade du monde, lui laissait la voie libre. Par ignorance, Saddam Hussein a tenu pour vérité absolue que Washington ne défend pas ses amis. Après s'être emparé du Koweït, il a été stupéfait par l'ampleur fulgurante de la riposte américaine. Aujourd'hui, il n'éprouve plus qu'une haine

sans bornes pour George Bush et les Etats-Unis en qui il voit les cyniques destructeurs de l'Irak moderne.

Avec l'Union soviétique, le président irakien a signé, en 1972, un traité d'amitié et de coopération. Il a toujours supervisé personnellement le dossier des relations entre Bagdad et Moscou, ce qui ne l'a pas empêché de liquider le parti communiste, au grand dam des Soviétiques, quand il a constaté qu'il s'employait à noyauter son armée. En outre, il a condamné l'invasion de l'Afghanistan comme un « comportement erroné et un précédent dangereux et injustifiable ». Ses relations avec l'U.R.S.S., qui ne tolère pas les critiques en provenance du tiers monde, se sont alors refroidies. Saddam ne les a guère réchauffées en s'écriant : « Nous ne sommes pas de ceux qui retournent leur veste, tantôt prosoviétiques, tantôt proaméricains. Nous sommes et resterons, quoi qu'il arrive, des Irakiens. » Gorbatchev, harcelé par ses problèmes intérieurs et n'ayant pas de sympathies particulières à l'égard du dirigeant de Bagdad, condamna l'invasion du Koweït, vota les sanctions économiques et alla même, au Conseil de sécurité, jusqu'à admettre le recours à la force envers le pays auquel le liait un traité d'amitié. Le président soviétique, ce faisant, jetait l'Irak entre les serres de l'aigle américain.

Echapper à la tutelle des supergrands ouvrait naturellement la voie à une politique européenne. Saddam Hussein voyait dans une coopération euro-arabe un moyen de contrebalancer la double hégémonie de la guerre froide puis la prédominance américaine. Il se tourna vers la France, l'Allemagne et l'Italie, réservant à la France une attention toute particulière et une place de partenaire commercial privilégié. Il a dit un jour qu'il admirait de Gaulle d'avoir, à Londres, fait noter au franc près par les Britanniques les sommes qu'ils lui avançaient pour pouvoir les rembourser, la France une fois libérée. Dans le Golfe, il a cru jusqu'au bout que Paris finirait par le tirer d'affaire et il ne parvient toujours pas à comprendre l'attitude de François Mitterrand.

Il n'ignore pas que l'unité arabe se heurte à des obstacles gigantesques. Il connaît parfaitement l'état présent des divisions et rivalités : « Vingt-deux Etats, vingt-deux régimes, vingt-deux politiques et vingt-deux leaders, répète-t-il à qui veut l'entendre. On a déjà vu dans l'Histoire diviser une nation en deux ou trois parties, mais jamais encore en vingt-deux ! Et l'on continue à morceler la nation arabe encore davantage ! » Il tient pour le crime suprême de l'impérialisme d'avoir intentionnellement séparé les peuples de la région de leurs richesses naturelles, faisant en sorte que les pays les plus peuplés n'aient pas de pétrole et que les Etats pétroliers soient peu habités. Pour lui, c'était une politique concertée visant à vassaliser les pauvres, condamnés au sous-développement et à la mendicité, mais aussi les riches, obligés, pour conserver leur fortune, de solliciter une protection étrangère. Seul l'Irak, échappant à cette machination, avait à la fois population et richesse. Selon Saddam Hussein, il lui incombe donc une mission particulière. C'est pourquoi il a réclamé la redistribution entre pays arabes de la redevance pétrolière et appelle à coordonner les politiques pour que, dans le monde arabe, le pétrole soit enfin au service des hommes, conformément au slogan baasiste : « Le pétrole arabe à tous les Arabes ! »

En outre, il envisage le combat contre Israël en termes de développement : « Je ne pense pas, dit-il, que les Juifs aient lieu de craindre des sous-développés sur le plan intellectuel, technique ou scientifique. Israël ne redouterait pas une armée de trois millions de soldats, en l'état actuel de sous-développement du monde arabe. Par contre, il redouterait une armée de seulement un demi-million d'hommes si elle était soutenue par une économie forte, une société homogène et la volonté d'acquérir une technologie avancée. » Saddam a prévu depuis le début que l'Etat hébreu exploiterait et amplifierait les divisions arabes : « Quand Israël constate l'état dans lequel nous nous trouvons, quand il voit le fossé séparant les affamés, prêts à user du poignard pour

une bouchée de pain, des nantis qui ne savent que faire de leur fortune, il ne peut qu'en tirer profit et œuvrer à nous diviser davantage et à nous monter les uns contre les autres. » L'analyse ne manque pas de pertinence.

Restait à contrecarrer cette politique israélienne en rapprochant vraiment les Arabes. Le chef de l'Etat irakien s'y est employé de toutes ses forces, mais il a couru d'illusions en mécomptes. Pour répliquer à Camp David, il a d'abord proposé d'unir l'Irak, la Syrie et l'O.L.P., mais ce projet a avorté en raison d'une tentative syrienne de coup d'Etat contre son régime. En 1980, il a préconisé un pacte de bon voisinage et de complémentarité entre Etats arabes, mais la guerre irano-irakienne empêcha ce traité de voir le jour. Après sa victoire sur l'Iran, il mit sur pied, en 1989, un « Conseil de coopération arabe » regroupant l'Irak, l'Egypte, la Jordanie et le Yémen, dont la guerre du Golfe devait sonner le glas. Les relations avec l'Arabie Saoudite, qu'il avait toujours tenu à rassurer sur ses intentions, au point de signer avec elle un traité de non-agression, ont sombré dans le dernier conflit qui a montré l'ampleur de la méfiance de Ryad. Les rapports avec l'Egypte étaient étroits : projets communs d'industries militaires, présence de plus d'un million et demi de travailleurs égyptiens sur le sol irakien. Là encore, l'occupation du Koweït a rompu l'alliance. Quant aux relations avec la Syrie, elles n'ont cessé de se dégrader. La querelle entre les deux branches du parti Baas et le conflit traditionnel entre les deux Etats ont été exacerbés par la présence à leur tête de deux hommes forts qui se regardent en chiens de faïence.

Le problème palestinien n'a jamais cessé de faire vibrer dans le chef de l'Etat irakien la fibre d'un romantisme révolutionnaire dont il a besoin, dit-il, pour conjurer la grisaille du quotidien. Pour lui, « la libération de la Palestine est le but suprême vers lequel tout Arabe doit tendre. Si la Palestine est libérée, tout Arabe le sera, où qu'il se trouve ». C'est dans cette optique qu'il a lié le problème du Golfe à la question palesti-

nienne. Sans succès là encore. Bref, le bilan de l'action arabe de Saddam Hussein est mince. Il est parvenu seulement, au bout du compte, à faciliter la réunification yéménite, à s'allier à l'O.L.P. et à s'entendre avec la Jordanie. Le résultat n'est à la mesure ni des ambitions nourries ni des efforts déployés.

Homme d'Etat et de parti, Saddam Hussein restera sans doute dans l'Histoire comme une figure de guerrier. C'est un sort paradoxal pour un homme qui n'a reçu aucune formation militaire. Mais il a toujours été proche des soldats et arbore fièrement l'uniforme pour ses inspections des casernes ou des unités au front. Ceux qui le connaissent bien assurent que, lorsqu'il haussait le ton, c'est qu'il venait d'acquérir une nouvelle arme ou d'engager de nouvelles compétences dans ce domaine. Sa victoire sur l'Iran et sa défaite face à la coalition menée par les Etats-Unis ont marqué son destin plus que ses grandes entreprises intérieures et ses rêves d'unité arabe. Quand il engagea le fer contre Téhéran, son armée ne comptait que 250 000 hommes. Quand s'ouvrit la guerre du Golfe, elle était forte de plus d'un million de soldats. La voici revenue à sa taille initiale, autour de la garde républicaine, rempart du régime. On avait naguère présenté cette armée, à tort mais à dessein, comme la « quatrième du monde ». Le chef de l'Etat irakien, la tenant pour l'« armée de la nation arabe », voulait en faire, sur la scène nationale, « le bouclier du peuple et non une classe placée au-dessus de lui ». La dotant de tous les armements nécessaires, dont certains de haute technologie, il a diversifié ses sources d'approvisionnement, développé son arsenal de missiles, d'armes non conventionnelles, chimiques, biologiques, et l'a préparée à l'ère nucléaire. De sa « garde républicaine » il a fait l'égale des meilleures unités qui soient au Moyen-Orient par l'équipement et l'entraînement. Il a créé, pour tenir le « front intérieur », une armée populaire de réservistes entraînés eux aussi de façon intensive, où les femmes ont leur place. Rompu à la clandestinité et aux complots, il a fait des services de

renseignements l'œil vigilant du régime dont la garde républicaine est le bouclier. Parti, services spéciaux et garde prétorienne ont donné à ce colosse la poigne qui maintient son pays.

Sa passion pour les armes n'est que l'expression d'une vision du monde forgée au temps lointain où le petit Saddam, fuyant son foyer, serrait, dans sa poche, la main sur un revolver pour dominer sa peur d'un monde hostile. A ses yeux, la force est l'alpha et l'oméga de toute vie. Partisan traqué, il en a rêvé ; chef d'Etat, il a réalisé son rêve. Par la force il a vécu, par la force il a gouverné, et grâce à la force il survit. A propos de l'attaque israélienne contre son réacteur nucléaire de Tammouz, il répétait : « Il ne faut jamais exhiber une force dont on n'est pas capable de se servir. » Contre les Américains, c'est pourtant ce qu'il a fait.

Quelle sera la fin de cette aventure pleine de bruit et de fureur ? Quoi qu'il arrive, en dépit des destructions subies, des ravages, des guerres atroces, Saddam Hussein a bâti l'Irak moderne et protégé l'arabisme. D'une faible nation de bédouins, il a fait un Etat fort du vingtième siècle, le menant à son apogée et le conduisant vers l'abîme. Fruste et subtil, instinctif et réfléchi, brutal jusqu'à la férocité et sachant se faire aimer pour sa générosité et sa bravoure, il fascine et inspire un curieux mélange d'admiration et de répulsion. Pays et situations n'ont, certes, rien de comparable mais il est vrai qu'on retrouve, dans le chef d'Etat de Bagdad, quelques traits du génie primitif et farouche du tsar qui modernisa la Russie : c'est le Pierre le Grand des Arabes.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, le monde arabe a vécu deux temps forts de son histoire. Il est sur le point de connaître le troisième. Ce fut d'abord, après la défaite de 1948 face au nouvel Etat d'Israël, l'« ère égyptienne » instaurée par Gamal Abdel Nasser et son régime. Ere de romantisme révolutionnaire, rêvant

d'unité, de socialisme, d'indépendance, cette triple aspiration s'appuyant alors sur un rapprochement avec l'U.R.S.S. La période fut riche en bouleversements, mutations, coups d'Etat et changements de tout ordre. Puis vint la débâcle de 1967, l'occupation par un Israël, parvenu jusqu'au bord du canal de Suez, des territoires arabes. Ce fut le temps du déclin de l'ère égyptienne, morte avec Nasser en septembre 1970.

L'« ère saoudienne » qui lui succéda vit le réalisme remplacer l'idéalisme, la stabilité succéder au désordre, le pétrole prendre le pas sur l'idéologie. Les Arabes comptaient moins sur l'alliance soviétique et se tournaient plus vers l'Occident. En 1988, après sa victoire sur l'Iran, il s'en est fallu de peu que Bagdad ouvre la voie à une « ère irakienne ». La guerre du Golfe mit fin à une évolution que tout laissait prévoir et précipita le Proche-Orient dans l'« ère américaine ».

A environ vingt ans d'intervalle, trois défaites ont ouvert ces trois ères. Nul ne sait encore ce qu'annonce la débâcle irakienne de 1991. Mais une chose est certaine : le destin du Proche-Orient est désormais lié étroitement aux Etats-Unis. Il leur appartiendra sinon de régler ses problèmes, du moins de trancher en dernier recours. Nombreux ceux — j'en suis — qui souhaitent voir le président américain jeter tout son crédit et toute sa détermination dans la balance pour dégager une solution politique dans la région avec la maîtrise dont il fit preuve pour vider par les armes sa querelle avec l'Irak. S'il fait enfin appliquer la résolution 242 du Conseil de sécurité, il effacera rapidement les séquelles du conflit du Golfe et mettra un terme à celui qui oppose les Arabes à Israël. Quand le texte désormais célèbre fut adopté, il y a près d'un quart de siècle, George Bush était représentant permanent des Etats-Unis à l'O.N.U. ; il est donc mieux placé que quiconque pour en connaître les tenants et les aboutissants.

Toute solution de la crise du Proche-Orient ne peut se fonder que sur deux principes indissociables : le retrait des armées étrangères hors des territoires occupés et le

droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cela implique le nécessaire départ des forces américaines d'Irak et du Golfe, ainsi que celui de l'armée israélienne des territoires arabes occupés, enfin le retrait de l'armée syrienne du Liban. Des élections libres devraient parallèlement se dérouler sous contrôle international, aussi bien dans les territoires palestiniens qu'en Irak, au Koweït et au Liban, afin que les peuples y choisissent en toute liberté leurs dirigeants, leur régime politique et la nature de leurs rapports avec leurs voisins. Alors s'instaurerait vraiment la « paix dans le droit » à laquelle appelle François Mitterrand ou « la paix en contrepartie des territoires » qu'annonçait George Bush dans son « discours de la victoire » prononcé le 7 mars 1991. Ce discours n'était guère de nature à plaire à Israël ; il fut par contre favorablement accueilli par l'O.L.P. Je crains fort cependant — mais j'espère me tromper — que de telles promesses ne soient pas tenues et qu'une fois de plus, Washington se rallie aux vues israéliennes. Au lieu de la « paix dans le droit », nous serait alors servie une « paix par la force » qui exigerait le maintien de bases militaires dans le Golfe pour contrôler la production, le prix et l'exportation du pétrole. Dans cette hypothèse, les Etats-Unis pousseraient les Arabes à échanger une paix totale avec Israël contre une restitution seulement partielle des territoires. Ce type de paix amènerait à renvoyer sine die le règlement du problème palestinien, à laisser la Syrie administrer l'essentiel du Liban et Israël régner sur les territoires occupés.

La « paix par la force » a ses défenseurs à la Maison-Blanche. On les trouve dans les rangs de ceux pour qui le monde arabe n'est qu'un espace géographique parsemé de champs de pétrole. Ceux-là ne veulent pas voir l'espace humain, la terre où une civilisation et un peuple vivent leur vie, rêvent leur rêve et affrontent leurs problèmes. Ce serait, certes, de l'aveuglement; mais très tentant pour les Etats-Unis qui, grisés par leur triomphe du Golfe, se sentent plus que jamais les plus forts et les meilleurs. Une telle tentation guette,

semble-t-il, leur président qui donne toutes les marques de ce que William Fulbright appelait « l'arrogance de la puissance ». Dans cette optique, le monde serait monopolaire, les Etats-Unis l'unique et suprême recours, le dollar monnaie universelle, l'anglais moyen privilégié de communication dans le « village planétaire ». Plus proche de l'intransigeance hautaine de Theodore Roosevelt que de la tolérance bienveillante d'Abraham Lincoln, George Bush deviendrait, par le jeu habituel du retour de pendule, le chef de l'une des deux Amériques : celle de la puissance et non plus celle de la liberté. C'est à la seconde que les Arabes font appel. Ils comptent sur une Amérique impartiale et juste, contrairement aux Israéliens qui se reconnaissent mieux dans l'altière brutalité de la première. Si les Etats-Unis répondent aux aspirations des Arabes, une paix juste et durable s'instaurera au Proche-Orient. Dans le cas contraire, celui-ci entrera dans une « ère de libanisation ». L'affrontement prendra l'allure d'un « jihad islamique » répliquant à une « croisade américaine ». Car les mouvements fondamentalistes sauront exploiter le potentiel explosif des désillusions, de l'humiliation et de la pauvreté, les transformant en révolutions et coups d'Etat. Ils modifieront la carte géographique de la région. Des frontières qui nous paraissent actuellement stables se déplaceront ou ne seront plus que des lignes de démarcation de facto. De même, à mon sens, des régimes qui paraissent solides s'effondreront, laissant place à un paysage fait de plusieurs républiques islamiques face à un Grand Israël. Cette solution chaotique ne prévaudra qu'en l'absence d'une solution américaine équitable. On verra alors s'affronter les deux extrémismes, judaïque et islamique ; l'« ère américaine », vite balayée, laissera la place à l'« ère intégriste ». En toute hypothèse, la guerre du Golfe va marquer d'une profonde empreinte le Proche-Orient et le bassin méditerranéen au cours de la décennie qui commence.

Le conflit s'est déjà soldé par un résultat immédiat : un vainqueur, les Etats-Unis, et un vaincu, l'Irak. Sans

compter divers bénéficiaires arabes et non arabes, ainsi que certains déçus ou perdants. Mais si la défaite de Saddam Hussein est pour George Bush un triomphe, sa chute lui poserait un grave problème. Le président américain nourrit, il est vrai, une haine sans bornes pour le maître de Bagdad et lui réserverait volontiers le sort que Roosevelt promettait à Hitler ; mais les rebelles irakiens, chiites et kurdes, l'ont obligé à réviser ses calculs. La victoire des mouvements chiites aurait pour effet de renforcer considérablement l'Iran et menacerait donc directement les alliés arabes des Etats-Unis, l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe. Dans cette hypothèse l'Iran serait le grand gagnant d'une guerre américaine qu'il n'eut pas à livrer alors qu'il n'a tiré aucun bénéfice de la longue guerre qu'il a menée. Quant à la rébellion des Kurdes au nord de l'Irak, son succès créerait un pôle d'attraction pour tous les Kurdes et mettrait en danger la Turquie, autre allié de Washington, qui en compte près de douze millions. L'idéal pour George Bush serait donc que Saddam Hussein soit remplacé par une autre personnalité civile ou militaire, même baassiste, capable de préserver l'unité de l'Irak. Mais, en l'absence d'un successeur potentiel de poids, les chances de voir se dérouler ce scénario sont minimes, même si les Américains le souhaitent vivement. Saddam Hussein s'y oppose déjà de toutes ses forces ; il a décidé de rester en place coûte que coûte et de réprimer, sans faire de quartier, les révoltes afin que son pays ne soit pas, comme il l'a déclaré, « transformé en un autre Liban ». De son côté James Baker, esquissant une convergence objective d'intérêts, a assuré que son pays « ne voulait pas libaniser l'Irak ». Certes Bush, comme il l'a dit, ne verserait pas une larme sur Saddam Hussein. Il risque néanmoins de regretter plus tard d'avoir humilié l'Irak, les Arabes et l'Islam. La défaite allemande, au terme de la Première Guerre mondiale, a créé avec le traité de Versailles le terreau de frustration et d'amertume qui permit la croissance du nazisme et conduisit au désastre. De même, la destruction de l'Irak peut

entraîner une radicalisation à Bagdad et une poussée intégriste dans le monde arabe.

Les principaux bénéficiaires de la guerre du Golfe, Israël, l'Iran et la Turquie, ne sont pas arabes, et c'est avec eux, avec l'un d'eux au moins, que les Etats-Unis doivent établir leur nouvel ordre régional. De plus, chacun de ces trois pays s'oppose à un des pays arabes alliés des Etats-Unis — voire à plusieurs — ce qui n'est guère de nature à faciliter la tâche de la diplomatie américaine. La « tempête du désert » n'a pas seulement ruiné un pays, elle a ressuscité des rêves. Voici que surgissent du fond de l'Histoire le Grand Israël biblique, Etat bâti sur une religion, l'empire des Perses, devenu haut lieu du chiisme et métropole des républiques islamiques, enfin la Turquie des Ottomans, nostalgique des grandeurs du califat et revendiquant le rôle éminent dans une région qu'elle a gouvernée durant plusieurs siècles. Le « nouvel ordre régional » dont parlent les Américains ne sera pas facile à établir. Ont-ils seulement compris qu'ils réveillent l'antique guerre des empires et des religions de l'Orient ?

Du côté des trois bénéficiaires arabes du conflit, l'Arabie Saoudite a retrouvé un prestige ébranlé un moment et démontré qu'il n'est pas bon de lui chercher noise. L'Egypte a retrouvé son rôle de pôle d'intérêt sur le double plan international et arabe et a été économiquement revivifiée par l'annulation de ses sept milliards de dette envers les Etats-Unis. Mais c'est la Syrie qui, en fin de compte, a raflé l'essentiel de la mise. Tenue pour un « Etat terroriste », elle a changé d'image et le président Assad fait désormais figure, pour les Américains, de recours, de sage dont on écoute les conseils avec profit. L'éternel candidat au leadership arabe s'est débarrassé de la lourde concurrence de Saddam Hussein et a vu s'affaiblir Yasser Arafat qui lui portait ombrage. Les pays du Golfe s'expliquent a posteriori la position qu'il a tenue durant la guerre Iran-Irak. Sorti d'une sorte d'isolationnisme qui dura des années, il envisage aujourd'hui de s'allier au Caire et à Ryad. Au Liban,

l'amélioration spectaculaire de ses relations avec Washington a consolidé sa position et lui a permis sans difficulté d'évincer Michel Aoun et de renforcer sa mainmise sur le pays. Il s'est acquis des pays du Golfe une aide de deux milliards de dollars et s'attend à un accroissement de ses échanges avec les Etats-Unis et l'Europe.

Le trio des bénéficiaires — Syrie, Egypte et Arabie Saoudite — entend œuvrer de concert pour un nouvel ordre arabe et une solution du problème palestinien. Ils ont fait un pas important dans ce sens avec la « déclaration de Damas », cosignée par les pays du Golfe le 6 mars 1991 et annonçant la création d'une force de paix arabe destinée à prendre la relève du corps expéditionnaire américain et, à plus long terme, à garantir la sécurité du monde arabe dans son ensemble. En outre, cette déclaration appelle à intensifier la coopération pour parvenir à un « rassemblement économique » qui assurerait le progrès dans ce domaine. Comme base de règlement régional, elle se réfère aux résolutions des Nations unies sur la question palestinienne et suggère que se tienne une conférence internationale à ce sujet.

Quelles que soient les intentions et les procédures, c'est sur la mise en place du nouvel ordre arabe que sera jugée l'alliance tripartite. Or le succès dépend de l'efficacité de leurs démarches auprès de Washington pour en obtenir le retrait des forces étrangères dans le Golfe, leur remplacement par la Force arabe et, plus généralement, l'engagement américain dans la solution des problèmes du Proche-Orient. Selon que le triangle sera vicieux ou efficace, la région connaîtra la paix ou la guerre. En cas de succès, on verra une « ère arabe » prendre la place de l'« ère américaine » qui s'amorce ou de l'« ère intégriste » qui menace.

Reste à examiner la position des Arabes déçus, perdants ou laissés pour compte : le Yémen, le Soudan, la Mauritanie, les Etats du Maghreb, mais plus particulièrement l'O.L.P. et la Jordanie. Leurs peuples ont démontré avec une rare ferveur leur soutien, durant la

crise du Golfe, à la cause irakienne et, en général, à la cause palestinienne. Leurs dirigeants ont fait preuve d'un réel esprit de solidarité arabe et d'un vif souci d'indépendance. Alors que la déclaration de Damas ne faisait nulle mention de l'O.L.P., les dirigeants maghrébins réunis en mars 1991 en Libye pour examiner les conséquences du conflit ont invité Yasser Arafat à leurs assises et publié une déclaration finale rappelant explicitement que l'O.L.P. est l'unique représentant du peuple palestinien. Contrairement à ce que l'on croit généralement, la Jordanie affronte un problème économique plus important que son problème politique. Le roi Hussein veillait soigneusement à se gagner l'appui de l'Occident, fût-ce au détriment de sa popularité. A la surprise générale, durant la guerre du Golfe, il a pris le parti contraire, sacrifiant son audience internationale au renforcement de sa position interne et a vu, pour la première fois, son portrait porté en triomphe par la foule auprès de ceux d'Arafat et de Saddam Hussein. Ce faisant, il s'est acquis la confiance des Palestiniens et des Jordaniens, mais il a perdu les subventions en provenance des pays du Golfe. Il est plus que probable qu'il parviendra sans trop de peine à se procurer à nouveau l'aide dont il a besoin. Il a déjà pris des contacts à cette fin et s'apprête à devenir, un jour, le président d'une éventuelle confédération jordano-palestinienne.

La guerre du Golfe a-t-elle sonné le glas de Yasser Arafat ? Je n'en crois rien. Certes, à première vue, il est dans une position difficile sur le plan arabe et son audience internationale a reculé. Mais ce n'est ni la première ni la dernière fois que le leader palestinien se retrouve dans cette situation difficile. Israéliens et Américains ne cessent, ni ne cesseront, de tout faire pour éloigner l'O.L.P. des perspectives de solution ou, du moins, pour écarter Arafat de sa direction. Mais hors d'Israël, une conviction gagne du terrain, même aux Etats-Unis : on ne peut dissocier le problème palestinien de la crise du Proche-Orient. La guerre du Golfe a mis en lumière trois évidences : la question palestinienne est

le nœud de la question, l'O.L.P. un passage obligé vers son règlement et Yasser Arafat un irremplaçable symbole. Quiconque se penche sur le drame du Proche-Orient sait qu'on ne parviendra à rien sans consentir aux Palestiniens leurs droits légitimes, reconnus internationalement et consacrés par les résolutions des Nations unies. Comment ignorer l'O.L.P. dès lors qu'il s'agit de représenter les Palestiniens des territoires occupés ou de la diaspora ? Comment mettre à la place d'Arafat une autre personnalité, choisie au sein de l'O.L.P. ou à l'extérieur ? Ce serait une intenable gageure. On ne contournera pas plus le cœur du problème qu'on n'en improvisera le symbole.

Tout le drame des Arabes tient à ce qu'ils ne savent toujours pas comment échapper à la guerre civile sans tomber dans la dictature. Comment prévenir l'éclatement de leurs pays sans les abandonner à l'arbitraire d'un seul homme. Comment concilier la stabilité et la liberté. C'est pourquoi, comme les Romains de la République sur son déclin, ils ne supportent plus ni leurs maux ni leurs remèdes.

Il faut qu'ils regardent aujourd'hui en face, aveuglantes comme le soleil et la mort, les deux guerres qu'ils viennent de traverser. Il faut qu'ils en tirent la leçon. Peut-être cesseront-ils alors de baisser les bras, de capituler devant leur histoire. Car la longue malédiction du Liban comme la foudroyante mésaventure de l'Irak sont les deux visages d'un même mal : le refus de la démocratie.

Ce refus est, bien avant les ferments de guerre civile, la raison, première et profonde, inavouée et inavouable, de la tragédie libanaise. De même que les Israéliens ne pouvaient tolérer un Etat multiconfessionnel contraire à leur nature même, les Arabes n'ont pas eu le courage d'accepter, à Beyrouth, le libre débat, la coexistence des communautés, la presse sans chaînes, la tolérance de l'opposition, bref la démocratie qui pouvait balayer les miasmes du passé et faire souffler sur toute la région un vent vivifiant de liberté. Je pense que le Liban a été la

cible d'une sorte de guerre préventive. Elle a empêché un exemple d'être suivi et un modèle de prévaloir.

La catastrophe irakienne est l'autre versant du refus. Faute de démocratie, l'un des pays arabes les plus puissants, le seul pourvu, outre ses riches ressources humaines et matérielles, d'une armée imposante, s'est lancé, sous les yeux d'un monde effaré, dans l'aventure qui allait le briser. Tout était rassemblé à Bagdad pour forger un Etat industrialisé et prospère. C'était le grand dessein d'un homme d'une exceptionnelle énergie, capable de mobiliser la nation. Mais son régime excluait le libre débat, l'opposition, la critique, sources d'informations précieuses pour la prise de décision. Saddam Hussein a vécu le drame de l'autocrate qu'aucune institution ne tempère et que personne n'ose éclairer, dissuader ou contredire.

La leçon des deux guerres des Arabes est sans ambiguïté : il est temps que, chez eux, des hommes – et peut-être d'abord les Libanais, forts de leur expérience amère – aient le courage d'élever la voix. Il est temps de proclamer de toutes nos forces que la seule façon d'assurer la paix, le progrès, la stabilité des Etats et même, un jour, l'unité arabe, est de s'engager résolument et sans esprit de retour sur le chemin de la démocratie.

La démocratie enfin chez elle dans le monde arabe, ce sera, j'en suis certain, la revanche du Liban, le prix de sa douleur, le rachat de sa malédiction. Du Koweït à la Palestine, du Golfe à l'Atlantique, le combat ne cessera plus. Avant la fin de cette dernière décennie du XX^e siècle, le Moyen-Orient va encore connaître les secousses et les crises. A l'aube du troisième millénaire, après tant de tourmentes et de tempêtes, il verra fleurir le printemps de la liberté.

Beyrouth, le 13 avril 1991.

TABLE

Page 100
Page 101
Page 102
Page 103
Page 104
Page 105
Page 106
Page 107
Page 108
Page 109
Page 110
Page 111
Page 112
Page 113
Page 114
Page 115
Page 116
Page 117
Page 118
Page 119
Page 120
Page 121
Page 122
Page 123
Page 124
Page 125
Page 126
Page 127
Page 128
Page 129
Page 130
Page 131
Page 132
Page 133
Page 134
Page 135
Page 136
Page 137
Page 138
Page 139
Page 140
Page 141
Page 142
Page 143
Page 144
Page 145
Page 146
Page 147
Page 148
Page 149
Page 150
Page 151
Page 152
Page 153
Page 154
Page 155
Page 156
Page 157
Page 158
Page 159
Page 160
Page 161
Page 162
Page 163
Page 164
Page 165
Page 166
Page 167
Page 168
Page 169
Page 170
Page 171
Page 172
Page 173
Page 174
Page 175
Page 176
Page 177
Page 178
Page 179
Page 180
Page 181
Page 182
Page 183
Page 184
Page 185
Page 186
Page 187
Page 188
Page 189
Page 190
Page 191
Page 192
Page 193
Page 194
Page 195
Page 196
Page 197
Page 198
Page 199
Page 200

81

Page 100
Page 101
Page 102
Page 103
Page 104
Page 105
Page 106
Page 107
Page 108
Page 109
Page 110
Page 111
Page 112
Page 113
Page 114
Page 115
Page 116
Page 117
Page 118
Page 119
Page 120
Page 121
Page 122
Page 123
Page 124
Page 125
Page 126
Page 127
Page 128
Page 129
Page 130
Page 131
Page 132
Page 133
Page 134
Page 135
Page 136
Page 137
Page 138
Page 139
Page 140
Page 141
Page 142
Page 143
Page 144
Page 145
Page 146
Page 147
Page 148
Page 149
Page 150
Page 151
Page 152
Page 153
Page 154
Page 155
Page 156
Page 157
Page 158
Page 159
Page 160
Page 161
Page 162
Page 163
Page 164
Page 165
Page 166
Page 167
Page 168
Page 169
Page 170
Page 171
Page 172
Page 173
Page 174
Page 175
Page 176
Page 177
Page 178
Page 179
Page 180
Page 181
Page 182
Page 183
Page 184
Page 185
Page 186
Page 187
Page 188
Page 189
Page 190
Page 191
Page 192
Page 193
Page 194
Page 195
Page 196
Page 197
Page 198
Page 199
Page 200

... de guerre par
... saint et un
... rophie vaine
... d'émanciper, il y a des
... tactes, le seuil pourvu entre
... armées et matérialistes, d'une ai
... France, sous les yeux d'un monde effa
... qui allait le briser. Pour enlail
... sur un front (surtout) no

... de mobiliser la nati
... libre débat, l'opposition, la critique
... stitutions précieuses pour la prise de
... Hussein a vécu le ~~libéralisme~~ l'autor
... institution ne tempère et que p
... demander

... des de
... il est les
... l'absence la
... ouvrage d'élever la voix. Il est
... ntes nos forces que la saine
... aux ... la stabilité des
... de ... arabe, en de plénitude
... l'esprit, de retour sur
... d'émancipation enfin chez elle dans le mo
... l'on en fait

... inique, le
... la fin de cette dernière déconvenue
... Moyen-Orient va encore connaître les
... es. A l'aube du troisième mill
... toutes et de tempêtes, il

I. Le calvaire des présidents	13
II. La paix piégée	51
III. L'ère des intifadas	103
IV. Les triangles vicieux	151
V. Les chrétiens dans la tourmente	223
VI. A l'horizon du Golfe	273

Cet ouvrage a été réalisé par la
SOCIÉTÉ NOUVELLE FIRMIN-DIDOT
Mesnil-sur-l'Estrée
pour le compte des Éditions Grasset
et des éditions FMA
en mai 1991



Imprimé en France

Première édition, dépôt légal : mai 1991

N° d'édition : 8505 N° d'impression : 18001

ISBN 2-246-45041-1





D.R.

Karim Pakradouni

LE PIEGE

*De la malédiction
libanaise à la guerre
du golfe*

L'interminable guerre du Liban comme le foudroyant conflit du Golfe sont les deux visages d'un même drame. A l'heure où l'effondrement du communisme redessine la carte du monde, il faut que l'Occident, tirant les leçons de la « malédiction libanaise » et de la Tempête dans le désert, comprenne enfin comment échapper au Piège que lui tend la nouvelle Question d'Orient.

Karim Pakradouni, témoin privilégié, peut l'y aider. Ce dirigeant des Forces libanaises (milices chrétiennes), avocat et homme de dialogue, médiateur par raison et passion, s'efforce d'ouvrir sa communauté au monde arabe. Conseiller écouté du président Sarkis et de Bachir Gemayel, il a tenté désespérément, sous le mandat d'Amine Gemayel, d'empêcher la « guerre des chrétiens » puis de réconcilier les adversaires.

Le Piège est riche en révélations sur l'histoire récente du Liban et du Proche-Orient tout entier. Voyage passionnant dans les coulisses de la politique, de Beyrouth à Damas, du Caire à Bagdad, il offre des portraits enlevés et parfois cruels de tous les acteurs : Yasser Arafat et Saddam Hussein expliquant à l'auteur leurs intentions et leur politique, Samir Geagea, le général Aoun, Elie Hobeika, Amine Gemayel, Walid Joumblatt présentés dans leur action quotidienne. Paix américaine ou flambée des intégrismes ? La connaissance parfaite des hommes et des événements que transmet à son lecteur Karim Pakradouni aide à répondre à la question clé de la fin du millénaire.



9 782246 450412

115 FF

ISBN 2-246-45041-1

37 5069 2

91-V